

DIRECTION DES FINANCES ET DES ACHATS

LE **BUDGET**
PRIMITIF
2022



RAPPORT BUDGÉTAIRE

SOMMAIRE

I/ Présentation générale de l'équilibre du budget primitif 2022	P. 3
1) L'équilibre général du BP 2022	p. 3
2) Description des grands postes de dépenses et recettes	p. 9
II/ Crédits transverses : Fiscalité, dotations, péréquation, et opérations financières	P. 23
III/ Présentation par politique publique	P. 38
1) Sécurité	p. 42
2) Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	p. 48
3) Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	p. 56
4) Santé et action sociale	p. 66
5) Aménagement des territoires et habitat	p. 79
6) Action économique	p. 90
7) Environnement	p. 97
8) Transports	p. 107
9) Services généraux	p. 114
IV/ Les autorisations de programme	P. 126
V/ Les opérations d'ordre	P. 139
VI/ Récapitulatif par chapitre	P. 141
Annexe	P. 148

I/ Présentation générale de l'équilibre du projet de budget primitif 2022

1) L'équilibre général du projet de BP 2022

Après un budget primitif 2021 de sortie de crise, marqué par des pertes de recettes inédites et des dépenses exceptionnelles réalisées par la Ville pour soutenir le tissu économique parisien, l'emploi et les Parisiennes et les Parisiens les plus fragiles, sur fond de désengagement continu de l'État à l'égard des collectivités locales, le budget primitif 2022 a été construit en tenant compte de la reprise progressive de l'activité économique observée ces derniers mois. Ce budget permet de financer les grandes priorités de la Ville tout en maintenant les mesures de solidarité mises en place pour protéger les Parisiennes et des Parisiens les plus touchés par la crise.

Ainsi, au BP 2022, les **recettes réelles de fonctionnement** (RRF) s'établissent à **8 762,8 M€**, en hausse de 198,4 M€, soit 2,3 %, par rapport au BP 2021. En parallèle, les **dépenses réelles de fonctionnement** (DRF) progressent de 2,2 % (+179,3 M€), et se portent à **8 361,6 M€**, contre 8 182,3 M€ au BP 2021. L'évolution uniforme des RRF et des DRF conduit à légèrement augmenter de **19,1 M€**, d'un exercice à l'autre, l'**épargne brute**, qui s'affiche à **401,2 M€**.

Le niveau de **dépenses d'investissement** du BP 2022 est fixé à **1 654,7 M€** (contre 1 448 M€ en 2021). La Ville fait ainsi le choix de poursuivre son investissement à un très haut niveau pour accompagner la reprise de l'activité économique et accélérer la mise en œuvre des projets prioritaires de la mandature.

Ce budget 2022 concentre notamment les moyens pour accélérer la transition sociale de Paris, répondre aux défis du changement climatique et de ses impacts socio-écologiques et assurer le bon accueil des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024.

Les **recettes réelles d'investissement** se montent à **666,1 M€** en hausse de 113,9 M€ en 2022.

La capacité de financement des investissements, en 2022, est de **1 067,3 M€**, égale à la somme des recettes réelles d'investissement et de l'épargne brute. Elle couvre ainsi 64,5 % des dépenses prévues (l'épargne brute y contribuant pour 36,4 %).

De ce fait, l'**autorisation d'emprunt** est fixée à **905,4 M€**. Sur la base d'une dette à 7 046,5 M€ au 1^{er} janvier 2022, et dans l'hypothèse d'une saturation de l'emprunt en 2022, la dette totale au 31 décembre 2022 s'établirait à 7 756,8 M€. La durée de désendettement de la collectivité serait alors de 19,33 ans, en légère hausse par rapport au BP 2021.

Évaluation climat du compte administratif 2020 : Un exercice perturbé par la mise en œuvre des mesures exceptionnelles durant la crise sanitaire

En 2018, la Ville a renforcé son ambition climatique en inscrivant l'objectif de neutralité carbone dans son Plan Climat, ambition saluée par la récompense au « UN Global Climate Award 2021 ». Dans le même temps la Ville s'est attachée à travailler sur la transparence et la cohérence de ses dépenses avec cet objectif climatique.

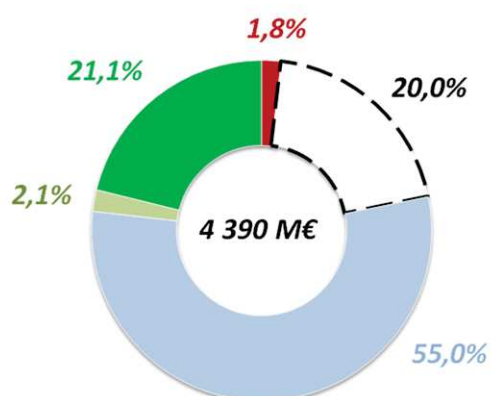
Ainsi, durant l'année 2021, la Ville de Paris a reconduit la démarche innovante d'évaluation climat pour ses dépenses 2020. Celle-ci vise à identifier, au sein du budget, les dépenses ayant un impact significatif sur les émissions de gaz à effet de serre (GES) de son territoire. L'évaluation climat des dépenses 2020 de la Ville a été menée dans la continuité d'une première expérimentation de la méthode sur les dépenses du compte administratif 2019 (communiquée dans le rapport budgétaire

2021), puis d'une nouvelle application sur les dépenses pluriannuelles d'investissement futures (communiquée lors du débat d'orientation budgétaire 2022).

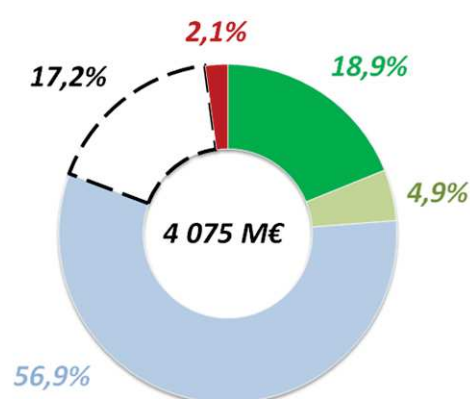
Cette nouvelle évaluation climat a été menée sur un périmètre d'analyse de **4,075 Md€**, correspondant aux dépenses dites « opérationnelles » (hors masse salariale, dépenses d'ordre ou strictement financières, et suite à l'application d'un effet de seuil).

Ainsi, sur le périmètre des dépenses 2020, **un impact carbone a pu être identifié sur 83 % des dépenses retenues**. Cela représente une augmentation de 3 points par rapport à l'évaluation menée sur le CA 2019. Il est néanmoins à noter que l'exécution budgétaire 2020 a été fortement touchée par la crise sanitaire, sociale et économique, qui a donné lieu à de nombreuses dépenses exceptionnelles entraînant une survalorisation de la part neutre au détriment des autres colorations.

Évaluation des dépenses du CA 2019



Évaluation des dépenses du CA 2020



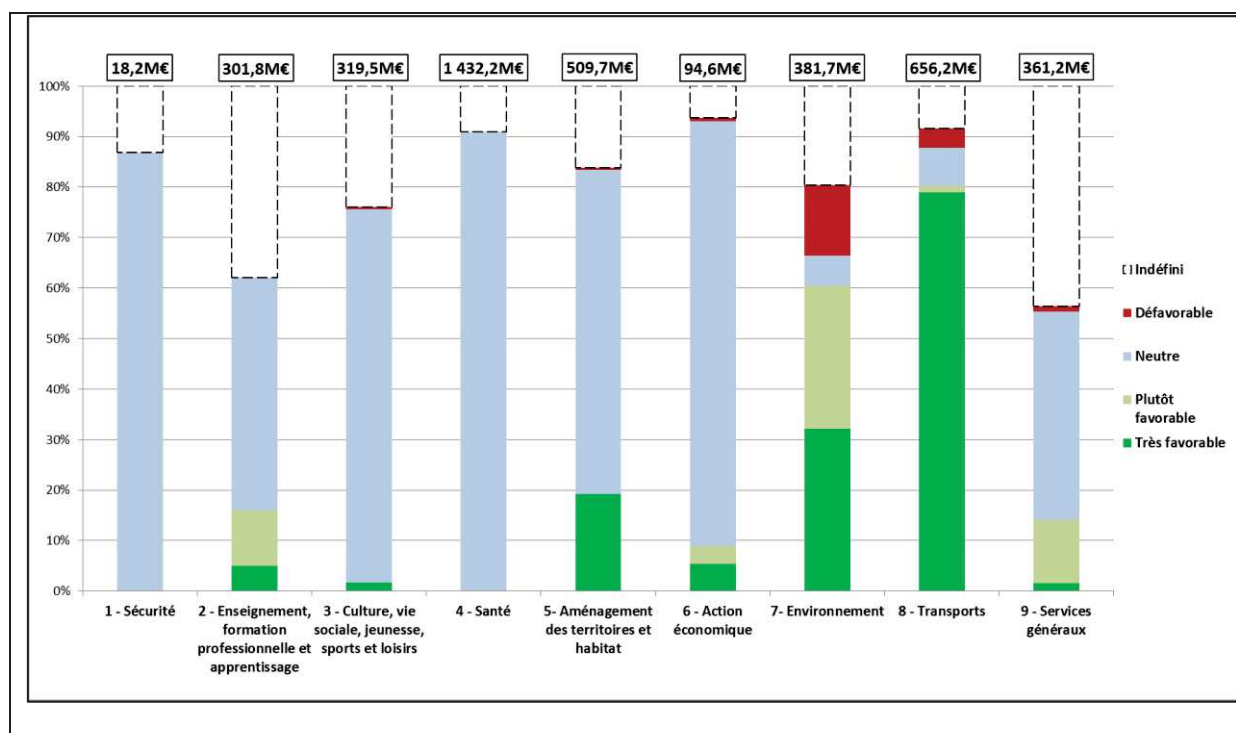
■ Très favorable ■ Plutôt favorable ■ Neutre □ Indéfini ■ Défavorable

Près de 24 % des dépenses de la Ville ont un impact positif sur le climat et le bilan carbone. On identifie par exemple la poursuite de la mise en œuvre du Contrat de Performance Énergétique des piscines (2,3 M€) et des écoles (8,6 M€), les subventions fléchées sur la performance énergétique des logements (55,9 M€), les dépenses liées aux travaux pour un tourisme à impact positif (1 M€), les dépenses afférentes à la collecte et au tri des déchets recyclés (17,4 M€) ou encore la contribution de la Ville aux transports en commun (396,5 M€ de contribution de fonctionnement à IDFM, extensions de lignes, comme le T3 pour 5,4 M€, mise en accessibilité des stations, etc.). **57 % des dépenses ont été classées comme « neutre »**, correspondant essentiellement aux dépenses culturelles et sociales et aux dépenses exceptionnelles liées à la gestion de la crise COVID. **2 % des dépenses analysées ont été classées « défavorable »**, correspondants principalement aux dépenses résiduelles d'énergie d'origine non renouvelable.

Enfin, **l'impact de 17,2 % des dépenses reste « indéfini »** à ce stade.

La publication chaque année de l'évaluation climat des comptes administratifs, interrogeant les dépenses effectives de la collectivité, permettra de poursuivre la prise en compte des enjeux climatiques dans les actions de la Ville.

Le graphique ci-dessous présente l'évaluation climat des dépenses par grandes politiques sur le périmètre d'analyse retenu.



Initiation d'une démarche de budget sensible au genre

La Ville de Paris a mis en place depuis fin 2020 une démarche de budgétisation sensible au genre qui vise à systématiser la prise en compte de l'égalité femmes-hommes dans la mise en œuvre des politiques publiques parisiennes, en évaluant l'impact de chaque dépense.

L'équipe projet a d'abord échangé avec des collectivités européennes ayant engagé des démarches similaires sur les choix méthodologiques et les obstacles à contourner. Des ateliers exploratoires ont ensuite été menés pour étudier les budgets de fonctionnement de cinq directions opérationnelles volontaires : les directions des affaires culturelles, de l'attractivité et de l'emploi, de la jeunesse et des sports, de l'urbanisme, de la voirie et des déplacements.

La catégorisation des dépenses selon leur impact sur l'égalité a souligné la grande proportion de dépenses dédiée à des dispositifs « genrables », c'est-à-dire qui peuvent avoir un impact sur l'égalité. Ces premiers résultats prometteurs ont été accompagnés d'une analyse détaillée de certains dispositifs des directions, conduisant à quelques premiers leviers d'action pour mieux intégrer le genre :

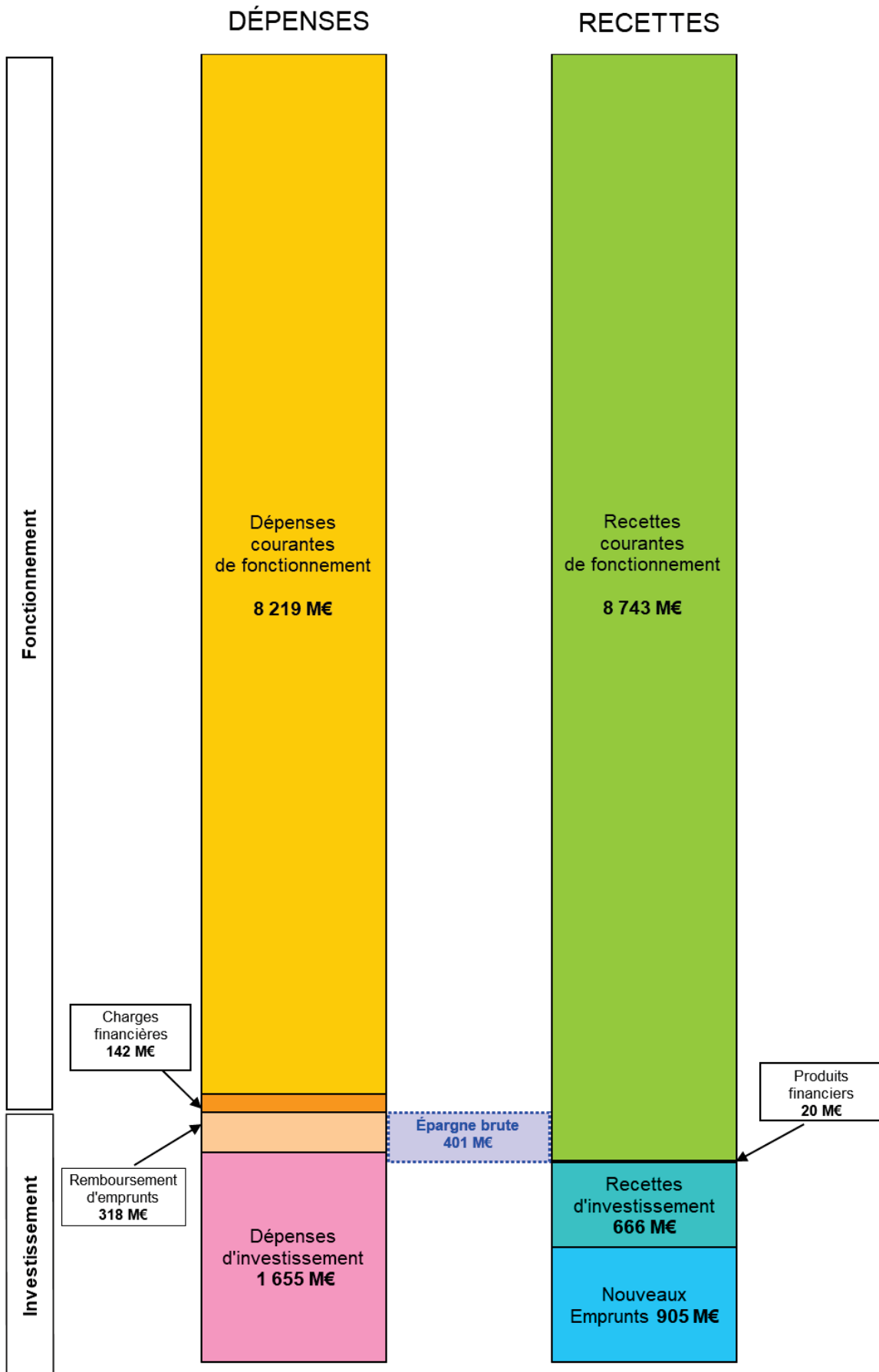
- en conduisant une analyse genrée des usages d'un dispositif ou d'un espace public avant de le concevoir, permettant de mieux y intégrer les besoins et attentes de chacun.e ;
- en s'assurant d'une gouvernance paritaire des structures financées ou subventionnées ;
- en ciblant le public féminin dans les dispositifs accueillant du public, pour que les femmes soient représentées de façon équitable parmi les bénéficiaires.

La démarche sera poursuivie durant l'année 2022 avec les perspectives suivantes :

- l'organisation de groupes de travail autour des différentes catégories de dépenses identifiées, et notamment les subventions et les marchés publics, dans l'objectif de produire un guide méthodologique pour une meilleure intégration du genre ;

- l'identification d'indicateurs et l'intensification de la collecte de données genrées, pour renforcer et systématiser l'évaluation des politiques publiques au regard du genre ;
- l'intégration à moyen terme d'un marqueur « genre » attribué à chaque dépense selon sa prise en compte du genre dans le système d'information budgétaire ;
- le partage d'un document informatif avec les élu.es du Conseil de Paris sur l'évolution de l'impact des dépenses sur l'égalité, dès décembre 2022 sur les cinq directions pilotes puis étendu à l'ensemble du budget les années suivantes ;
- à terme l'appui sur cette évaluation des dépenses dans les discussions budgétaires.

BP 2022



Les chiffres-clés présentés par fonction

Les dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent à 8,36 milliards d'euros.

Les dépenses réelles d'investissement, hors remboursement d'emprunt, s'établissent à 1,65 milliard d'euros. Les autorisations de programme nouvelles s'élèvent à 2,3 milliards d'euros.

Depuis l'exercice 2019, le budget primitif de la Ville de Paris est réparti selon 9 fonctions permettant d'identifier directement les moyens dévolus aux différentes politiques publiques.

En M€	BP 2021	BP 2022	Evolution 2021/2022
Recettes réelles de fonctionnement	8 564,4	8 762,8	2,3%
Fiscalité	4 820,4	5 218,7	8,3%
Fiscalité directe locale	1 788,8	2 091,7	16,9%
Fiscalité indirecte	1 753,5	1 826,1	4,1%
Fraction de fiscalité nationale	673,3	692,4	2,8%
Taxes affectées	604,7	608,5	0,6%
Dotations et compensations	2 241,0	1 941,8	-13,3%
Recettes de gestion	1 484,5	1 582,7	6,6%
Sécurité	1,3	1,3	1,8%
Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	80,4	81,6	1,4%
Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	90,2	84,6	-6,2%
Action sociale	344,7	341,8	-0,9%
Aménagement des territoires et habitat, dont:	121,3	212,4	75,1%
Action économique	52,4	60,4	15,3%
Environnement	118,6	121,9	2,8%
Transports	487,2	492,9	1,2%
Services généraux	188,4	185,8	-1,4%
Produits financiers	18,6	19,6	5,5%
Dépenses réelles de fonctionnement	8 182,3	8 361,6	2,2%
Charges de personnel	2 491,2	2 541,0	2,0%
Dépenses de gestion (hors charges de personnel)	3 935,6	4 021,9	2,2%
Sécurité	241,2	242,7	0,6%
Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	241,7	231,4	-4,3%
Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	253,2	254,7	0,6%
Action sociale	1 757,6	1 814,0	3,2%
Aménagement des territoires et habitat	91,3	89,2	-2,3%
Action économique	40,9	37,8	-7,7%
Environnement	350,6	357,6	2,0%
Transports	550,3	569,4	3,5%
Services généraux	408,8	425,1	4,0%
Péréquation et reversements fiscaux	1 608,1	1 656,2	3,0%
Charges financières	147,4	142,5	-3,3%
Epargne brute Anafi (capacité d'autofinancement brute)	382,1	401,2	5,0%
Recettes réelles d'investissement	552,3	666,1	20,6%
Produits de cession	186,0	186,0	0,0%
Dotations et Fiscalité (FCTVA)	137,0	115,9	-15,4%
Dont plan de relance	50,0	0,0	-100,0%
Dont loyers capitalisés		201,9	
Recettes opérationnelles	179,3	162,3	-9,5%
Dépenses réelles d'investissement	1 716,9	1 972,7	14,9%
Remboursement d'emprunt	268,0	318,0	18,7%
Dépenses opérationnelles	1 448,9	1 654,7	14,2%
Autorisation d'emprunt	782,5	905,4	15,7%
Dettes			#DIV/0!
Dettes bancaires et obligataires au 01/01/N	6 472,7	7 046,5	8,9%
Encours total de dettes au 01/01/N	6 621,9	7 182,5	8,5%
Dettes bancaires et obligataires au 31/12/N	6 987,1	7 633,9	9,3%
Autres dettes au 31/12/N (hors rembt avance DMTO)	136,0	122,8	-9,7%
Encours total de dettes au 31/12/N	7 123,1	7 756,8	8,9%
Durée de désendettement	18,64	19,33	

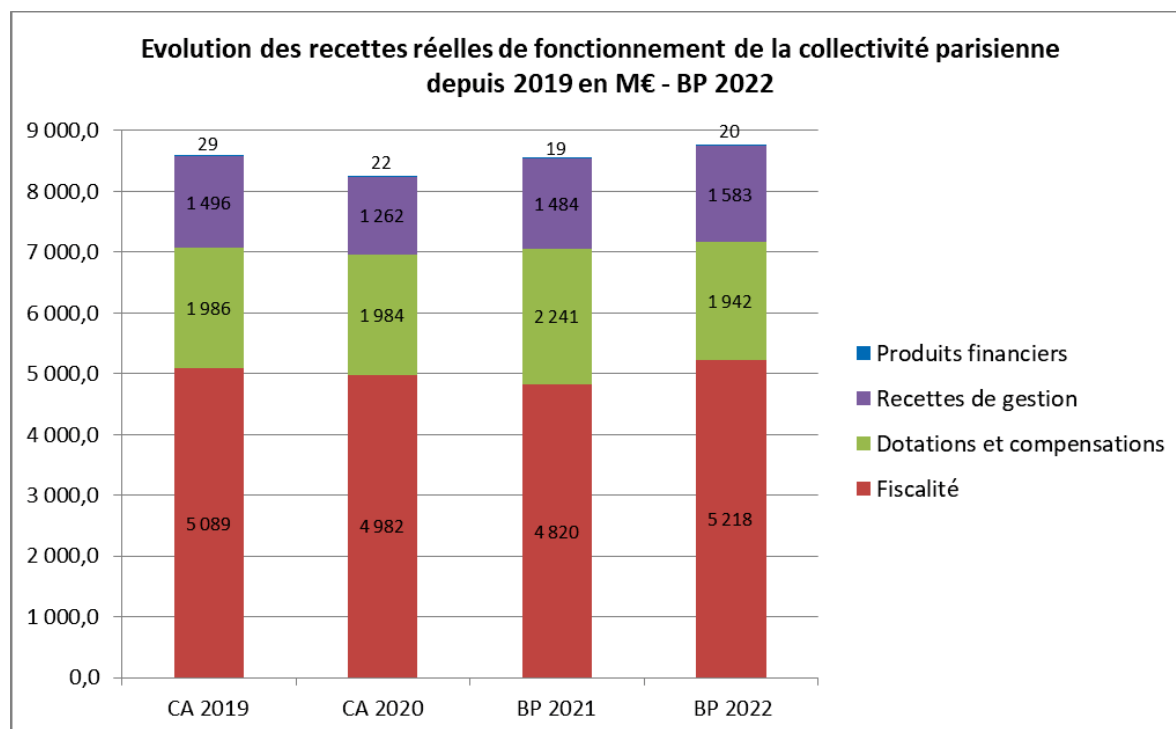
2) Description des grands postes de dépenses et recettes

Les éléments ci-dessous sont détaillés dans les parties suivantes du présent rapport.

2.1 La section de fonctionnement permet de dégager une épargne brute de 401,2 M€.

2.1.1 Les recettes de fonctionnement

Les recettes réelles de fonctionnement inscrites au BP 2022 sont estimées à 8 762,8 M€, en hausse de 2,3 % par rapport au BP 2021 (8 564,4 M€).



Cette hausse s'explique principalement par :

- des recettes de fiscalité, dotations et compensations, et produits financiers en hausse de 100,2 M€ par rapport au BP 2021, essentiellement sous l'effet d'une reprise de la fiscalité immobilière et de la hausse de la fraction de TVA, malgré une baisse de la fiscalité directe, notamment concernant la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises en raison des effets de la crise sanitaire ;
- des recettes de gestion en hausse également, de 98,2 M€, en lien avec la hausse des recettes de loyers capitalisés.

Les **recettes de fiscalité**, s'établissant à 5 218,7 M€, affichent une hausse de 8,3 %. Cette augmentation s'explique essentiellement par deux effets de périmètre :

- d'une part, le BP 2021 intégrait le transfert du produit de cotisation foncière des entreprises (CFE) à la Métropole du Grand Paris (MGP), alors prévu par la loi au 1^{er} janvier 2021. Cette perte de recette fiscale devait s'accompagner d'une majoration de l'attribution de compensation (AC) versée à la Ville de Paris par la MGP, égale au produit constaté de CFE 2020, estimé à 332 M€ au BP 2021. Or, la loi de finances pour 2021 (article 255) a reporté ce

transfert au 1^{er} janvier 2023. La Ville de Paris continue donc de percevoir le produit de CFE en 2021 et 2022 mais reverse une partie de la dynamique de cette taxe au profit de la MGP.

- d'autre part, parmi les mesures en faveur des entreprises, la loi de finances pour 2021 (article 29) dispose que les valeurs locatives des locaux industriels, servant à calculer les bases fiscales, sont divisées par deux à compter de 2021. Cette mesure se traduit par une perte annuelle de recettes de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) de 10 M€ et de CFE de 11 M€, compensée à due concurrence par l'État. Cette disposition n'étant pas encore votée par le Parlement lors de l'adoption du BP 2021, elle n'était pas prise en compte. Elle minore d'autant les recettes fiscales attendues en exécution pour 2021 et se traduit par un dynamisme de TFPB et de CFE moindre en 2022.

En retraitant ces deux effets de périmètre, le dynamisme des recettes fiscales de BP 2021 à BP 2022 est ramené à 1,7 %.

Hors effets de périmètre, l'évolution des recettes de fiscalité s'explique principalement par deux facteurs : d'une part la croissance du produit de TVA qui compense la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales. En raison de son mode de calcul, la fraction de TVA perçue par la Ville suit les mêmes évolutions tendanciennes que la TVA nationale, et elle est projetée, au BP 2022, à hauteur de 692,4 M€, suivant une hypothèse de progression retenue par la Ville de 2,8 % des recettes de TVA par rapport au BP 2021.

D'autre part, le dynamisme retrouvé des recettes de fiscalité indirecte, en hausse de 72,6 M€, est porté essentiellement par les recettes de fiscalité immobilière, inscrites à hauteur de 1 650 M€ (+4 % par rapport au BP 2021), et, dans une moindre mesure, par le produit de la taxe de séjour inscrit pour 95 M€, en hausse de 10 M€ par rapport au BP 2021, escomptant un retour à la normale de la fréquentation touristique.

Enfin, certaines recettes fiscales sont orientées à la baisse, dont la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres meublés non affectés à la résidence principale, inscrite à 190,7 M€ (-7,8 M€ soit une baisse de 4 % par rapport au BP 2021), et la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, estimée à 484,3 M€ (en baisse de 13,6 M€ soit 2,7 % par rapport au BP 2021), en lien avec l'impact économique de la crise sanitaire.

Inversement, les **dotations et compensations** sont portées à 1 941,8 M€, en baisse de 13,3 %, principalement en raison de l'effet de périmètre déjà évoqué ci-dessus. Ainsi, le BP 2021 prévoyait une augmentation de l'attribution de compensation versée par la Métropole du Grand Paris pour compenser le transfert de recette de CFE de 332 M€. Ce transfert étant reporté à 2023, il n'y a pas lieu de réviser cette attribution de compensation : le BP 2022 prévoit donc une attribution de compensation versée par la Métropole du Grand Paris égale à 978,5 M€, soit le montant inscrit au CA 2020 et versé en 2021. S'ajoute à cet effet de périmètre la poursuite de la baisse de la dotation globale de fonctionnement forfaitaire (DGF) versée par l'État (-6,3 M€ soit -31,6 % par rapport au BP 2021). Ces baisses ne sont que partiellement compensées par l'augmentation des allocations compensatrices de TFPB et de CFE (+21 M€), contrepartie de la réduction de moitié des bases fiscales des locaux industriels, et par une hausse des compensations de transferts de compétences (taxe spéciale sur les conventions d'assurance à + 6,7 M€), due au dynamisme du secteur assurantiel.

Les **recettes de gestion** s'élèvent à 1 582,7 M€, en augmentation de 98,2 M€ par rapport au BP 2021 (+6,6 %), en lien avec l'accroissement des recettes de loyers capitalisés, du fait d'une hausse du

nombre de logements disponibles pour le conventionnement. Hors loyers capitalisés, les recettes de gestion sont stables par rapport au BP 2021 (+0,1 %).

Les principales évolutions des recettes par fonction, détaillées dans les parties suivantes, peuvent être citées :

Les recettes de la fonction aménagement des territoires et habitat connaissent une croissance de 91,1 M€ au BP 2022 à la suite de l'inscription de 150,6 M€ de loyers capitalisés contre 54,1 M€ au BP 2021, issus essentiellement du conventionnement d'immeubles appartenant aux trois bailleurs sociaux de la Ville, qui concernera 2 442 logements.

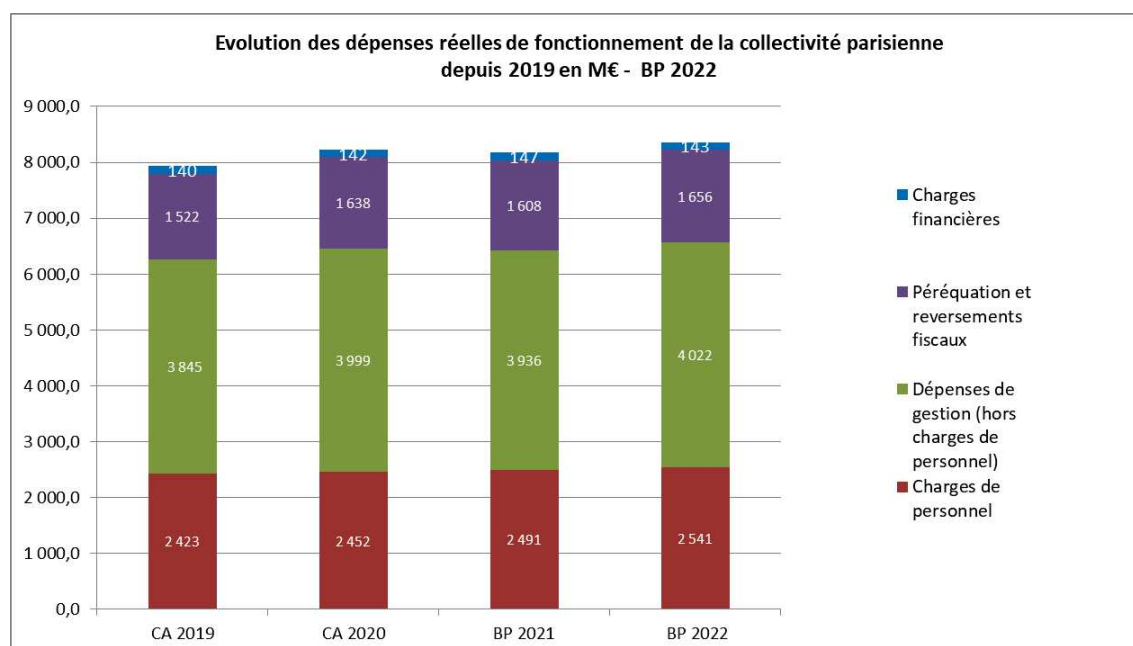
60,4 M€ sont inscrits en recettes sur la fonction action économique soit 8 M€ de plus qu'en 2021, notamment au titre des droits de voirie, en raison de la fin des exonérations accordées dans le cadre de la crise sanitaire.

Sur la fonction transports, les recettes connaissent une hausse de 5,8 M€, notamment à la suite de l'augmentation des tarifs d'occupation pour les transports de fonds et au déploiement de la concession des bornes de recharge des véhicules électriques.

Enfin, sur la fonction Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs, les recettes s'établissent à 84,6 M€, en diminution de 5,6 M€, principalement en raison de la baisse de 8,3 M€ des redevances des stades externalisés (conséquence de la baisse de fréquentation liée à la crise sanitaire), de 1,3 M€ des recettes usagers dans les piscines et de 1 M€ des participations des usagers des centres de loisirs. Cette baisse n'est que partiellement compensée par l'inscription de 2,1 M€ de recettes au titre des conservatoires et ateliers des beaux-arts, en raison de la reprise des enseignements, ou encore une hausse de 4,4 M€ des recettes liées au patrimoine du fait de l'installation de bâches publicitaires sur les églises de la Madeleine et de la Trinité.

2.1.2 Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses réelles de fonctionnement atteignent **8 361,6 M€**, soit une hausse de 2,2 % par rapport au BP 2021.

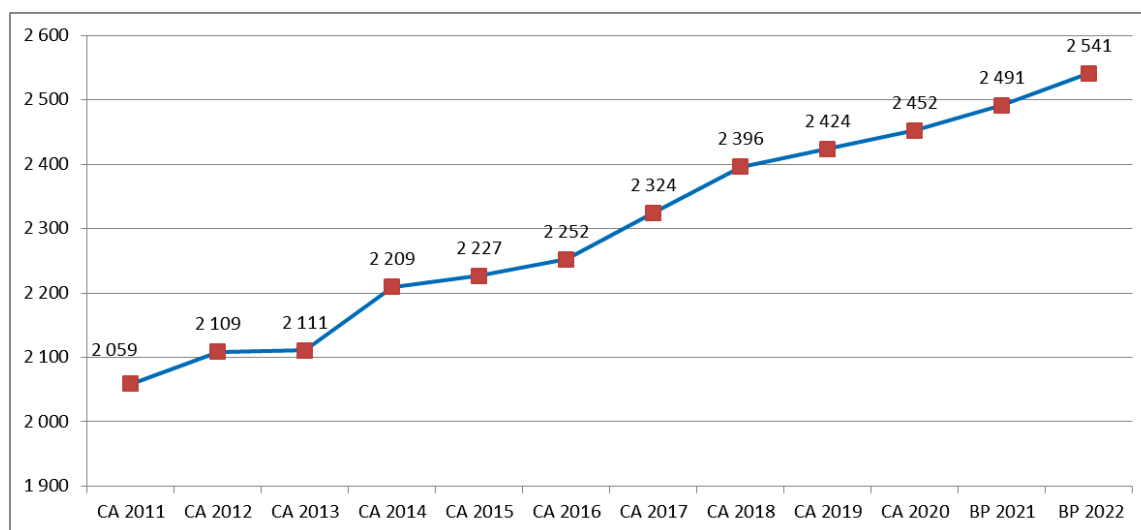


La hausse de 179,3 M€ des **dépenses réelles de fonctionnement** se décompose en quatre grands postes (détaillés dans les pages qui suivent) :

- les **charges de personnel** augmentent de 2 %, soit 49,8 M€, couvrant à la fois la progression spontanée de la masse salariale, la prise en compte des décisions de l'État (revalorisation de la catégorie C, « Ségur », etc.), des mesures décidées par la Ville en faveur des agents ainsi que des créations de postes dans les nouveaux équipements et dans les domaines prioritaires de la mandature, tels que la sécurité, à travers la montée en puissance de la police municipale, la santé publique ou la transition écologique et la lutte contre les dérèglements climatiques avec la création de directions dédiées ;
- les **dépenses de gestion** progressent de 86,3 M€ avec notamment l'augmentation de 56,4 M€ des dépenses de santé et d'action sociale, de 19,1 M€ de dépenses supplémentaires sur la fonction transport (en raison du versement d'une indemnité de fin de concession), de 16,3 M€ sur la fonction services généraux à la suite d'une inscription de 20 M€ pour le fonds d'indemnisation des victimes de l'explosion de la rue de Trévise conformément à la délibération adoptée par le Conseil de Paris en novembre 2021, ainsi que sur la fonction environnement (+7 M€) et sur les dépenses de propreté ;
- les **dépenses de péréquation et reversements fiscaux** sont en hausse de 48,1 M€, par rapport au BP 2021, sous l'effet de la réévaluation du prélèvement au titre du CAS Amendes d'une part, estimé à 64 M€ au BP 2022 (+18 M€ par rapport au BP 2021), et de l'augmentation de la contribution de la collectivité parisienne aux fonds de péréquation DMTO d'autre part, s'établissant à +53,9 M€ par rapport au BP 2021. Ces hausses ne sont que partiellement compensées par la baisse de la contribution aux fonds de péréquation hors fonds DMTO (- 27,8 M€) ;
- les **charges financières** sont en diminution de 4,9 M€.

Pour l'exercice 2022, la **masse salariale** donne lieu à une inscription de 2 541 M€, en progression de 2 % par rapport au BP 2021.

Évolution de la masse salariale entre 2011 et 2022 (en M€)



Cette progression de la masse salariale s'explique principalement par la revalorisation de la catégorie C, par les mesures issues du Ségur de la Santé, par l'effet « Glissement Vieillesse Technicité », par la

tenue de 4 tours d'élections et par les mesures d'accompagnement décidées dans le cadre de la mise en œuvre de la loi de transformation de fonction publique.

Il convient de souligner que les mesures décidées, de manière soudaine, par l'État sur les bas salaires sont bienvenues pour les agents concernés, mais sont financées principalement par les collectivités territoriales (75 % des agents de catégorie C appartenant à la fonction publique territoriale), et ce, une nouvelle fois, sans concertation et sans aucune compensation pour ces dernières.

Outre ces mesures, certaines décisions propres à la politique RH de la Ville de Paris expliquent aussi cette augmentation. La recherche de l'égalité salariale et la valorisation des métiers de la Ville, afin d'en renforcer l'attractivité, guideront des mesures relatives à la carrière ou à la rémunération des agents. Ces axes de travail s'inscrivent en cohérence avec les engagements pris dans le cadre du Plan Égalité 2021-2023, notamment la suppression des écarts de rémunération non justifiés par un motif professionnel entre les femmes et les hommes d'un même corps d'ici 2023.

La progression de la masse salariale est également le résultat des mouvements d'emplois. Le budget emplois 2022 traduit les priorités de la mandature, au premier rang desquelles figurent notamment la transition écologique et la lutte contre les dérèglements climatiques avec la création d'une direction dédiée. Il intègre également la création d'une Direction de la santé publique, qui doit permettre à la Ville de Paris, dans un contexte de crise sanitaire, de gagner en anticipation, réactivité et efficacité sur les questions de santé publique. Le budget emplois 2022 entérine également la création de la nouvelle Police municipale Parisienne, avec la bascule des agents vers les nouveaux corps et la montée en puissance des effectifs avec la création de 138 postes. L'entretien et la végétalisation de l'espace public, le développement de nouveaux services publics pour les Parisiens, le renforcement de l'action en direction des populations les plus fragiles et la résorption de l'emploi précaire constituent les principales autres priorités traitées par le budget emplois 2022.

Au total, avec 442 créations de postes, 125 redéploiements et un solde des transformations de -3,5, le budget emplois 2022 présente un solde + 313,5 emplois et 8 588 heures de vacation pour un impact en masse salariale de 17,19 M€ dont 8,17 M€ sur 2022 et un effet report sur 2023.

Les **dépenses de gestion** s'établissent à 4 021,9 M€, en croissance de 86,3 M€ par rapport au BP 2021, soit une augmentation de 2,2 %. Cette tendance à la hausse concerne particulièrement les politiques publiques « Action sociale », « Transports », « Services généraux » et « Environnement ». Les principales évolutions, citées ci-dessous, seront détaillées dans les parties suivantes :

Les dépenses de santé et d'action sociale sont majorées de 56,4 M€, pour tenir compte notamment de la hausse des allocations du RSA (+9 M€), des dépenses consacrées aux personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) (+14,6 M€), dans le cadre d'un retour progressif à la normale du nombre de bénéficiaires et des taux d'occupation des établissements accueillant des personnes âgées, de l'aide sociale aux personnes handicapées (+16,3 M€) à la suite d'une hausse du nombre de bénéficiaires et à l'ouverture de nouveaux services, des dépenses d'aide sociale à l'enfance (+13,3 M€) et notamment des frais d'hébergement et de prise en charge des mineurs, et enfin de l'aide aux personnes en difficulté notamment via le Fonds de Solidarité Logement (FSL) (+8 M€).

Les dépenses relatives à la fonction transports sont en hausse de 19,1 M€ principalement à la suite de l'augmentation des crédits dédiés à l'entretien de la voirie, à l'inscription d'indemnités de résiliation de la concession du parking Notre-Dame, et à la contribution à Ile-de-France Mobilité.

Sur la fonction services généraux, 16,4 M€ de crédits supplémentaires sont inscrits, notamment à la suite d'une inscription provisionnelle de 20 M€ conformément à l'accord-cadre d'indemnisation pour les victimes de l'accident de la rue de Trévis.

357,3 M€ sont inscrits au bénéfice de la fonction « Environnement », soit 7 M€ de plus qu'au BP 2021 notamment à la suite de la hausse de la contribution au Syndicat intercommunal de traitement des ordures ménagères (SYCTOM) suite au relèvement des tarifs.

Les dépenses liées à l'enseignement et à la formation professionnelle baissent quant à elles de 10,3 M€, principalement en raison de la non reconduction des crédits relatifs à l'AERE (aide exceptionnelle à la rentrée étudiante versée dans le cadre de la crise sanitaire) et en lien avec les négociations en cours avec l'État au sujet de la contribution versée par la Ville au ministère de l'Éducation nationale au titre des décharges de classes.

L'exercice 2022 augmente la dette sociale de l'État à l'égard de Paris

Depuis 2002, l'État a transféré aux Départements la responsabilité et les charges afférentes à la mise en œuvre des allocations individuelles de solidarité (AIS : APA, PCH, RMI puis RSA). Concomitamment, il a doté les Départements de ressources destinées à financer ces dépenses nouvelles. Toutefois, l'évolution de ces compensations est beaucoup moins dynamique que celle des prestations légales désormais à la charge des Départements. Il en résulte un déficit croissant qui contraint les finances publiques locales, et obère, par voie de conséquence, le principe de libre administration des collectivités territoriales, qui doivent affecter des crédits à ces dépenses obligatoires.

Plus encore que les précédents, le BP 2022 illustre cette situation de déséquilibre, qui alimente la dette sociale de l'État à l'égard de la Ville de Paris, chaque année plus prégnante.

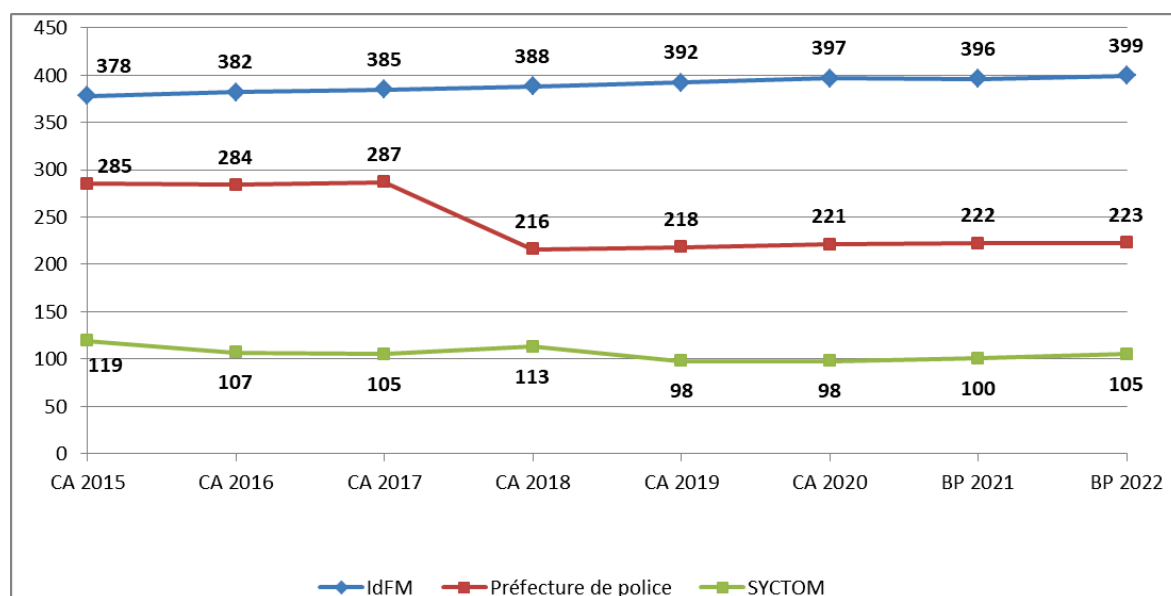
Ainsi, en 2022, le reste à charge pour la Ville de Paris devrait s'élever à 135,3 M€, en hausse par rapport aux 120 M€ estimés dans la prévision 2021. Non compensé, ce reste à charge est à financer par d'autres recettes de la Ville de Paris, et il vient alimenter l'état de la dette sociale qui, depuis 2014, s'établit à 1 186 M€.

Ces éléments sont détaillés en partie III, fiche Santé et action sociale du présent rapport.

Au sein de ces dépenses de gestion, les contributions de la collectivité parisienne augmentent de 8 M€ par rapport au BP 2021, pour atteindre 726,8 M€ :

- la contribution versée à **Ile-de-France Mobilités (IDFM)** est fixée à 399,3 M€, en progression de 3,3 M€ par rapport au BP 2021 ;

- la **contribution à la Préfecture de police** s'élève à 222,5 M€, soit une hausse de 0,1 M€ par rapport au BP 2021. Cette stabilité cache **une répartition différente des contributions** aux services dits administratifs assurés par la Préfecture de Police qui baisse de 1,2 M€, et à la Brigade des Sapeurs-Pompiers de Paris qui augmente de 1,3 M€, portée à 95,4 M€ au BP 2022. Cette augmentation permet de continuer à financer le plan de modernisation de la brigade ;
- la **contribution au Syndicat intercommunal de traitement des ordures ménagères (SYCTOM)** s'élève à 105 M€, en augmentation de 4,6 M€ par rapport au BP 2021, à la suite du relèvement des tarifs et la prévision d'une augmentation de 10 % des tonnages des encombrants et des collectes sélectives.



Les **dépenses de péréquation et reversements fiscaux** sont projetés à 1 656,2 M€ au BP 2022, en hausse de 48,1 M€, par rapport au BP 2021.

Cette évolution résulte majoritairement d'une augmentation des prélèvements au titre du fonds de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) (+25 % par rapport au BP 2021) et d'une évolution des dépenses au titre du compte d'affectation spéciale des amendes de police (CAS amendes), projeté à 64 M€ au BP 2022 (+39,2 % par rapport au BP 2021).

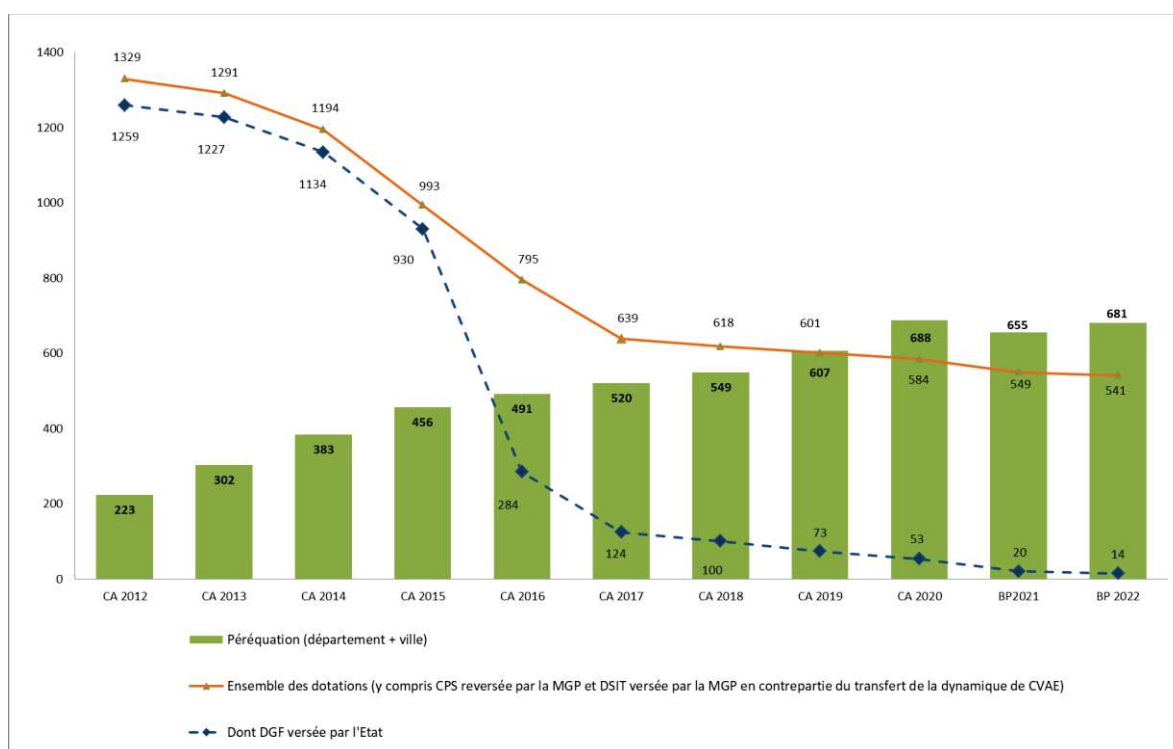
Les dépenses de péréquation devraient atteindre 680,6 M€ en 2022, soit une hausse de 4 % par rapport au BP 2021. La mise à contribution du budget de la Ville pour financer les mécanismes de solidarité et de redistribution entre collectivités continue à s'accroître d'année en année. **En 2022, la Ville de Paris participe ainsi au financement de 22 % de l'ensemble des fonds départementaux et communaux déployés sur le territoire national, et au financement de 53 % des fonds régionaux à l'échelle de l'Île-de-France.**

Les autres prélèvements et reversements fiscaux progressent de 22 M€ par rapport au BP 2021, pour atteindre 77,4 M€. Ils comprennent des restitutions de fiscalité indirecte (notamment des restitutions de droits de mutation à titre onéreux perçus à tort par la Ville, erreurs émanant de l'administration fiscale et mis à la charge de la Ville) et de fiscalité directe (notamment des dégrèvements de taxe d'habitation au titre de résidences secondaires, à la charge de la Ville, lorsque

des contribuables sont assujettis à tort par l'administration fiscale), ainsi que les prélèvements au titre du CAS amendes qui progressent fortement de BP à BP.

Au regard de l'évolution des dotations versées par l'État (541 M€) et des dépenses supportées par la Ville au titre du financement de la péréquation (681 M€), **le solde des relations financières avec l'État est déficitaire pour la Ville de Paris dès le stade de la construction budgétaire pour la troisième année consécutive et se creuse toujours plus (- 104 M€ constaté au CA 2020, -116 M€ inscrit au BP 2021, - 140 M€ au BP 2022)**. Les versements de l'État restent nettement inférieurs aux contributions parisiennes à la solidarité locale et régionale. Cet effet ciseau dégrade l'équilibre de la section de fonctionnement et obère les marges de manœuvre permettant à la collectivité d'investir au service des Parisiennes et des Parisiens.

Évolution des dépenses de péréquation et des dotations perçues par Paris entre 2012 et 2022 (en M€)



Pour rappel, la Métropole du Grand Paris (MGP) perçoit depuis 2016, en lieu et place de la Ville, la dotation dite « compensation part salaires » (CPS) de la dotation forfaitaire de la DGF. La MGP reverse à la Ville une attribution de compensation représentant la différence entre les ressources et les charges transférées. Ce reversement inclut la dotation « CPS », pour 453 M€, ce qui explique la différence entre le montant global des dotations attendu, de 541 M€, et le niveau des concours financiers versés directement par l'État, de 78 M€, incluant la DGF (13,6 M€), la dotation globale de décentralisation (15,8 M€), les compensations d'exonération de fiscalité (46,4 M€), la dotation titres sécurisés (1,3 M€) et le fonds de compensation de la TVA en fonctionnement (11 M€).

Enfin, les **frais financiers** sont estimés à 142,5 M€, en baisse de 4,9 M€ par rapport au BP 2021, principalement sous l'effet du remboursement d'un emprunt portant un taux d'intérêt très largement supérieur à ceux des emprunts contractés récemment.

Depuis le début de la crise de la Covid-19, le coût pour la Ville est estimé à environ 1,2 milliard d'euros, sans aide significative de l'État.

Les conséquences de la crise sanitaire se poursuivent et se décomposent de la manière suivante :

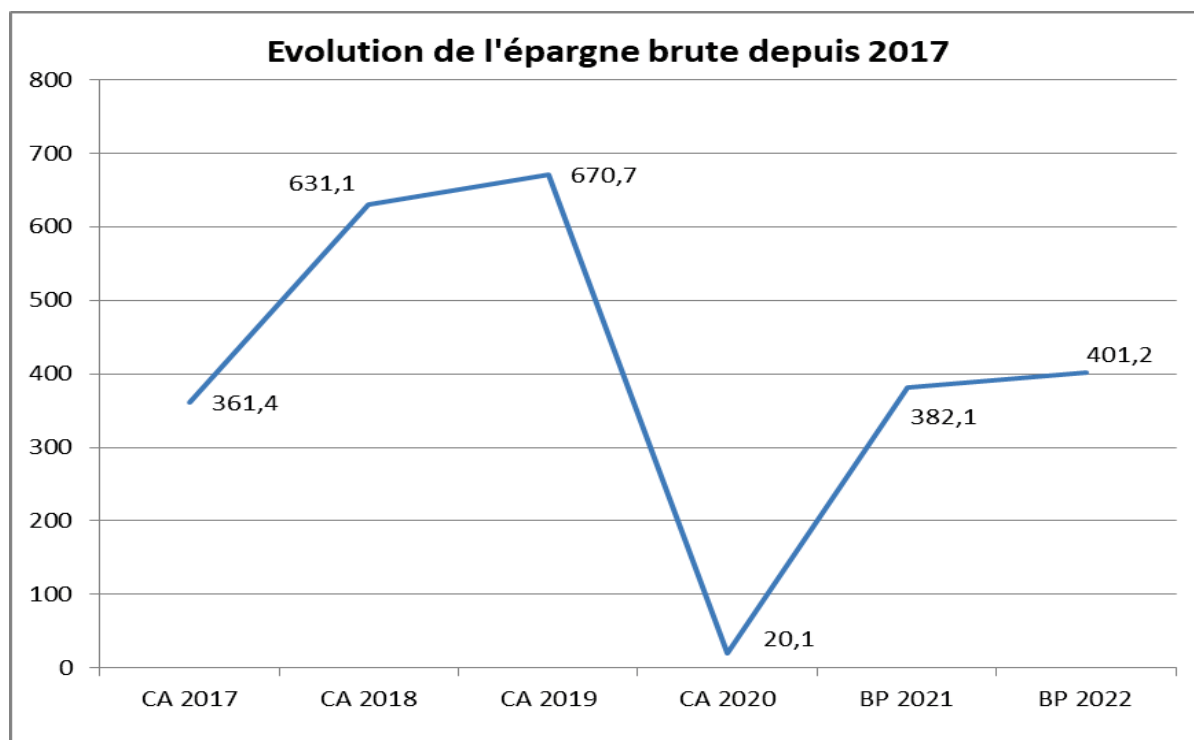
- des pertes de recettes pour 730 M€ : notamment à la suite du ralentissement du marché immobilier en 2020 et de la perte de dynamisme de cette recette en 2021, et à une activité touristique très limitée en 2020 et 2021, qui ont eu un impact lourd sur les recettes fiscales. Ainsi, la perte de recettes afférente est estimée à environ 230 M€ de DMTO et 100 M€ de taxe de séjour). Par ailleurs, les recettes de gestion ont été minorées notamment par la fermeture des crèches et des centres de loisirs (perte d'environ 80 M€), ainsi que par la moindre fréquentation des piscines et des stades).

- des dépenses supplémentaires à hauteur de 220 M€ : notamment près de 60 M€ d'achat d'équipements de protections individuelles pour les agents, 80 M€ de dépenses supplémentaires de RSA et de dépenses liées aux mises à l'abri à l'hôtel et prise en charge hôtelière dans le cadre de l'ASE, 12 M€ au titre des campagnes de dépistage du Covid-19 ou encore des aides exceptionnelles en matière de restauration scolaire pour les familles.

- un plan de soutien pour un montant de 240 M€ : la Ville a mis en œuvre un plan de soutien massif qui se décompose en environ 80 M€ de dépenses spécifiques (dont 14 M€ de participation au fonds résilience, 35 M€ pour les plans de relance Tourisme et de soutien à la culture, 6 M€ pour l'appel à projet « relancer mon entreprise autrement », 10 M€ pour soutenir les associations, etc.) et 160 M€ d'abandon de recettes (dont 50 M€ d'adaptations contractuelles et d'exonération de redevances de concessions, 35 M€ d'exonérations de taxes comme les droits de voirie et de redevances pour les marchés alimentaires et les puces, 75 M€ d'exonérations de loyers pour les locaux commerciaux et associatifs).

Ce coût de la crise sanitaire pour la collectivité parisienne sera détaillé dans le rapport financier 2021.

Compte tenu de l'évolution quasiment similaire des recettes et dépenses de fonctionnement au BP 2022, **l'épargne brute** augmente modérément par rapport au BP 2021, de 19 M€, pour se s'établir à **401,2 M€**.



2.2 En 2022, les investissements sont financés à hauteur de 64,5 % par les ressources propres de la collectivité

2.2.1 Les recettes d'investissement atteignent 666,1 M€

Les **subventions et dotations** reçues représentent **265 M€**. Ce poste se compose de :

- 115,9 M€ au titre du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) ;
- 149,2 M€ des autres subventions et dotations, dont 68,5 M€ au titre des aides à la pierre.

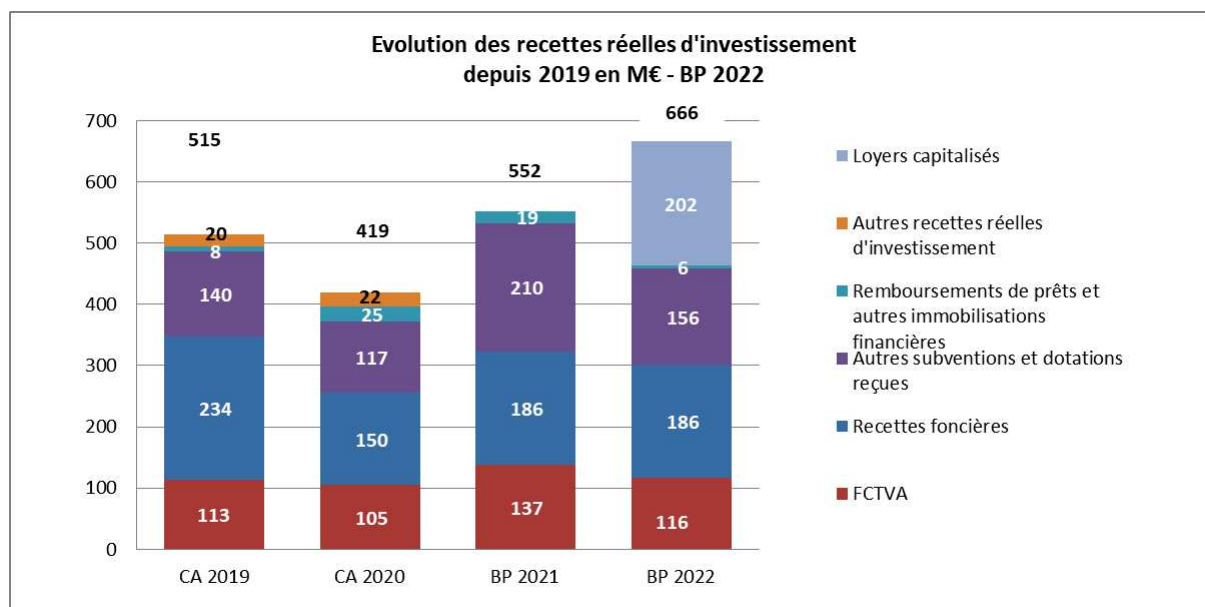
201,9 M€ sont prévus au titre des loyers capitalisés, à la suite de nouvelles opérations de conventionnement.

186 M€ sont également prévus au budget primitif 2022 au titre des **recettes foncières**. Les cessions envisagées concerneraient notamment les opérations suivantes :

- des cessions de surfaces dans le Forum des Halles (1^{er}),
- de terrains quai d'Issy (15^e) dans le cadre de l'APUI « Inventons la métropole 2 »,
- de surfaces foncières à la SEMAPA dans le cadre des ZAC Paris Rive Gauche (13^e) et Python-Duvernois (20^e).

Les **autres recettes réelles d'investissement** représentent **6,8 M€**, principalement au titre des opérations pour compte de tiers.

Enfin, les recettes issues des **remboursements de prêts** accordés s'élèvent à **6 M€**.



LA VILLE DE PARIS PRIORISE SES INVESTISSEMENTS DANS LES QUARTIERS POPULAIRES.

Le périmètre concerné par ces investissements comprend la création de nouveaux équipements et les dépenses qui concourent à **l'amélioration du cadre de vie** (voirie et espaces verts), l'entretien et l'aménagement des équipements fréquentés par les usagers, qu'ils soient publics ou subventionnés, les transports, les projets d'aménagements. **L'objectif est de réaliser 25% de ces investissements dans les quartiers populaires.**

Pour réaliser cet objectif, en plus des projets d'investissements de la mandature déjà localisés, les directions opérationnelles et les Mairies d'arrondissement seront associées à la démarche afin de privilégier les quartiers populaires dans leurs programmes de travaux et leurs enveloppes de subventions d'équipement. En 2022, hormis les travaux d'entretien de l'espace public et d'aménagement des équipements existants, plusieurs projets importants situés dans les quartiers populaires sont lancés, tels que la restructuration de la crèche collective des Amandiers (20^e), la création de centres sportifs ou l'extension de terrains de sport au sein de la ZAC Bédier-Oudiné (13^e) et de la Goutte d'or (18^e), ou encore des réaménagement urbains (voirie et espaces verts) au sein des ZAC Gare des Mines Fillettes (18^e) et Python-Duvernois (20^e) ou dans le quartier de la porte de la Chapelle (18^e).

2.2.2 Les dépenses d'investissement sont fixées à 1 654,7 M€ au BP 2022, hors remboursement d'emprunt.

Ces dépenses **augmentent de 205,8 M€** par rapport au BP 2021 (1 448,9 M€). Hors indemnités versées dans le cadre des nouveaux conventionnements pour les loyers capitalisés, les dépenses inscrites au BP 2022 progressent de 78 M€. Les dépenses d'investissement inscrites au BP 2022 sont détaillées dans les parties suivantes, relatives aux fonctions.

Les **dépenses d'équipement**, établies à **1 083,6 M€** (contre 851,1 M€, soit une augmentation de 27 %), représentent 65,5 % des dépenses d'investissement (contre 59 % au BP 2021). Elles se décomposent en :

- 571 M€ pour les dépenses de travaux (+93,4 M€ par rapport au BP 2021, en lien avec l'avancement des projets d'investissement de la mandature) comme la construction de l'Arena 2 ou le projet OnE, de la place du Trocadéro à la Tour Eiffel ;
- 383 M€ pour les acquisitions (+ 129,7 M€ par rapport au BP 2021 principalement en lien avec le rachat d'actifs dans le cadre des nouveaux conventionnements liés aux loyers capitalisés), notamment celles liées au logement ou encore les acquisitions foncières pour la création d'équipements ;
- 129,6 M€ pour les immobilisations incorporelles (biens immatériels et frais d'études notamment (+ 9,4 M€ par rapport au BP 2021).

Parmi les dépenses d'acquisition, 156,6 M€ sont consacrés aux acquisitions d'emprises foncières (contre 143,2 M€ en 2021), dont 133,2 M€ en faveur du logement social.

EMBELLIR VOTRE QUARTIER (27,5 M€)

Priorité de la mandature, la territorialisation des politiques parisiennes vise à renforcer le rôle et les leviers d'action des mairies d'arrondissement, interlocuteurs de proximité des Parisiens. Dans ce cadre, **une nouvelle démarche municipale « Embellir votre quartier »** a été mise en place. Le programme « Embellir » permet de transformer et de végétaliser l'espace public du quotidien, après concertation des habitants, en regroupant l'ensemble des interventions planifiées dans un même quartier sur une période de travaux resserrée.

Au BP 2022, la politique « Embellir » est portée par deux enveloppes « transformation » et « végétalisation » des quartiers, dotées respectivement de 13,5 M€ et de 14 M€ et inscrites au budget général. Un groupe de travail s'est constitué afin de fournir aux maires d'arrondissements des modalités de suivi par quartier de ces travaux, grâce à des extractions régulières de données localisées. **Au BP 2023, cet effort de suivi sera encore accentué grâce au positionnement des crédits consacrés à la démarche « Embellir » sur les investissements localisés (IL)**, avec une programmation opération par opération. Ce dispositif « Embellir » sera alors pleinement intégré dans le budget d'investissement des mairies, qui disposeront d'un tableau de bord territorialisé sur l'embellissement de l'espace public.

Des informations complémentaires sur cette démarche sont présentées dans la partie III du présent rapport, au sein des dépenses d'investissement relatives à l'aménagement du territoire.

Les **subventions d'équipement** représentent **435,2 M€** et sont versées essentiellement dans les domaines d'intervention suivants : le logement et l'habitat (214,6 M€, dont 197,8 M€ pour le logement social), les transports (50,2 M€), l'administration générale (26,4 M€) et le sport (23,9 M€).

Les **autres dépenses** représentent quant à elles **135,9 M€**, contre 72 M€ en 2021. Elles se composent :

- d'autres dépenses réelles d'investissement pour 122,9 M€, soit 78,2 M€ de plus qu'en 2021, portant notamment les consignations liées au logement social, le remboursement d'emprunt de la Philharmonie ou encore les participations à la SOGARIS ;
- des dépenses liées aux opérations réalisées pour compte de tiers pour 10,2 M€ et des prêts accordés pour 2,9 M€.

25 % d'investissement décidé avec les Parisiennes et les Parisiens : l'exemple du budget participatif parisien

Lancé en 2014, le budget participatif de Paris permet aux Parisiennes et aux Parisiens de proposer puis de voter des projets d'investissement pour leur ville. Les projets lauréats sont ensuite mis en œuvre par les services de la Ville de Paris. Depuis son origine, plus de 2 914 projets proposés par les Parisiennes et les Parisiens.

A l'occasion de la dernière édition de ce dispositif, **62 projets** ont été lauréats. Dans le cadre du Pacte parisien pour la proximité, 2 nouveautés sont à noter : d'une part, les budgets participatifs d'arrondissement (BPA) sont désormais exclusivement financés sur les crédits centraux, et non plus par contribution des mairies d'arrondissement à partir des investissements d'intérêt local (IIL), et d'autre part, 97 % des projets lauréats sont des initiatives portées à l'échelle de l'arrondissement.

Au total, ces 62 projets proposés et décidés par les habitantes et habitants représentent **un investissement de 74,6 millions d'euros**. 8 millions d'euros sont inscrits au sein de ce budget au titre du budget participatif parisien 2021 et se décomposent comme suit :

- 3 M€ en faveur de l'environnement, pour le projet « Agir pour une ville plus propre » ;
- 5 M€ au titre du cadre de vie pour le projet « S'adapter aux effets du réchauffement climatique à Paris ».

Sur ce total, les **projets d'arrondissement** représentent un montant de **66,6 M€**.

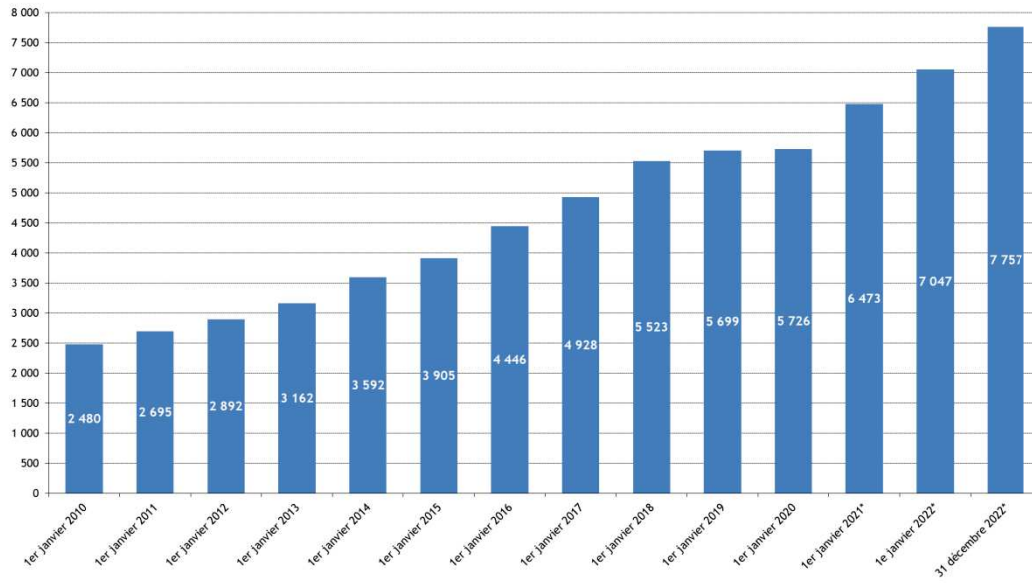
Les principaux postes d'investissement de cette enveloppe sont l'éducation et la jeunesse (21,6 %), la solidarité et la cohésion sociale (17,2 %), le sport (16,1 %), la culture et le patrimoine (15,5 %), l'environnement (10 %) et le cadre de vie (6,2 %).

Au sein des projets d'arrondissement, **16,8 M€** concernent des projets localisés dans les **quartiers populaires** dont notamment : « Améliorer les conditions d'accueil dans les bains-douches » (2 M€), « De la diversité commerciale et artisanale dans nos quartiers » (2 M€) et « Rénovation des avenues de Saint-Ouen et de Clichy » (2 M€).

Le budget participatif est ainsi un des outils pris en compte pour répondre à l'objectif fixé par la Ville de Paris en matière de démocratie participative : c'est désormais 25 % d'investissement qui sera décidé avec les Parisiennes et les Parisiens d'ici 2026. Cette nouvelle ambition se traduit par une double dynamique : l'association systématique des citoyennes et citoyens aux grands projets d'investissement de la Ville de Paris, et le recensement des dépenses d'investissement ayant fait l'objet d'une démarche citoyenne (conférences citoyennes et ateliers autour du Plan Local d'Urbanisme Bioclimatique, réunions publiques dans le cadre d'Embellir votre quartier, co-constructions citoyennes avec l'Assemblée citoyenne, votations citoyennes avec le Budget participatif, etc.).

Le **besoin de financement des investissements**, couvert par l'autorisation d'emprunt, s'établit à **905,4 M€** au BP 2022. En cas de saturation de celle-ci, la **dette bancaire et obligataire** s'établirait au 31 décembre 2022 à un montant de **7 633,9 M€**, à laquelle s'ajoutent les autres dettes contractées notamment dans le cadre du contrat de performance énergétique (21,5 M€) et de l'échéancier d'emprunt de la Philharmonie (78 M€). La **dette totale** de la ville s'établirait ainsi à **7 756,8 M€**.

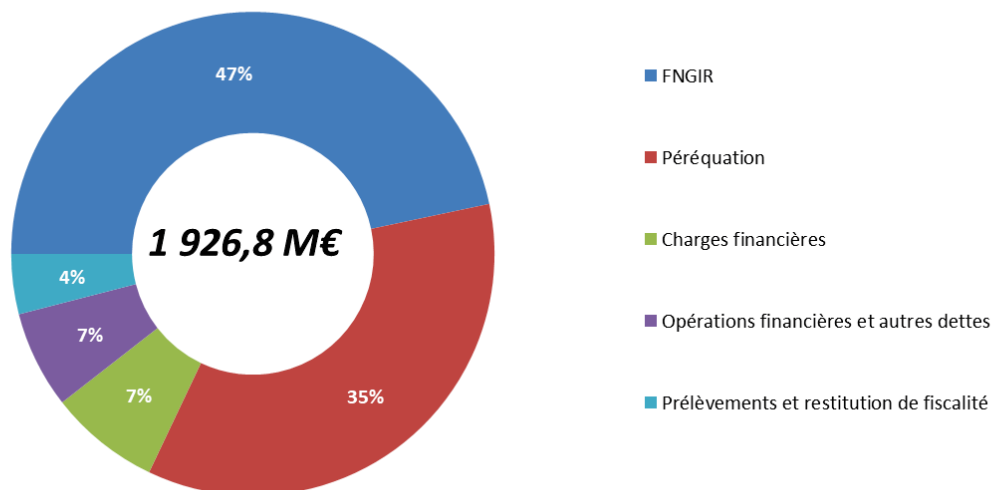
ÉVOLUTION DE L'ENCOURS DE DETTE BANCAIRE ET OBLIGATAIRE EN M€ - BP 2022



(*) Encours de dette bancaire et obligataire prévisionnel dans l'hypothèse de saturation de l'autorisation d'emprunt

II/ Crédits transverses : Fiscalité, dotations, péréquation, et opérations financières

BUDGET CONSOLIDÉ CONSACRÉ AUX OPÉRATIONS NON VENTILÉES -
BP 2022



PRÉCISION MÉTHODOLOGIQUE

La fonction 0 « Services généraux » inclut, conformément aux instructions budgétaires et comptables, les « **opérations non ventilables** », qui comprennent les dépenses et recettes extra-opérationnelles concourant aux grands équilibres financiers du budget de la collectivité parisienne (notamment les recettes de fiscalité et les dépenses de péréquation)¹. Ces opérations sont détaillées dans la présente partie.

Les autres crédits de la fonction « Services généraux » (crédits découlant du fonctionnement des services et des équipements publics de la collectivité, états spéciaux d'arrondissement (ESA), crédits relatifs à l'action internationale et à la gestion des fonds européens) sont détaillés dans la fiche 9 « Services généraux – opérations ventilables » de la partie III.

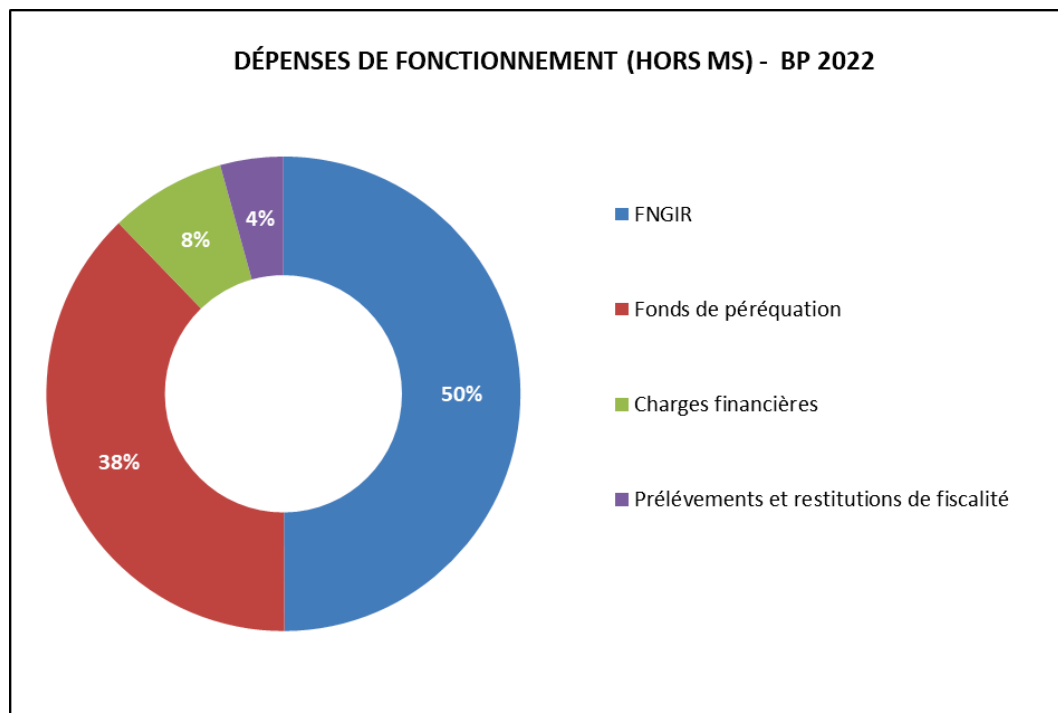
<i>en M€</i>	BP 2021	BP 2022
Dépenses de fonctionnement	1 759,6	1 801,7
<i>dont masse salariale</i>	4,1	3,0
Dépenses d'investissement	56,8	125,1
Recettes de fonctionnement	6 186,5	6 276,1
Recettes d'investissement	143,3	330,2

¹ Ainsi que les opérations d'ordre. Tous les montants présentés dans cette partie du rapport sont des dépenses et recettes réelles, l'autofinancement et les opérations d'ordre étant pour leur part détaillés dans la partie V du rapport. Elles correspondent principalement aux opérations comptables (dotations aux amortissements, provisions pour risques notamment), strictement équilibrées en dépenses et en recettes.

1) SECTION DE FONCTIONNEMENT

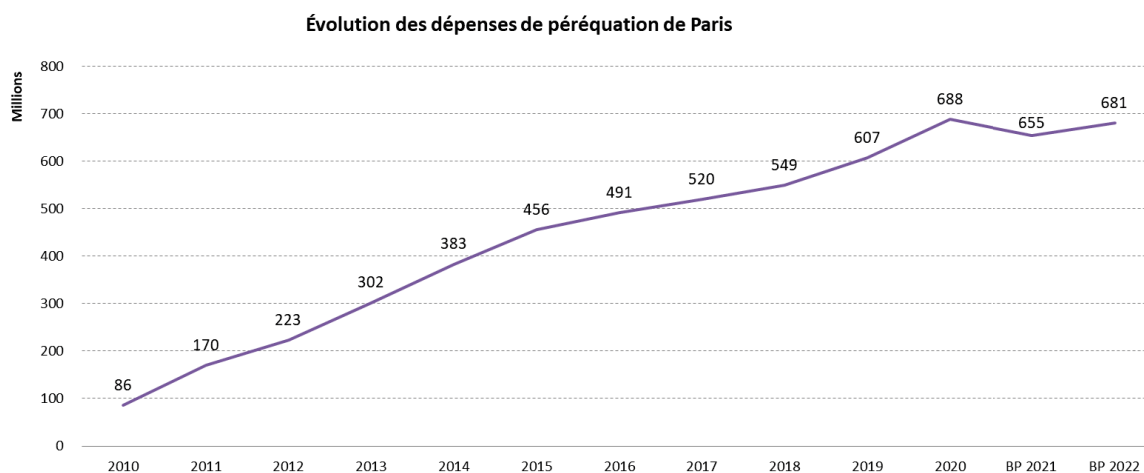
1.1 Dépenses

Les dépenses de fonctionnement consacrées aux opérations non ventilables s'élèvent à 1.801,7 M€, en hausse de 42,1 M€ par rapport au BP 2021.



➤ À législation constante, les **dépenses de péréquation atteignent 680,6 M€**, en hausse de 4 % par rapport au BP 2021.

Les efforts de gestion de la collectivité sont contraints par la progression des dépenses de péréquation. En consolidant les différents fonds de péréquation communaux et départementaux auxquels la Ville de Paris participe, on constate que celle-ci finance 22 % de la péréquation nationale et cette part atteint 53 % à l'échelle régionale.



Les grandes masses de contribution de la collectivité parisienne à la péréquation nationale sont les suivantes :

- le **fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC)** : la contribution au FPIC en 2022 (170,7 M€) devrait être en baisse de 8,8 M€ par rapport au BP 2021 (179,5 M€). Cette baisse s'explique par le plafonnement des prélèvements au titre du FPIC à hauteur de 14 % des recettes fiscales agrégées de 2021 qui diminuent notamment en raison de l'exonération des bases fiscales des locaux industriels, affectant les recettes de TFPB et de CFE. Compte tenu des évolutions de calcul des potentiels fiscaux et financiers que pourraient apporter les débats dans le cadre du projet de loi de finances pour 2022, ces estimations sont réalisées à droit constant ;
- le **fonds de péréquation CVAE** : la contribution de la Ville de Paris est égale au plafond de ce fonds, soit 4 % du produit N-1 de la CVAE perçue par la Ville. Résultat d'un moindre produit de CVAE constaté en 2021, la contribution parisienne devrait se maintenir pour 2022 à hauteur de 21,3 M€, soit le même montant qu'au BP 2021 ;
- le **fonds de péréquation DMTO** : comme pour le fonds de péréquation CVAE, la contribution au fonds de péréquation des DMTO départementaux est liée aux recettes perçues par la collectivité en année N-1. En raison d'un rétablissement progressif du dynamisme des DMTO en 2021 après une année 2020 très dégradée, les prélèvements au titre du fonds de péréquation des DMTO augmentent fortement (+53,9 M€ par rapport au BP 2021, soit une hausse de 25 %), pour s'établir à 269,7 M€ au BP 2022.

Les grandes masses de péréquation à l'échelon régional :

- le **fonds de solidarité pour les départements de la région d'Île-de-France (FSDRIF)** : créé par la loi de finances pour 2014, ce fonds est fixé à 60 M€. La Ville de Paris contribue à la moitié du financement de ce fonds depuis 2019, soit 30 M€ annuellement. Cette tendance devrait se prolonger pour l'avenir ;
 - le **fonds de solidarité des communes de la région d'Île-de-France (FSRIF)** : la contribution au FSRIF en 2022 (188,9 M€) devrait être en baisse par rapport au BP 2021 (207,9 M€) de 19 M€ du fait des hypothèses retenues relatives aux indicateurs financiers (potentiel financier par habitant, revenu moyen par habitant).
- Le montant du **fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR)** est reconduit à hauteur de 898,2 M€, montant stable depuis 2011.

Pour mémoire, le FNGIR a été créé en 2011 afin de compenser les conséquences financières de la réforme de la fiscalité économique de 2010, se traduisant par la transformation de la taxe professionnelle en contribution économique territoriale (CET), composée de la CFE et de la CVAE, et en impôt forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER). Les communes et intercommunalités « gagnantes » à l'issue de cette réforme (celles percevant davantage de fiscalité économique en raison de la mise en œuvre de cette réforme) contribuent donc à la compensation des collectivités « perdantes ».

- Les **prélèvements et restitution de fiscalité** sont inscrits à hauteur de 77,4 M€ au BP 2022, contre 55,4 M€ au BP 2021, en hausse de 22 M€ (+39,8 %).

Cette hausse s'explique par **l'augmentation du prélèvement sur les recettes de la Ville au titre du compte d'affectation spéciale (CAS) amendes**. Cette dépense est budgétée à 64 M€ au BP 2022, contre 46 M€ au BP 2021, en augmentation de 39,2 %.

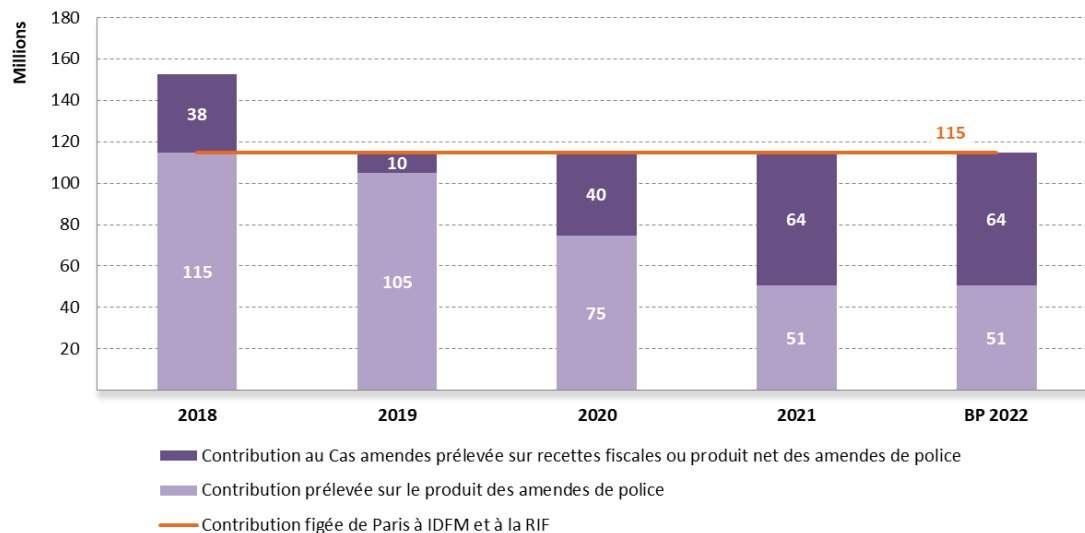
Le **CAS amendes** prévoit la répartition du produit des amendes de police perçues par l'État au bénéfice, en partie, des collectivités locales afin qu'elles réalisent des investissements routiers. Le montant de cette enveloppe nationale correspond au produit des amendes de police perçues en année N-1 par l'État (minoré de différents prélèvements au profit d'agences nationales et de l'État). Ce produit national est réparti entre les collectivités au prorata du nombre d'amendes de police dressées sur leur territoire en année N-2.

Une part de cette enveloppe a été figée annuellement à 208 M€. Elle est allouée au financement de la région Île-de-France à hauteur d'un tiers (69 M€) et d'Île-de-France Mobilités à hauteur de deux tiers (139 M€). Chaque année et quelle que soit l'évolution du produit des amendes, la Ville de Paris est tenue d'y contribuer à hauteur de 115 M€. Ce montant figé résulte d'une formule actée en 2018, qui s'applique également aux autres communes franciliennes de plus de 10 000 habitants : il correspond à 75 % du produit du CAS amendes versé à Paris en 2018, calculé en fonction du produit national des amendes de 2017 et du nombre d'amendes de 2016 dressées à Paris (relativement élevé par rapport à 2015).

A l'origine, le CAS Amendes constituait une recette pour la Ville. Cette tendance s'est peu à peu inversée : le CAS Amendes devient depuis plusieurs années une contribution, dynamique qui plus est, à la charge de la collectivité parisienne. En effet, lorsque le produit des amendes de police est insuffisant pour couvrir ce prélèvement au bénéfice de la région Île-de-France et d'Île-de-France Mobilités, le solde est prélevé sur les recettes fiscales de la Ville.

Le produit national des amendes de 2020 ayant fortement baissé (340 M€ contre 602 M€ en 2019) en raison des confinements successifs, Paris a bénéficié en 2021 d'un produit d'amendes de police historiquement faible de 51 M€ (contre 75 M€ en 2020). Après affectation de ce produit de 51 M€ à l'enveloppe des 115 M€ de garantie annuelle que doit verser la Ville à la région Île-de-France et Île-de-France Mobilités, il subsiste donc 64 M€ à financer, qui sont prélevés sur les recettes fiscales parisiennes. En 2022, le produit des amendes de police mis en répartition devrait être plus élevé qu'en 2021 (il correspondra au produit des amendes de 2021 ayant retrouvé un niveau « normal », réparti en fonction des amendes établies sur le territoire parisien en 2020, relativement faible). La contribution de Paris au financement de la garantie de la région et d'IDFM étant figée à hauteur de 115 M€, la contribution au Cas amendes en 2022 est attendu, au maximum, au même niveau qu'en 2021, soit 64 M€, suivant un scénario prudent.

Évolution de la contribution au CAS Amendes



La situation rencontrée en 2021 n'est guère favorable pour la Ville de Paris et les communes franciliennes concernées. C'est pourquoi la Ville et ces communes échangent par l'intermédiaire de l'association France urbaine et préconisent que les modalités du CAS amendes soient révisées afin d'atténuer sa rigidité, son imprévisibilité et limiter les variations de plusieurs dizaines de millions d'euros constatées d'une année sur l'autre.

Les autres **restitutions de fiscalité directe et indirecte** représentent 10,8 M€, en hausse de 3,2 M€ par rapport au montant du BP 2021. Cette hausse des dépenses découle de l'augmentation du nombre de dégrèvements de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et du nombre de dégrèvements au titre des DMTO accordés dans les deux cas à tort aux contribuables, à la suite d'erreurs de l'administration fiscale, et mis à la charge de la collectivité parisienne.

En outre, le prélèvement au titre de la **recentralisation sanitaire** est reconduit à 1,8 M€ : le financement des centres gratuits d'information, de dépistage et de diagnostic des maladies sexuellement transmissibles, auparavant assuré par les départements, étant réalisé depuis 2015 par l'assurance maladie, un prélèvement sur les recettes de la Ville est effectué en contrepartie d'une mission qu'elle n'assume plus.

Enfin, 0,8 M€ est inscrit au titre de la reconduction de la **dotation d'équilibre versée à la MGP**, correspondant aux deux-tiers du dynamisme de cotisation foncière des entreprises (CFE) tel que prévu au BP 2022.

➤ **Le montant des charges financières diminue de 4,9 M€ pour atteindre 142,5 M€.**

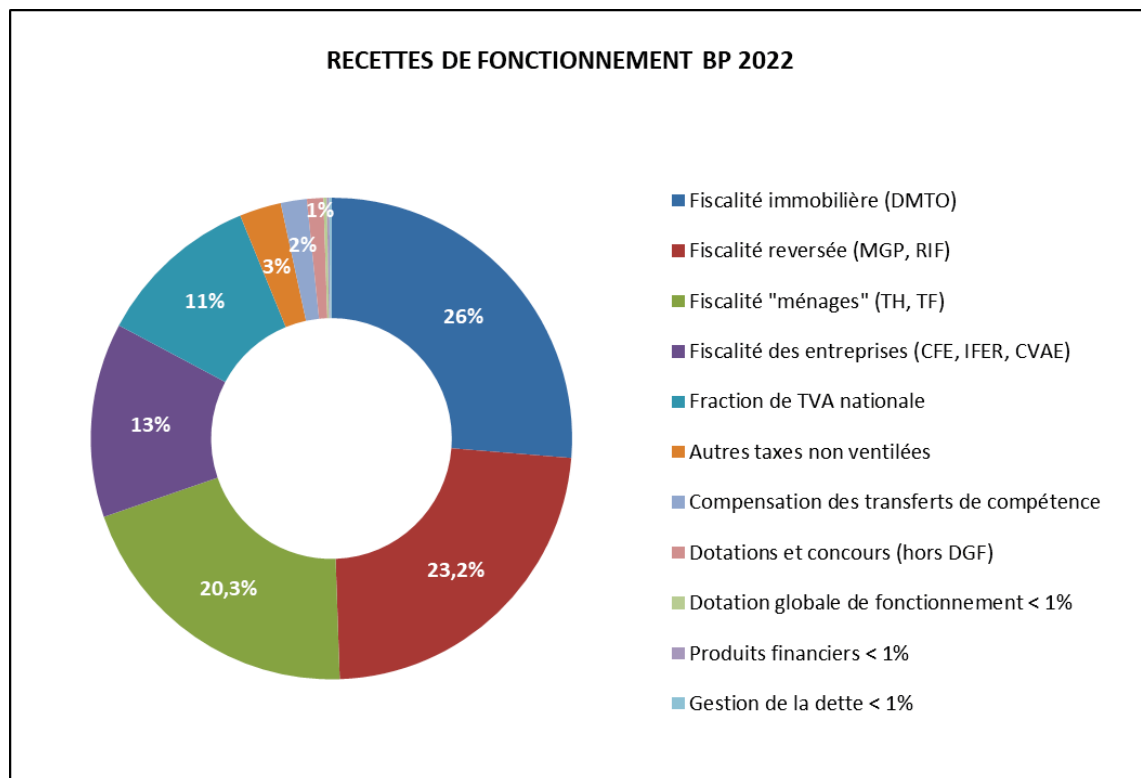
Les crédits consacrés au service de la dette bancaire et obligataire s'élèvent à 141,6 M€, en repli de 4,9 M€ en raison de la baisse du taux d'intérêt moyen du stock de dettes (remboursement en 2022 d'un emprunt portant un taux d'intérêt largement supérieur à ceux des emprunts nouvellement contractés).

Le montant inscrit au titre des intérêts du contrat de partenariat de performance énergétique des écoles est reconduit à 0,9 M€.

- Ces crédits incluent également la masse salariale des collaborateurs de groupes d'élus pour 3 M€

1.2 Recettes

Les **recettes de fonctionnement non ventilables** représentent **6 276,1 M€ en 2022**, en hausse de 89,6 M€ par rapport au BP 2021.



- **Les recettes de fiscalité directe progressent de 16,9 %, à taux d'imposition constants, pour atteindre 2 091,7 M€, soit + 302,9 M€, par rapport au BP 2021.**

Les recettes de fiscalité directe comprennent les produits de taxe d'habitation (TH), des taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties (TFPB et TFPNB), de la cotisation foncière des entreprises (CFE), de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) et des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER). **La hausse de ces recettes constatée entre le BP 2021 et le BP 2022 s'explique principalement par le report du transfert des recettes de CFE à la Métropole du Grand Paris (MGP).** L'augmentation des recettes de fiscalité directe est minorée de 21 M€ par un autre effet de périmètre, à savoir la réduction de moitié des bases fiscales des locaux industriels, affectant les recettes de TFPB et de CFE. Sans ces évolutions, et donc à périmètre constant de BP à BP, les recettes de fiscalité directe auraient diminué de 0,4 %, (-8,1 M€ entre le BP 2021 et le BP 2022).

Les **recettes de taxe d'habitation** sont prévues en diminution, passant de 198,6 M€ au BP 2021 à 190,8 M€ au BP 2022². Pour rappel, la loi de finances pour 2020 a acté la suppression progressive de

² Ce montant comprend les recettes attendues au titre des rôles général et complémentaire de taxe d'habitation (184,5 M€ au BP 2022 et 189,9 M€ au BP 2021) et du rôle supplémentaire correspondant à des rattrapages d'exercices antérieurs (soit 6,3 M€ au BP 2022 et 8,7 M€ au BP 2021).

la taxe d'habitation sur les résidences principales d'ici 2023 et le transfert des recettes résiduelles de cette taxe au budget de l'État à compter de 2021. Depuis 2021, la Ville ne perçoit plus que le produit de la taxe d'habitation appliquée aux résidences secondaires, dont le nombre est par ailleurs structurellement en recul depuis plusieurs années. Cette baisse du nombre de résidences secondaires résulte de changements d'occupation de ces logements, certains étant réoccupés en résidences principales, d'autres basculant en logements vacants. La baisse tendancielle du nombre de résidences secondaires se traduit par une diminution de 4 % des recettes de taxe d'habitation attendue en 2022 par rapport au BP 2021.

Les **recettes de taxes foncières** s'établissent à 1 081,3 M€ au BP 2022³, sans augmentation par rapport au BP 2021. En 2022, le dynamisme habituel des bases fiscales lié à leur revalorisation automatique en fonction d'un indice forfaitaire, aux constructions nouvelles et aux fins d'exonération temporaires, est contrebalancé par la division par deux des bases fiscales des locaux industriels à compter de 2021 (mesure qui n'était pas intégrée au BP 2021, la loi de finances n'étant pas encore votée lors de l'adoption de celle-ci). Cette mesure se traduit par une perte annuelle de recettes de TFPB de 10 M€, compensée à due concurrence par une allocation versée par l'État.

Conformément à l'article 252 de la loi de finances pour 2021, les **recettes de CFE** restent perçues par la Ville de Paris en 2021 et 2022. Initialement prévu au 1^{er} janvier 2021, le transfert de CFE à la Métropole du Grand Paris est différé au 1^{er} janvier 2023. Il est ainsi projeté un produit de CFE de 332,2 M€ en 2022⁴, prenant en compte la baisse de moitié des bases fiscales des locaux industriels à compter de 2021 actée par la loi de finances pour 2021 (soit 11 M€ de moindres recettes compensées par une allocation de l'État).

Cette loi a également instauré une dotation d'équilibre, versée par la Ville à la Métropole du Grand Paris en 2021, égale aux deux-tiers du dynamisme des recettes de CFE constaté entre 2020 et 2021 (soit 0,8 M€ de dotation prévisionnelle en 2021). Un amendement au projet de loi de finances pour 2022 a été présenté cet automne pour que la dotation d'équilibre soit versée également en 2022. Le vote de cet amendement étant prévisible, il a été intégré une dotation d'équilibre égale aux deux-tiers du dynamisme de CFE au BP 2022.

Le **produit de CVAE** inscrit au BP 2022 serait en baisse de 2,7 %, passant de 497,8 M€ au BP 2021 à 484,3 M€ au BP 2022. Cette perte de recette s'explique par la poursuite des effets de la crise sanitaire sur l'activité économique des entreprises en 2021. En effet, la CVAE 2022 perçue par la Ville correspond aux versements collectés par l'État et versés par les entreprises en 2021 ; ces versements sont fondés sur la valeur ajoutée produite par les entreprises en 2020 (solde de la valeur ajoutée 2020 versé en mai 2021, acomptes de juin et septembre 2021), avec la possibilité de moduler les acomptes en cas de baisse de valeur ajoutée en 2021. Il y a donc un décalage temporel entre les variations de la conjoncture économique et de l'activité des entreprises, d'une part, et leur impact sur les recettes de CVAE perçues par les collectivités, d'autre part.

³ Ce montant comprend les recettes attendues au titre des rôles général et complémentaire de taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties (1 079,8 M€ au BP 2022 et 1 080,2 M€ au BP 2021) et du rôle supplémentaire correspondant à des rattrapages d'exercices antérieurs (soit 1,5 M€ au BP 2022 et 1,1 M€ au BP 2021).

⁴ Ce montant comprend les recettes attendues au titre des rôles général et complémentaire de CFE (327,2 M€ au BP 2022 et 0 au BP 2021 en raison du transfert de CFE à la Métropole, initialement prévu au 1^{er} janvier 2021) et du rôle supplémentaire correspondant à des rattrapages d'exercices antérieurs (soit 5 M€ au BP 2022 et 8 M€ au BP 2021).

Les **recettes des impôts forfaitaires sur les entreprises de réseaux** inscrites au BP 2022 s'établissent à 3,1 M€. Elles sont en hausse de 0,8 % (+0,2 M€), correspondant à l'évolution annuelle historiquement constatée. La Ville de Paris perçoit actuellement l'IFER communale et intercommunale sur les transformateurs électriques, sur les stations de radio et télécommunication et sur les installations gazières et sur les canalisations de transport de gaz naturel, d'autres hydrocarbures et de produits chimiques.

Montant des recettes de fiscalité directe locale non affectées aux BP 2021 et 2022

<i>(en millions d'euros)</i>	BP 2021	BP 2022	Évolution
Taxe d'habitation (TH)	189,9	184,5	-2,8 %
Taxes foncières (TFPB ville et département, TFPNB)	1080,2	1079,8	0,0 %
Cotisation foncière des entreprises (CFE) (transfert total de cette recette à la MGP repoussé par la LFI 2020)	0	327,2	N/D
Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER)	3,1	3,1	0,0 %
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)	497,8	484,3	-2,7 %
Rôles supplémentaires (rattrapage d'exercices antérieurs)	17,8	12,8	-28,1 %
Total fiscalité directe (hors compensation MGP)	1 788,8	2 091,7	16,9 %

Les **taux pratiqués par la collectivité parisienne** sont restés stables, nettement inférieurs à la **moyenne nationale** et à celle des grandes villes françaises, comme l'indique le tableau ci-dessous. Les prévisions de recettes fiscales du BP 2022 se fondent sur une stabilité des taux. Conformément à la loi de finances pour 2020, le taux de TH sur les résidences secondaires est gelé à son niveau de 2019 (13,38 %) jusqu'à 2023, date d'entrée en vigueur de la suppression totale de la taxe d'habitation sur les résidences principales.

Comparaison des taux parisiens au taux de trois autres grandes villes et aux taux nationaux

Taux 2020*	Bordeaux	Lyon	Marseille	Paris	Taux moyens nationaux**
Taxe d'habitation (TH)	32,35%	29,76%	40,25%	13,38%	24,56%
Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB)	46,38%	29,81%	41,66%	13,50%	34,57%
- dont commune	28,92%	18,23%	24,02%	8,37%	21,62%
- dont groupement	0,0%	11,58%	2,59%	0,0%	12,95%
Taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB) - commune et groupement	93,24%	21,88%	27,77%	16,67%	49,79%
Cotisation foncière des entreprises (CFE) - commune et groupement	35,06%	28,62%	31,02%	16,52%	26,45%
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)**	9,31%	4,93%	18,10%	6,21%	9,02%

* Extrait de la collection fiscalité du « Cabinet FSL » sur la fiscalité en 2021 des grandes collectivités locale pour les taux de Bordeaux, Lyon, Marseille

** « Éléments de référence nationaux de fiscalité directe locale 2020 pour 2021 », note de la Direction générale des finances publiques (DGFIP)

(https://www.collectivites-locales.gouv.fr/files/Finances%20locales/3.%20d%C3%A9terminer%20la%20fiscalit%C3%A9%20locale/2%20FdL/FDL2021_07_%C3%A9l%C3%A9ments%20r%C3%A9f%C3%A9rence%20nationaux_2020_pour_2021_fiche%20externe%20V4.pdf)

et « Les collectivités locales en chiffres 2021 », publication de la Direction générale des collectivités locales (DGCL)

(<https://www.collectivites-locales.gouv.fr/collectivites-locales-chiffres-2021>).

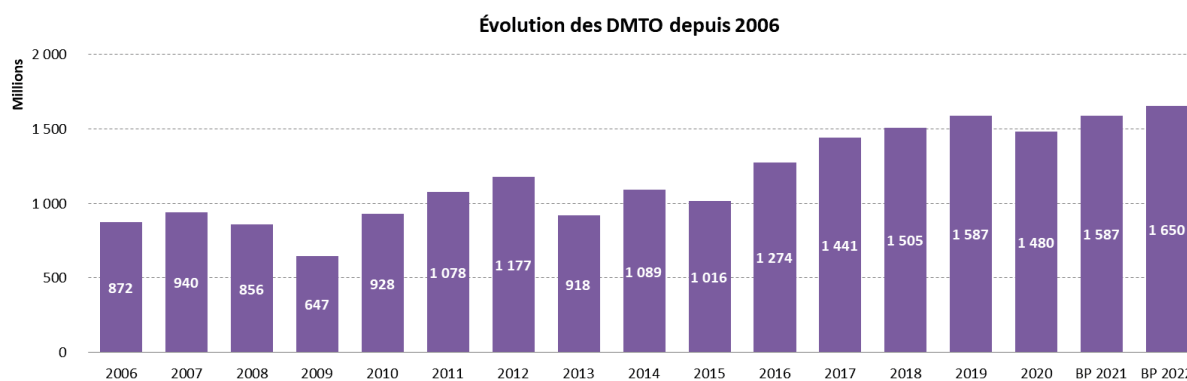
- **Les attributions de compensation (AC) liées aux transferts de fiscalité et de compétences**, mises en place à la Métropole du Grand Paris depuis 2016 et à la région Île-de-France depuis 2017, représentent 1 453,8 M€, soit une diminution de 18,6 % par rapport au BP 2021 en raison du report du transfert de la CFE et donc de la mise en œuvre de la compensation. À périmètre constant, de BP à BP, les attributions de compensation restent inchangées.

Les attributions de compensation sont susceptibles d'évoluer en raison de transferts de compétences entre deux collectivités ou de transferts de recettes fiscales. Le BP 2021 prévoyait une hausse des attributions de compensation, contrepartie du transfert des recettes de CFE à la MGP, alors fixé au 1^{er} janvier 2021. Ce transfert étant différé par la LFI pour 2020 comme mentionné supra, le montant de l'attribution de compensation effectivement versé en 2021 reste identique à celui constaté au CA 2020 et à celui prévu au BP 2022, soit 978,5 M€. Par ailleurs, l'attribution de compensation versée par la région Île-de-France, contrepartie du transfert de recettes de CVAE datant de 2017, reste figée au montant de CVAE perçu en 2016 par Paris, soit 475,3 M€, et ce en l'absence de nouveaux transferts de fiscalité ou de compétences. Les attributions de compensation perçues par la Ville se décomposent ainsi :

<i>en millions d'euros</i>	BP 2021	BP 2022
Attribution de compensation Métropole du Grand Paris	1 310,5	978,5
<i>-dont part fiscalité (incluant 332 M€ d'attribution de compensation de CFE au BP 2021)</i>	859,1	527,1
<i>-dont part CPS</i>	453,1	453,1
<i>-dont transfert de charges (en atténuation de la compensation)</i>	-1,8	-1,8
Attribution de compensation Région Ile-de-France	475,3	475,3
Total attributions de compensation	1 785,8	1 453,8

- **Les recettes de fiscalité indirecte et la fraction de fiscalité nationale transférée représentent 2 518,5 M€ au BP 2022 contre 2 426,8 M€ au BP 2021, en hausse de 3,8 %.**

L'inscription des recettes de **fiscalité immobilière** est portée à 1 650 M€ au BP 2022, contre 1 587 M€ au BP 2021. Si la crise sanitaire a eu pour effet de grever une partie du dynamisme des recettes de DMTO en 2020, la reprise des transactions immobilières et le maintien des prix en 2021 permettent d'inscrire au BP 2022 un produit de DMTO correspondant au montant prévu au BP 2020, avant la crise sanitaire. Malgré la volatilité de ces recettes l'immobilier parisien, le produit attendu correspond à la moyenne des évolutions annuelles constatées entre 2013 et 2020.



Les **autres impôts et taxes** atteignent 176,1 M€ au BP 2022, en hausse de 5,8 % par rapport au BP 2021 (166,5 M€). Ceci s'explique par :

- une hausse du produit de la taxe de séjour de 10 M€ par rapport aux 85 M€ inscrits au BP 2021. Au regard de la levée des restrictions de circulation, de l'amélioration de l'activité touristique, l'hypothèse retenue en 2022 est un retour à une fréquentation touristique au niveau similaire à celui d'avant crise ;
- une légère baisse de 0,4 M€ du produit de la taxe sur la consommation finale d'électricité.

Des **recettes de fiscalité nationale transférée** sont par ailleurs inscrites au BP 2022 à hauteur de 692,4 M€, contre 673,3 M€ au BP 2021 (+2,8 %). Il s'agit de la fraction de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) que l'État verse à la Ville de Paris depuis 2021, en remplacement de la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales. Selon le modèle acté en 2021, la fraction allouée à Paris est égale aux recettes de taxe d'habitation perçues au titre des résidences principales en 2020. Le calcul exact revient à multiplier le produit net de TVA nationale par une fraction égale au rapport entre :

- 1) les recettes de taxe d'habitation sur les résidences principales constatées en 2020, la moyenne des rôles supplémentaires de taxe d'habitation sur les résidences principales émis en 2018, 2019 et 2020, et des compensations d'exonération de taxe d'habitation versées à la Ville en 2020
- 2) le produit net de TVA nationale encaissé en 2021 par l'État, ce montant correspondant aux recettes nettes de TVA au titre de 2021 évaluées dans l'annexe de la loi de finances pour 2021. Chaque année, pour calculer la part de TVA revenant à Paris, le produit national de TVA est multiplié par cette fraction figée. Par conséquent, à législation constante, la fraction de TVA allouée à Paris suit les mêmes évolutions tendancielle que la TVA nationale. Le projet de loi de finances pour 2022 prévoit un dynamisme de TVA nationale de 5,5 % (la TVA nationale augmenterait de +4,1 Md€ en 2022 par rapport au montant inscrit en loi de finances rectificative 1 de 2021). Pour le BP 2022, la Ville a retenu 692,4 M€ de TVA se fondant sur une hypothèse plus prudente de progression de 2,8 % des recettes de TVA par rapport au BP 2021.

Les différentes réformes fiscales mises en œuvre depuis 10 ans restreignent les marges de manœuvre fiscale des collectivités et entravent le principe de leur libre administration.

Jusqu'en 2009, les collectivités votaient le taux de la taxe professionnelle et percevaient auprès des entreprises de leur territoire les cotisations correspondantes.

Depuis, la taxe professionnelle a été supprimée au profit de la contribution économique territoriale (CET) qui repose sur deux prélèvements : la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) et la cotisation foncière des entreprises (CFE). Depuis 2010, le taux de la CVAE est fixé par la loi, les collectivités n'ont dès lors plus la possibilité de recourir à ce levier.

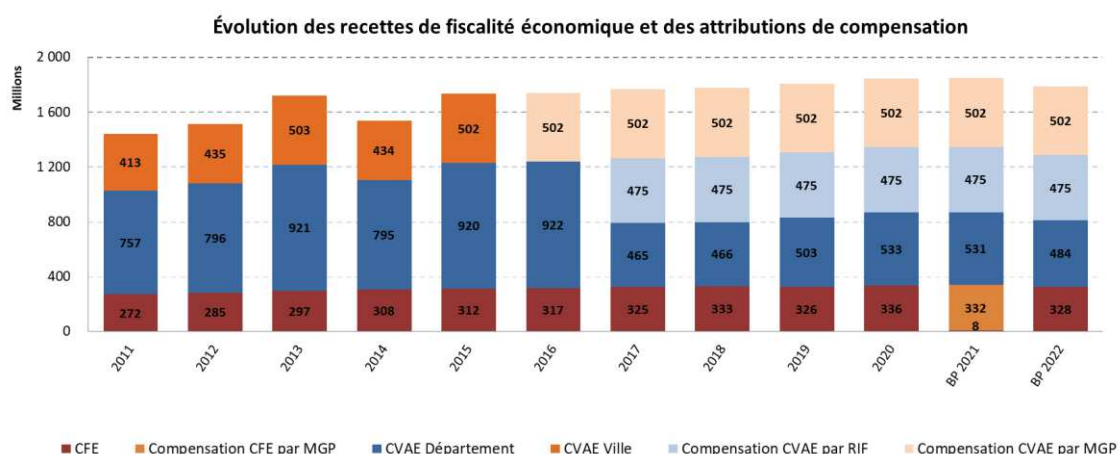
Par ailleurs, les recettes de CVAE perçues par la Ville de Paris ont diminué à la faveur de deux réformes :

- depuis le 1^{er} janvier 2016, la part communale de la CVAE a été transférée à la Métropole du Grand Paris (MGP) ;
- depuis le 1^{er} janvier 2017, près de la moitié de la part départementale a été transférée à la région Île-de-France (RIF), s'ajoutant ainsi à la part régionale.

Ces transferts de fiscalité successifs sont théoriquement neutralisés par une attribution de compensation. Néanmoins, cette dernière demeurant figée, la collectivité parisienne perd ainsi la dynamique de fiscalité dont elle bénéficiait auparavant et n'est pas compensée à hauteur des recettes potentielles. À titre d'exemple, la perte estimée, pour la Ville de Paris, du transfert à la RIF de la moitié de la part départementale est de 321 M€ cumulés sur la période 2017-2022.

Finalement, sur les 1 789 M€ que représentent en 2022 les produits et compensations des taxes issues de la réforme de la taxe professionnelle (CFE, CVAE et compensations), **55 % échappent désormais aux décisions du Conseil de Paris**⁵.

Transferts de fiscalité et mise en œuvre de compensations depuis 2011



La réforme de la taxe d'habitation (TH) a marqué une nouvelle étape dans cette perte de

⁵ Au BP 2021, la part des produits et compensations des taxes issues de la réforme de la taxe professionnelle (CFE, CVAE et compensations) ne pouvant être modifiée par le Conseil de Paris était estimée à 75% ; cette part était calculée sans la CFE, dont la loi prévoyait le transfert à la Métropole du Grand Paris en 2021.

pouvoir des collectivités territoriales en matière de taux et de bases fiscales, puisque la disparition de cette recette, sur laquelle la Ville avait un pouvoir de décision, est compensée par une fraction de TVA nationale, que la Ville ne peut que constater.

Les marges de manœuvre fiscales de la collectivité se réduisent, du fait des transferts successifs de fiscalité, alors même que les mécanismes de compensation ne prennent pas en compte le dynamisme des impôts ainsi transférés.

- **Les dotations et compensations versées par l'État représentent 192,5 M€ au BP 2022, contre 166,5 M€ au BP 2021**, en hausse de 26 M€, s'expliquant essentiellement par un effet de périmètre (réduction de moitié des bases fiscales des locaux industriels induisant le versement d'une allocation compensatrice par l'État).

Pour 2022, une nouvelle baisse de la **dotacion globale de fonctionnement** (DGF) est projetée (-6,3 M€, passant 19,8 M€ à 13,5 M€) sous l'effet d'un écrêtement péréqué constamment reconduit. Comme chaque année, l'enveloppe de DGF forfaitaire (d'où proviennent les recettes de DGF de la Ville) est ponctionnée pour alimenter d'autres enveloppes de DGF (dotation de solidarité urbaine et dotation de solidarité rurale notamment) dont Paris ne bénéficie pas. Ainsi, si le montant total de DGF national reste stable, le montant individuel perçu par chaque collectivité peut diminuer, ce qui est le cas à Paris.

La **dotacion générale de décentralisation** (DGD) est reconduite en 2022 au niveau de 2021 (15,8 M€), en l'absence d'évolution prévue des critères de répartition. La loi relative aux libertés et responsabilités locales (dite LRL) de 2004 dispose qu'à compter de cette date, les ressources allouées par l'État à la Ville de Paris pour l'entretien de la voirie nationale sont versées sous la forme d'un concours spécifique de la dotation générale de décentralisation (DGD), dite « DGD pavé ».

La **dotacion de compensation des titres sécurisés** demeure stable (1,3 M€) en 2022. Depuis 2011, le montant de la dotation est figé à 5 030 € par station biométrique, permettant la délivrance du passeport. En l'absence d'indexation de cette dotation sur l'évolution des coûts de ces stations et de leur entretien, cette stabilité traduit une baisse de compensation en termes réels.

Par ailleurs, l'érosion de la **dotacion spéciale des instituteurs** se poursuit avec un montant de 0,07 M€ inscrit au BP 2022 contre 0,09 M€ au BP 2021. Cette dotation versée par l'État compense l'obligation imposée aux communes de loger les instituteurs ; or, le corps des instituteurs est fondu progressivement depuis 1990 dans le corps des professeurs des écoles qui ne bénéficient pas de logement de fonction, ce qui explique la baisse de cette dotation.

Concernant les compensations versées par l'État au titre des exonérations de fiscalité locale :

- la **compensation au titre de la fiscalité locale directe** progresse pour s'établir à 36,6 M€ au BP 2022, contre 11 M€ au BP 2021, sous l'effet de la compensation par l'État des pertes de recettes de CFE et de TFPB causées par la réduction de moitié des bases fiscales des locaux industriels, actée par loi de finances pour 2021. Cet effet de périmètre explique la majeure partie de l'augmentation des dotations et compensations versées par l'État, comme rappelé supra ;

- la **compensation au titre de la fiscalité locale indirecte** est en très légère hausse (+ 0,8 %, soit 10,4 M€ au BP 2022).

En outre, afin de compenser les transferts de compétences prévus par la loi relative aux responsabilités locales (LRL) de 2004, l'État a transféré aux départements une fraction des recettes de taxe intérieure de consommation des produits énergétiques (TICPE) ainsi qu'une fraction de la taxe sur les contrats d'assurance (TSCA). **Les recettes de TICPE au BP 2022 devraient baisser de 0,6 M€ par rapport au BP 2021 pour s'inscrire à 13,4 M€**, prenant ainsi en compte un ralentissement de la consommation de produits énergétiques consécutif à la crise sanitaire et à la hausse des prix de l'énergie. **Le produit de TSCA s'établirait à 80,3 M€** au BP 2022, en hausse de 3 %, fondé sur le niveau d'activité croissant du secteur assurantiel, conformément aux prévisions de l'INSEE.

La part « compensation » du **dispositif de compensation péréqué (DCP)** demeure stable (10 M€) : cette dotation est versée au titre du reste à charge du département en matière d'allocations individuelles de solidarité (AIS) calculé en 2016. Elle reste sanctuarisée, sans tenir compte du fort dynamisme de ces dépenses d'aide sociale, depuis 2016 et plus encore au pic de la crise sanitaire.

Globalement, la compensation par l'État des charges sociales qu'il a transférées aux départements s'avère très en deçà du coût réellement supporté par ces derniers, aggravé par les conséquences de la crise sanitaire, et alimente ainsi la dette sociale de l'État à l'égard des conseils départementaux (voir partie III – fonction 4).

Enfin, le montant du **fonds de compensation de la TVA (FCTVA)** attendu au titre des dépenses d'entretien de la voirie et des bâtiments publics s'élève à 11 M€, comme au BP 2021.

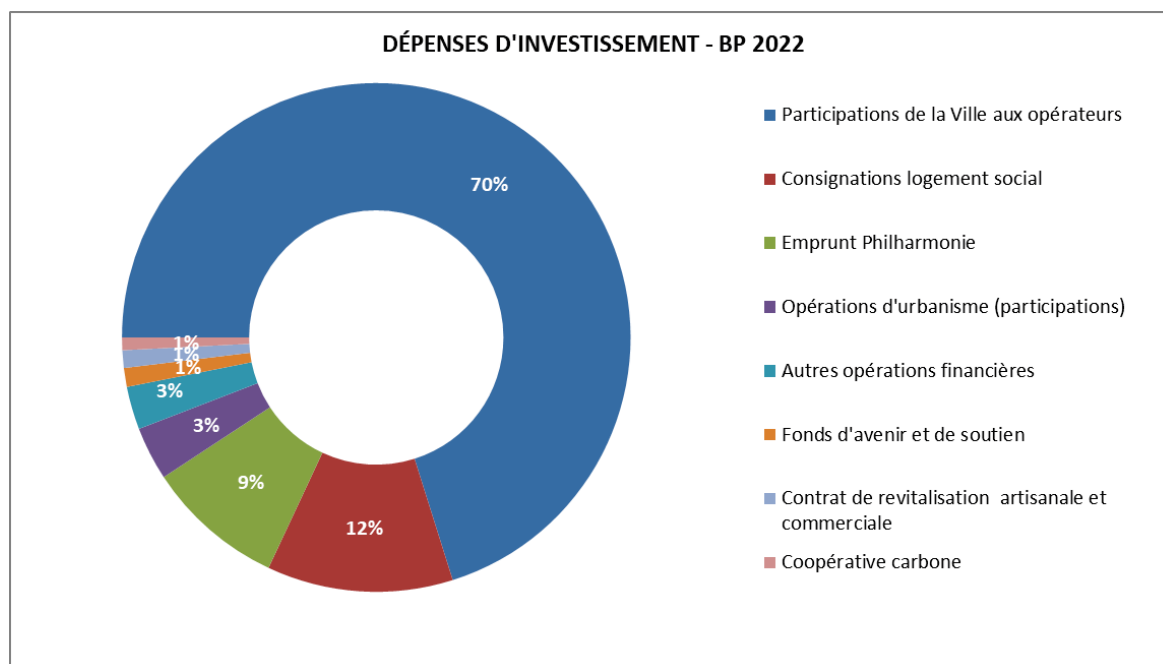
- **Les produits financiers sont inscrits à hauteur de 19,6 M€**, en progression 1 M€ par rapport au BP 2021.

Les recettes issues de la gestion de la dette (swaps) représentent 9,2 M€ comme au BP 2021.

Le produit des dividendes versées par des sociétés dont la Ville est actionnaire est attendu en hausse de 1 M€, à 10,4 M€ (dont 5,6 M€ pour la RIVP, 2,1 M€ pour la CPCU et 1,5 M€ pour la SEMMARIS).

3) SECTION D'INVESTISSEMENT

2.1 Dépenses



Le montant des dépenses d'investissement non ventilables s'établit à 125,1 M€, en hausse de 68,3 M€, du fait de l'augmentation des participations de la Ville à ses opérateurs.

Le BP 2022 prévoit ainsi 87,8 M€ au titre des participations de la Ville auprès de ses opérateurs, dont notamment 40 M€ pour une éventuelle recapitalisation de la Société d'Exploitation de la Tour Eiffel, en fonction de l'évolution de la situation sanitaire, 20 M€ pour la SOGARIS,

14,8 M€ sont dédiés à la partie opérations financières du compte foncier logement, pour les consignations dédiées au logement social. Ce montant est inchangé par rapport à 2021.

11 M€ sont inscrits au titre de la participation de la Ville concernant le remboursement l'emprunt souscrit par la Philharmonie, en hausse de 0,5 M€ par rapport au BP 2021.

4,3 M€ permettent de financer les participations diverses réglées par la Ville dans le cadre des opérations d'urbanisme, en baisse de 7,2 M€ par rapport à 2021 du fait notamment de l'absence d'inscription au titre de la ZAC Paris Rive Gauche (8,9 M€ en 2021).

1,5 M€ est prévu pour le Fonds d'avenir et de soutien au tourisme.

1,4 M€ est inscrit au titre du contrat de revitalisation artisanale et commerciale signé avec la Semaest. Ce montant, en diminution de 4,6 M€ par rapport au BP 2021, est ainsi prévu dans l'échéancier du contrat, en fonction des objectifs d'acquisition et de cession de locaux. Les avances remboursables versées dans le cadre du Fonds de résilience mis en place par la Région Ile-de-France et cofinancé par la Ville (8 M€ au BP 2021) ne sont pas reconduites du fait de la fin du dispositif en 2021.

Enfin, 1 M€ est prévu pour la participation de la Ville en vue de la création d'une coopérative carbone visant à mettre en relation des financeurs et des projets permettant une réduction des émissions de gaz à effet de serre. 3,4 M€ sont inscrits au titre d'opérations financières diverses.

2.2 Recettes

Le montant des recettes d'investissement non ventilables s'élève à 330,2 M€, en hausse de 186,8 M€ du fait du non transfert en fonctionnement d'une part des loyers capitalisés (201,9 M€).

Ce montant est principalement composé des loyers capitalisés, pour leur part non transférée en fonctionnement (201,9 M€), et de la dotation versée par l'État dans le cadre du fonds de compensation de la TVA (116 M€). Ce montant est en diminution de 21,1 M€ du fait de la baisse des dépenses d'investissement éligibles réalisées en 2021.

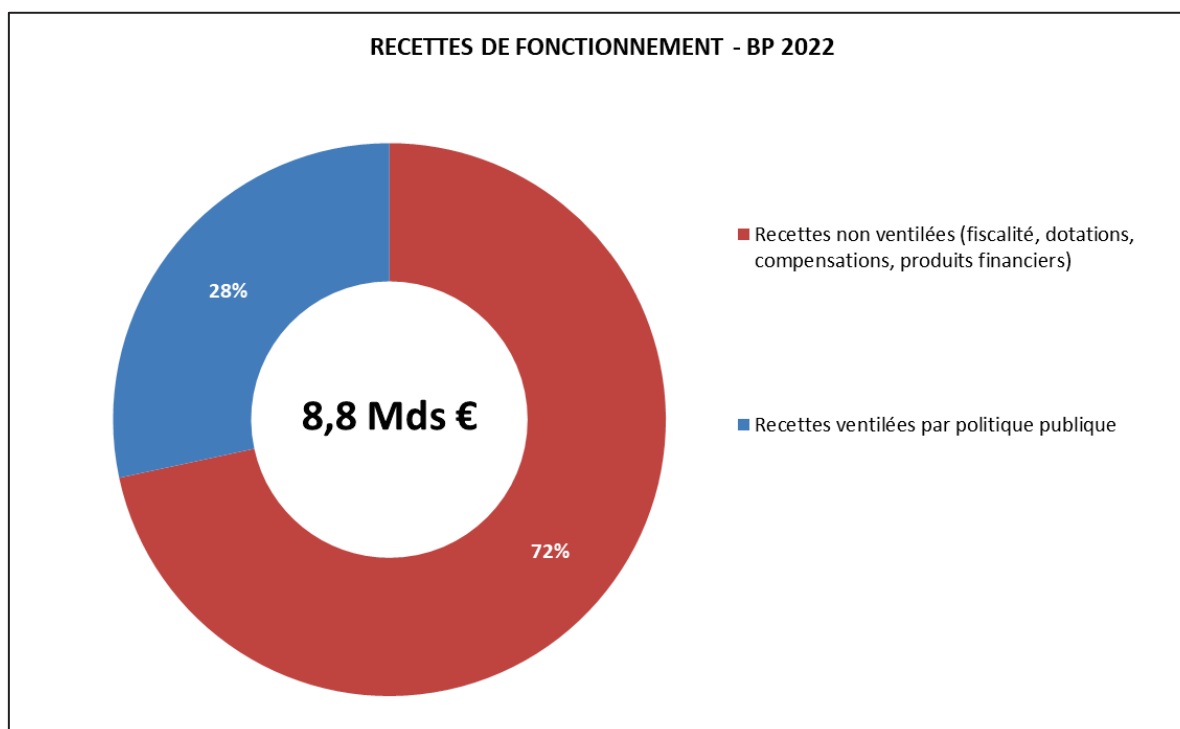
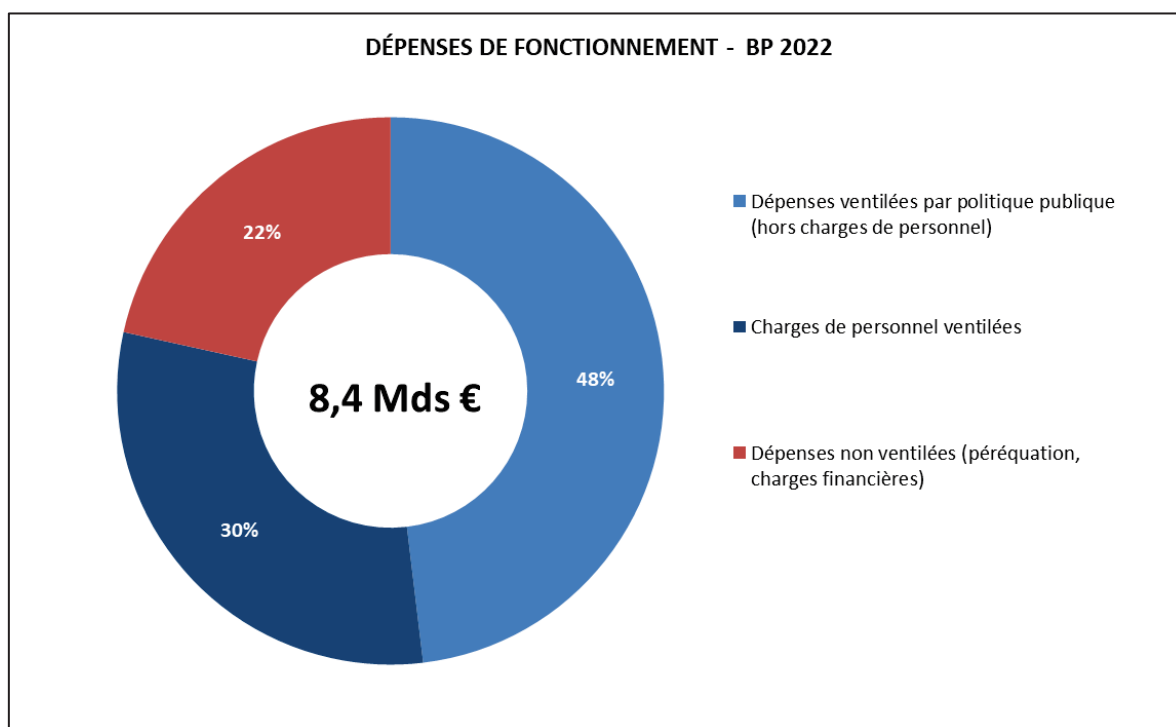
6 M€ sont inscrits au titre du remboursement d'avances par la Semaest dans le cadre du contrat de revitalisation artisanale et commerciale.

6 M€ sont inscrits au titre de la part communale de la taxe d'aménagement. En effet, en investissement, la taxe d'aménagement est perçue dans la fonction « services généraux », car elle constitue, sur le plan réglementaire, une recette non affectée. La nomenclature budgétaire et comptable M 57, applicable aux métropoles, prévoit dès lors son imputation dans cette fonction. *A contrario*, la part perçue en fonctionnement constitue une recette affectée, et est donc imputée sur la fonction « aménagement des territoires et habitat », pour 2 M€, portant ainsi à 8 M€ le produit total de cette taxe.

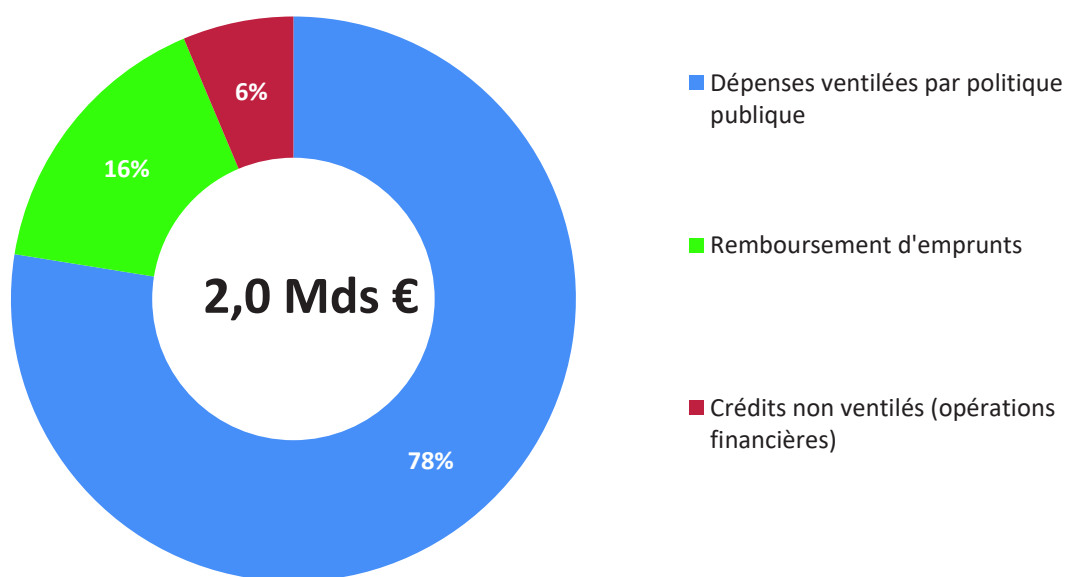
III/ Présentation par politique publique

Les budgets présentés ci-après sont exprimés en crédits de paiement hors :

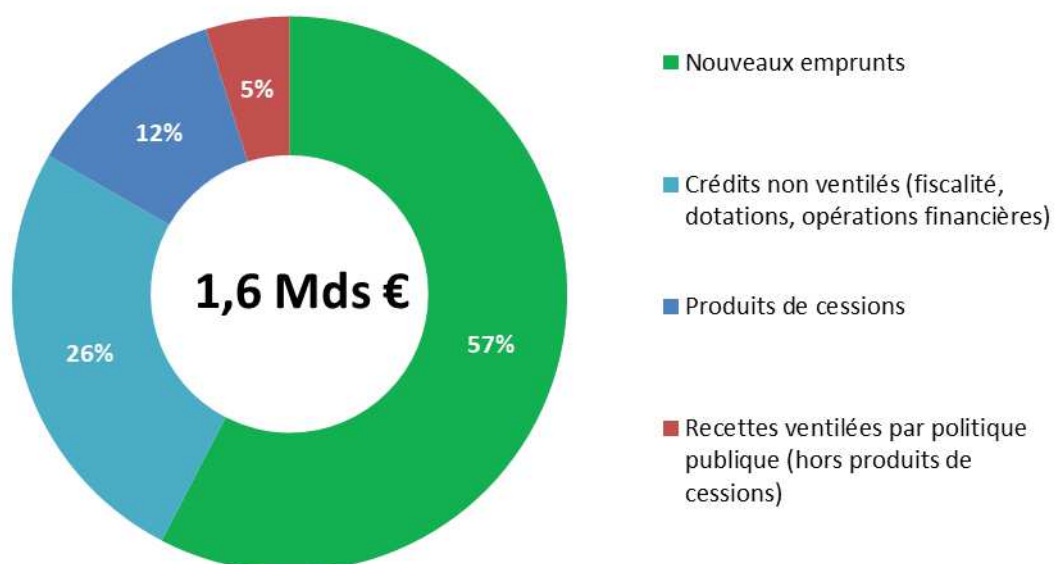
- crédits d'ordre dédiés à des écritures comptables équilibrées en dépenses et en recettes, décrits dans la partie V,
- crédits réels relatifs aux opérations non ventilables par politique publique (fiscalité, dotations, péréquations, opérations financières), décrits dans la partie II du présent rapport.



DÉPENSES D'INVESTISSEMENT - BP 2022

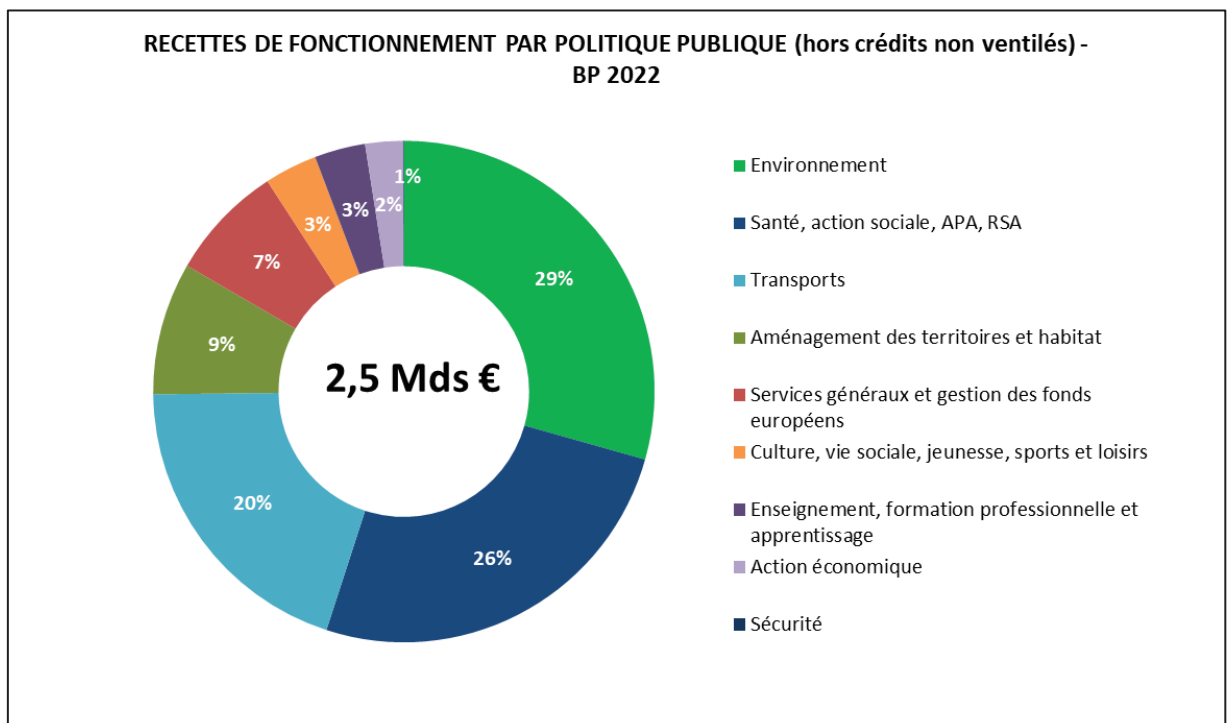
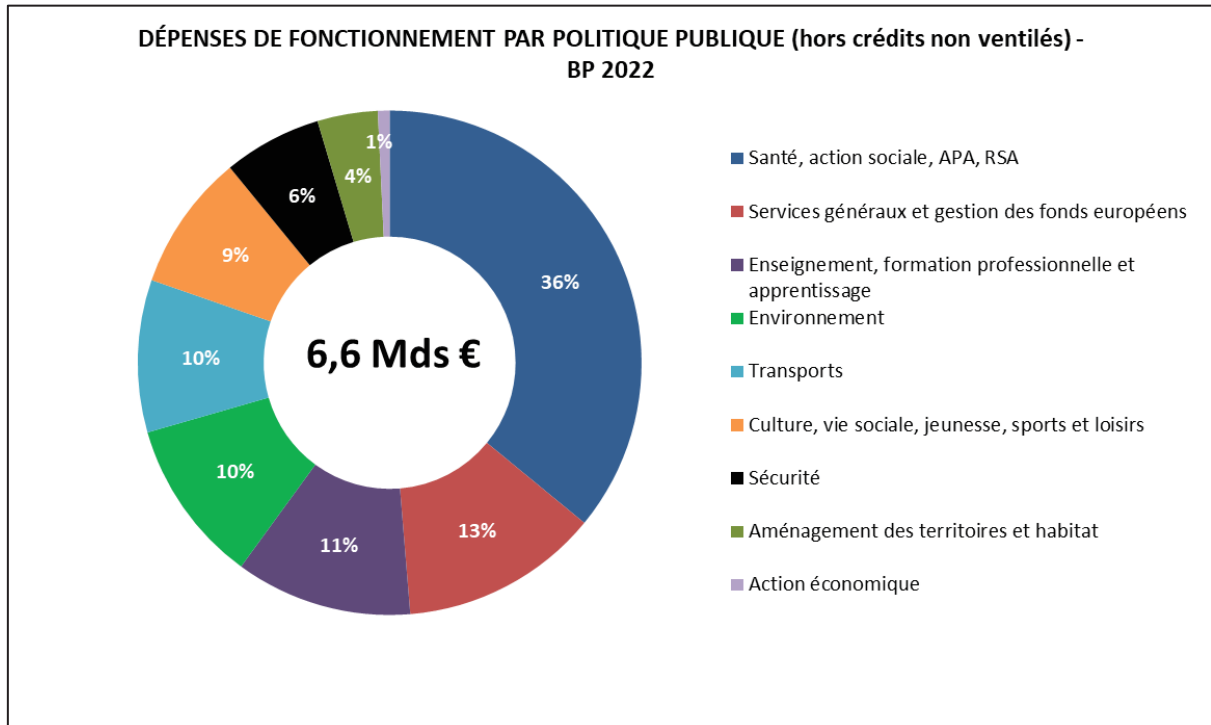


RECETTES D'INVESTISSEMENT - BP 2022

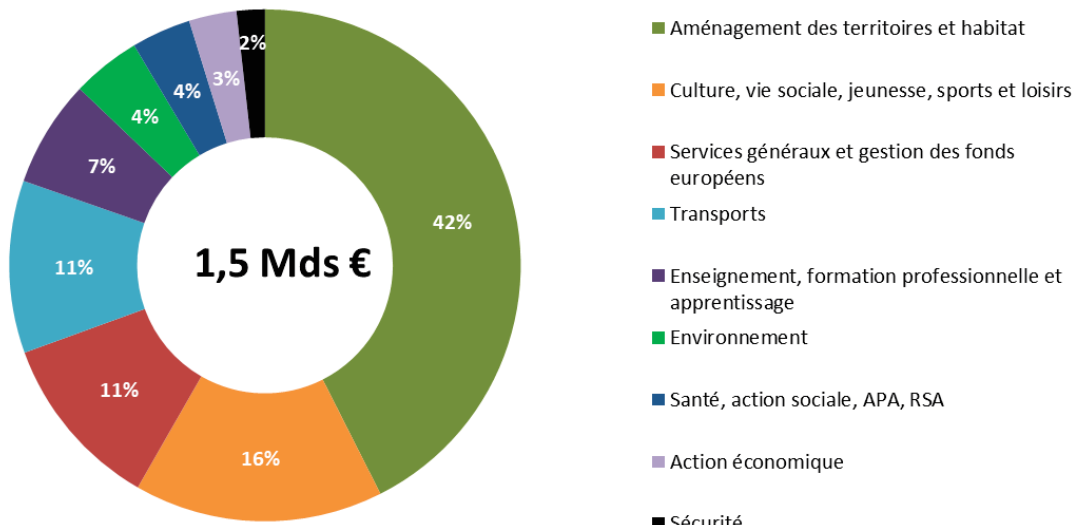


Répartition des crédits ventilés par politique publique dans le BP 2022 :

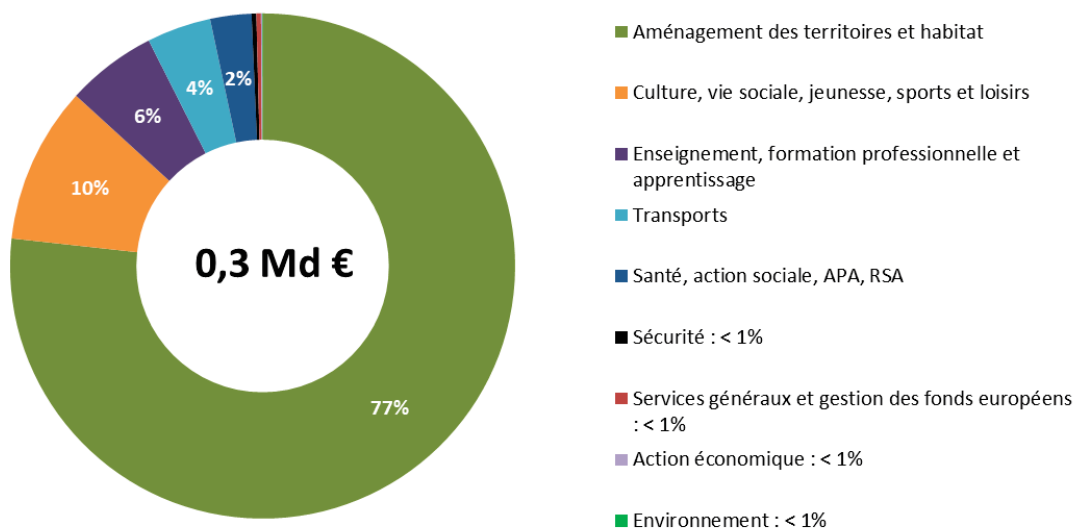
Depuis l'exercice 2019, le budget primitif de la Ville de Paris est réparti selon 9 fonctions permettant d'identifier directement les moyens dévolus aux différentes politiques publiques.



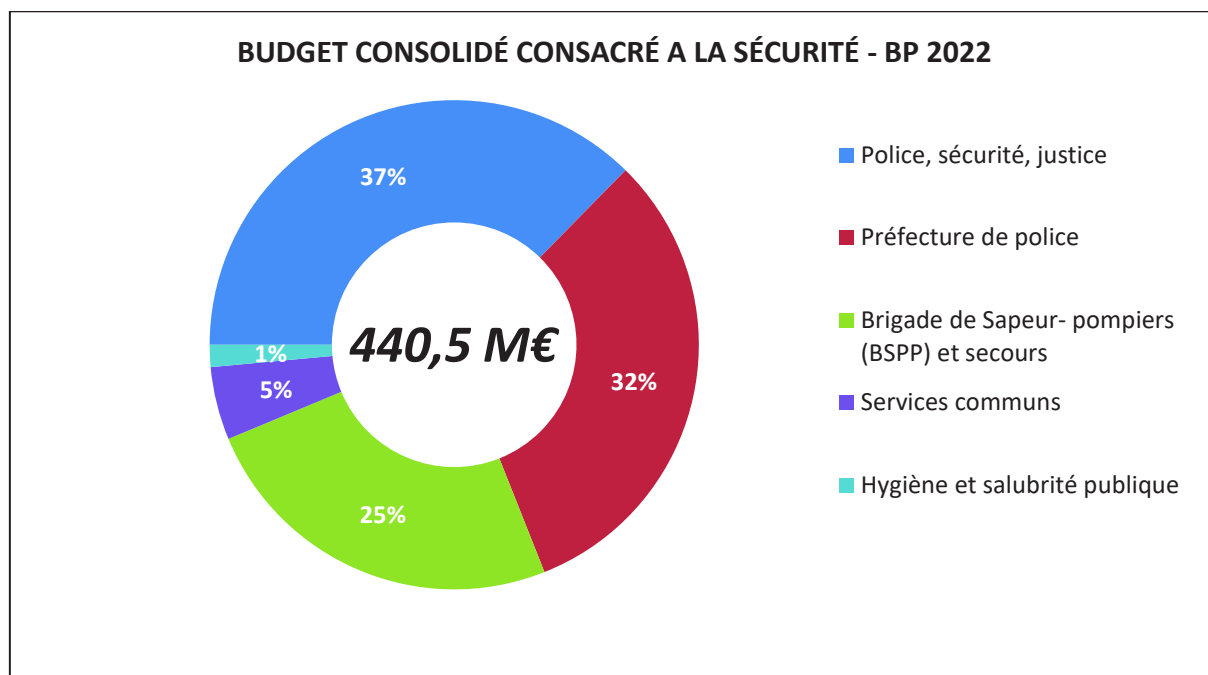
**DÉPENSES D'INVESTISSEMENT PAR POLITIQUE PUBLIQUE (hors crédits non ventilés) -
BP 2022**



**RECETTES D'INVESTISSEMENT PAR POLITIQUE PUBLIQUE (hors crédits non ventilés) -
BP 2022**



1. Sécurité



<i>en M€</i>	BP 2021	BP 2022
Dépenses de fonctionnement	409,7	413,3
<i>dont masse salariale</i>	168,5	170,6
Dépenses d'investissement	24,0	27,2
Recettes de fonctionnement	1,3	1,3
Recettes d'investissement	1,4	1,0

Section de fonctionnement

Dépenses

Le budget de fonctionnement consacré à la sécurité s'élève à 413,3 M€, dont 170,6 M€ au titre de la masse salariale.

La Direction de la protection, de la sécurité et de la prévention devient Direction de la police municipale et de la prévention.

La bascule des agents dans les nouveaux corps de la police municipale parisienne se poursuit, avec :

- 360 Inspecteurs de sécurité de la Ville de Paris et 280 Agents de surveillance de Paris qui deviennent 640 agents de police municipale ;
- 30 Techniciens de la tranquillité publique et de la surveillance de la Ville de Paris et 30 Contrôleurs de la Ville de Paris qui deviennent 60 Chefs de service de la police municipale ;
- 21 Chefs de tranquillité publique et de sécurité qui deviennent 21 Directeurs de la police municipale.

Les effectifs de terrain sont renforcés, avec la création de 127 postes :

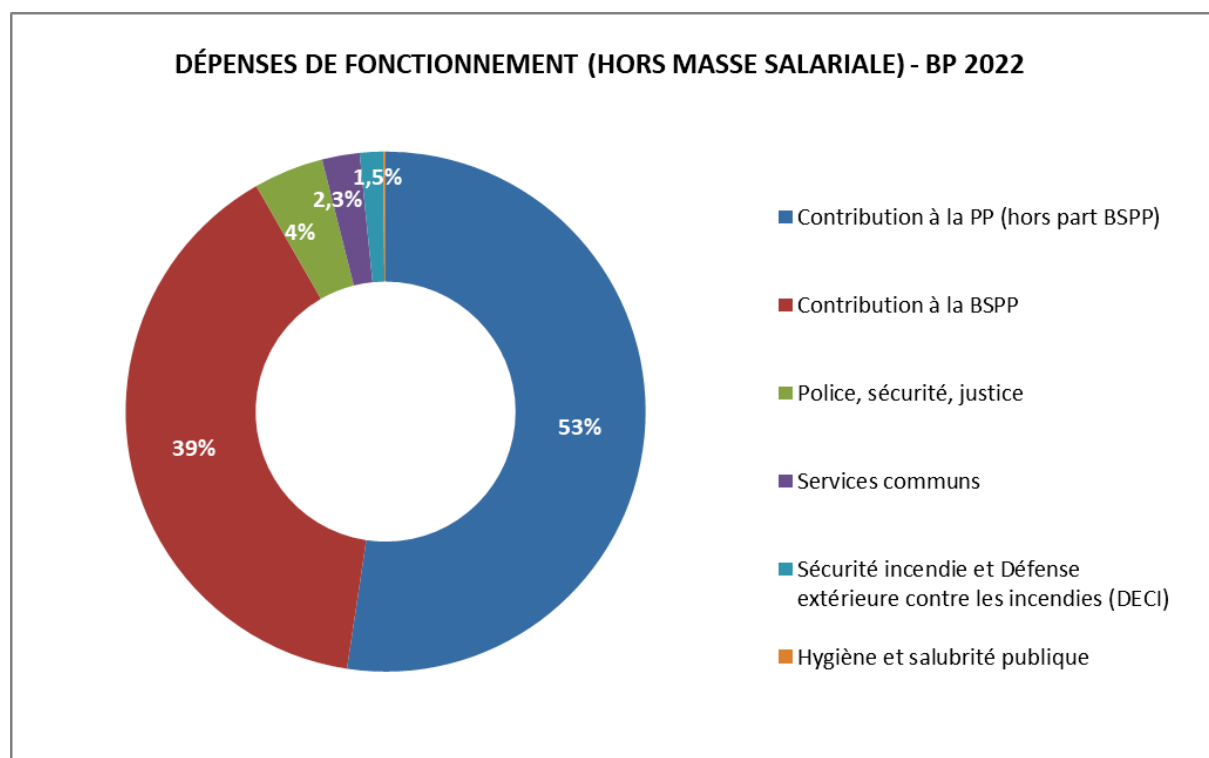
- 100 postes d'agent de police municipale ;
- 10 postes de chef de service de la police municipale ;
- 4 postes de directeur de la police municipale ;
- 3 postes d'attaché ;
- 10 postes d'agent d'accueil et de surveillance de la Ville de Paris.

Ces 10 postes d'agent d'accueil et de surveillance de la Ville de Paris sont créés pour renforcer la surveillance dans les parcs et jardins. Le département des actions préventives et des publics vulnérables est renforcé par la création de 5 postes, notamment pour travailler à la création de l'agence parisienne des TIG et d'une maraude « mineurs non accompagnés ». 6 postes sont créés pour l'école des métiers de la sécurité qui assure la formation initiale et continue de nos agents.

Par ailleurs, 4 postes sont créés à la Direction du Logement et de l'Habitat, pour renforcer le service technique de l'habitat.

Au total, le solde sur la fonction 1 est de + 142 postes.

Hors masse salariale, les dépenses de fonctionnement consacrées à la sécurité représentent 242,7 M€ au BP 2022, soit une augmentation de 1,5 M€ par rapport au BP 2021.



La principale dépense au titre de la sécurité est la **contribution de la Ville au budget spécial de la Préfecture de Police pour les services dits administratifs assurés par celle-ci** au titre de ses fonctions en matière d'autorité municipale. Elle s'élève à 127,1 M€, contre 128,3 M€ au BP 2021 (- 1,2 %). Par ailleurs, la contribution à la Brigade des Sapeurs-Pompiers de Paris (BSPP) s'élève à 95,4 M€ en 2022 contre 94,1 M€ en 2021, soit une augmentation de 1,3 M€. Cette hausse correspond pour l'essentiel à la poursuite de la mise en œuvre du plan de modernisation 2020-2029 de la BSPP.

Hors contributions à la Préfecture de Police et à la BSPP, les dépenses au titre de la sécurité représentent 20,1 M€, en hausse de 1,4 M€ (+7,5 % par rapport au BP 2021).

Dans le cadre de la création de la police municipale parisienne, le budget 2022 de la Direction de la Police Municipale et de la Protection (DPMP) est pleinement consacré à la mise en œuvre des missions qui lui sont dévolues : veiller à la propreté de la Ville, sécuriser les Parisiennes et les Parisiens, protéger les piétons et les usagers de la route les plus vulnérables, apaiser la Ville notamment le soir et la nuit. En son sein, 5,7 M€ sont dédiés aux **services communs**, contre 3,9 M€ au BP 2021. Cette hausse de 1,8 M€ s'explique principalement par la mise en place d'un marché de nettoyage des vêtements des agents de la DPMP, par les dépenses liées à l'école des métiers et de la sécurité et par le financement des études et enquêtes, et en particulier de l'enquête annuelle qui servira à appréhender l'expérience des jeunes et des policiers pour améliorer la relation police-population.

La **protection et la surveillance des espaces publics** sont dotées de 9,3 M€ en baisse de 0,5 M€ par rapport au BP 2021 à la suite d'une rationalisation des dispositifs de gardiennage dans le cadre du déploiement de la police municipale.

En matière de **prévention de la délinquance et d'aide aux victimes**, les crédits s'élèvent à 1,2 M€ en légère diminution au regard du BP de l'année antérieure à la suite d'un transfert de 0,03 M€ vers la fonction « Enseignement » au titre d'une subvention pour le PEP75.

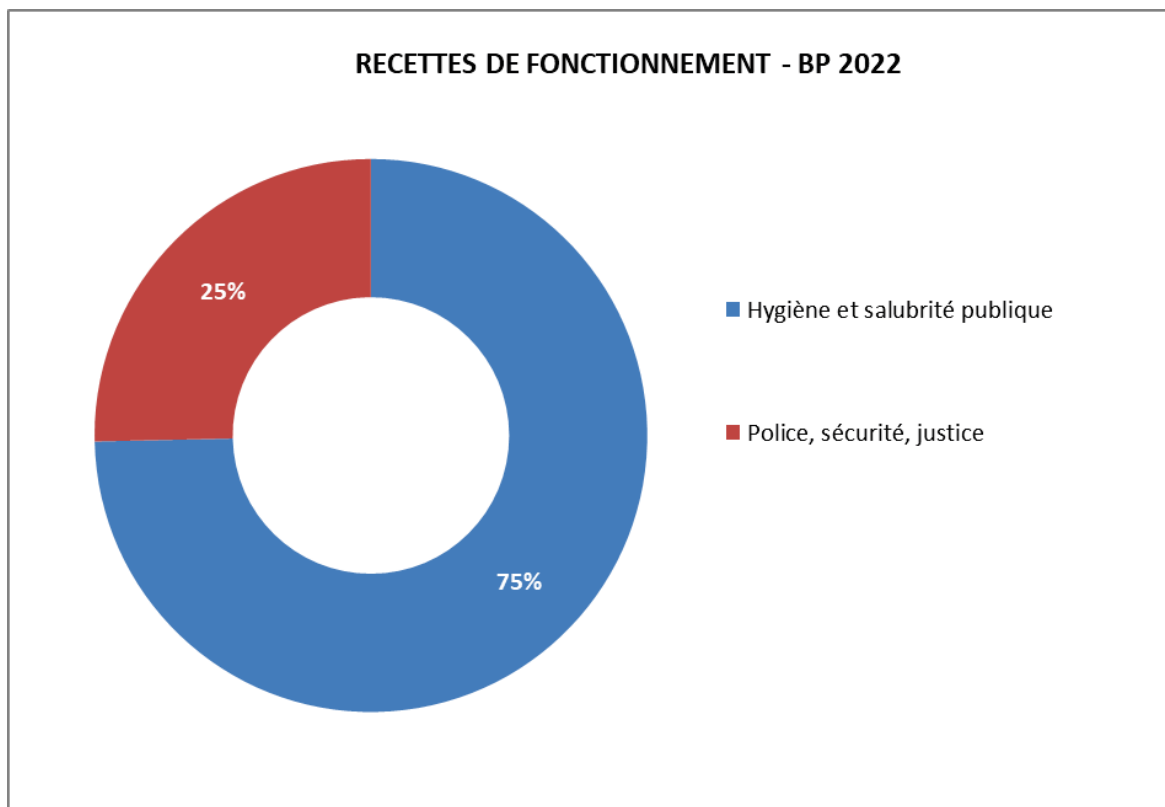
L'activité de gardiennage des **Services de Sécurité Incendie et d'Assistance aux Personnes (SSIAP)** se voit doter de 1,8 M€ contre 1,6 M€ en 2021. Cette inscription couvre les dépenses récurrentes à la surveillance de tous les sites (1,6 M€), à la mise en œuvre d'une nouvelle prestation au profit de l'Académie du Climat, au déroulement de certaines prestations ponctuelles (0,2 M€) ainsi qu'à la révision des tarifs (0,04 M€)

Comme au BP 2021, 1,7 M€ est alloué à la **Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI)**, en cohérence avec l'exécution constatée en 2020 et 2021.

Le **contrôle réglementaire de la salubrité** est doté de 0,4 M€ au BP 2022, stable par rapport au BP 2021. Ces crédits permettront de réaliser des travaux d'office dédiés à la sécurisation et à la consolidation provisoire (voire à la condamnation) des bâtiments présentant un risque imminent pour la sécurité de leurs occupants, comme par exemple des renforcements de charpente, d'étalement, de pose ou de dépose de serrurerie.

Recettes

Les recettes de fonctionnement relatives à la sécurité s'élèvent à 1,3 M€ au BP 2022 comme au BP 2021.



Les recettes au titre de la **prévention de la délinquance et de l'aide aux victimes** s'élevaient à 0,3 M€ à l'instar du BP 2021. Elles traduisent la présence d'intervenants sociaux en commissariat (ISC) et le financement à hauteur de deux tiers du poste de chargée de l'animation du schéma départemental d'aide aux victimes.

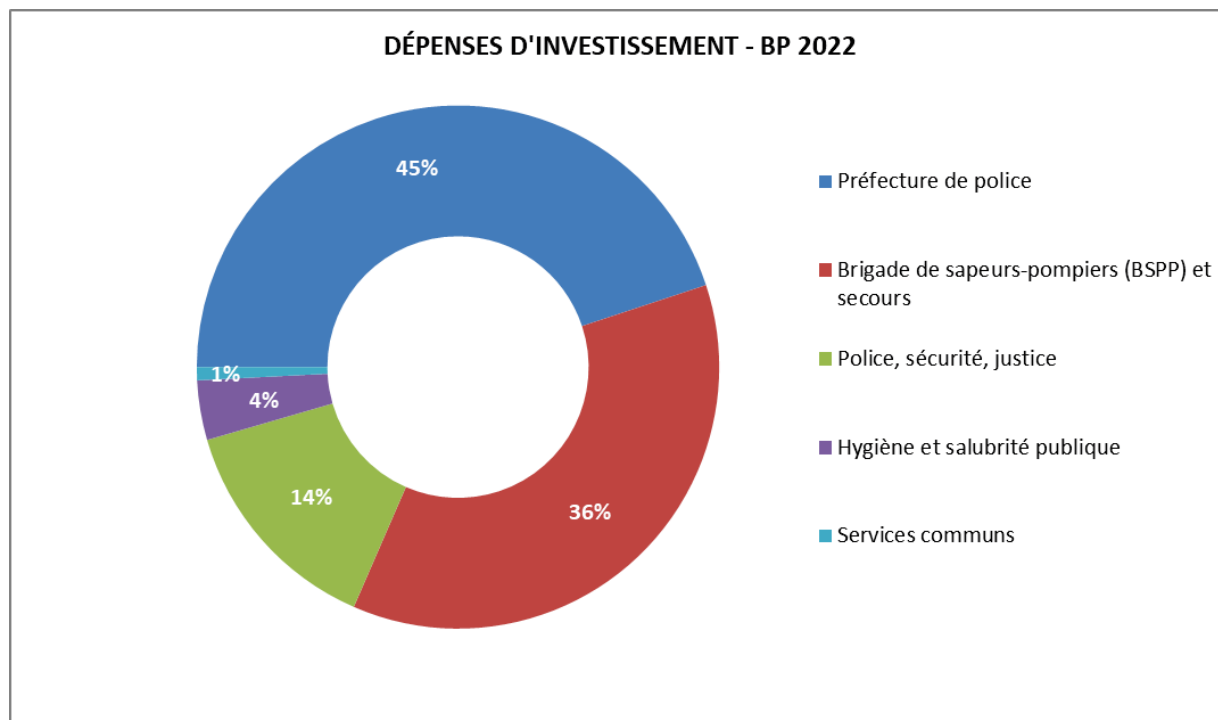
Les subventions versées à la collectivité parisienne au titre de **l'hygiène et de la salubrité publique** s'élevaient à 1 M€ au BP 2022 comme au BP 2021. Il s'agit d'une recette versée par l'Agence Régionale de Santé (ARS), conformément à la convention de prestation de service que la Ville et l'ARS ont signé, l'ARS déléguant à la Ville la mise en œuvre de la police spéciale de l'insalubrité, en contrepartie d'une compensation financière.

Focus sur l'évaluation climat du budget au titre de la sécurité

Les dépenses relatives à la sécurité sont considérées par la méthodologie comme indispensables et présentant peu de possibilités de substitution vers des technologies ou solutions à impact carbone réduit. Toutes les dépenses de sécurité sont donc classées comme « neutres », hormis celles identifiées comme ayant un impact lors de l'analyse du budget par nature. Ainsi les dépenses d'investissement liées à l'entretien des bornes incendies ou celles de fonctionnement liées à la protection et surveillance et au gardiennage statique (9 M€) sont classées « neutres ». Quant aux dépenses de fonctionnement liées à la location de véhicules pour les services support de la DPSP dont la motorisation et la consommation ont un impact qui reste à évaluer sont classées « indéfini » dans l'attente de précisions.

Section d'investissement

Dépenses



Les dépenses d'investissement au titre de la sécurité s'élèvent à 27,2 M€ contre 24 M€ en 2021.

20 M€ sont dévolus à la **Préfecture de Police**, soit un montant inchangé par rapport à 2021.

Au sein de ce montant, la contribution de la Ville à la Brigade des sapeurs-pompiers de Paris (BSPP) s'établit à 7,8 M€, et permettra de financer la poursuite du plan de modernisation, notamment des travaux sur la caserne de Chaligny (12^{ème}), le projet de nouvelle caserne dans le nord-est de Paris ou encore les travaux d'entretien de l'immobilier de la BSPP. La subvention d'équipement versée pour les travaux de remise à niveau et mise en conformité concernant la Préfecture de Police s'élève pour sa part à 12,2 M€, en hausse de 3,7 M€.

Concernant les **dépenses de sécurisation**, 3,8 M€ sont prévus, soit une hausse de 3,6 M€ par rapport à 2021. Cette augmentation s'explique essentiellement par la poursuite de la mise en œuvre de la police municipale pour laquelle sont inscrits 3,1 M€ afin notamment de financer les travaux d'entretien et de sécurité des nouveaux sites. 0,5 M€ est également inscrit pour le plan de vidéo protection.

Les dépenses consacrées à la **Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI)** se maintiennent à 2,1 M€.

Concernant l'**hygiène et la salubrité publique**, 1 M€ est consacré aux travaux d'office dans les immeubles en péril, contre 1,4 M€ au BP 2021.

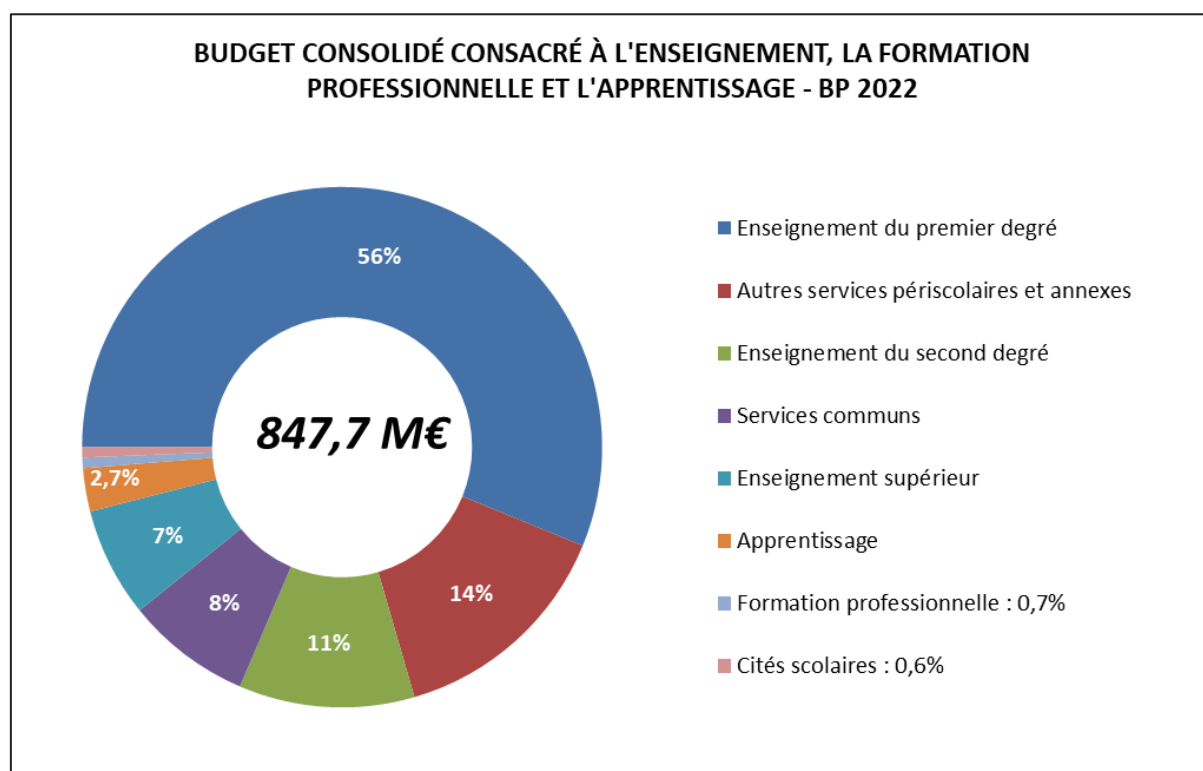
0,2 M€ est prévu pour les **services communs**, intégrant les dépenses d'entretien des locaux et d'équipement en matériel, le mobilier et les équipements de télécommunication.

Recettes

1 M€ de recettes d'investissement est attendu pour la sécurité.

Ce montant correspond aux remboursements versés par des tiers pour des **travaux réalisés d'office** par la Ville sur des immeubles déclarés insalubres. Il est en baisse de 0,4 M€ par rapport au BP 2021, à l'instar des dépenses.

2. Enseignement, formation professionnelle et apprentissage



<i>en M€</i>	BP 2021	BP 2022
Dépenses de fonctionnement	740,4	744,3
<i>dont masse salariale</i>	498,7	512,9
Dépenses d'investissement	124,5	103,4
Recettes de fonctionnement	80,4	81,6
Recettes d'investissement	25,0	19,4

Dépenses

Pour l'exercice 2022, le budget de fonctionnement consacré à l'enseignement, à la formation et à l'apprentissage s'élève à 744,3 M€, dont 512,9 M€ au titre de la masse salariale.

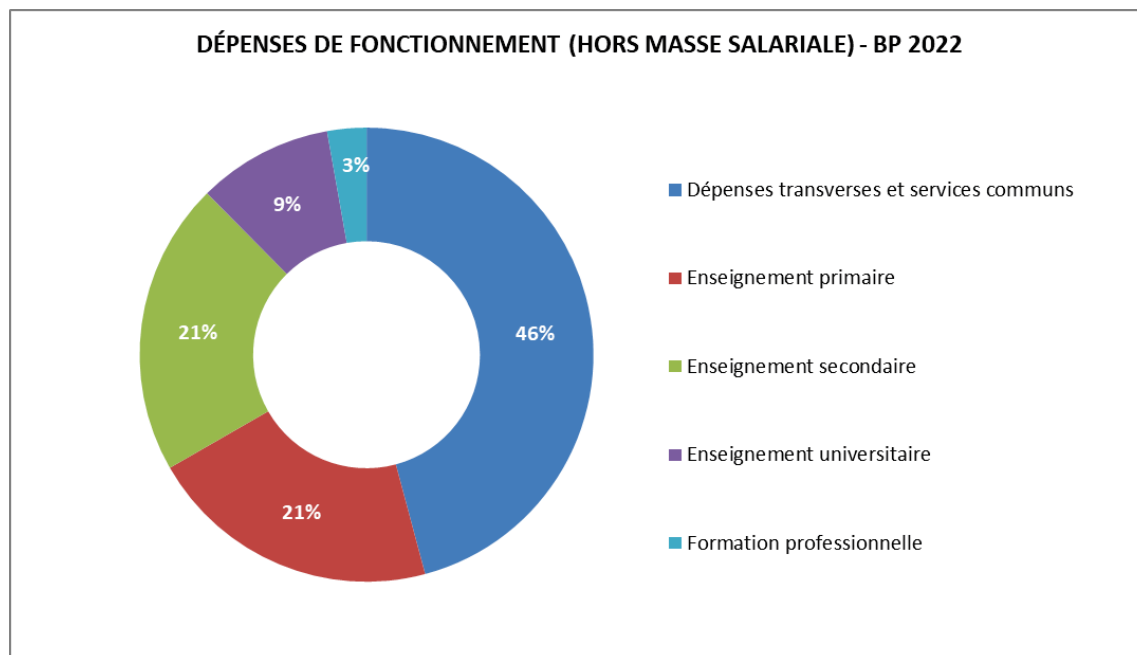
À la Direction des affaires scolaires, 13 postes sont créés pour l'ouverture de trois écoles (Bruneseau -13^e-, Rostropovitch -17^e- et Eva Kotchever -18^e-) et 7 postes pour la transformation de plusieurs sites éducatifs.

4 postes sont créés pour le volant de remplacement des agents techniques des établissements d'enseignement et 2 postes sont créés pour le projet Eiffel.

120 postes sont redéployés en lien avec la baisse de la démographie scolaire.

Au total, avec 26 créations, 120 redéploiements et un solde des transformations de -1, le solde de la fonction 2 s'établit à -95 postes.

Hors masse salariale, les dépenses de fonctionnement liées à l'enseignement, à la formation professionnelle et l'apprentissage s'élèvent à 231,4 M€, en baisse de 10,3 M€, soit -4,3 %, par rapport au BP 2021.



Ce budget regroupe les dépenses directement destinées aux établissements et dispositifs de l'enseignement primaire, secondaire ou supérieur (118,9 M€), les dépenses transverses, services annexes et services communs (106,1 M€) et les dépenses pour la formation professionnelle et l'apprentissage (6,5 M€).

Au sein du premier ensemble (118,9 M€), les dépenses au titre de l'enseignement maternel et primaire s'élèvent à 48,2 M€ au BP 2022, en diminution de 6,7 M€ par rapport à 2021.

Ce montant comprend, d'une part, 10,3 M€ dédiés aux **dépenses courantes de fonctionnement des écoles**, en diminution de 0,3 M€ par rapport au BP 2021, et se décompose de la manière suivante :

- 3,4 M€ pour les **écoles maternelles** en hausse de 0,6 M€ en provenance de la rubrique « classes regroupées » au titre de l'entretien bâtementaire, notamment en vue d'effectuer des travaux contre le plomb ;
- 4,4 M€ pour les **écoles primaires**, en hausse de 0,1 M€ ;
- 2,6 M€ au titre des **écoles polyvalentes** en baisse de 1 M€ compte tenu principalement du transfert évoqué ci-dessus. Par ailleurs, cette rubrique voit une hausse des crédits d'étude de 0,3 M€ pour le lancement d'un marché de recensement pour la sécurisation des vitrages.

Il comprend, d'autre part, les **dépenses transverses de l'enseignement primaire**, dont l'inscription s'élève à 38 M€, en baisse de 6,4 M€ par rapport au BP 2021, en lien avec les négociations en cours avec l'État au sujet de la contribution versée par la Ville au ministère de l'Éducation Nationale au titre des décharges de classes.

Elles regroupent notamment :

- les dépenses de soutien à l'enseignement privé du premier degré pour 35,8 M€, en légère baisse de 0,4 M€ à la suite d'une baisse de la démographie pour les établissements sous contrat simple ;
- les contrats de partenariat de performance énergétique (1,6 M€) ;
- l'enveloppe de 0,5 M€ allouée aux subventions à la vie scolaire, constituée de subventions à des associations, comme l'office central de coopération à l'École de Paris, le réseau Loisirs pluriels et le conseil départemental des parents d'élève de l'Enseignement Public de Paris, est en baisse de 0,1 M€ par rapport au BP 2021. Par ailleurs, un transfert de 0,03 M€ en provenance de la fonction « Sécurité » est opéré (subvention à l'association PEP75).

Les dépenses liées à l'enseignement secondaire s'élèvent à 48,3 M€.

42,1 M€ sont inscrits au BP 2022 pour les **collèges parisiens** :

- 17,4 M€ pour les collèges publics, en hausse de 1,2 M€ pour prendre en compte la revalorisation du forfait à l'élève au sein de la subvention aux établissements (+0,3 M€) et les besoins d'entretien bâtiminaire et diagnostic « amiante et plomb » (+ 0,9 M€) ;
- 22 M€ pour les collèges privés, en hausse de 0,8 M€ à la suite de la renégociation des critères « forfait matériel » entrant dans le calcul des subventions en vue d'introduire plus de mixité sociale dans les établissements privés ;
- enfin, 2,7 M€ sont consacrés aux actions éducatives (anciennement dénommées dispositif « Action collégiens »). Ce poste est en hausse de 0,3 M€ du fait de l'augmentation du nombre de mini-séjours « Action collégien ».

Les dépenses de fonctionnement des **lycées municipaux** baissent de 0,3 M€, pour s'inscrire à hauteur de 0,02 M€ à la suite du transfert de ces 12 établissements à la Région Ile-de-France (RIF), depuis la rentrée 2021. Les crédits restants sont consacrés aux travaux d'entretien du lycée pour adulte de la Ville de Paris, qui n'a pas vocation à être transféré à la RIF.

3,8 M€ sont dédiés à la subvention de fonctionnement versée à la régie personnalisée de l'école du Breuil.

2,4 M€ sont inscrits pour les dépenses courantes de fonctionnement des **cités scolaires** (ensembles imbriqués collèges-lycées), correspondant au remboursement à la RIF des dépenses de fluides, de maintenance et de rémunération en tant que maître d'ouvrage.

Les dépenses consacrées à l'enseignement supérieur atteignent 22,3 M€ au BP 2022. Parmi ces dépenses, 12,8 M€ sont versés à l'ESPCI (École Supérieure de Physique et de Chimie Industrielles), 4,6 M€ à l'EIVP (École d'Ingénieurs de la Ville de Paris) et 2,2 M€ aux écoles d'art. 2,4 M€ sont également versés pour le soutien à la vie étudiante, en diminution de 1,5 M€ du fait de la non reconduction des crédits relatifs à l'AERE (aide exceptionnelle à la rentrée étudiante versée en 2020-21 dans le cadre de la crise sanitaire). Enfin 0,05 M€ est destiné aux actions de soutien aux étudiants en situation de handicap.

Les dépenses transverses liées à l'enseignement s'élèvent à 106,1 M€.

Parmi celles-ci, les dépenses liées **aux caisses des écoles et à la restauration scolaire** représentent le principal poste de dépenses avec 82,6 M€. Les **subventions aux caisses des écoles**, incluant également la restauration des collèges, sont inscrites pour 80,8 M€ au BP 2022, contre 82 M€ au BP 2021. Cette diminution de 1,2 M€ s'explique notamment par le transfert des lycées municipaux à la

RIF (dont la restauration était prise en charge par les caisses des écoles) et par une légère baisse du « coût denrée ». Les crédits pour la **restauration des collèges autonomes et cités mixtes** (collèges assurant eux-mêmes le service de restauration scolaire) sont de 1,9 M€, en diminution de 0,9 M€ par rapport au BP 2021, du fait de la reprise de la restauration de certains collèges par les caisses des écoles à compter de la rentrée 2022.

Par ailleurs, les dépenses liées aux **services annexes de l'enseignement** atteignent 12,7 M€ au BP 2022, dont 9,4 M€ pour les dépenses des **temps d'activités périscolaires (TAP)**, en baisse de 2,2 M€ à la suite de la modification des modalités d'organisation et en raison du transfert de 0,6 M€ vers la fonction « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs ». Par ailleurs, les dépenses au titre du **soutien aux activités éducatives**, de 0,5 M€, sont stables par rapport au BP 2021 et celles au titre des **transports scolaires**, à hauteur de 0,7 M€, augmentent de 0,2 M€ en prévision d'un changement de la répartition modale des transports vers les piscines. Jusqu'à présent ce transport était pris en charge par la DJS à travers un marché de bus, en 2022, la DASCO prendra à sa charge l'achat de tickets de métro pour ces trajets.

Les dépenses au titre des **classes de découverte** représentent 9,5 M€ au BP 2022.

2 M€ sont inscrits au titre du fonctionnement de **l'Académie du Climat**. Au total, ce sont 2,8 M€ qui seront consacrés, toutes rubriques confondues, à l'Académie du Climat traduisant la montée en puissance de son offre de formation tournée vers les enjeux environnementaux pour tous les publics, et notamment les jeunes de 15 à 25 ans.

Les dépenses liées aux **services communs** de l'enseignement et de la formation professionnelle sont prévues à 1,2 M€, en diminution de 0,3 M€ par rapport au BP 2021.

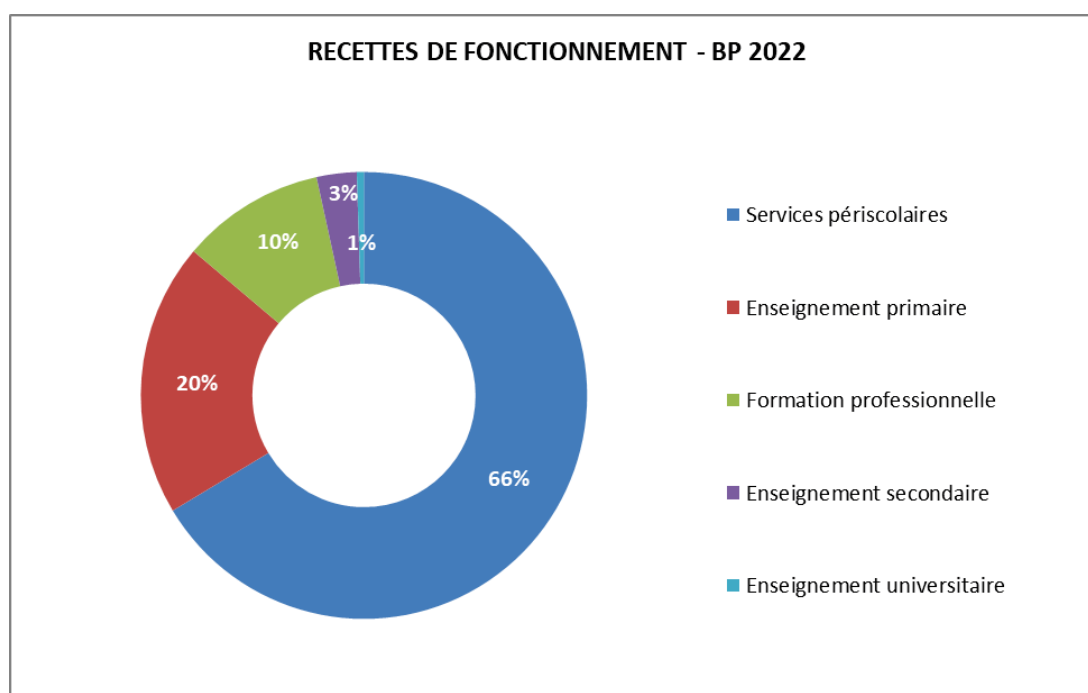
Les dépenses relatives à la formation professionnelle et à l'apprentissage s'élèvent à 6,5 M€, contre 5,8 M€ au BP 2021.

Les dépenses d'apprentissage sont portées à 5,8 M€ en 2022, en augmentation de 0,6 M€ en raison de la poursuite de la mise en œuvre du plan « Paris boost emploi », adopté par le Conseil de Paris en novembre 2020. Par ailleurs, les dépenses de formation des salariés en **contrat aidé** s'élèvent à 0,15 M€.

La **formation professionnelle**, dispensée dans le cadre des cours d'adultes de Paris (anciennement cours municipaux pour adultes), représente 0,5 M€, soit le même montant qu'au BP 2021.

Recettes

Les recettes de fonctionnement relatives à l'enseignement, la formation professionnelle et l'apprentissage s'élèvent à 81,6 M€ en hausse de 1,1 M€, soit 1,4 %, par rapport au BP 2021.



Les **recettes relatives aux services annexes de l'enseignement** représentent 54,1 M€ au BP 2022.

Les participations de la CAF représentent la principale recette avec 39 M€, en augmentation de 1,6 M€ par rapport au BP 2021, du fait d'un versement complémentaire pour les temps d'interclasse.

Les autres recettes relatives aux services annexes de l'enseignement représentent 15,2 M€ et concernent pour 10,9 M€ les temps d'activités périscolaires (5,7 M€ au titre des participations de l'État et 5,2 M€ au titre des participations familiales). 3,6 M€ sont attendus pour la restauration dans les collèges, en baisse de 1,6 M€ du fait du transfert d'établissements aux caisses des écoles. Enfin, les recettes au titre des classes découvertes représentent 0,7 M€.

Les recettes au titre de **l'enseignement primaire** s'élèvent à 16,1 M€, notamment au titre de la compensation intégrale du forfait pour les élèves de maternelle du secteur privé pour 11,9 M€ et pour 3,3 M€ au titre des redevances perçues pour les logements de fonction.

Les recettes relatives à **l'enseignement secondaire** représentent 2,4 M€, en hausse de 2,2 M€ du fait d'une recette exceptionnelle en provenance de la région Ile de France (RIF) pour le remboursement des dépenses consécutives au report d'un an du transfert des lycées municipaux.

Les recettes perçues au titre de **l'enseignement supérieur** représentent 0,4 M€, en augmentation de 0,2 M€ par rapport au BP 2021.

Les participations de l'État en lien avec **l'apprentissage**, représentent 4,2 M€ au BP 2022, répartis entre des recettes au titre des contrats aidés (2,6 M€) et des recettes au titre de l'apprentissage (1,6 M€).

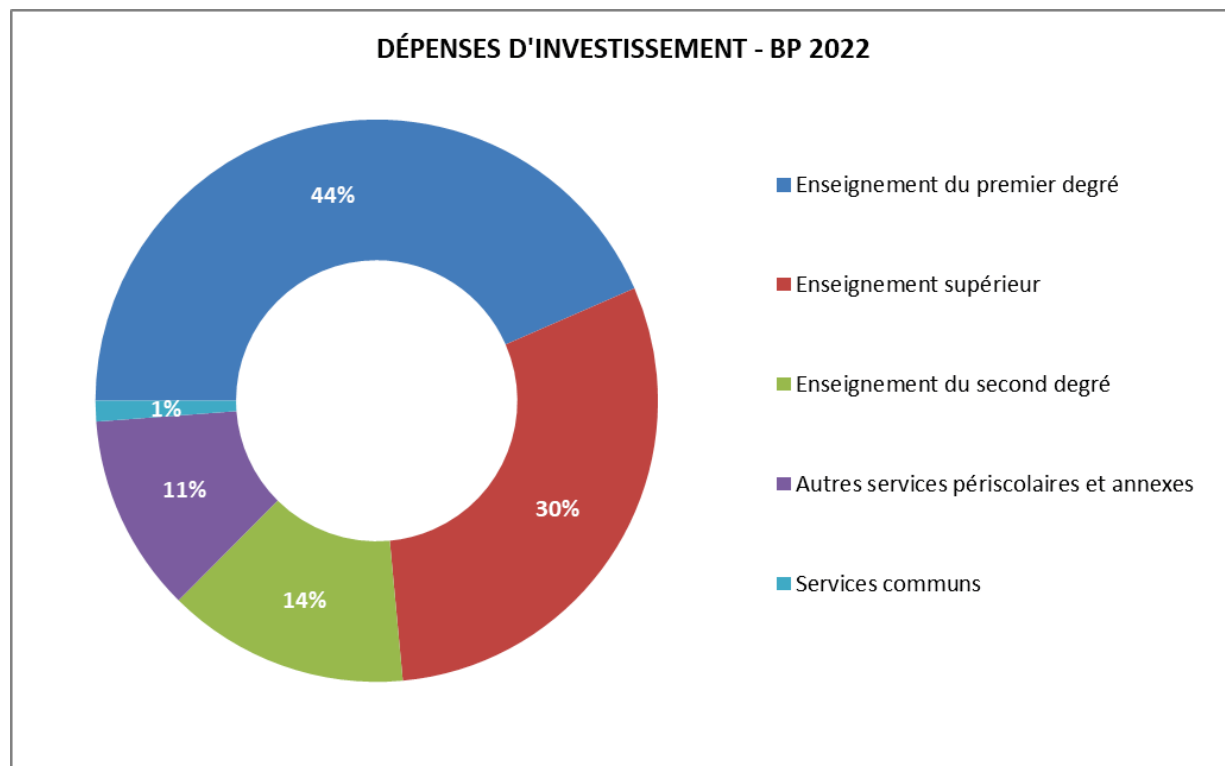
Les recettes perçues au titre de la **formation professionnelle**, essentiellement constituées des droits d'inscription pour la formation continue dispensée au sein des cours d'adultes de Paris, représentent 4,3 M€. La hausse de 0,4 M€ par rapport au BP 2021 correspond à l'adaptation de l'offre vers les formations les plus demandées.

Enfin, les recettes perçues au titre des **services communs** représentent 0,03 M€ en baisse à la suite du transfert de la recette exceptionnelle de la RIF de 2 M€ pour remboursement de dépenses de masse salariale. Du fait du report du transfert des lycées municipaux de la rentrée de septembre 2020 à septembre 2021, cette recette n'a pu être encaissée et sera comptabilisée en 2022 sur la rubrique « enseignement secondaire ».

Focus sur l'évaluation climat du budget pour l'enseignement, la formation professionnelle et l'apprentissage

La majorité des investissements concernent des interventions d'entretien et de mise en sécurité d'établissements du primaire à l'enseignement supérieur. Ces travaux de sécurisation sont considérés méthodologiquement comme « neutre ». Les investissements « très favorable » regroupent les opérations de créations et de rénovations d'équipements scolaires, en particulier la poursuite du marché de performance énergétique des écoles.

SECTION D'INVESTISSEMENT



Dépenses

Les dépenses d'investissement en faveur de l'enseignement, de la formation professionnelle et de l'apprentissage représentent 103,4 M€ en 2022 contre 124,5 M€ en 2021. Cette diminution de 21,1 M€ s'explique principalement par l'avancée ou l'achèvement d'opérations de travaux

notamment dans le cadre du contrat de performance énergétique dans les écoles, dans les collèges autonomes, ou dans les établissements imbriqués (cités mixtes régionales, réunissant collèges et lycées) et du transfert des dépenses de travaux bâtimentaires et énergétiques vers les fonctions Services Généraux et Environnement.

L'enseignement du premier degré représente le premier poste de dépenses, avec **44,9 M€** en 2021, contre 54,2 M€ en 2021.

Concernant les établissements dits « classes regroupées » (regroupant maternel et primaire) et les écoles primaires, 44,9 M€ sont inscrits au titre du BP 2022, contre 52,6 M€ en 2021.

Cette diminution s'explique notamment par l'avancée des travaux en 2021 concernant le projet de rénovation énergétique d'écoles. Plusieurs opérations débiteront ou entreront dans une phase de production, comme la création d'une école dans la ZAC Saint Vincent de Paul dans le 14^{ème} arrondissement (4,4 M€), la poursuite des travaux de l'école prévue dans le cadre de l'opération d'aménagement Gare de Lyon-Daumesnil dans le 12^{ème} arrondissement (1,5 M€ en 2022), ou la poursuite de la reconstruction de l'école élémentaire du Clos située rue Saint-Blaise dans le 20^{ème} arrondissement (0,9 M€).

L'entretien courant des établissements scolaires se voit consacrer 18,5 M€ en 2022.

Par ailleurs, les crédits alloués aux travaux de rénovation et de sécurisation des écoles sont renforcés. Ainsi, 9,4 M€ (contre 1,5 M€ en 2021) sont dédiés aux travaux de sécurité incendie des établissements, 4 M€ à la sécurité bâimentaire (porte pivots et travaux urgents), 0,8 M€ à la rénovation des sanitaires dans les écoles, 0,5 M€ aux travaux liés à la présence de plomb ou d'amiante ou encore 0,4 M€ aux travaux de la rentrée. Enfin, la Ville consacrera 2,5 M€ à des travaux dans les logements de fonction des directeurs d'école en 2022.

En outre, 1,4 M€ permet de poursuivre les acquisitions d'équipements informatiques.

L'enseignement du second degré mobilise pour sa part **14,4 M€**, dont 14,2 M€ pour les collèges.

Concernant les **collèges**, la baisse constatée par rapport à 2021 (-4,2 M€) s'explique par l'avancée de certaines opérations de travaux désormais en phase d'achèvement : collège Lucie Faure dans le 20^{ème} arrondissement (0,5 M€ en 2022 contre 1 M€ en 2021), collège Maurice Utrillo dans le 18^{ème} arrondissement (0,1 M€ au BP 2022, contre 2,4 M€ au BP 2021), la restructuration et l'extension du Collège Claude Chappe – Ida Grinspan dans le 19^{ème} arrondissement (0,1 M€ contre 1,2 M€ en 2021).

En parallèle, de nouvelles opérations sont lancées comme la rénovation du collège Thomas Mann (13^e), le collège Paul Valéry (12^e) pour la partition des entités collège et lycée, 1,2 M€ pour l'isolation du collège Edmond Michelet (19^e), 0,9 M€ pour la réalisation de cours Oasis dans les collèges, ou encore 0,4 M€ pour l'extension du collège Georges Clémenceau dans le 18^{ème} arrondissement.

La subvention de travaux aux collèges autonomes s'élève à 2,3 M€.

L'entretien courant des collèges se voit allouer 0,8 M€ en 2022.

5,4 M€ sont consacrés à la rénovation des sanitaires, des travaux de sécurité, de désamiantage ou encore à l'acquisition d'équipements informatiques.

Le périmètre des **lycées municipaux** se voit dédier un budget de 0,2 M€, pour des travaux au sein de l'école du Breuil.

Les crédits alloués à l'enseignement supérieur représentent, en 2022, **31,1 M€**.

Au total, 30,5 M€ sont consacrés aux **écoles d'enseignement supérieur** dont les écoles d'art et les universités.

Ainsi, 20,8 M€ sont inscrits au titre du schéma directeur et de la sécurité de l'École Supérieure de Physique et de Chimie Industrielles, en complément des subventions versées à l'ESCPI (1,6 M€). Les

travaux de sécurisation de la Sorbonne se poursuivent, pour un montant de 2,1 M€. 1 M€ est consacré à des travaux d'entretien dans les structures d'enseignement supérieur. En outre, 0,6 M€ est consacré à l'École Spéciale d'Architecture. Les écoles d'art représentent un budget de 1,9 M€. 0,4 M€ de subventions d'investissement à l'École des Ingénieurs de la Ville de Paris sont maintenues en 2022

0,5 M€ est dévolu à la **vie étudiante**. Cette somme correspond à la subvention versée au centre régional des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) ainsi qu'à l'achat de mobilier pour les maisons des initiatives étudiantes (MIE).

Les services périscolaire et annexes (hébergement et restauration scolaire) se voient attribuer **11,8 M€ contre 9,9 M€ en 2021**, répartis entre 11,5 M€ pour la mise aux normes et travaux dans les cuisines scolaires et 0,2 M€ pour l'accueil périscolaire.

Les travaux dans les **cuisines scolaires** enregistrent une hausse de 1,8 M€ par rapport à l'exercice précédent, soit un montant total de 11,5 M€ avec notamment la poursuite des travaux de rénovation de la cuisine Souzy dans le 11^{ème} arrondissement (2,6 M€) ou encore la rénovation de la cuisine des groupes scolaires Charles Moureu (0,7 M€) et Baudricourt dans le 13^{ème} arrondissement (5,4 M€).

Les services communs de l'enseignement mobilisent 1,2 M€ contre **0,8 M€ en 2021**, dont 0,8 M€ portent sur les locaux du personnel et 0,4 M€ au titre de la prévention des inaptitudes.

Enfin, la **formation professionnelle** représente une dépense de **0,04 M€** dédiée à l'acquisition de matériel et de mobilier au profit des cours municipaux pour adultes.

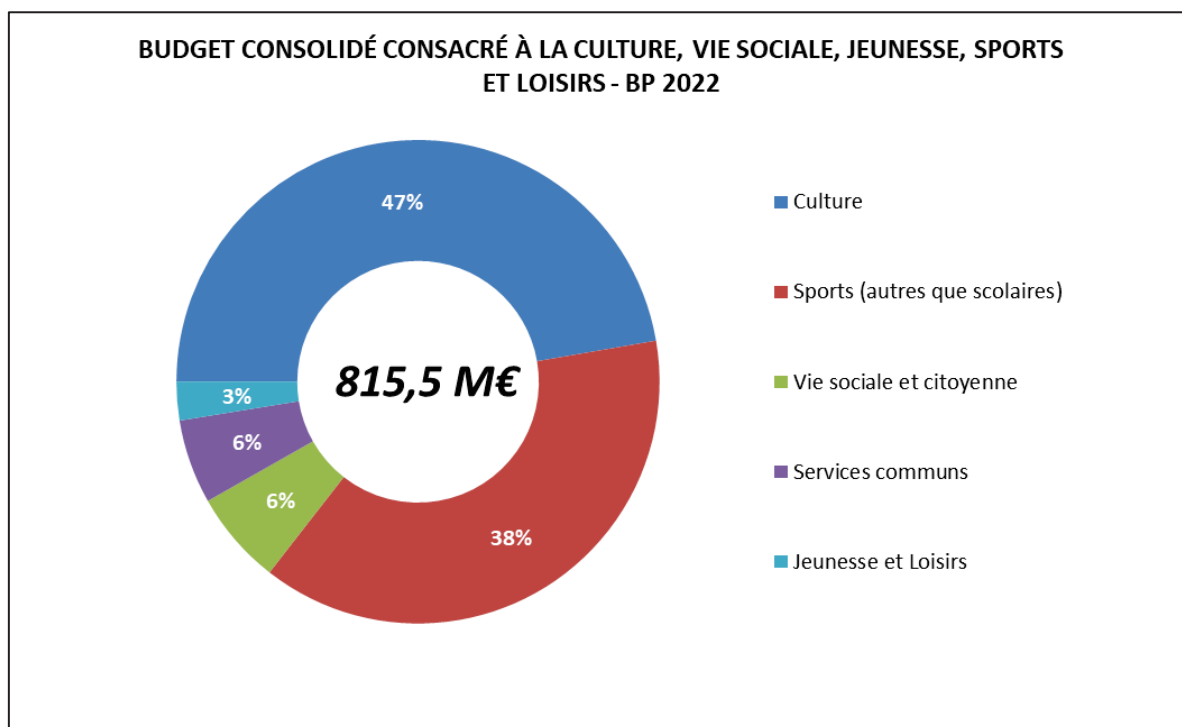
Recettes

Les recettes d'investissement en faveur de l'enseignement, de la formation professionnelle et de l'apprentissage s'établissent, au BP 2022, à 19,4 M€, dont 12,4 M€ pour les établissements scolaires et 7 M€ pour les collèges.

Ainsi, 4,4 M€ sont prévus pour l'amélioration de la performance énergétique dans 61 écoles, 6,5 M€ pour les cours Oasis ou encore 0,8 M€ dans le cadre de la dotation de soutien à l'investissement local pour le dédoublement de classes de CE1 en REP et REP+.

Par ailleurs, 5,8 M€ sont inscrits au titre de la dotation départementale des collèges. 0,8 M€ est prévu dans le cadre de la dotation de soutien à l'investissement des départements pour les travaux d'isolation du collège Edmond Michelet et 0,5 M€ pour le déploiement de cours Oasis dans trois collèges.

3. Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs



<i>En M€</i>	BP 2021	BP 2022
Dépenses de fonctionnement	567,0	574,6
<i>dont masse salariale</i>	313,8	319,9
Dépenses d'investissement	182,4	240,9
Recettes de fonctionnement	90,2	84,6
Recettes d'investissement	65,1	33,7

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses

Pour l'exercice 2022, le budget de fonctionnement consacré à la culture, la vie sociale, la jeunesse, le sport et les loisirs s'élève à 574,6 M€, en hausse de 7,6 M€, dont 6,1 M€ au titre de la masse salariale, qui représente 55,7 % des dépenses (319,9 M€).

8 postes sont créés à la Direction des affaires culturelles pour la préfiguration de deux médiathèques : James Baldwin dans le 19^e arrondissement et Virginia Wolf dans le 13^e arrondissement. Par ailleurs, 10 400 heures de vacances sont créées pour développer l'offre d'éducation artistique et culturelle dans les conservatoires.

Dans la continuité des différents plans de déprécarisation, que l'Exécutif veut poursuivre, 13 postes sont créés à la Direction des affaires culturelles pour permettre d'offrir des contrats pérennes aux personnes recrutées pour effectuer des remplacements au sein du réseau des bibliothèques.

A la Direction jeunesse et sports, 7 postes sont créés : 4 postes pour le Plan Nager à Paris, 1 poste d'adjoint technique des administrations parisiennes pour accroître l'offre de service du Quartier Jeunes, 1 poste d'adjoint administratif pour permettre le recours accru aux services civiques et un poste de chargé de mission JOP.

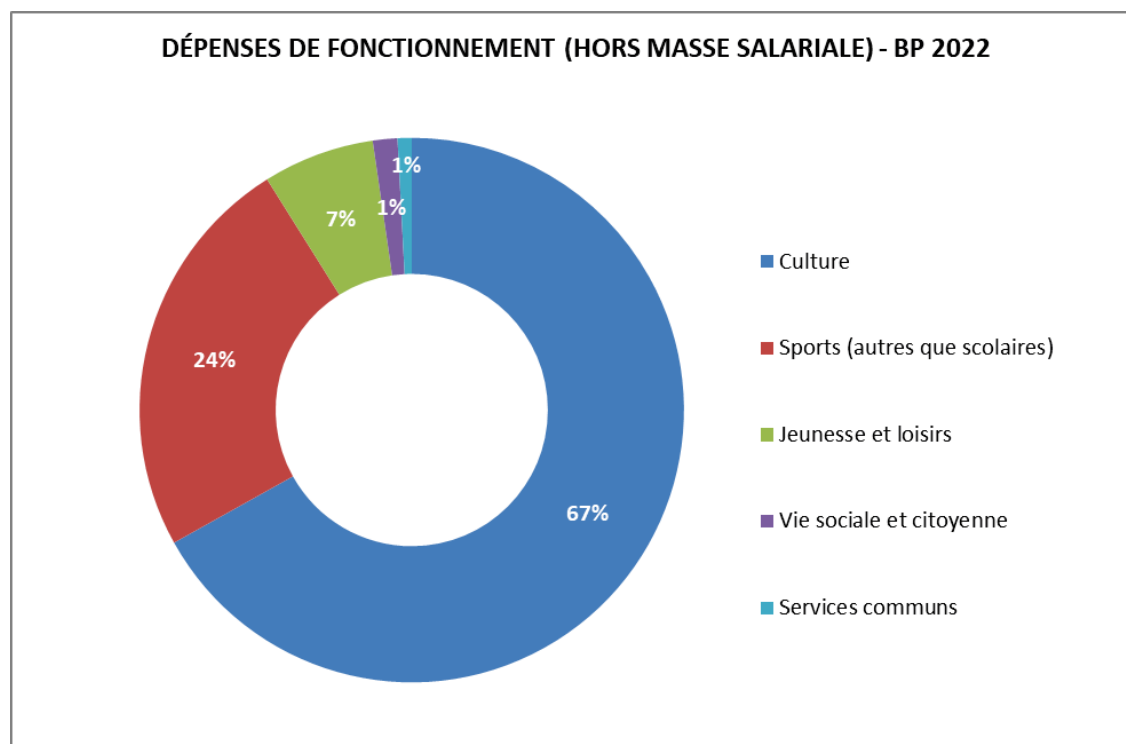
A la Direction jeunesse et sports, 13 référents jeunesse des territoires bénéficient d'un accès au corps de secrétaire administratif.

8 postes sont créés à la Direction de la démocratie, des citoyen.ne.s et des territoires : 1 poste de cadre technique à la Mairie du 18e arrondissement, qui sera placé auprès du DGA espace public ; 5 postes pour renforcer les services d'état civil et l'aide juridique ; 2 postes pour la section des moyens logistiques.

9 postes sont créés à la Direction des affaires scolaires pour accompagner la montée en puissance de l'Académie du Climat et 9 postes sont transférés de Direction des espaces verts et de l'environnement vers l'Académie du Climat.

Au total, avec 45 créations de postes, un solde des transformations de +0,5, 1 redéploiement et un solde des transferts de + 11 postes, le solde de la fonction 3 s'établit à + 55,5 postes.

Hors masse salariale, les dépenses de fonctionnement liées à la fonction « culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs » s'élèvent à 254,8 M€ au BP 2022.



Le budget consacré à la « **culture** » s'élève à 170,4 M€ au BP 2022, en baisse de 5,4 M€ par rapport au BP 2021, s'expliquant par la baisse des crédits dévolus au théâtre et l'achèvement du plan de soutien initié en 2020 et poursuivi en 2021.

Les dépenses relatives au **théâtre**, essentiellement composées de subventions à des établissements culturels, représentent 74,6 M€ au BP 2022, en diminution de 3,6 M€ par rapport au BP 2021.

La part de ces dépenses consacrée au soutien à l'expression musicale intègre des économies de fonctionnement et s'établit à 37,5 M€, soit une diminution de 4,1 M€ portant sur les participations et les subventions à des équipements culturels. Par ailleurs, le soutien global apporté par la Ville à l'établissement public Cité de la Musique - Philharmonie est stable, la baisse de la subvention de

fonctionnement étant compensée par la hausse du même montant de la subvention d'investissement. Les dépenses consacrées au soutien au spectacle vivant sont en hausse et s'élèvent à 36,9 M€ (+0,2 M€).

Avec 57,3 M€, les **musées** constituent le deuxième poste de dépenses culturelles. Ces dépenses sont consacrées principalement à la subvention attribuée à l'établissement public Paris Musées (EPPM) atteignant 55,2 M€ au BP 2022. Elles comprennent également la subvention au Musée d'Art et d'Histoire du Judaïsme (MAHJ) pour 2,1 M€.

18,7 M€ sont alloués aux **activités artistiques et manifestations culturelles**, soit une augmentation de 0,2 M€ par rapport au BP 2021. 7,7 M€ sont consacrés aux subventions au titre de l'enseignement artistique et des pratiques amateurs, 6,9 M€ au titre des arts visuels, 1,3 M€ au titre de l'action culturelle (+0,2 M€) et 1,2 M€ est consacré aux frais de fonctionnement des conservatoires et des ateliers Beaux-Arts. Les crédits consacrés à l'organisation de la « Nuit Blanche » sont en baisse de 0,3 M€. Ils s'établissent, hors éventuel mécénat, à 0,8 M€. Enfin 0,8 M€ est consacré aux moyens transverses de l'action culturelle contre 0,7 M€ en 2021.

8 M€ sont consacrés à la **diversité de l'économie culturelle**. Ce montant stable par rapport au BP 2021, regroupe essentiellement des subventions aux structures du cirque et des arts de la rue, aux théâtres privés (4,6 M€) ainsi qu'aux structures dédiées aux musiques actuelles (3,3 M€).

5,4 M€ sont consacrés en 2022 à la **conservation du patrimoine culturel**, soit une diminution de 0,3 M€ par rapport au BP 2021. Les crédits sont répartis entre 3,1 M€ pour l'entretien et la valorisation du patrimoine, 1,3 M€ pour les fontaines patrimoniales (-0,2 M€), 0,6 M€ pour le budget « Mémoire », 0,3 M€ pour le budget dédié au patrimoine historique et 0,2 M€ de subventions.

4,2 M€ sont destinés au fonctionnement des bibliothèques et des médiathèques, stable par rapport au BP 2021.

1,9 M€ est dédié au **cinéma**, en légère baisse (-0,03 M€).

Enfin, le service des **archives** dispose d'un budget 2022 de 0,3 M€, en baisse de 0,03 M€.

Le budget consacré au « **sport** » représente 61,6 M€ au BP 2022, en hausse de 5,6 M€ par rapport au BP 2021

25,3 M€ sont attribués aux **manifestations sportives**, soit une augmentation de 4,2 M€ par rapport au BP 2021. Ces dépenses comprennent les transports, les dispositifs sportifs, l'événementiel sportif, le soutien aux clubs professionnels, au sport de proximité ainsi que l'accompagnement d'événements sportifs internationaux et les Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) de 2024. La hausse s'explique principalement par l'augmentation des crédits dédiés à la mise en œuvre du programme héritage des JOP (+ 3,3 M€ à travers des mesures « sport » cofinancées par le COJO, l'Olympiade Culturelle), la hausse de 0,2 M€ des subventions dans le cadre du soutien au sport de proximité et un transfert de 0,6 M€ en provenance de la fonction « Enseignement » au titre des ateliers sur les Temps d'Activité Périscolaire.

Les dépenses consacrées aux **piscines** représentent 23,2 M€ au BP 2022, en hausse de 0,8 M€ par rapport au BP 2021. 18,4 M€ sont attribués à la gestion externalisée des piscines (+0,7 M€). Les dépenses consacrées aux piscines en régie sont portées à 4,5 M€ soit une augmentation de 0,1 M€

par rapport au BP 2021. Les crédits prévus pour la location de créneaux dans des espaces sportifs sont inscrits au BP 2022 à hauteur de 0,3 M€.

Le budget prévu pour les **stades** reste stable à 5,5 M€, dont 4,9 M€ pour les équipements gérés en régie.

4,8 M€ sont destinés à la gestion des **salles de sport** et des **gymnases**, dont 3,3 M€ consacrés au fonctionnement et à l'entretien courant de ces équipements municipaux (+0,6 M€).

Enfin, 2,8 M€ sont dédiés à la gestion des **parcs interdépartementaux**.

Les actions en matière de « **jeunesse et loisirs** » se voient allouer un budget de 16,9 M€ au BP 2022, dont 13,4 M€ pour les centres de loisirs et les colonies de vacances. Le budget dédié au fonctionnement des centres de loisirs s'élève à 9,2 M€, en légère baisse de 0,07 M€.

4,2 M€ sont alloués au financement des colonies de vacances, soit 2,9 M€ pour les vacances Arc-en-Ciel et 1,3 M€ de subventions de fonctionnement. Les crédits alloués aux autres activités pour les jeunes sont en hausse de 0,3 M€ pour s'établir à 3,5 M€ dont près de 2 M€ au titre du soutien aux associations intervenant dans le secteur de la jeunesse.

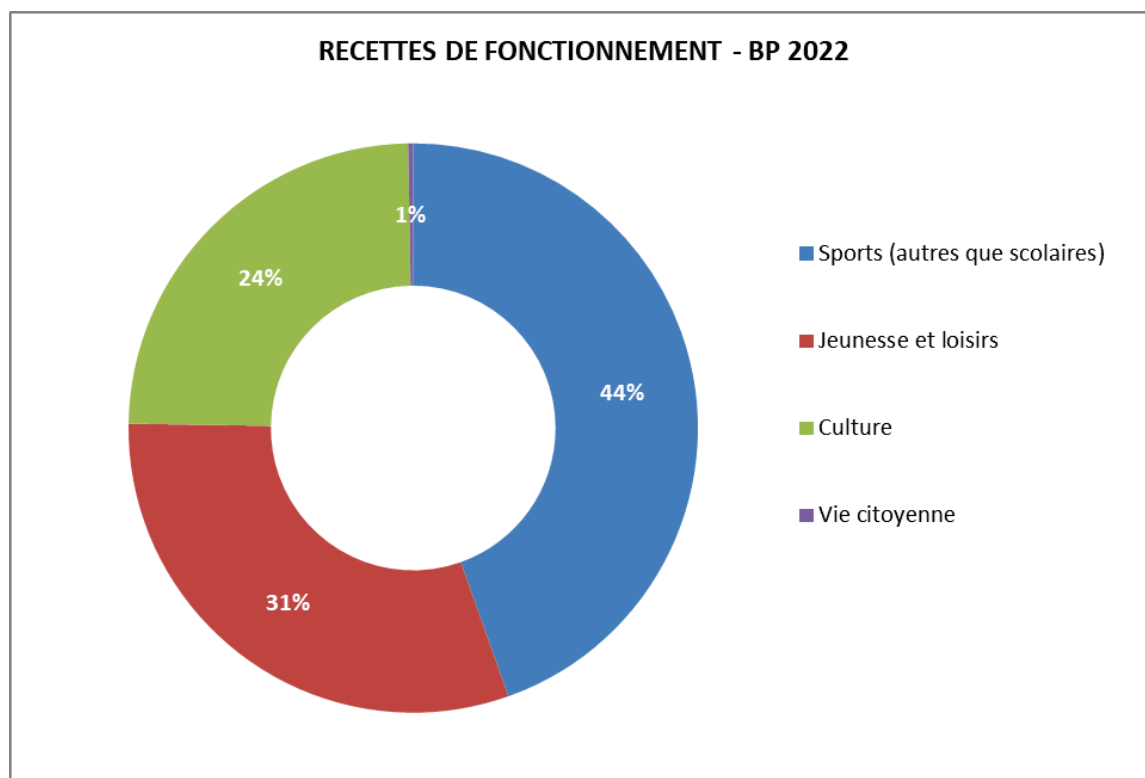
La rubrique « **Vie sociale et citoyenne** » représente 3,7 M€ en augmentation de 1,4 M€, avec des dépenses consacrées à l'égalité femmes-hommes (1,3 M€) et la lutte contre les discriminations (1,8 M€) en hausse de 1,7 M€, principalement à la suite des transferts en provenance de la rubrique Intégration sur la fonction « Aménagement des territoires et habitat » et de la rubrique Égalité femmes-hommes. A ce titre, 0,2 M€ est inscrit pour promouvoir les actions en faveur des personnes LGBTQI+.

Par ailleurs, la **politique de la nuit** (0,6 M€) voit son budget augmenter en raison d'un transfert des crédits d'animations de fin d'année (0,3 M€) depuis les dépenses de services support et suite à l'inscription de subventions pour renforcer les actions de prévention, de réduction des risques et de médiation en milieux festifs.

Les **services communs** disposent d'un budget de 2,1 M€ en 2022, en baisse de 0,4 M€ par rapport au BP 2021 notamment à la suite d'un transfert de 0,3 M€ vers la rubrique politique de la nuit.

Recettes

Les recettes de fonctionnement relatives à la **culture, la vie sociale, la jeunesse, les sports et les loisirs** s'élèvent à 84,6 M€ au BP 2022, en baisse de 5,6 M€ par rapport au BP 2021.



Les recettes de fonctionnement liées au secteur du **sport** représentent 37,7 M€ au BP 2022, en baisse de 10 M€. Cette diminution s'explique notamment :

- par la baisse des redevances des stades externalisés pour 8,1 M€, en raison de l'impact de la crise sanitaire sur la fréquentation des équipements et par voie de conséquence sur le résultat 2021 des concessionnaires, à partir duquel la redevance variable touchée par la Ville en 2022 est calculée ;
- par la baisse des recettes usagers dans les piscines pour 1,3 M€ ;
- par la diminution des recettes en lien avec les événements sportifs dans le cadre des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024, la recette 2021 ayant été particulièrement dynamique dans le cadre de la tenue du stade éphémère du Trocadéro, qui a donné lieu à une subvention de la Délégation interministérielle aux Grands Évènements Sportifs et au versement de redevances pour la location de l'espace par le COJO.

Les recettes liées au secteur de la **jeunesse et des loisirs** représentent 25,9 M€ au BP 2022, en baisse de 2,4 M€ principalement en raison de la baisse des effectifs.

Ces recettes comprennent notamment 18,1 M€ au titre de la participation des usagers des centres de loisirs, en diminution de 0,7 M€. 4,7 M€ sont inscrits au titre des participations de la Caisse d'allocations familiales (CAF) pour le financement des centres de loisirs, en baisse de 1 M€ pour tenir compte de la baisse démographique. Par ailleurs, il est prévu 0,6 M€ au titre des recettes des Vacances Arc-en-Ciel et 2,6 M€ au titre des recettes issues des autres activités pour les jeunes, principalement les centres d'animation, en baisse de 0,7 M€ par rapport au BP 2021.

Les recettes au titre de **la culture** en 2021 sont inscrites en hausse de 6,7 M€ pour s'établir à 20,7 M€.

10,6 M€ sont attendus au titre des manifestations culturelles. Il s'agit des recettes liées aux inscriptions dans les conservatoires et ateliers des beaux-arts (10,3 M€) qui augmentent de 2,1 M€ par rapport au BP 2021 du fait de la reprise des enseignements selon un rythme normal, et des recettes liées aux moyens transverses de l'action culturelle inscrites pour 0,3 M€.

Les recettes des théâtres s'élèvent à 1,6 M€, issues de l'affichage publicitaire, et sont en augmentation de 0,1 M€ par rapport à 2021.

1,9 M€ est prévu au titre des recettes sur les cinémas et autres salles de spectacle (+0,3 M€), en lien avec la reprise de l'activité des tournages à Paris.

Les recettes des bibliothèques s'élèvent à 0,8 M€, en baisse de 0,3 M€ par rapport au BP 2021, compte tenu de la diminution de la contribution de l'État à l'ouverture dominicale de plusieurs bibliothèques (dispositif prévu pour 3 ans).

Les recettes de fonctionnement liées au patrimoine s'établissent à 5,7 M€ en hausse de 4,4 M€ du fait de l'installation de bâches publicitaires dans le cadre des travaux sur les églises de la Madeleine et de la Trinité.

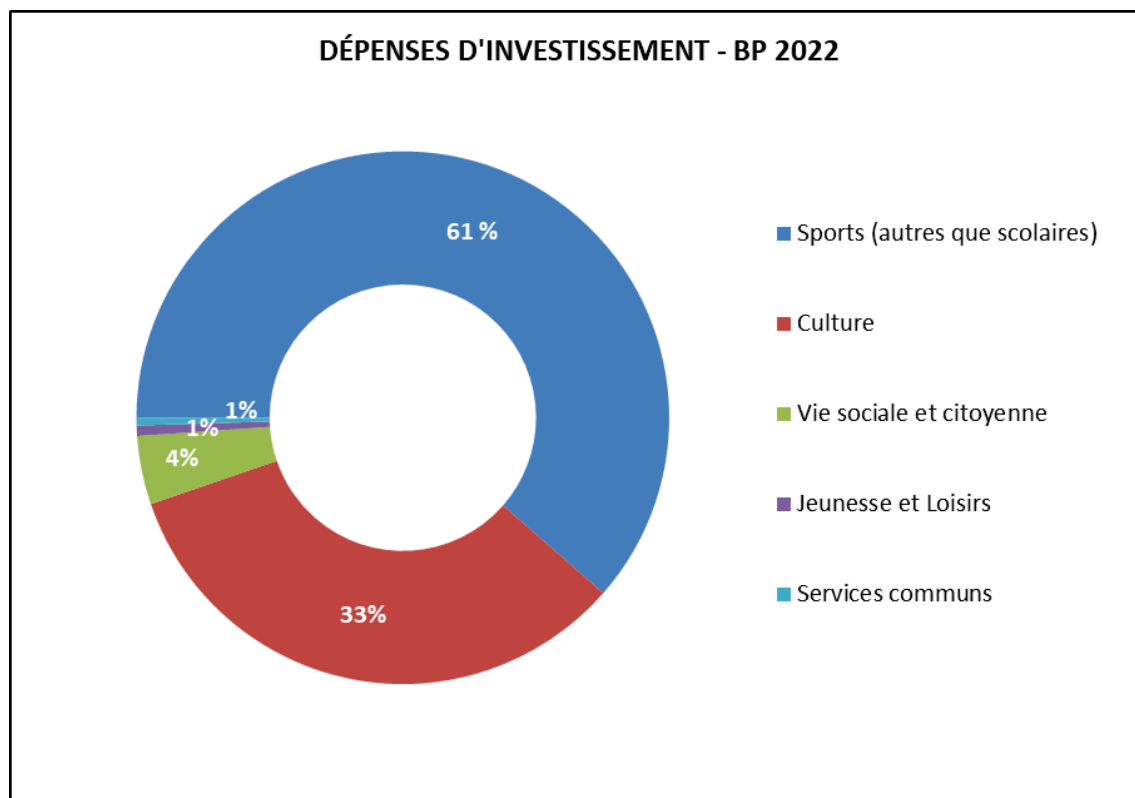
Enfin, les recettes du service des **archives** sont estimées à 0,02 M€.

Les recettes liées à la **vie sociale et citoyenne** représentent 0,25 M€ au BP 2022.

Focus sur l'évaluation climat du budget au titre la Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Gage d'exemplarité, la Ville s'est engagée au travers de diverses opérations à améliorer la performance énergétique de ses équipements comme les piscines (2,3 M€), conduisant à les classer en « très favorable ». Les dépenses de transports scolaires, qui ne font pas intégralement l'objet d'une motorisation verte, sont considérées comme « défavorables » (1,2 M€). Enfin, la majeure partie de ces dépenses, principalement les subventions de fonctionnement versées à des acteurs des champs culturel et social, sont considérées « neutres » en matière d'émission de gaz à effet de serre.

SECTION D'INVESTISSEMENT



Dépenses

La culture, la vie sociale, la jeunesse et les sports et loisirs font l'objet d'une inscription de **240,9 M€ de crédits d'investissement en 2022, en nette augmentation, par rapport à 2021 (182,4 M€).**

148 M€ sont alloués pour les investissements en faveur du **sport** (+50,1 M€).

Cette augmentation s'explique surtout par les 101 M€ consacrés en 2022 à la **mission de préparation des Jeux Olympiques et Paralympiques** de 2024 contre 55,4 M€ en 2021. Ainsi, dans le cadre du marché global de performance du site, 60 M€ sont inscrits pour la nouvelle Arena, construite Porte de la Chapelle qui sera un héritage des Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) de 2024 (solde des études de conception pour 3 M€ et travaux préparatoires du chantier). Ce budget se compose également d'une provision de 23,6 M€ au titre de la contribution parisienne à la société de livraison des ouvrages olympiques (SOLIDEO), qui aura la responsabilité de la livraison des sites et des projets d'infrastructures. 7 M€ sont consacrés à la mise en place d'une voie de circulation dédiée dans le cadre des JOP visant à faciliter les déplacements des athlètes et organisateurs entre les différents sites des JOP 2024. La rénovation du Stade Coubertin représente 2,4 M€. 0,8 M€ vise à financer la mise en place des sites temporaires du Trocadéro, du Champs de Mars, de la Concorde, des Berges et des Invalides.

Les sites d'entraînement que constituent la piscine Vallerey (20^e), les centres sportifs Dauvin (18^e), Poissonniers (18^e) et Max Rousié (17^e) représentent une enveloppe de 5 M€.

25,6 M€ concernent les **salles de sport et les gymnases**, contre 19,9 M€ en 2021. Ces crédits visent à financer notamment la construction de deux gymnases dans la ZAC Gare des Mines Fillettes dans le

18^{ème} arrondissement (6 M€), les travaux du gymnase Saint Vincent de Paul dans le 14^{ème} arrondissement (2,8 M€), du gymnase de l'îlot Saint Germain dans le 7^{ème} arrondissement (2,4 M€), de la Tour des Sports dans la ZAC Python Duvernois située dans le 20^{ème} arrondissement (1,5 M€), du centre sportif des Amandiers dans le 20^{ème} arrondissement (1,5 M€), de l'équipement sportif dans la ZAC Bédier dans le 13^{ème} arrondissement (0,8 M€) et du centre sportif des Poissonniers dans le 18^{ème} arrondissement (0,8 M€). 8,4 M€ sont par ailleurs dédiés aux dépenses d'entretien localisées au profit des gymnases et salles de sport.

Les dépenses des **piscines** et des **bains-douches** représentent une enveloppe de 19,2 M€, contre 18,5 M€ en 2021. Ces dépenses sont réparties entre le contrat de performance énergétique des piscines (6,3 M€, en hausse de 2,4 M€), notamment pour les piscines La Plaine (15^{ème}) ou Didot (14^{ème}), les dépenses d'entretien (5,9 M€ en 2022) et les opérations de réhabilitation pour permettre la réouverture des piscines Pontoise dans le 5^{ème} arrondissement (5,1 M€) et Château Landon dans le 10^{ème} arrondissement. Concernant les bains-douches, 0,4 M€ est inscrit pour poursuivre leur rénovation et 0,4 M€ est consacré à la création de baignades estivales supplémentaires.

1,5 M€ est consacré aux **stades**, dont 0,6 M€ pour le Stade Jean Bouin (16^e), 0,5 M€ pour les gazons synthétiques, 0,2 M€ pour la rénovation des pistes d'athlétisme et 0,2 M€ pour la sécurisation des mâts d'éclairage.

Enfin, 0,7 M€ est consacré aux dépenses d'entretien des **équipements sportifs et de loisirs**, dont notamment 0,4 M€ pour la reconstruction du Skate park du Parc Bercy (12^e).

La **culture** se voit consacrer **80,2M€** en 2022, en hausse de 5,6 M€ par rapport à 2021.

24,8 M€ sont consacrés au Plan édifices culturels, dont 4,5 M€ dédiés aux dépenses annuelles pour l'entretien, la sécurisation ou encore la restauration d'orgues et 20,4 M€ permettant de financer les travaux de rénovation actuellement en cours notamment sur les églises de la Trinité (9^e), Saint-Gervais-Saint-Protais (4^e), Sainte-Marie Madeleine (8^e), Saint-Eustache (1^{er}) ou encore la paroisse Saint-Martin des Champs (10^e).

S'agissant des musées, 7,8 M€ sont inscrits au BP 2022, en baisse de 3,3 M€ par rapport au BP 2021, en raison notamment des travaux en voie d'achèvement dans certains musées et de la réouverture des musées Galliera et Carnavalet, qui se voient consacrer respectivement 2,6 M€ et 0,6 M€ pour les dernières factures à régler. Le Musée Bourdelle bénéficie quant à lui d'1 M€ pour des travaux de consolidation.

En parallèle des gros travaux de rénovation réalisés dans les musées, une subvention d'équipement à destination de l'établissement public Paris Musées (EPPM) est prévue à hauteur de 1,5 M€. Celle-ci doit permettre à l'EPPM de réaliser, dans la poursuite des chantiers d'envergure visant ses établissements, des petits travaux (entretien, sécurité, accessibilité et isolation), des restaurations d'œuvres, ainsi que le renouvellement du mobilier et de l'équipement informatique. Enfin, à l'instar de l'année 2021, une subvention de 1 M€ permettra à l'EPPM d'enrichir ses collections.

Les **théâtres et les salles de spectacles, dont les cinémas**, se voient allouer 15 M€. 10 M€ sont notamment inscrits pour les travaux de rénovation du Théâtre de la Ville, dont la réouverture doit intervenir courant 2023. Une subvention d'équipement au profit de l'établissement public Cité de la Musique - Philharmonie est prévue pour 3,25 M€ afin de compenser la baisse de la subvention de fonctionnement. Par ailleurs, 1,1 M€ est consacré aux travaux urgents dans les salles de spectacle

vivant. Enfin, 0,7 M€ est inscrit au titre de la subvention d'équipement cinéma, qui permet à la Ville de mener une politique de soutien à la création et à la diffusion d'une offre cinématographique diverse.

Le réseau des **bibliothèques** est doté de 17,1 M€ pour l'entretien des équipements, ainsi que pour l'acquisition des collections nouvelles. Ce montant est en progression de 2,1 M€ par rapport au BP 2021. Le chantier de la médiathèque Jean Baldwin sur le site de l'ex-lycée Jean Quarré (19^e) se voit ainsi allouer 8,5 M€, contre 6,2 M€ en 2021, pour les travaux d'aménagement (tels que les structures bois ou les espaces verts) ainsi que pour l'achat d'équipements. 4,3 M€ sont par ailleurs alloués pour l'acquisition des collections. 1,2 M€ est inscrit au titre de l'entretien courant des bibliothèques et 0,7 M€ pour l'achat de matériel et mobilier.

6 M€ concernent différentes **actions culturelles** de la collectivité. 4,2 M€ sont inscrits au titre de l'aide à l'investissement des acteurs de la culture, le Théâtre de la Ville étant un des principaux bénéficiaires en vue de sa réouverture au public en 2023. 0,9 M€ est inscrit au titre de l'entretien des grands équipements culturels conventionnés tels que le Centquatre. Enfin, 0,4 M€ est consacré aux ateliers d'artistes, notamment via des subventions d'équipement.

L'enseignement artistique et les pratiques amateurs se voient attribuer 3,6 M€.

La conservation du patrimoine culturel et la gestion **des archives** se voient consacrer 3,5 M€ de crédits d'investissements. Ces crédits permettront notamment de financer l'entretien des fontaines (1,4 M€), des études pour la rénovation de la Fontaine des Innocents (1^{er}) (0,2 M€) ou encore les fouilles archéologiques de l'Hôtel Dieu (4^e) (0,4 M€), la numérisation des documents d'archives mais aussi d'assurer la sécurisation des locaux de stockage et l'entretien des fontaines patrimoniales.

En matière d'**activités artistiques**, 1,6 M€ est alloué pour la création d'un atelier dédié au cirque et aux arts de la rue Watt située dans la ZAC Paris Rive Gauche (13^e).

Enfin, 0,8 M€ est consacré à **l'histoire et la mémoire des anciens combattants**. Ces crédits permettent notamment de financer les études pour la création d'un jardin mémoriel en hommage aux victimes des attentats du 13 Novembre sur la place Saint Gervais dans le 4^{ème} arrondissement.

La vie sociale et citoyenne se voit allouer 10 M€ pour l'équipement et les travaux d'entretien courant des mairies d'arrondissement, contre 5,6 M€ en 2021, dont notamment 4,8 M€ pour l'entretien (2,5 M€ en 2021), 2,1 M€ pour la poursuite de la restauration des menuiseries et le ravalement de la façade de la Mairie du 10^{ème} arrondissement ou encore 1 M€ au profit de l'accessibilité de la Mairie du 5^{ème} arrondissement.

Les dépenses au titre de la **jeunesse** représentent **1,5 M€**. Elles concernent principalement l'entretien et l'équipement des centres d'animation pour 1,3 M€ ainsi que 0,2 M€ pour financer les travaux du centre d'animation Mercœur (11^e).

En outre, **1,1 M€** est dédié aux **services communs** pour le remplacement de matériels et de mobiliers ainsi que pour la réalisation d'études et de petits travaux.

Recettes

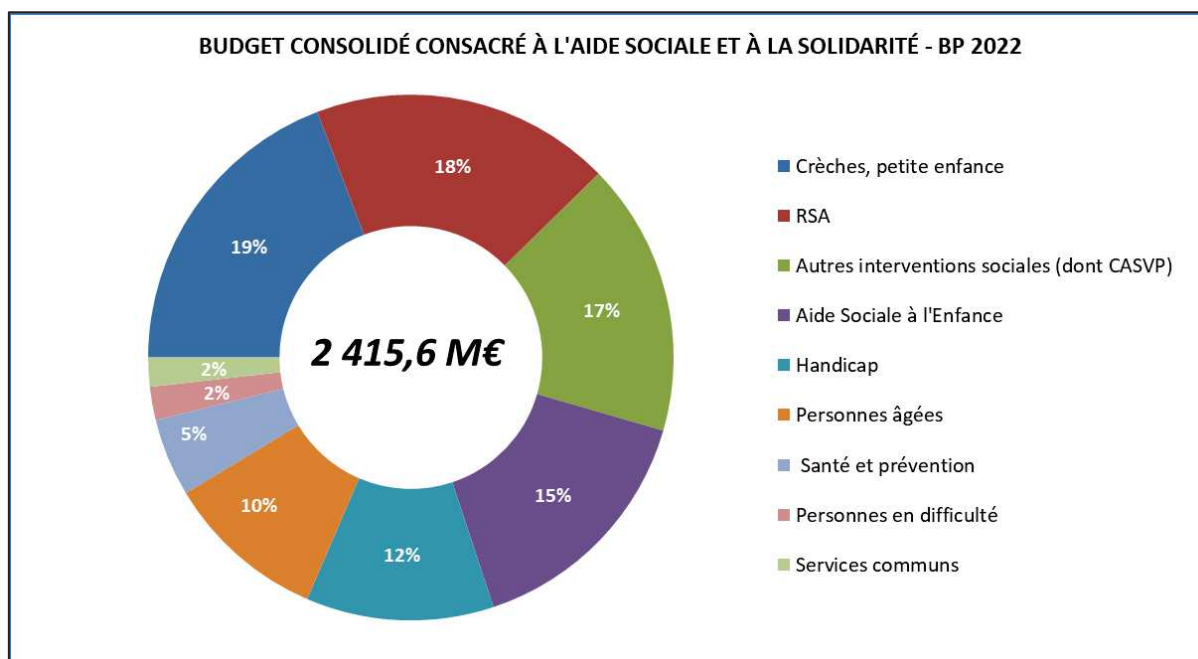
Les recettes d'investissement attendues pour la culture, la vie sociale, la jeunesse et les sports et loisirs s'élèvent à 33,7 M€, en diminution de 31,4 M€ du fait du cadencement des participations de la SOLIDEO et des moindres recettes liées au plan de relance.

Cette inscription est tout d'abord marquée par le versement des participations de la SOLIDEO, pour un montant de 17,8 M€ selon la convention et l'échéancier établis avec les partenaires pour le financement des travaux sur les infrastructures mobilisées dans le cadre des Jeux Olympiques et Paralympiques. Cette contribution est en diminution de 25,7 M€ par rapport au BP 2021.

Parallèlement, 5,1 M€ sont liés à la réalisation du Plan édifices culturels qui bénéficie de subventions de la Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Ile-de-France (DRAC), de mécénats et de redevances liées aux bâches publicitaires.

En outre, 4,2 M€ sont attendus dans le cadre de la Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) concernant les travaux de rénovation énergétique de la piscine Pontoise (5^e), 3,1 M€ le sont au titre des CPE piscines pour notamment les piscines Dunois (13^e) et Mathis (19^e) ou encore 1,4 M€ dans le cadre de la DSIL thermique pour la médiathèque James Baldwin (19^e). Les recettes du plan de relance étaient inscrites à hauteur de 6,3 M€ au BP 2021, soit une diminution de 2,1 M€.

4. Santé et action sociale



<i>en M€</i>	BP 2021	BP 2022
Dépenses de fonctionnement	2 287,7	2 358,0
<i>dont masse salariale</i>	530,2	544,0
Dépenses d'investissement	54,1	57,5
Recettes de fonctionnement	633,5	637,4
Recettes d'investissement	6,7	8,9

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses

Au BP 2022, le budget de fonctionnement dédié à la santé et l'action sociale s'élève à 2 358 M€, dont 544 M€ au titre de la masse salariale.

Dans un contexte de crise sanitaire qui a questionné les organisations et invité à gagner en anticipation, réactivité et efficacité, la Ville de Paris crée une Direction de la santé publique, qui sera chargée de la gouvernance des questions de santé et d'amplifier la territorialisation de ses actions dans ce domaine, au carrefour de la médecine de ville et de l'hôpital, avec l'ambition de faire émerger un véritable système de santé communautaire.

Créée au 1^{er} janvier 2022, la Direction de la santé sera dotée de 1 338,5 postes :

- 786 postes transférés de la Direction de l'action sociale et de la santé ;
- 525,5 postes transférés de la Direction des familles et de la petite enfance ;
- 1 poste de directeur transféré des non répartis ;
- 26 créations de postes.

A la Direction des familles et de la petite enfance, 5 postes sont créés pour l'ouverture de nouveaux berceaux (multi accueil rue Préault et restructuration multi accueil Retrait) et 3 postes sont créés pour la reprise en régie des Jardins d'enfants de Paris Habitat.

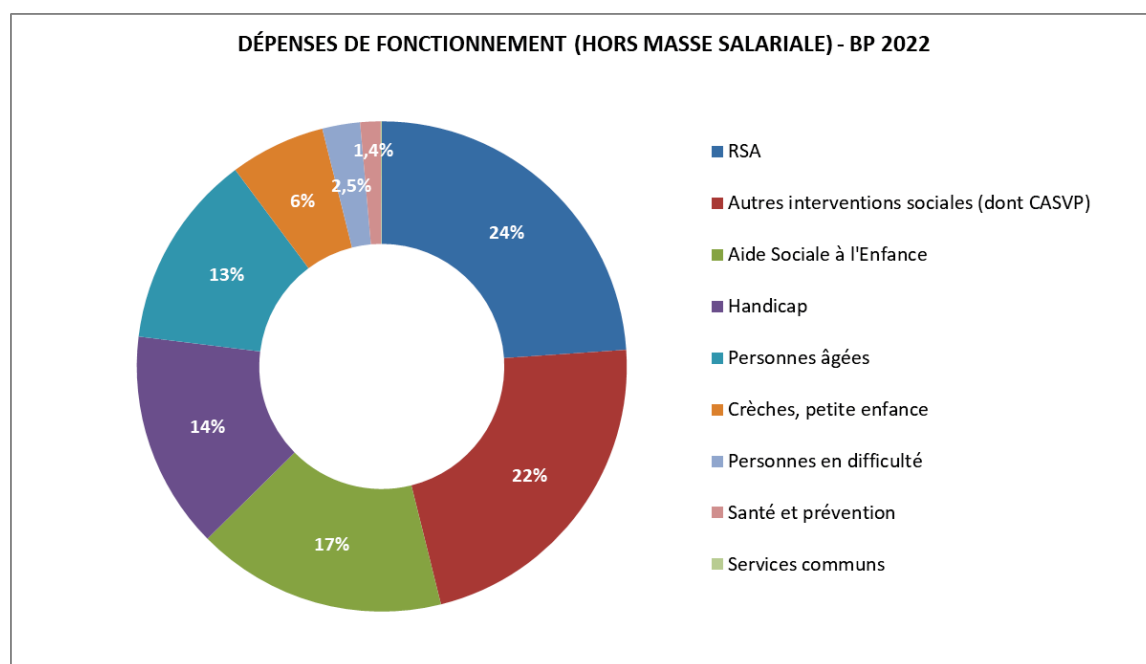
Par ailleurs, les dispositions du nouveau règlement temps de travail favorable aux agents des établissements d'accueil de la petite enfance conduisent à la création de 32 postes d'auxiliaires de puéricultures à la Direction des familles et de la petite enfance.

6 postes d'adjoint administratif sont également créés à la Direction des familles et de la petite enfance en faveur de vacataires qui travaillent pour Facil' Familles. Les heures de vacances sont diminuées à due concurrence.

17 postes sont créés à la Direction des affaires sociales et de la santé : 4 postes pour renforcer la mission Urgence sociale, 4 postes pour la mission Handicap, 4 postes pour le service jeunes majeurs de l'Aide sociale à l'enfance, 1 poste pour la mission Droits de l'enfant et 4 postes pour l'équipe médico-sociale qui procède aux évaluations dans le cadre de l'Allocation personnalisée d'autonomie.

Au total, avec 89 créations et un solde des transferts de + 2 postes, le solde de la fonction 4 s'établit à + 91 postes.

Les dépenses consacrées à la santé et l'action sociale hors masse salariale sont prévues à hauteur de 1 814 M€ au BP 2022, supérieures de 56,4 M€ à l'inscription au BP 2021 (+3,2 %).



➤ Les dépenses liées au **revenu de solidarité active (RSA)**, premier poste de dépenses, sont inscrites à hauteur de 433,9 M€ au BP 2022, en hausse de 11,3 M€ par rapport au BP 2021.

L'inscription au titre des allocations et des remises gracieuses du RSA s'élève à 394,1 M€, en hausse de 9 M€ par rapport au BP 2021, soit +2,3 %. Bien que le BP 2021 ait fait l'hypothèse d'une amélioration de la situation sanitaire et économique, qui s'est confirmée, les effets d'hystérèse de la crise dans le champ social expliquent le maintien de ces dépenses à un niveau élevé. Ainsi, une inscription supplémentaire de 31,8 M€ a été nécessaire au BS 2021, pour porter le total des crédits dédiés au RSA à 416,8 M€ en 2021 (soit 67 000 bénéficiaires en moyenne sur l'année). Dès lors, le BP

2022 intègre un retour progressif à la normale et retient une hypothèse de 64 400 bénéficiaires en moyenne sur l'année.

Les actions d'accompagnement au retour à l'emploi des personnes en difficultés sont renforcées. Au global, les crédits afférents au Plan parisien pour l'insertion par l'emploi (PPIE) s'élèvent à 39,8 M€ en 2022, en hausse par rapport au BP 2021 (+2,3 M€). En effet, l'augmentation des bénéficiaires du RSA a entraîné une hausse des dépenses d'accompagnement vers l'emploi, notamment dans le cadre des marchés passés avec des associations partenaires. Au sein du PPIE, les dépenses liées à l'insertion professionnelle, qui permettent l'accompagnement d'un public plus large que les seuls bénéficiaires du RSA, passent notamment de 15,3 M€ à 16,5 M€ (soit une hausse de 1,2 M€ par rapport au BP 2021). Ces dépenses s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre de « Paris Boost Emploi ». Ce plan prévoit la mise en œuvre de plusieurs appels à projet (« dynamique emploi », « services à la personne », « Paris Réactiv emploi »), du dispositif « Premières Heures », ainsi que le soutien à différents acteurs (Mission locale, Ensemble Paris Emploi Compétences(EPEC)).

- La **contribution au CASVP** atteint 369,3 M€, en quasi-stabilité par rapport au BP 2021.
- **Conformément à la volonté de la Ville de tenir compte des besoins croissants, les dépenses liées à l'aide sociale à l'enfance (ASE)** s'établissent à 299 M€ au BP 2022, en hausse de 13,3 M€ par rapport au BP 2021.

La dépense de prise en charge **des frais d'hébergement des jeunes admis à l'ASE** s'élève à 220,8 M€, en hausse de 8,8 M€ par rapport au BP 2021. Cette inscription tient notamment compte de la montée en charge de l'appel à projets pour le développement de structures d'accueil des mineurs non accompagnés (MNA), de l'ouverture de structures spécialisées dans la prise en charge de jeunes atteints de troubles du comportement (Institut Thérapeutique Éducatif et Pédagogique – (ITEP) Angela Davis Junior et ITEP Saint Denis) ainsi que de l'ouverture du foyer Brantôme, dédié aux enfants victimes d'inceste. Les dépenses de **prise en charge hôtelière au titre de l'ASE** s'élèvent à 19 M€ au BP 2022, en hausse de 4,3 M€ par rapport à 2021. Cette augmentation, conséquence directe de la crise sanitaire, s'explique par une hausse du nombre de familles prises en charge par la Ville. .

Les subventions et participations au titre de l'ASE s'établissent à 1,1 M€, en baisse de 1,9 M€ par rapport au BP 2021. Cette baisse s'explique par le transfert du financement de certaines structures sur les frais d'hébergement ASE comme par exemple le dispositif de mise à l'abri des MNA pris en charge par l'association Coallia, ainsi que le dispositif analogue du secteur de la Goutte d'Or. Par ailleurs, 0,2 M€ concerne des subventions pour la mission Droits de l'Enfant.

Les autres dépenses liées à la prise en charge des enfants et des jeunes au titre de l'ASE s'élèvent à 58,1 M€, en hausse de 2,1 M€ par rapport au BP 2021. Parmi ces dépenses, 36,7 M€ concernent les actions éducatives. Ces crédits permettent également la couverture des frais afférents à la prise en charge quotidienne des jeunes, concernant notamment les allocations journalières, les transports, les frais scolaires et périscolaires et les frais médicaux, pour un montant de 14,4 M€ au BP 2022, en légère baisse par rapport à 2021 (-0,2 M€). Enfin, les dépenses de prise en charge, par des personnels intérimaires spécialisés, de jeunes ayant des troubles graves du comportement s'établissent à 7 M€, en hausse de 1 M€ par rapport au BP 2021. Cette hausse est due à la prise en charge continue de nouveaux jeunes, et ce malgré l'ouverture de nouvelles structures spécialisées.

➤ **Les dépenses relatives aux crèches et haltes-garderies représentent 110,7 M€**, contre 111,7 M€ en 2021.

Les crédits alloués aux crèches en régie (+1 M€) et gérées en marché (+1,4 M€) augmentent notamment du fait des nouvelles ouvertures et des changements de mode de gestion (4 délégations de service public (DSP) passent en marché). Les crédits DSP diminuent donc de ce fait (-3,4 M€), ainsi que ceux destinés aux achats de places dont le parc est réduit (non reconduction des places des enfants rentrant à l'école, sauf dans les quartiers déficitaires).

L'engagement de la municipalité en faveur de la petite enfance est confirmé. Les créations de places vont se poursuivre en 2022 avec l'ouverture prévue de 297 places associatives :

- ouverture de 66 places dans l'ancien immeuble municipal du 17 boulevard Morland (Paris Centre) ;
- ouverture de 25 places (avenue de Breteuil, 7^e) ;
- ouverture de 22 places (passages Brulon et Driancourt, 12^e) ;
- ouverture de 39 places (rue Jasmin, 16^e) ;
- création de 85 places dans le 17^{ème} arrondissement, dans trois structures (rue Labie, rue Albert Roussel et impasse Pouchet) ;
- ouverture de 36 places (rue Etex, 18^e) ;
- ouverture de 24 places (rue Petit, 19^e).

Dans le parc existant, le BP 2022 intègre le financement d'ateliers artistiques au sein des crèches dans le cadre du dispositif « Art pour Grandir », le développement des ateliers à destination des auxiliaires parentales dans les relais d'accueil parental (RAP) et le lancement de marchés innovants sur les couches (changes lavables ou compostables).

➤ **Un montant de 3,5 M€ est mobilisé pour les dispositifs en faveur des familles**, soit 0,5 M€ de plus qu'en 2021, afin de poursuivre le développement des activités ludiques et le déploiement du dispositif des « Samedis en familles » dans tous les arrondissements.

➤ **Les dépenses consacrées aux personnes âgées** et à l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) représentent 233,2 M€ au BP 2022, en augmentation de 14,6 M€ par rapport au BP 2021, en prévision d'une hausse du nombre de bénéficiaires et des taux d'occupation des établissements d'accueil.

Les dépenses **d'hébergement** des personnes âgées représentent 83 M€ au BP 2022, en hausse de 3 M€ par rapport au BP 2021. Cette inscription fait l'hypothèse d'une augmentation progressive du nombre de bénéficiaires pris en charge, après une forte baisse due à la crise sanitaire. En effet, il y avait 3 840 bénéficiaires en mars 2021, contre 5 990 en septembre 2019, soit une baisse de 36 %.

L'inscription budgétaire de **l'allocation personnalisée d'autonomie (APA)** s'établit à 129,7 M€ au BP 2022 contre 120 M€ au BP 2021. Cette hausse tient compte principalement d'un retour progressif à la normale du nombre de bénéficiaires et des taux d'occupation des établissements accueillant des personnes âgées. Par ailleurs, dans le cadre du Ségur de la Santé, des évolutions législatives et réglementaires concernant les services d'aide à domicile (SAAD) viennent affecter les dépenses d'APA en 2022. Dans le détail, l'enveloppe APA comprend :

- 79 M€ au titre de l'APA à domicile, en hausse de 4 M€ par rapport à 2021. Sur les 9 premiers mois de l'année 2021, 14 521 Parisiennes et Parisiens en moyenne bénéficiaient de cette prestation.

- 50 M€ au titre de l'APA en établissement. Sur les 9 premiers mois de l'année 2021, 6 754 Parisiennes et Parisiens bénéficiaient de cette prestation.
- 0,7 M€ au titre des frais d'émission et de traitement des chèques emploi service universel (CESU) versés aux bénéficiaires et d'une participation versée au CASVP au titre de la constitution des dossiers de demande d'APA.

Enfin, 20,5 M€ sont consacrés en 2022 aux **dépenses de prévention et d'accompagnement** des personnes âgées, en hausse de 1,9 M€ par rapport au BP 2021. Ce montant comprend 10,8 M€ au titre de l'accueil de jour, afin de financer les participations aux six centres locaux d'information et de coordination « Paris Émeraude » et une partie de la prise en charge en centre d'accueil de jour Alzheimer. Il inclut par ailleurs 2,8 M€ au titre de l'aide à domicile, 0,4 M€ concernant les aides financières corollaires aux aides légales (prise en charge des frais de santé, frais d'inhumation, etc.) et 0,3 M€ au titre des subventions. Enfin, 6,2 M€ sont inscrits pour les actions financées dans le cadre de la conférence des financeurs, représentant une hausse de 0,3 M€ par rapport à 2021. Ce dispositif, issu de la loi d'adaptation de la société au vieillissement du 28 décembre 2015, a pour objectif de coordonner dans chaque département les financements de la prévention de la perte d'autonomie autour d'une stratégie commune.

➤ **L'aide sociale aux personnes handicapées** s'établit à 260,2 M€, en hausse de 16,3 M€ par rapport au BP 2021.

Les **frais d'hébergement et le financement des structures d'accueil de jour**, qui constituent le principal poste de dépenses (167,1 M€ prévus au BP 2022), augmentent de 8,3 M€ par rapport au BP 2021, du fait de la hausse tendancielle du nombre de bénéficiaires et de l'ouverture de nouveaux services dans le cadre de la stratégie parisienne « handicap, inclusion et accessibilité universelle ».

Les allocations versées au titre de la prestation de compensation du handicap (PCH) et de l'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP) s'élèvent au total à 84,9 M€. Les dépenses concernant la PCH s'établissent à 70,5 M€, en hausse de 7,5 M€ par rapport au BP 2021. En effet, le nombre de bénéficiaires de la PCH continue de progresser : 5 345 Parisiennes et Parisiens bénéficiaient de la PCH en septembre 2021, soit une hausse de 3,3 % par rapport à septembre 2020 (5 175 bénéficiaires). Par ailleurs, comme pour l'APA, des évolutions législatives et réglementaires concernant les SAAD, discutées dans le cadre du Ségur de la Santé, viennent impacter les dépenses liées à la PCH. L'inscription au titre de l'ATCP, s'établit pour sa part à 14,4 M€, en stabilité par rapport au précédent BP.

8,3 M€ sont consacrés aux **autres actions** en faveur des personnes handicapées, dont 3,6 M€ au titre de l'orientation et l'information des personnes handicapées au travers de la contribution au budget de la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH 75), 3,4 M€ au titre de l'aide à domicile, 1,1 M€ pour les subventions aux associations, et 0,2 M€ pour le développement de nouveaux projets d'habitat inclusif, cofinancés avec l'État (Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie). Dans le même cadre, des projets similaires sont financés au profit des personnes âgées.

➤ **Les crédits au titre de l'aide aux personnes en difficulté et de l'accueil des réfugiés** s'établissent à 50,4 M€, en hausse de 7,8 M€ par rapport au BP 2021, conformément à la volonté de

la Ville de mettre en œuvre une politique de solidarité ambitieuse et afin de poursuivre les actions mises en place visant à soutenir les plus fragilisés par la crise sanitaire et sociale.

Les dépenses en faveur de l'aide aux personnes en difficulté représentent 45,2 M€ au BP 2022. Ce budget comprend notamment la contribution au Fonds de solidarité logement (FSL) pour un montant de 30,5 M€, en hausse de 6,5 M€ par rapport au BP 2021. Cette augmentation tient compte d'une part de l'épuisement de la trésorerie et de l'augmentation attendue des aides directes et indirectes en conséquence de la crise sociale actuelle, pour un montant global de 2,5 M€. Elle intègre, d'autre part, une inscription équilibrée en dépense et en recette de 3,7 M€, correspondant à un mouvement comptable, à la demande de la direction régionale des finances publiques (DRFIP), pour permettre le suivi de l'ensemble des dépenses et des recettes du FSL dans les comptes de la Ville. Ainsi, les contributions des partenaires extérieurs du FSL et leur reversement par la collectivité parisienne au FSL seront retracées intégralement dans les comptes de la Ville.

9,8 M€ sont en outre inscrits au BP 2022 pour les subventions allouées au **titre de la solidarité** et dans le cadre de la **Grande Cause en faveur de la lutte contre l'exclusion**, soit le même montant qu'au BP 2021. Par ailleurs, en reconduction également par rapport au BP 2021, 1,4 M€ est dédié à la restauration solidaire et 2,1 M€ à la mise à l'abri à l'hôtel des personnes vulnérables. Enfin, 0,5 M€ est dédié à des actions visant à renforcer l'inclusion numérique des personnes en difficultés et 0,9 M€ est consacré à la mise en œuvre des mesures d'accompagnement social personnalisées (MASP).

Les subventions au titre de l'accueil des réfugiés s'élèvent à 5,2 M€ au BP 2022, en stabilité par rapport au BP 2021.

➤ Les actions au titre de la **prévention spécialisée et du lien social** s'élèvent à 28,0 M€, en légère hausse par rapport au BP 2021 (+0,1 M€).

Au sein de cette enveloppe, 19,1 M€ sont consacrés à la participation aux clubs de prévention spécialisée, en stabilité par rapport à 2021. 6,3 M€ concernent le financement des centres sociaux en partenariat avec la CAF de Paris, et 0,7 M€ le fonds d'aide aux jeunes (FAJ), en reconduction par rapport à 2021. Par ailleurs, 0,2 M€ est dédié à la prévention contre les rixes et 1,8 M€ au financement de subventions au titre du lien social.

➤ **Le BP 2022 prévoit 24,4 M€ au titre des dépenses de santé et de prévention**, en baisse de 6,7 M€ par rapport au BP 2021. Cette baisse s'explique principalement par de moindres dépenses dédiées à la lutte contre le Covid 19.

11,5 M€ sont inscrits au titre de la **protection maternelle et infantile (PMI) et la planification familiale**, en hausse de 0,1 M€ par rapport au BP 2021, notamment pour le financement d'un centre de planification et d'éducation familiale (CPEF) itinérant et du dispositif de lutte contre la précarité menstruelle (mise à disposition de serviettes hygiéniques dans les collèges).

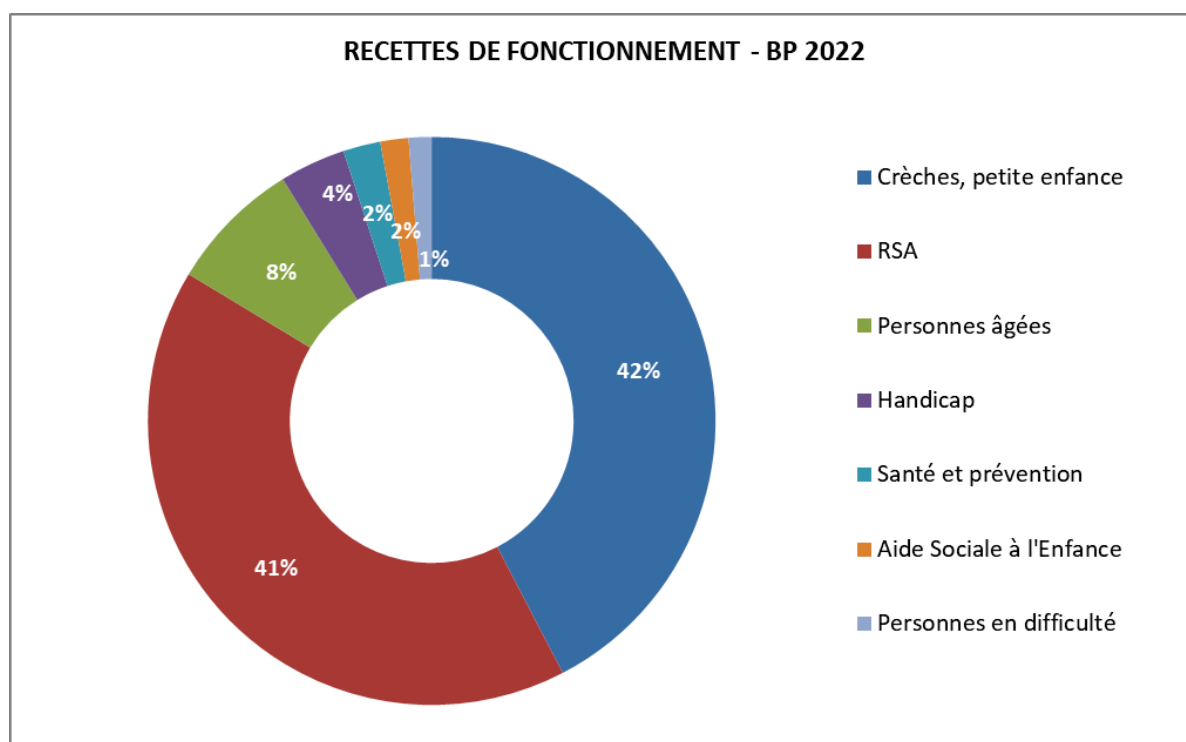
12,9 M€ sont également prévus pour les **actions de prévention, d'éducation pour la santé et pour les centres de santé**. Ces dépenses incluent principalement les crédits dédiés aux prophylaxies (3,4 M€), à la lutte contre les toxicomanies (2,2 M€, dont 1,7 M€ au titre de la poursuite du Plan de mobilisation sur la problématique du *crack*), aux laboratoires (1,6 M€) ou encore aux centres de

santé (1,4 M€). Elles comprennent aussi 1 M€ de dépenses spécifiquement liées à la crise sanitaire, afin de financer les dépenses exceptionnelles qui pourraient survenir en 2022.

➤ Enfin, **les dépenses liées aux services communs** s'établissent à 1,3 M€, en stabilité par rapport à l'inscription du BP 2021.

Recettes

Les recettes de fonctionnement liées à l'action sociale et à la santé sont inscrites à hauteur de 637,4 M€, en hausse de 3,9 M€ par rapport au BP 2021.



Les principales recettes sont liées à **l'accueil de la petite enfance** (aides CAF et participations familiales), pour un montant de 270 M€, soit une baisse de 2,5 M€ par rapport au BP 2021. Il s'agit d'une hypothèse prudente sur la base d'un retour progressif à la normale, les effets de la crise sanitaire ayant eu de fortes répercussions en 2021 du fait d'un taux d'occupation réduit et des fermetures ponctuelles ou prolongées de plusieurs établissements. Les aides de la CAF constituent la principale recette, avec une prévision de 184 M€, soit une progression de 5,3 M€ par rapport au BP 2021. Cette inscription intègre 178 M€ de recettes de fonctionnement des établissements d'accueil, qui se fonde sur une hypothèse de progression de 1 % du taux de prestation de service unique (PSU) et 6 M€ de recettes pour le co-financement de dispositifs spécifiques (bonification handicap et mixité, RAM-RAP, ludique, etc.). L'avenant au Contrat Enfance et Jeunesse 2019-2022 soumis au Conseil de Paris de décembre 2021 représente une recette supplémentaire d'environ 0,5 M€. Les participations familiales s'élèvent quant à elles à 86 M€, en baisse de 7,8 M€ par rapport au BP 2021, dont le niveau d'inscription s'est avéré finalement élevé au regard des impacts de la crise sanitaire sur ces recettes.

Avec un montant de 263,1 M€, la compensation de l'allocation au titre du **RSA** constitue le deuxième poste de recettes au BP 2022, essentiellement au titre de la fraction de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE). Le montant prévu à ce titre (246,6 M€) correspond au droit à compensation basé sur les dépenses engagées par l'État au titre du RMI au 31 décembre 2003. Il est complété par des recettes provenant du fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (FMDI) inscrites à hauteur de 11,5 M€, ainsi que par des indus et des remboursements (5 M€). À Paris, le taux de couverture des dépenses de RSA par l'ensemble de ces recettes (hors majoration du taux des DMTO – voir partie I) s'élève en 2022 à 66,6 %, contre 68% au BP 2021.

Les recettes afférentes à **l'aide aux personnes âgées** sont prévues pour un montant de 48,2 M€ au BP 2022, en hausse de 4 M€ en raison de la progression de la dotation de la CNSA au titre de l'APA (+4 M€).

Les recettes attendues au titre de la conférence des financeurs pour les forfaits autonomie et prévention sont quant à elles en hausse de 0,3 M€ par rapport au BP 2021, passant de 5,9 M€ à 6,2 M€, en cohérence avec l'inscription équilibrée en dépenses. 1,8 M€ concerne le financement de la CNSA pour la préfiguration d'un nouveau modèle de SAAD (services d'aide à domicile) et 3,9 M€ sont prévus au titre des indus et remboursements liés aux chèques emploi service universel (CESU) non utilisés par les bénéficiaires. Enfin, les recettes liées à l'hébergement des personnes âgées (indus et remboursements compris), qui demeurent le principal poste de recette de cette rubrique, sont estimées à 22,3 M€. À Paris, le taux de couverture des dépenses d'APA par les recettes versées par l'État s'établit à 10,8 %.

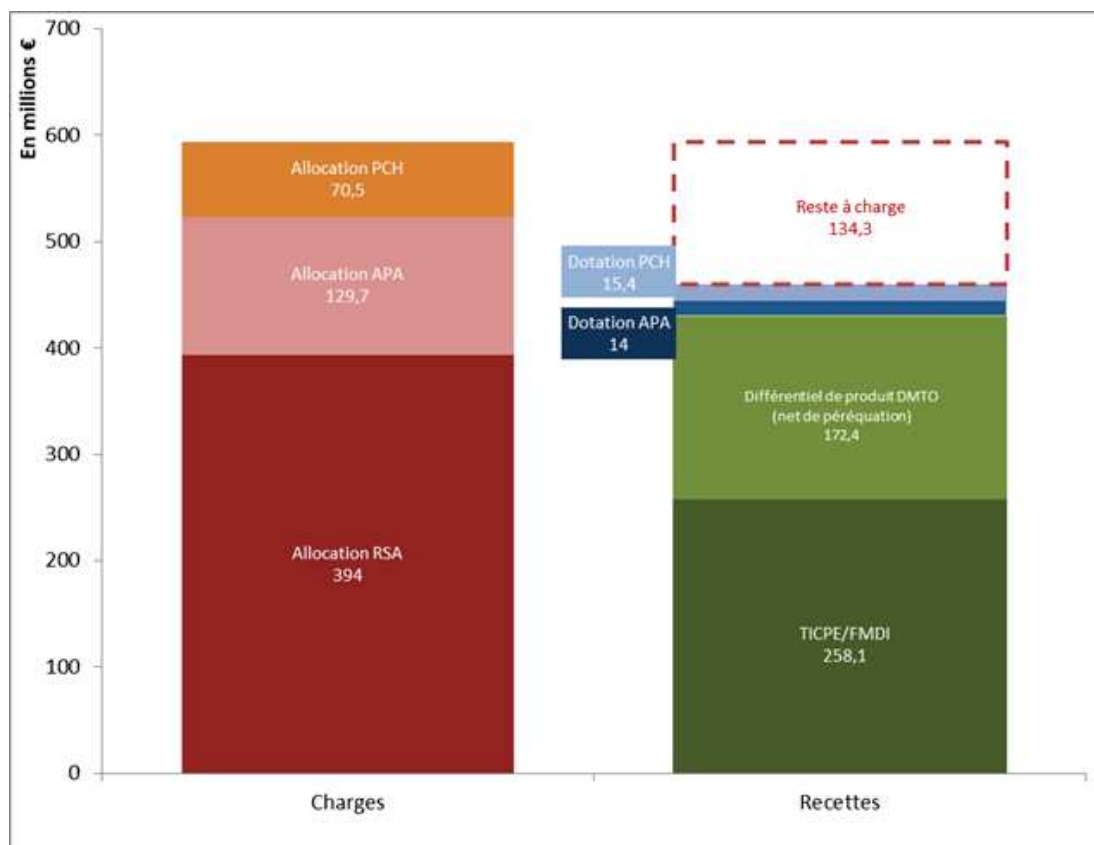
Les recettes afférentes à la politique en faveur des personnes handicapées s'élèvent à 23,9 M€ au BP 2022, en hausse de 1,2 M€ par rapport au BP 2021. Elles incluent à hauteur de 17,3 M€ les dotations versées par la CNSA au titre de la PCH et de la MDPH 75. Les recettes liées à l'hébergement des personnes handicapées s'élèvent à 5 M€, en baisse de 0,5 M€ par rapport au BP 2021. 1,5 M€ est par ailleurs prévu au titre des indus et remboursements liés aux chèques emploi service universel (CESU) non utilisés par les bénéficiaires et 0,2 M€ pour la participation de la CNSA au financement de projets d'habitat inclusif. À Paris, le taux de couverture des dépenses de PCH par les recettes versées par l'État s'établit à 21,8 %.

L'exercice 2022 augmente la dette sociale de l'État à l'égard de Paris

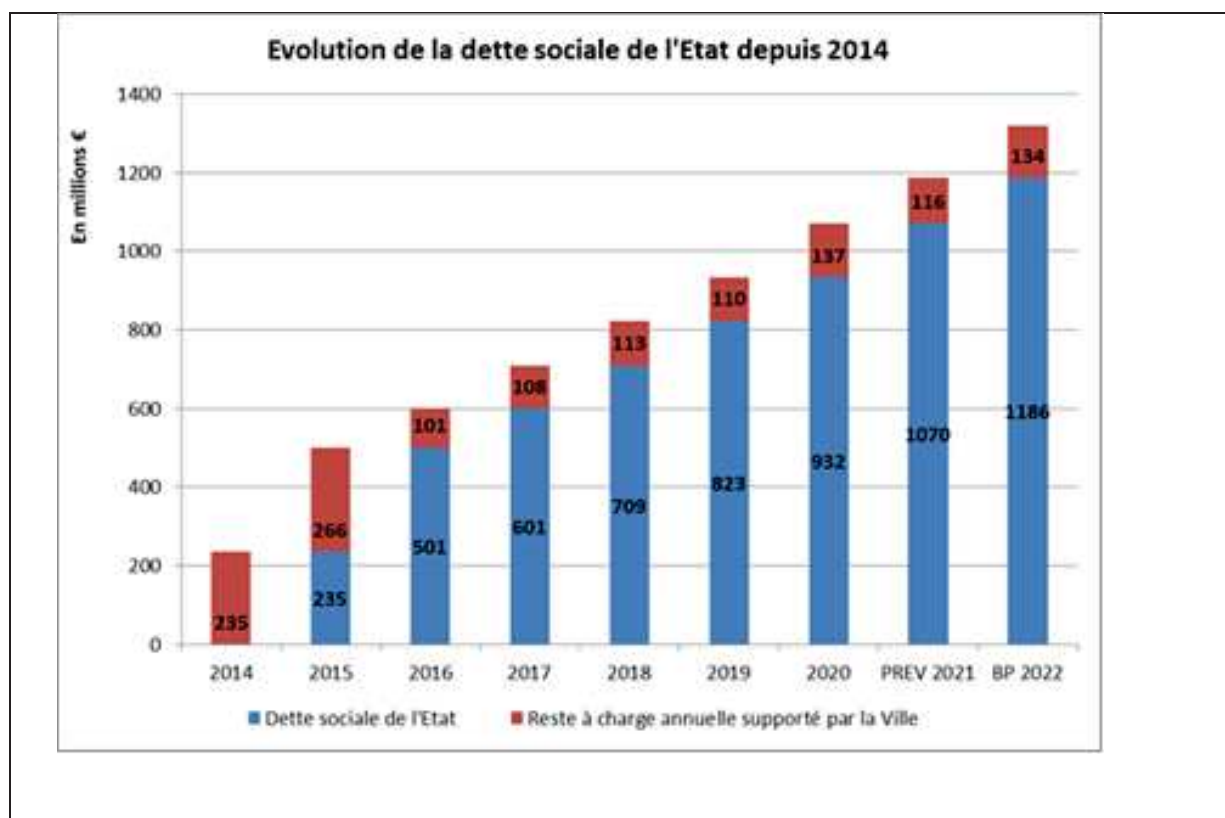
Depuis 2002, l'État a transféré aux Départements la responsabilité et les charges afférentes à la mise en œuvre des allocations individuelles de solidarité (AIS : APA, PCH, RMI puis RSA). Concomitamment, il a doté les Départements de ressources destinées à financer ces dépenses nouvelles. Toutefois, l'évolution de ces compensations est beaucoup moins dynamique que celle des prestations légales désormais à la charge des Départements. Il en résulte un déficit croissant qui contraint les finances publiques locales, et obère, par voie de conséquence, le principe de libre administration des collectivités territoriales, qui doivent affecter des crédits à ces dépenses obligatoires. Plus encore que les précédents, le BP 2022 illustre cette situation de déséquilibre, qui alimente la dette sociale de l'État à l'égard de la Ville de Paris, chaque année plus prégnante.

En 2022, le reste à charge pour la Ville de Paris devrait s'élever à 134,3 M€, en hausse par rapport aux 120 M€ estimés dans la prévision 2021, et résultant :

- d'une part, des recettes prévisionnelles fléchées vers les AIS (459,9 M€), constituées des produits du différentiel de produit des DMTO (c'est-à-dire le produit supplémentaire de DMTO obtenu grâce à la hausse du taux de 3,8 % à 4,5 %, hors péréquation), des produits de TICPE et de FMDI ainsi que des dotations au titre de l'APA et du PCH ;
- d'autre part de l'intégralité des charges de RSA, d'APA et de PCH, à savoir 594,2 M€.



Non compensé, le reste à charge est à financer par d'autres recettes de la Ville de Paris, et il vient alimenter l'état de la dette sociale qui, depuis 2014, s'établit à 1 186 M€.



Les recettes liées à **l'aide sociale à l'enfance** s'élèvent à 10,2 M€, en baisse de 1,9 M€ par rapport au BP 2021 en raison notamment d'une baisse attendue des recettes versées par l'État au titre de l'évaluation des mineurs non accompagnés (MNA).

13,6 M€ de recettes sont attendues en 2022 au titre de la **prévention et de l'éducation pour la santé, les établissements sanitaires ainsi qu'au titre de la PMI**. Ces recettes se composent essentiellement des remboursements des organismes de sécurité sociale pour la prise en charge des usagers de ces centres ainsi que des participations des usagers.

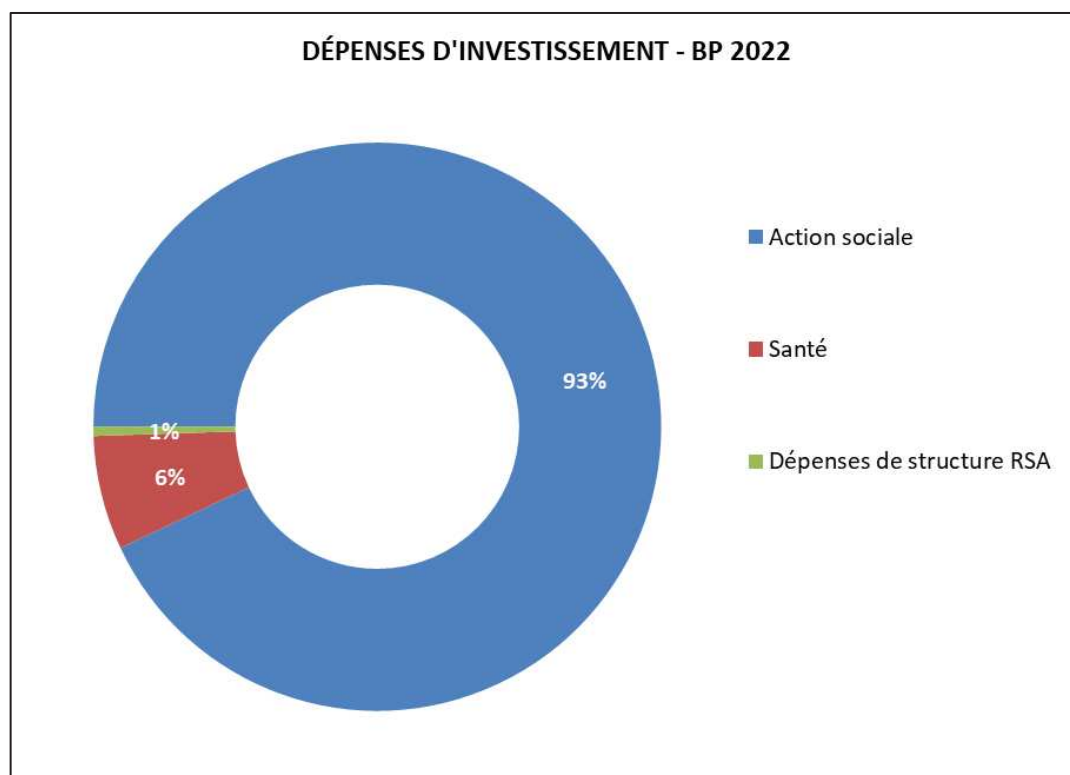
4,6 M€ de recettes relatives à **l'insertion** sont attendues pour 2022. Ces recettes se composent essentiellement de participations de l'État au titre de l'accompagnement des personnes en difficulté, notamment dans le cadre de la Stratégie pauvreté. Par ailleurs, le mouvement comptable lié à la réintégration de l'ensemble des contributions du **Fonds Solidarité Logement** dans les comptes de la Ville donnera lieu à une recette comptable de 3,7 M€, équilibrée en dépenses (cf. supra).

Focus sur l'évaluation climat du budget au titre de la santé et de l'action sociale

La majorité des investissements regroupent les travaux de mise en accessibilité des équipements municipaux, interventions sécuritaires considérées comme « neutre » d'un point de vue méthodologique. Les dépenses de fonctionnement de la fonction Santé, dont le paiement du RSA, sont majoritairement « neutres » d'un point de vue climatique. Leur fort volume financier explique ainsi la principale partie « neutre » constatée à l'échelle du budget de la Ville.

SECTION D'INVESTISSEMENT

Dépenses



Le budget d'investissement alloué pour les dépenses de santé, d'action sociale et les dépenses liées au RSA s'élève à 57,5 M€, en hausse de 3,5 M€ par rapport à 2021.

Les dépenses concernant les crèches et garderies ainsi que les structures de multi-accueil s'établissent à 33,1 M€, en légère baisse par rapport au précédent BP (35,8 M€).

En premier lieu, 14,2 M€ sont ainsi consacrés aux **constructions ou restructurations de crèches**. Parmi les opérations les plus importantes, 3,8 M€ sont alloués à construction de la crèche collective Charenton (12^e), 1,8 M€ à la construction de la halte-garderie / crèche collective Saint Vincent de Paul (14^e), 2,4 M€ au titre des travaux de la crèche collective située boulevard Lefebvre (15^e), 1,5 M€ pour la crèche collective Garancière (6^e) ou encore 1 M€ pour la crèche collective du 73 boulevard Davout (20^e).

Par ailleurs, les **subventions pour les crèches associatives** représentent 7,6 M€.

Enfin, **l'entretien et l'équipement des crèches** constituent en outre une dépense de 11,3 M€, composée par exemple de 2,3 M€ d'achat de mobilier et matériel pour les crèches ou encore de 0,5 M€ pour la sécurisation des vitrages.

Un effort significatif de 13,5 M€ est prévu pour couvrir les travaux de mise en accessibilité des équipements et de l'espace public, en hausse de 4,9 M€ par rapport au BP 2021.

Ces crédits visent à financer les travaux de mise en accessibilité des lignes de bus (5,9 M€) et des équipements administratifs tels que les bâtiments scolaires (2,9 M€), les équipements sportifs

(2,2 M€), les espaces verts (0,8 M€), les équipements culturels (0,5 M€), les équipements de la petite enfance (0,5 M€), les équipements sociaux (0,4 M€), les mairies d'arrondissement (0,2 M€), et les bâtiments administratifs (0,1 M€).

1,9 M€ est alloué à l'**aide sociale à l'enfance**, contre 0,9 M€ en 2021. 1,2 M€ est ainsi consacré au Foyer Brantôme pour les enfants victimes d'inceste.

2,1 M€ sont consacrés aux **personnes âgées**, en nette hausse par rapport à 2021 (+1,4 M€). 1,5 M€ est notamment prévu pour les travaux de l'EHPAD Arthur Groussier situé à Bondy. 0,2 M€ est consacré au déploiement du schéma Séniors à Paris 2017-2021.

1 M€ est prévu au titre de la **solidarité aux personnes en difficulté**, dont 0,6 M€ pour les actions en faveur de l'insertion, 0,3 M€ au titre des subventions pour les centres sociaux et 0,1 M€ de subventions au profit de la lutte contre les violences entre jeunes.

Les actions en faveur de l'**autonomie des personnes handicapées** se voient consacrer 0,7 M€ dans le cadre du schéma directeur pour financer la rénovation et la restructuration d'établissements (foyer d'accueil médicalisé de l'écluse St Martin de l'association Aurore dans le 10^e, foyer Marco Polo de la Fondation Partage et Vie dans le 13^e, foyers Jean Escudié et MichelleDarty dans le 15^e par l'association La Protection Sociale de Vaugirard et foyer d'hébergement destiné aux personnes autistes localisé rue Losserand dans le 14^e par l'association AFG Autisme).

Les **dépenses de structure**, liées au RSA, sont de **0,3 M€**, en baisse de 0,3 M€ par rapport à 2021.

Les dépenses de **santé** couvrent un budget de **3,7 M€** (contre 4,9 M€ en 2021).

Ainsi, 2 M€ (contre 2,7 M€ en 2021) sont consacrés aux travaux d'entretien et au renouvellement de matériel dans les **établissements de santé** et les **PMI**, dont 0,7 M€ pour les PMI, 0,5 M€ pour les établissements de santé, 0,4 M€ pour les travaux de restructuration du centre municipal de Santé situé dans le 14^{ème} arrondissement et 0,4 M€ pour le matériel et le mobilier dans les laboratoires.

Les subventions dédiées aux **centres de santé** s'élèvent à 1,5 M€.

Par ailleurs, les **politiques de prévention et d'éducation pour la santé** se voient consacrer 0,2 M€.

Les **services communs** pour la petite enfance et l'action sociale se voient consacrer une dépense de **1,3 M€**. Ces crédits permettent le financement des études et l'acquisition de matériel de bureau et mobilier d'accueil pour les Service d'Accueil Familial Parisien (SAFP), les centres de santé et les Espaces Parisiens pour l'Insertion (EPI).

Recettes

Les **recettes d'investissement en faveur de la santé et de l'action sociale** représentent **8,9 M€** en hausse par rapport au BP 2021 (6,7M€).

3,7 M€ sont attendus pour le financement des travaux dans les **crèches collectives et les structures multi-accueils**, versés sous forme de subventions. Celles-ci sont perçues, à l'ouverture des

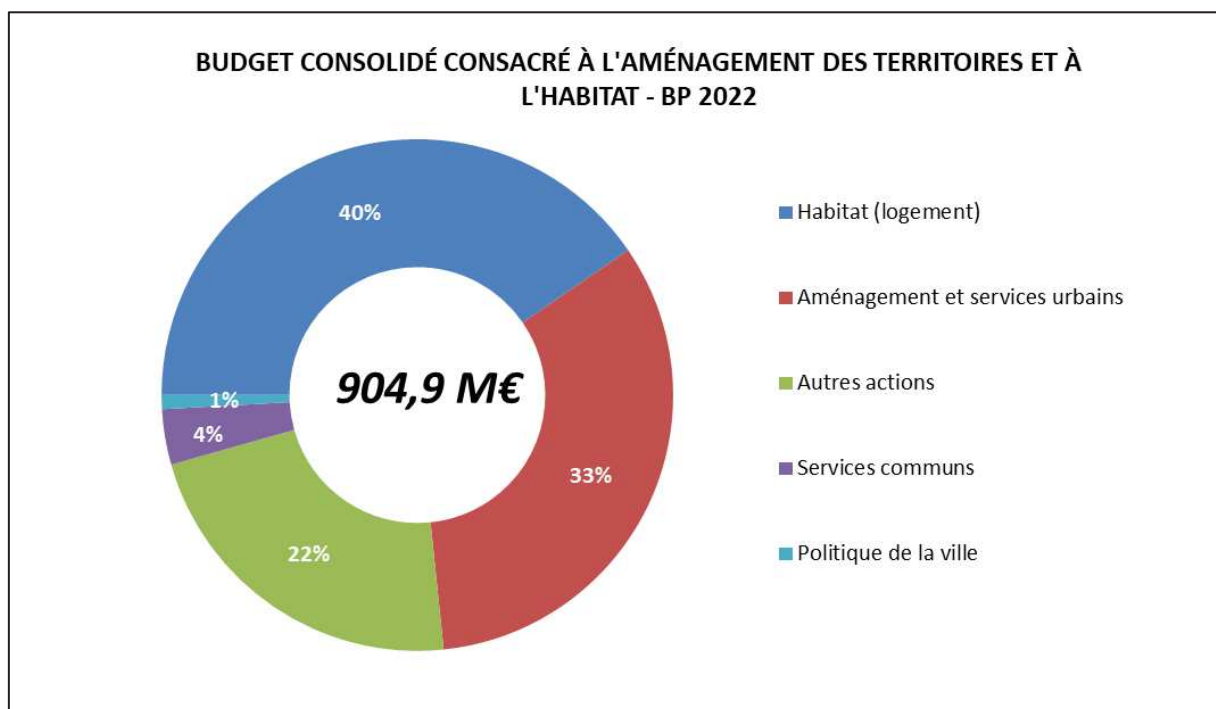
établissements, au titre du soutien technique et financier apporté par la Caisse d'allocations familiales (CAF) de Paris pour la création et la rénovation de ces structures, en vertu de la convention d'objectifs et de financement conclue entre la CAF et la Ville de Paris.

À titre d'exemple en 2022, 0,7 M€ est prévu à la suite de l'ouverture de la crèche collective Charenton-Meunier (12^e) et 0,5 M€ pour la crèche collective boulevard Lefebvre (15^e).

De plus, 3,5 M€ sont liés aux travaux de mise en **accessibilité** des lignes de bus qui bénéficient d'une subvention versée par Ile de France Mobilités.

Enfin, 1,7 M€ est prévu dans le cadre de la Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) pour le financement de la Maison des réfugiés.

5. Aménagement des territoires et habitat



En M€	BP 2021	BP 2022
Dépenses de fonctionnement	254,4	254,2
<i>dont masse salariale</i>	163,1	165,0
Dépenses d'investissement	558,6	650,7
Recettes de fonctionnement	121,3	212,4
Recettes d'investissement	282,9	257,8

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses

Pour l'exercice 2022, le budget de fonctionnement consacré à l'aménagement et à l'habitat s'élève à 254,2 M€, dont 165 M€ au titre de la masse salariale.

2 postes sont créés à la Direction du logement et de l'habitat : 1 poste pour la coordination de l'appel à projet Logement d'abord et 1 poste au service d'administration d'immeubles.

9 postes sont créés à la DEVE pour la végétalisation de l'espace public.

14 postes sont créés à la Direction de la voirie et des déplacements : la mission vélo est renforcée avec la création de 6 postes d'ingénieur et 2 postes de personnel de maîtrise ; 6 postes sont créés pour la mise en œuvre du marché de performance globale qui doit permettre le renouvellement de l'ensemble des feux tricolores et de l'éclairage public.

A la Direction du logement et de l'habitat, 24 conseillers logements bénéficient de l'accès au corps de secrétaire médical et social.

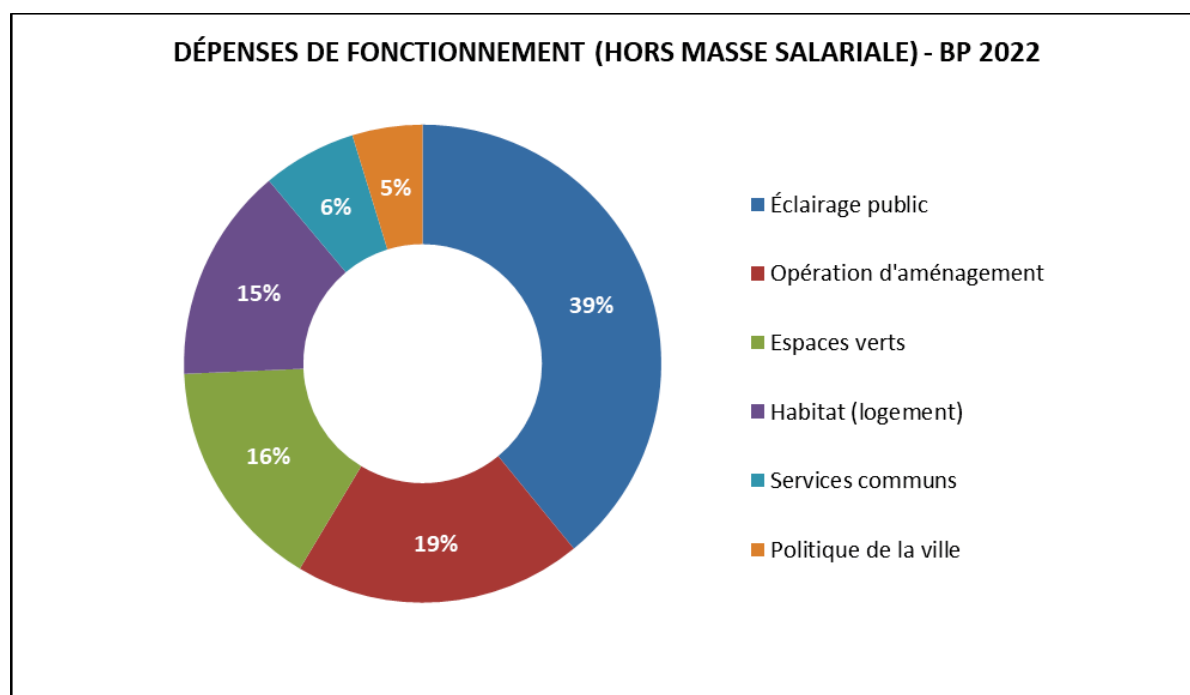
9 postes sont transférés de la Direction des espaces verts et de l'environnement vers la Direction des affaires scolaires/Académie du climat.

28,5 postes sont transférés de la Direction des espaces verts et de l'environnement vers la nouvelle Direction de la transition écologique et du climat.

1 poste est transféré de la Direction des espaces verts et de l'environnement vers la Direction de l'immobilier, de la logistique et des transports dans le cadre de la réforme de la fonction immobilière.

Au total, avec 25 créations des postes, un solde des transformations de - 1 et un solde des transferts de - 38,5, le solde de la fonction 5 s'établit à -14,5 postes.

Hors masse salariale, **les dépenses de fonctionnement relatives à l'aménagement et à l'habitat s'élèvent à 89,2 M€, en baisse de 2,1 M€ (-2,3 %) principalement à la suite de 2,3 M€ de transferts vers la fonction « Environnement » concernant des dépenses d'arrosage et vers la fonction « Culture, vie sociale, sports, jeunesse et loisirs » pour des dépenses liées à l'intégration. Sans ces transferts, les dépenses de fonctionnement seraient quasiment stables (-0,2 %).**



69,9 M€ sont consacrés à **l'aménagement des territoires** au BP 2022, en baisse de 1,8 M€ par rapport au BP 2021. Cette inscription regroupe les crédits relatifs aux espaces verts, à l'éclairage, aux opérations d'aménagement et à la politique de la ville.

Les dépenses liées à l'éclairage public représentent 34,7 M€ en hausse de 0,4 M€, hausse qui s'explique par la mise en phase d'exécution du nouveau Marché Global de Performance en novembre 2021.

Les dépenses relatives aux **espaces verts urbains** représentent 14 M€ en baisse de 1,4 M€ (baisse de 0,1 M€ à isopérimètre). Au sein de ce budget, les dépenses d'entretien s'élèvent à 11,7 M€, dont 3,9 M€ pour les parcs et jardins et 3,3 M€ pour les arbres et les bois en hausse de 0,4 M€ pour faire face à la forte augmentation du patrimoine arboricole à entretenir. Par ailleurs, 2,2 M€ sont

consacrés aux dépenses d'arrosage en baisse de 1,6 M€ principalement due à un transfert de 1,3 M€ vers la fonction « environnement ».

Les dépenses relatives aux **opérations d'aménagement urbain** atteignent 17 M€, comme au BP 2021, et incluent :

- des subventions versées au titre du soutien aux organismes publics d'urbanisme à hauteur de 7,6 M€ en baisse de 0,6 M€, dont 5,3 M€ pour l'Atelier parisien d'urbanisme (APUR) et 2,3 M€ pour le Pavillon de l'Arsenal et l'Agence Parisienne du Climat ;
- l'entretien des équipements publics et du Forum des Halles, ainsi que les charges de fonctionnement découlant de l'opération de réaménagement du site, pour un montant total de 8,2 M€ qui augmente de 0,5 M€ ;
- des frais d'études et des charges de fonctionnement concernant les appels à projets urbains pour 1,2 M€.

La **politique de la ville** bénéficie de 4,2 M€ au BP 2022. Ces dépenses correspondent aux versements de subventions aux associations, acteurs de terrain de la politique de la ville. Ces dépenses, qui portent notamment la mise en œuvre des mesures issues de la mission relative à la promesse républicaine de liberté, d'égalité et de fraternité, sont en hausse de 0,1 M€ par rapport au BP 2021.

Par ailleurs, les crédits relatifs à l'**intégration** (0,9 M€) sont transférés sur la fonction 3 « Culture, vie sociale, sports, jeunesse et loisirs ».

Les politiques de l'habitat sont composées essentiellement de la gestion du parc privé de la collectivité, des aides au secteur locatif et des aides au verdissement du parc résidentiel parisien et à la réalisation du Plan Climat Air Énergie Territorial. Les dépenses prévues en leur faveur au BP 2022 s'élèvent à 12,9 M€, en hausse de 1,4 M€ par rapport au BP 2021 répartie sur les domaines suivants : le dispositif Eco-rénovons Paris (0,7 M€), la gestion du parc privé (0,4 M€) et les opérations d'amélioration de l'habitat (0,3 M€).

La **gestion du parc privé** de la collectivité représente un budget de 6,5 M€, en hausse de 0,4 M€ par rapport au BP 2021 pour le paiement de travaux de copropriété.

Les **aides au secteur locatif** s'élèvent à 3,1 M€ au BP 2022. Ces aides couvrent les dispositifs « Multiloc » et « Louez solidaire » (0,3 M€) ainsi qu'un ensemble de subventions aux associations du secteur (1,9 M€ en hausse de 0,1 M€) ainsi qu'aux opérations d'amélioration de l'habitat (0,9 M€) en hausse de 0,2 M€.

L'aide au verdissement du parc résidentiel parisien et à la réalisation du Plan Climat représente 2,4 M€ en hausse de 0,7 M€ au BP 2022, principalement dédiée au programme « Eco-rénovons Paris », dispositif permettant aux copropriétés de bénéficier d'un accompagnement personnalisé et gratuit afin de réaliser des travaux d'économies d'énergie significatives.

0,3 M€ est dédié au fonctionnement du GIP Foncière de la Ville de Paris, **organisme de foncier solidaire (OFS) de la Ville de Paris**.

0,4 M€ est destiné au financement des **aires d'accueil des gens du voyage**. Cette dépense comprend des contrats de prestations de services pour la gestion des deux aires d'accueil située dans les Bois de Vincennes et de Boulogne, ainsi qu'un accompagnement social avec l'association ADEPT.

L'enveloppe consacrée en fonctionnement au **logement social** représente 0,2 M€ qui se répartit entre 0,1 M€ à destination d'études concernant le logement social et l'habitat et 0,1 M€ de maîtrise d'œuvre urbaine et sociale (MOUS) qui a pour objectif de promouvoir l'accès au logement des personnes et familles défavorisées.

Les dépenses d'acquisition foncière pour le logement (0,3 M€), qui permettent de prendre en charge les dépenses de frais d'avocat, d'huissiers dans le cadre d'opérations foncières, sont en légère baisse par rapport au BP 2021.

Le budget dédié aux équipements de voie publique s'élève à 0,4 M€. Ce montant est consacré aux locations mobilières pour les journaux électroniques d'information (JEI).

Enfin, les services communs de la Direction du Logement et de l'Habitat, de la Direction de l'Urbanisme et de la Direction des Espaces verts et de l'Environnement représentent une dépense de 5,7 M€ au BP 2022, en baisse de 1,7 M€ par rapport au BP 2021, notamment grâce à la maîtrise des mises à disposition de véhicule par les TAM (-0,9 M€) et à la baisse des crédits d'assistance à maîtrise d'ouvrage (-0,9 M€).

La politique parisienne d'amélioration de l'habitat privé

Depuis 2016, la Ville de Paris a entrepris de rationaliser ses dispositifs d'amélioration de l'habitat privé, qui mettent en œuvre deux priorités : la lutte contre l'habitat fragile et dégradé et l'amélioration de la qualité environnementale des bâtiments.

L'opération programmée d'amélioration de l'habitat dégradé (OAHD) 5 et les deux concessions d'aménagement avec la société publique locale d'aménagement Soreqa constituent les principaux outils du premier volet de cette politique publique.

D'une part, l'OAHD consiste en une assistance technique, administrative et financière gratuite en direction des immeubles les plus dégradés et permet notamment l'apport de subventions majorées facilitant la réalisation de travaux. La Ville missionne un opérateur pour chaque immeuble repéré afin d'accompagner ses propriétaires. Peuvent bénéficier des aides financières les propriétaires occupants (sous conditions de ressources), les propriétaires bailleurs mettant en œuvre des loyers maîtrisés et, dans certains cas, les syndicats de copropriétaires pour des travaux en parties communes et privatives. **Au titre de l'année 2022, il est prévu une dépense de 0,9 M€ pour la rémunération des deux opérateurs animant ce dispositif (pour le suivi opérationnel des immeubles déjà identifiés).**

D'autre part, le premier traité de concession d'aménagement (TCA), confié par la collectivité parisienne à la Soreqa depuis 2010, a pour objectif de traiter les situations d'habitat indigne par l'appropriation publique d'immeubles aux fins de création de logements sociaux. Il porte également sur l'accompagnement des immeubles privés dégradés, avec une prise en charge à compter de 2020 des nouveaux immeubles identifiés dans le cadre de l'OAHD 5. **Une participation de 5 M€ est prévue au budget prévisionnel 2022 pour permettre à la Soreqa de mener les missions de cette première concession d'aménagement.** Par ailleurs, en novembre 2016, une deuxième concession d'aménagement a été confiée à la Soreqa afin de lutter contre les situations d'habitat indigne dans le secteur diffus, notamment en ce qui concerne les anciennes chambres de service. Elle vise à créer de nouveaux logements sociaux en regroupant ces chambres de service et éventuellement d'autres lots inoccupés sous les toits. **Au titre de l'année 2022, il est prévu de verser une subvention d'investissement de 0,25 M€ à la Soreqa pour les besoins de cette seconde concession d'aménagement.**

Le plan « Eco-Rénovons Paris » constitue le principal outil en faveur de l'amélioration de la qualité environnementale des bâtiments.

Le plan « Eco-Rénovons Paris » vise quant à lui à accompagner les copropriétés parisiennes dans leurs démarches de rénovation énergétique et à les sensibiliser aux enjeux de la lutte contre la précarité énergétique. Il s'inscrit dans le cadre des objectifs du Plan Climat Air Énergie Territorial adopté en 2018. « Eco-Rénovons Paris » permet de recruter des copropriétés volontaires afin de les accompagner dans toutes les étapes de leur projet jusqu'au vote des travaux et de leur attribuer, en fonction de leur profil, des aides à la rénovation énergétique (collectives et individuelles). Le dispositif encourage par ailleurs l'intégration, lorsque cela est possible, de projets de végétalisation.

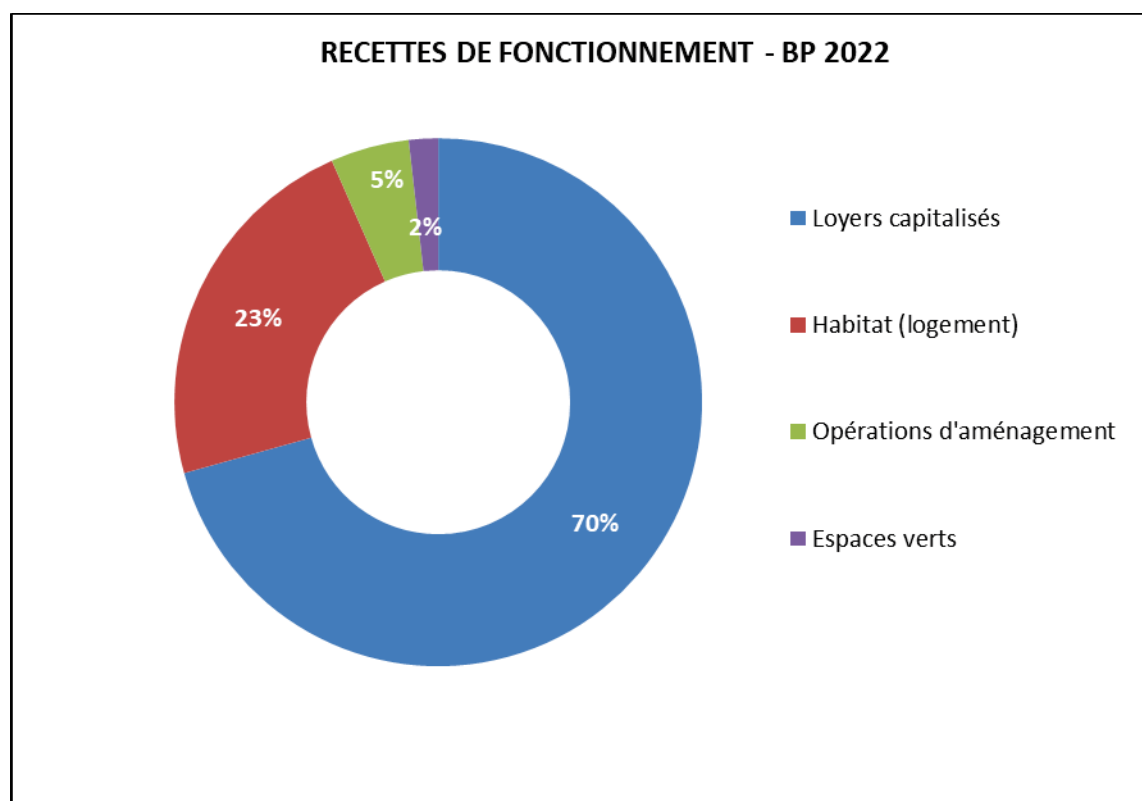
Le premier plan, ERP1, a été lancé en 2016 et a pris fin en décembre 2020. Dans l'attente des arbitrages sur les projets d'investissement, les adresses qui nécessitaient encore un suivi à l'échéance d'ERP1 ont été intégrées en janvier 2021 à un marché ERP-Socle, d'une durée de 2 ans. Grâce au lancement d'ERP2 en 2022, le recrutement de nouvelles copropriétés va être à nouveau possible et les adresses déjà accompagnées qui nécessiteront encore un suivi à l'échéance d'ERP-Socle pourront être intégrées à ERP2.

Au titre de l'année 2022, il est ainsi prévu 2,4 M€ en fonctionnement pour la rémunération des opérateurs en charge de l'accompagnement des copropriétés (dont 1,1 M€ pour ERP2), 0,35 M€ de subventions de fonctionnement (dont 0,1 M€ pour ERP2) pour l'Agence Parisienne du Climat (guichet d'entrée du dispositif), et 7 M€ d'AP en budget d'investissement pour le versement des aides aux copropriétés lauréates, pour une dépense estimée à 8,5 M€ en crédits de paiement.

Le plan de lutte contre la précarité énergétique s'inscrit également dans cette logique d'aide à l'habitat privé. Le BP 2022 crée ainsi un service local d'intervention pour la maîtrise d'énergie (SLIME) en direction des publics prioritaires. Ce programme a vocation à repérer les ménages en précarité énergétique et les accompagner à domicile pour les travaux et aménagements qui y seraient nécessaires. Pour le démarrage, une subvention d'investissement de 0,3 M€ a été inscrite au BP 2022. En complément, 0,4 M€ sont inscrits en investissement pour créer un « fonds social d'aide à des petits travaux de maîtrise de l'énergie ».

Recettes

Les recettes provenant de l'aménagement des territoires et habitat s'élèvent au total à 212,4 M€, en hausse de 91,1 M€ - soit 75,1 % - par rapport au BP 2021



Les **recettes relatives à l'habitat et au logement** s'élèvent à 198,2 M€ au BP 2022, en hausse par rapport à l'inscription 2021 de 87,8 M€. Cette augmentation s'explique essentiellement par la hausse des loyers capitalisés.

Les **loyers capitalisés** perçus par la Ville atteignent en effet 150,6 M€ en 2022, contre 54,1 M€ au BP 2021. La perception de cette recette s'inscrit notamment dans le cadre d'une nouvelle opération de

conventionnement d'immeubles appartenant aux trois bailleurs sociaux de la Ville qui interviendra sur 2 442 logements, répartis dans 53 groupes immobiliers et générera 314 M€ de recettes de loyers capitalisés, contribuant ainsi à atteindre, en 2025, l'objectif de 25 % de logements sociaux sur le territoire parisien, conformément à la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains. Par ailleurs, 38,5 M€ résultent du transfert aux bailleurs des immeubles que la Ville préempte sur son territoire à partir du compte foncier logement, en vue de la réalisation d'opérations de logement social.

352 M€ de loyers capitalisés sont dégagés par ces nouvelles opérations de conventionnement, et font l'objet d'une délibération spécifique soumise au Conseil de Paris, détaillant la procédure comptable et les conventionnements pris en compte. Au sein de ces loyers capitalisés, 150 M€ sont inscrits en recettes de fonctionnement conformément à la demande effectuée auprès du Gouvernement et validée par celui-ci ; le solde est inscrit sur la section d'investissement.

Les **recettes de loyers (hors loyers capitalisés)** sont inscrites à hauteur de 47 M€ au BP 2022, en baisse de 8,7 M€ par rapport au BP 2021, les revenus des loyers annuels diminuant du fait de la résiliation des baux emphytéotiques à loyers annuels pour des baux emphytéotiques à loyers capitalisés. .

Les **autres recettes liées à la politique de l'habitat et du logement** s'élèvent à 0,6 M€ au BP 2022. Il s'agit essentiellement des recettes d'ingénierie versées par l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) au titre de sa participation à la prise en charge du coût des opérations d'amélioration de l'habitat, dans le cadre de la délégation des aides à la pierre.

13 M€ sont inscrits en recettes au BP 2022 au titre de la **politique d'aménagement des territoires**.

Au sein de ce montant, les recettes liées aux **opérations d'aménagement** représentent 9,2 M€ et recouvrent principalement les excédents des opérations d'aménagement concertés (ZAC) perçues par la Ville, à hauteur de 7,2 M€. Ce montant augmente de 3,2 M€ par rapport au BP 2021, en lien avec le calendrier d'achèvement des opérations. Elles recouvrent également la part départementale de la taxe d'aménagement (2 M€), stable par rapport au BP 2021.

Les recettes liées aux **espaces verts urbains** s'élèvent à 3,8 M€ en 2022 et augmentent de 0,1 M€ par rapport à 2021, en raison de la hausse des recettes liées à l'augmentation des entrées au jardin botanique.

De plus, les recettes liées à l'**éclairage public** représentent 0,07 M€.

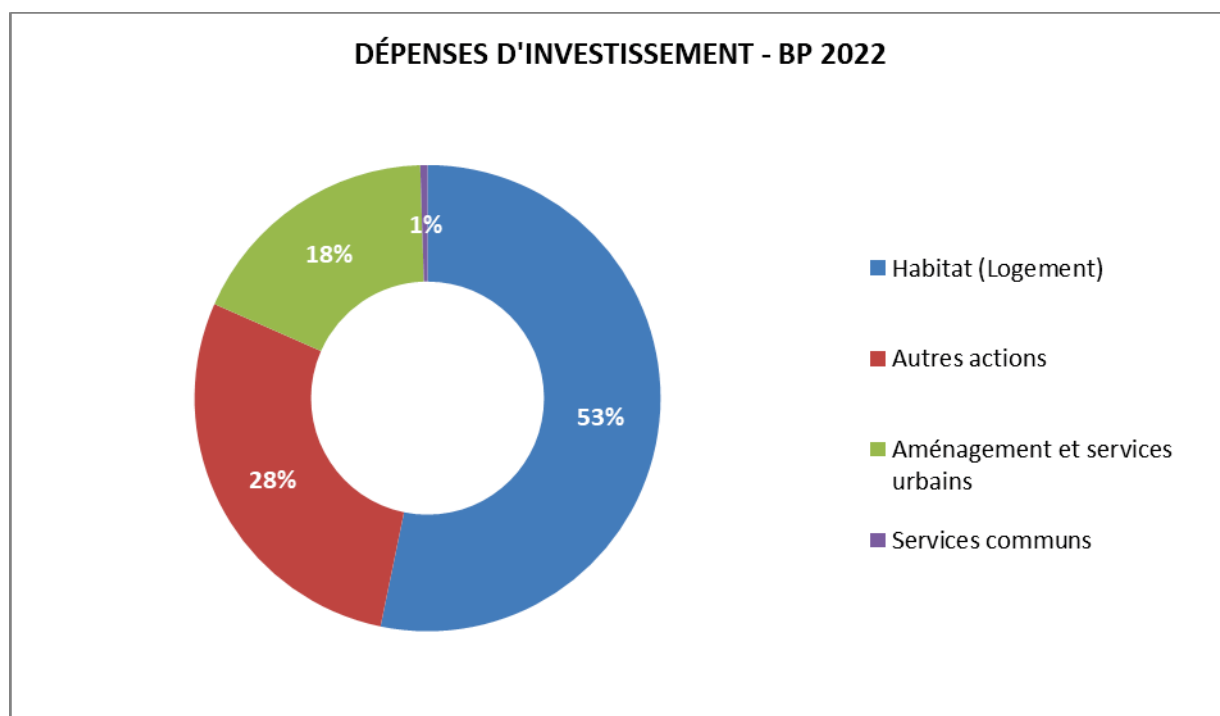
Les **autres recettes d'aménagement** représentent 1 M€ au BP 2022. Il s'agit pour 0,7 M€ du remboursement de la quote-part des dépenses d'Associations syndicales libres (ASL), issues des équipements de la DU aux Halles et pour 0,4 M€ de recettes foncières issues d'excédents de frais d'acquisition, des intérêts de consignations et de certaines redevances d'occupation du domaine public.

Focus sur l'évaluation climat du budget au titre de l'aménagement des territoires et habitat

Le logement est un levier prioritaire d'intervention du Plan Climat en termes de performances énergétiques et de lutte contre la précarité. La majorité des dépenses considérées comme « neutre »

concernent le financement pour préemption sur des logements existants afin d'accroître l'offre du parc social et les opérations de résorption de l'insalubrité sans reprise de l'isolation des logements. Ces opérations ne génèrent pas de travaux en soi et n'affectent donc pas les émissions carbone du territoire. A contrario, les dépenses « très favorables » viennent valoriser les engagements pris par la collectivité sur la performance énergétique des logements, qu'il s'agisse des exigences attendues auprès des bailleurs sociaux ou des aides aux copropriétés pour la rénovation de leurs immeubles : subventions fléchées sur la performance énergétique (55,9 M€), diverses aides dont EcoRenovonsParis, rénovation énergétique, lutte contre l'habitat dégradé, etc. (3,8 M€).

SECTION D'INVESTISSEMENT



Dépenses

Les dépenses pour l'aménagement des territoires et l'habitat s'élèvent à 650,7 M€, en hausse de 92,1 M€ par rapport au BP 2021.

Les actions en faveur de **l'habitat et du logement** se voient allouer une enveloppe de **346,1 M€**. Ce poste augmente de 97,7 M€ par rapport à 2021.

324,8 M€ sont ainsi inscrits pour le **logement social**, répartis principalement entre 129,3 M€ de subventions versées aux bailleurs sociaux et 68,5 M€ de crédits délégués par l'État dans le cadre de la convention relative aux aides à la pierre pour le financement de la production (construction et acquisition), la réhabilitation et la démolition des logements locatifs sociaux. La Ville maintient en 2022 un niveau de subvention volontariste, afin de contribuer à atteindre l'objectif de 25 % de logements sociaux à horizon 2025, ainsi que les objectifs du Plan Climat. Le montant inscrit pour la délégation des aides à la pierre correspond quant à lui à la trajectoire prévue dans le cadre de la convention signée entre l'État et la Ville de Paris pour 2017-2022. A ces crédits, s'ajoutent 127 M€ de

versements prévus pour le rachat de la propriété des constructions réalisées en propre par les bailleurs sociaux en cours de bail, dans le cadre des conventionnements réalisés en 2021 et des résiliations de baux qu'ils entraînent.

Afin de restituer l'effort complet de la collectivité en faveur du logement social, il convient de valoriser également les **acquisitions foncières dédiées au logement social**, qui s'élèveront comme l'an passé à 148 M€ (cf. « acquisitions foncières » ci-après). Ainsi, le budget d'investissement total alloué au logement social pour 2022 est de 472,8 M€, en hausse de 96,4 M€.

L'aide au secteur locatif est renforcée en 2022. 8,5 M€ sont consacrés au dispositif « Eco-rénovons Paris » pour les aides à la **rénovation énergétique de l'habitat privé**. Par ailleurs, 7,6 M€ sont prévus pour **l'aide à l'amélioration de l'habitat privé**. Ces dépenses concernent d'une part l'éradication de l'habitat insalubre (5 M€) et la transformation de 1 000 chambres de service (0,3 M€) et d'autre part les aides à la rénovation de logements privés dans le cadre d'opérations d'amélioration de l'habitat dégradé (2,3 M€).

L'**entretien du parc privé de la collectivité** se voit allouer 5,2 M€ en 2022. Cela comprend notamment 2,2 M€ pour les travaux dans les immeubles communaux et copropriétés, 1,4 M€ pour la rénovation de locaux associatifs rue Vignoles (20^e), et 0,4 M€ pour des travaux dans les crèches associatives.

Enfin, 0,1 M€ est dédié au soutien au dispositif **Multiloc'**.

L'aménagement et les services urbains représentent **116,3 M€**, soit une diminution de 37,9 M€ par rapport au BP2021.

Les opérations d'aménagement sur la voirie représentent 31,2 M€, contre 37 M€ en 2021.

2,3 M€ sont prévus pour les aménagements urbains et de sécurité, en baisse de 4,6 M€ par rapport au BP 2021, en raison de l'achèvement des travaux relatifs à l'aménagement des grandes places (-1,8 M€), ainsi que de l'opération Clichy-Batignolles, rue Cardinet et pont Cardinet (17^e), pour laquelle 0,3 M€ est prévu, en diminution de 2,7 M€ par rapport à l'exercice 2021.

4,4 M€ sont consacrés à l'aménagement des Portes, dont 4 M€ pour la Porte Maillot (17^e) et 0,4 M€ pour la Porte d'Aubervilliers (19^e). 1 M€ est consacré aux études pour le réaménagement des Champs-Élysées.

Enfin, 13,5 M€ sont prévus pour la transformation des quartiers (en hausse de 3,5 M€ par rapport à 2021), 3 M€ pour les « rues aux écoles », 2 M€ pour les études préalables à l'aménagement de forêts urbaines et 0,5 M€ pour celles relatives à la zone à trafic limité de Paris Centre.

Les **opérations d'urbanisme** et les **participations aux zones d'aménagement concerté** représentent 15,9 M€, en diminution de 41,4 M€ par rapport au BP 2021. Ces crédits sont répartis entre :

- 9 M€ prévus pour les participations aux grands projets d'aménagement et les subventions d'urbanisme, en diminution de 28 M€ par rapport au BP 2021, dans le cadre du calendrier de versement en cours de finalisation.

Parmi ces grands projets, 2,9 M€ sont inscrits au titre de la participation versée à la société publique locale (SPL) PariSeine dans le cadre du mandat d'aménagement qui lui a été confié dans le secteur de la Goutte d'Or (18^e). 2,7 M€ sont inscrits au titre de la participation versée à l'aménageur P&MA pour la ZAC Clichy-Batignolles. 0,3 M€ est prévu pour l'opération « Réinventer Montparnasse ».

- 6,9 M€ sont également prévus pour les participations aux bilans de voirie des opérations d'aménagement, en baisse de 13,4 M€, dans le cadre du calendrier de versement également en cours de finalisation. Ainsi, 2,6 M€ sont prévus pour la ZAC Python-Duvernois (20^e), 2,5 M€ pour le réaménagement de la Porte de la Chapelle (18^e) et 1,8 M€ pour la ZAC Clichy-Batignolles (17^e).

Les **espaces verts** et **parcs et jardins** se voient consacrer 30,9 M€, soit un montant inchangé par rapport à 2021.

Sont prévus 9,4 M€ pour l'entretien courant et l'équipement récurrent, dont l'entretien d'espaces de proximité (6,6 M€), en hausse de 2,1 M€ par rapport à 2021, ou encore l'entretien des équipements mécaniques (1,6 M€) et celui des installations techniques (0,8 M€).

De plus, 21,5 M€ sont consacrés au lancement et à la poursuite de projets. Dans ce cadre, 14 M€ seront consacrés à l'opération « végétalisation des quartiers », en hausse de 4 M€ par rapport au BP 2021, et 0,9 M€ est alloué au titre du dispositif « 30 hectares d'espaces verts supplémentaires », en diminution de 4,3 M€ du fait de l'achèvement des travaux et notamment du parc Martin Luther King dans la ZAC Clichy-Batignolles (17^e) qui se voit néanmoins consacrer 0,5 M€ pour la finalisation du marché. 0,2 M€ est consacré à d'autres projets complétant le dispositif 30 hectares. 0,6 M€ est par ailleurs respectivement dédié à la création du parc de la ZAC Python-Duvernois (20^e), à la ZAC Saint-Vincent-de-Paul (14^e), à la rénovation des ouvrages d'art et des éclairages des espaces verts, et enfin 0,4 M€ à la végétalisation du boulevard Bourdon (4^e) et à la rénovation du parc André Citroën (15^e).

L'opération des Halles, dont la gestion est transférée à la Direction de l'Urbanisme, se voit attribuer 0,4 M€ pour l'achèvement des travaux. Par ailleurs, 1,1 M€ a été inscrit dans la catégorie « autres actions », car il s'agit de dépenses d'entretien courant du site (*cf. infra*).

24 M€ sont inscrits au titre de l'entretien de l'**éclairage public**, en hausse de 3,6 M€ par rapport à 2021, du fait d'un nouveau marché global de performance conclu en 2021 et de l'augmentation de l'enveloppe dédiée à l'entretien des luminaires (12 M€).

L'entretien des **arbres et des bois** se voit allouer 9,8 M€, en hausse de 5,8 M€ par rapport à 2021. 5,4 M€ sont inscrits pour le remplacement des arbres d'alignement et la plantation de nouveaux arbres, en hausse de 2,9 M€ par rapport au BP 2021, et 3 M€ sont prévus pour la renaturation et la réappropriation de trente hectares dans les bois de Vincennes et de Boulogne, en hausse de 2,8 M€. L'entretien du bois de Vincennes est doté à hauteur de 0,6 M€, de même que pour le bois de Boulogne.

4,1 M€ sont inscrits au titre des **services communs**, dont 2,5 M€ pour les locaux de la DEVE. 0,7 M€ est notamment consacré à la réorganisation des ateliers et au relogement des services de la DEVE. Dans le cadre des accords cadre portant sur la santé et la sécurité au travail, la DEVE consacre 0,4 M€ à la prévention des inaptitudes.

Enfin, 0,1 M€ est inscrit pour les **raccordements électriques**.

EMBELLIR VOTRE QUARTIER

Dans le cadre de la territorialisation des politiques municipales parisiennes, les opérations « Embellir votre quartier » sont inscrites au BP 2022 au **budget général**. Afin de permettre aux maires d'arrondissement de mieux suivre l'exécution de ces opérations quartier par quartier, elles feront l'objet d'un **suivi territorialisé**. Au BP 2023, ces opérations seront intégrées aux **investissements localisés (IL)**, avec une programmation opération par opération.

Les acquisitions foncières (« autres actions ») s'établissent à **184,5 M€**, réparties entre les postes suivants :

- les acquisitions foncières pour le logement social dont le montant est le même qu'en 2021 (148,2 M€). Ce montant est réparti sur les fonctions « aménagement » (133,2 M€) et « services généraux » (15 M€), pour les crédits qui concernent les opérations financières ;
- 50,2 M€ sont inscrits pour les opérations foncières et attribués au compte foncier, en hausse de 32,2 M€ par rapport au BP 2021 du fait des acquisitions foncières nécessaires à la mise en œuvre des projets d'investissement de la mandature, en particulier l'acquisition du foncier de la ZAC Gare des Mines-Fillettes (14,9 M€) ;
- 1,1 M€ est inscrit au titre de l'entretien récurrent des Halles dans le cadre du transfert de la gestion de cette opération à la Direction de l'Urbanisme.

Enfin les services communs (**3,3 M€**) et la politique de la Ville (**0,5 M€**) se voient attribuer 3,8 M€, permettant ainsi de couvrir notamment les dépenses liées à l'élaboration des documents d'urbanisme (3,2 M€), en hausse de 2 M€ du fait de la révision du plan local d'urbanisme, ainsi que les subventions de projets (0,4 M€).

Recettes

La politique de l'aménagement des territoires et l'habitat apportera des ressources propres d'investissement à hauteur de 257,8 M€.

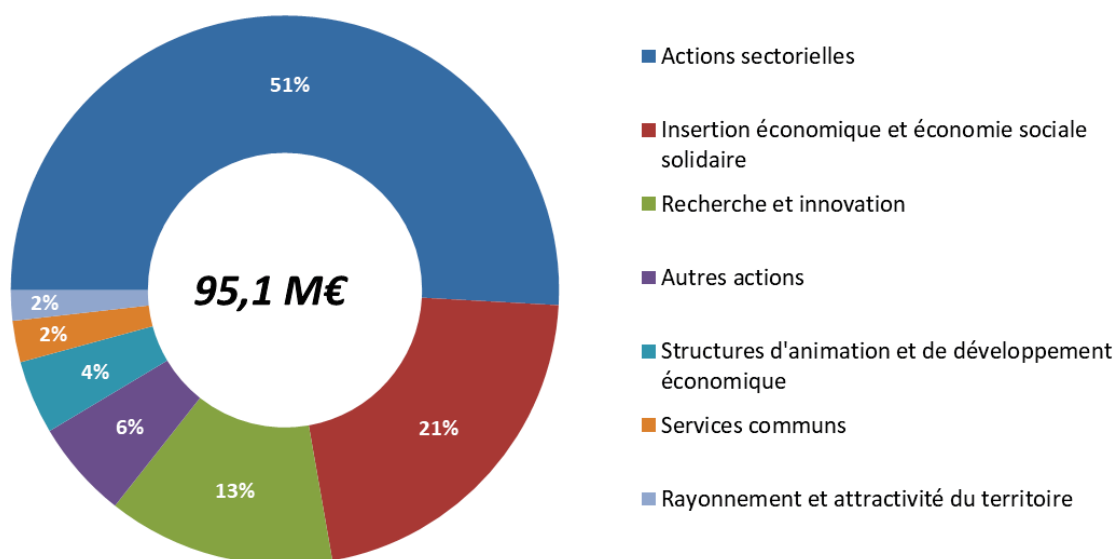
186 M€ de **recettes foncières** sont prévues au budget primitif 2022 sur la fonction Services généraux. Ce montant comprend notamment des cessions de surfaces dans le Forum des Halles (1^{er}), de terrains quai d'Issy (15^e) dans le cadre de l'APUI « Inventons la métropole 2 » et de surfaces foncières à la SEMAPA dans le cadre des ZAC Paris Rive Gauche (13^e) et Python-Duvernois (20^e). Les autres recettes portent sur des cessions, notamment en dehors de Paris, dont les montants demeurent en cours de négociation.

68,5 M€ sont attendus pour les **remboursements de l'État au titre de sa compétence déléguée en matière d'aides à la pierre**. Cette même somme est aussi inscrite en dépenses d'investissement pour financer la création de logements sociaux. De même qu'en dépenses, les recettes inscrites pour la délégation des aides à la pierre correspondent à la trajectoire prévue dans le cadre de la convention signée entre l'État et la Ville de Paris pour 2017-2022.

Enfin, **3,3 M€** sont inscrits dans le cadre des opérations d'urbanisme, d'aménagement des espaces verts et de la voirie. Ces recettes diminuent de 18,6 M€ car des subventions liées au plan de relance étaient attendues en 2021 mais également du fait du versement de subventions une fois les projets réalisés. Les recettes de cofinancements sont donc plus élevées en fin de mandature.

6. Action économique

BUDGET CONSOLIDÉ CONSACRÉ À L'ACTION ÉCONOMIQUE - BP 2022



<i>en M€</i>	BP 2021	BP 2022
Dépenses de fonctionnement	52,2	49
<i>dont masse salariale</i>	11,3	11,2
Dépenses d'investissement	55,5	46,1
Recettes de fonctionnement	52,4	60,4
Recettes d'investissement	0,5	0,2

SECTION DE FONCTIONNEMENT

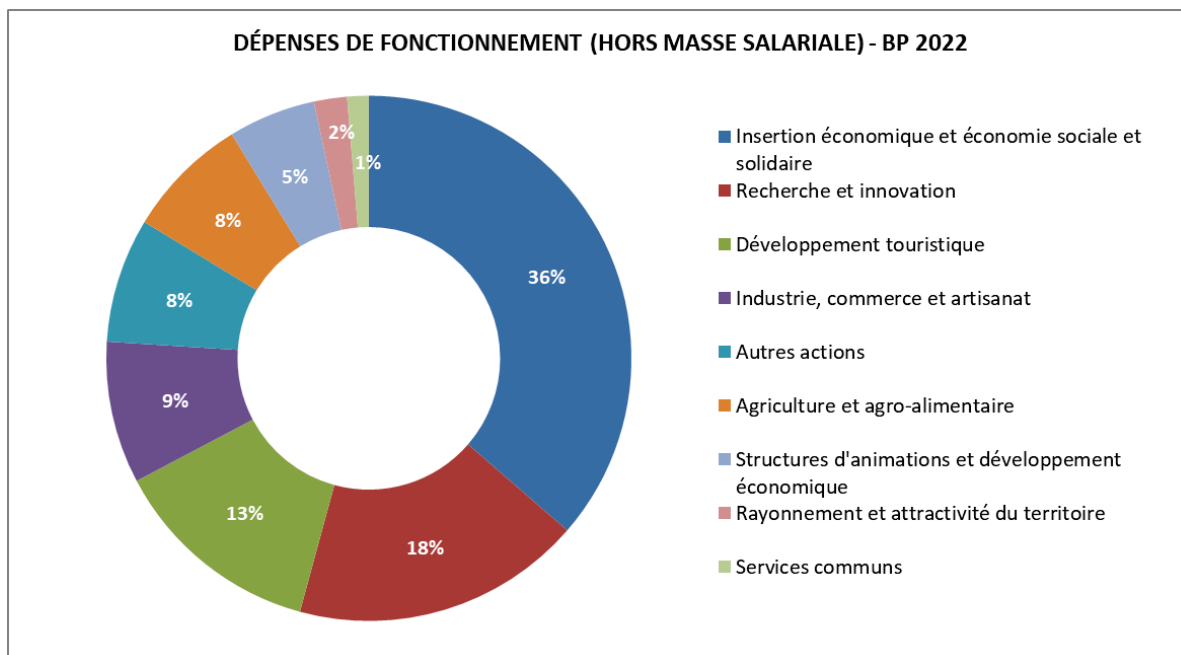
Dépenses

Au BP 2022, le budget de fonctionnement consacré à l'action économique s'élève à 49M€, dont 11,2 M€ au titre de la masse salariale, en baisse de 3,2 M€ par rapport au BP 2021.

1 poste d'adjoint administratif est créé à la Direction de l'Attractivité et de l'Emploi pour assoir un agent en reconversion professionnelle pour raisons de santé.

Le solde de la fonction 6 est de + 1 poste.

Hors masse salariale, les dépenses de fonctionnement consacrées à l'action économique sur le territoire parisien s'élèvent à 37,8M€, en baisse de 3,1 M€ par rapport au BP 2021.



L'insertion économique et l'économie sociale et solidaire représentent le premier poste de dépenses avec 13,7 M€ inscrits au BP 2022, en baisse de 0,7 M€ par rapport au BP 2021.

Les dépenses en faveur de **l'insertion par l'emploi** s'élèvent à 10,9 M€, en diminution de 0,6 M€ par rapport au BP 2021. Si les crédits dévolus au soutien aux opérateurs, aux structures financées hors appel à projets et aux actions menées dans le cadre d'un appel à projet pour la politique de la Ville se maintiennent au même niveau qu'au BP 2021, en revanche les crédits relatifs à « Paris Boost emploi » connaissent une baisse dans le cadre d'une réflexion globale sur le bon dimensionnement de l'ensemble des dispositifs (« Boost Dynamique Emploi », « Paris Reactiv », « Boost emploi formation », etc.).

Les crédits consacrés au **soutien à l'économie sociale et solidaire** s'élèvent à 2,4 M€ comme au BP 2021.

Un appel à projets de **formation aux métiers de l'agriculture** est également inscrit, pour un montant de 0,4 M€ (-0,1 M€).

Les **actions sectorielles** représentent un budget de 11,1 M€ en 2022, en baisse de 1,2 M€ par rapport au BP 2021, principalement en raison d'une diminution de la subvention à l'Office de Tourisme et des Congrès de Paris (OTCP), d'une réduction de l'aide aux kiosquiers et de la réduction des financements aux illuminations de Noël dans certains quartiers.

Ainsi, 2,9 M€ seront consacrés au **développement de l'agriculture urbaine et d'une alimentation solidaire et écologique** permettant de couvrir notamment les dépenses relative à la Ferme de Paris, à la lutte contre le gaspillage alimentaire, aux formations en agriculture durable par l'école du Breuil, à des subventions et à des actions de mobilisation des acteurs du secteur de l'alimentation durable.

Les dépenses de fonctionnement liées au **développement touristique** représentent, quant à elle, 4,9 M€ au BP 2022, en diminution de 0,4 M€ par rapport au BP 2021. Un nouveau schéma de développement touristique pour Paris commencera fin 2022. Du fait du contexte sanitaire, ce budget finance le portage d'une étude sur le secteur hôtelier en partenariat avec la Banque des Territoires.

3,3 M€ sont prévus au titre des dépenses liées à **l'industrie, au commerce et à l'artisanat**. Ces crédits, qui financent notamment les illuminations de Noël et diverses animations commerciales, la fête des marchés, le festival des cuisines de rue et l'entretien des dix marchés couverts, sont en baisse de 0,6 M€.

Les dépenses liées à la **recherche et à l'innovation** représentent 6,8 M€. Elles sont en diminution de 1 M€ par rapport au BP 2021, la subvention de l'école de création numérique TUMO étant notamment réduite de 0,5 M€ pour s'établir à 5,5 M€. Cette baisse s'explique par un niveau de financement qui tend à se stabiliser, après la période de lancement de TUMO. Par ailleurs, le niveau des autres subventions avait également été augmenté en 2020 et 2021 en raison de la pandémie, ces subventions retrouvent leur niveau antérieur.

Les dépenses en faveur des **structures d'animation et de développement économique** totalisent 2 M€ au BP 2022, presque entièrement consacrées à la subvention de l'agence de développement économique et d'innovation de Paris et de la métropole Paris&Co, le reliquat étant attribué à l'incubateur Willa dédié à l'entreprenariat féminin.

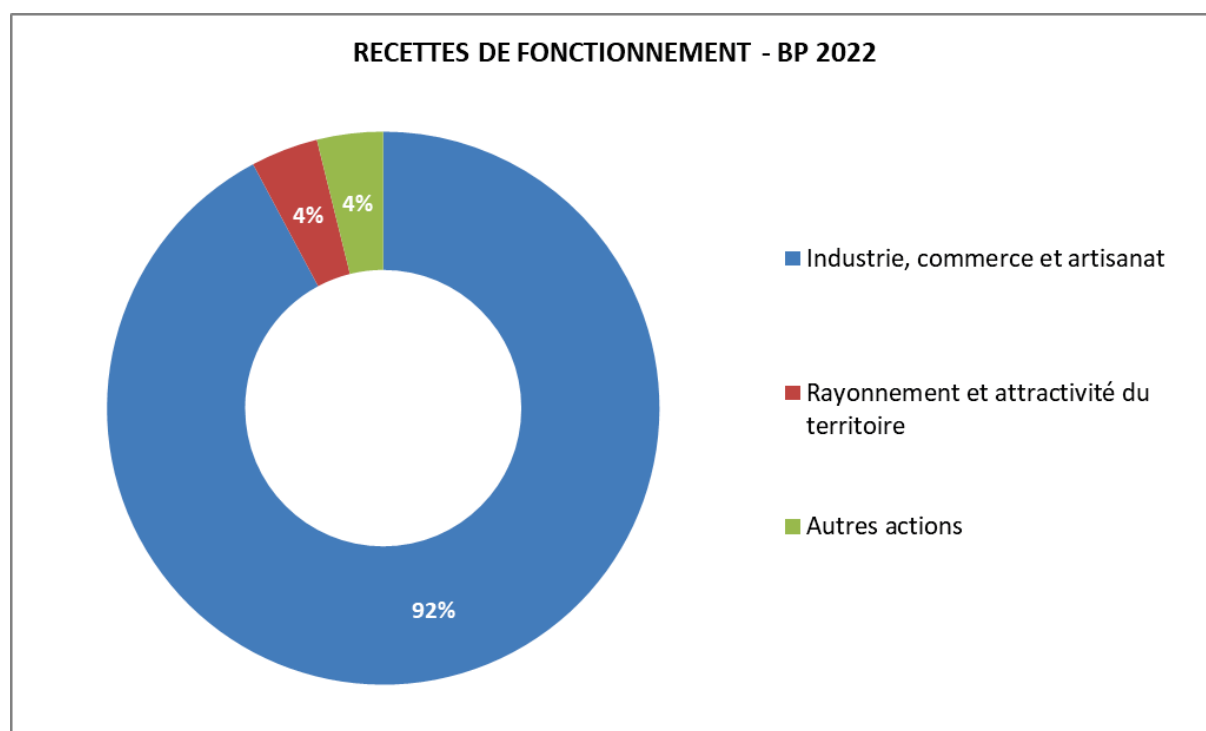
0,8 M€ est alloué au **rayonnement et à l'attractivité du territoire**. Ces dépenses correspondent à la prise en charge de l'organisation de la Foire du Trône et de la fête à Neu-Neu au Bois de Boulogne.

Les **autres actions**, qui concernent les subventions versées aux unions départementales syndicales, représentent 2,9 M€, montant identique au BP 2021.

Enfin, les dépenses consacrées aux **services communs** s'élèvent à 0,5 M€ au BP 2022.

Recettes

Les **recettes de fonctionnement relatives à l'action économique s'élèvent à 60,4 M€ au BP 2022, en hausse de 8 M€ par rapport au BP 2021.**



Les **recettes en lien avec l'industrie, le commerce et l'artisanat s'élèvent à 55,5 M€, en augmentation de 9,5 M€ par rapport au BP 2021, notamment en raison de l'évolution positive des recettes de droits de voirie.**

Les recettes de voirie ont été réévaluées à la hausse à la suite de l'arrêt des exonérations octroyées dans le cadre du plan de soutien de la Ville pour accompagner les acteurs les plus touchés par la crise sanitaire et de la fixation de tarifs pour les terrasses estivales. Ainsi, les droits de voirie s'établissent à 34,5 M€ au BP 2022 contre 24,9 M€ en 2021. Par ailleurs, les redevances perçues sur les marchés couverts et découverts sont inscrites à hauteur de 3,1 M€ en 2022, en baisse de 0,6 M€ par rapport à 2021, notamment en raison des impacts de la crise.

Par ailleurs, 15 M€ proviennent des activités sur l'espace public dont 10 M€ au titre du recouvrement annuel de la redevance au titre de l'occupation du domaine public et de l'exploitation des mobiliers publicitaires versée par le prestataire « Médiakiosk », 2,1 M€ de diverses redevances de concessions, 1,8 M€ du produit des ventes des vides greniers, ainsi que 0,6 M€ de recettes issues d'évènements comme par exemple les défilés de mode.

Enfin, les recettes relatives au soutien aux métiers d'art augmentent de 0,3 M€, et se portent à 2,6 M€. Cette hausse s'explique par une réévaluation votée par le Conseil de Paris qui s'impose aux occupants du site de création artistique des Frigos (13^e) dans le cadre de l'harmonisation de leur redevance d'occupation.

Les recettes perçues au titre des revenus des immeubles d'activité économique s'élèvent à 2,3 M€, en diminution de 1 M€ par rapport au BP 2021.

Enfin, les **recettes liées aux fêtes foraines et attractions s'établissent à 2,4 M€, en baisse de 0,6 M€ par rapport au BP 2021, en raison de la baisse de la redevance de la Foire du Trône et des autres événements.**

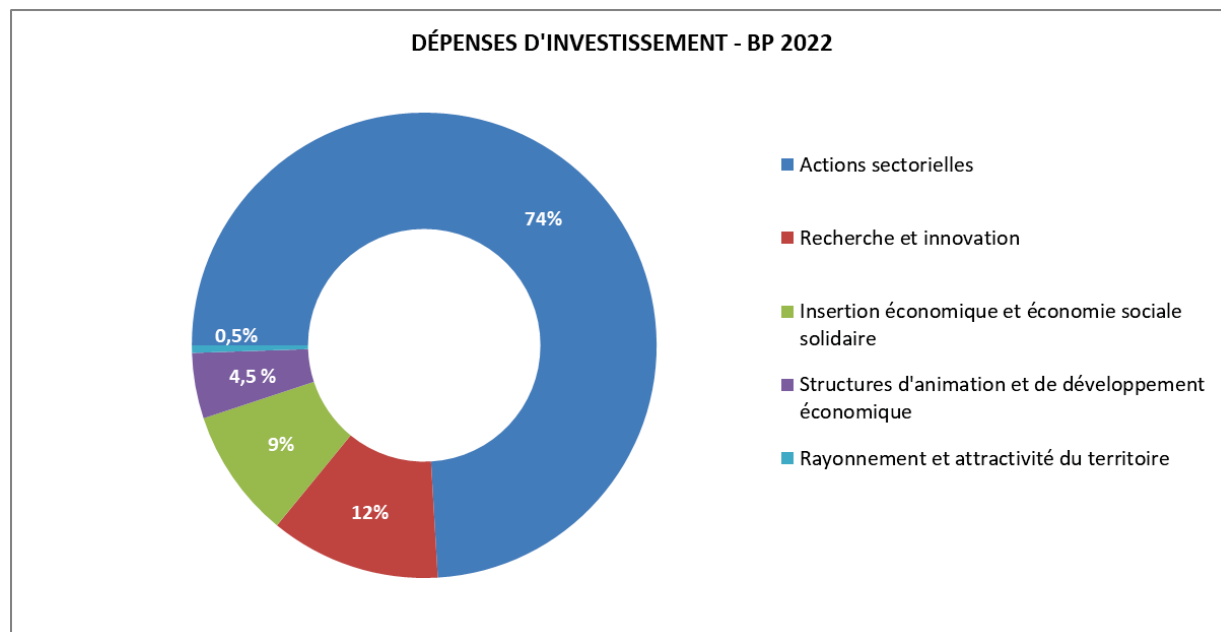
Focus sur l'évaluation climat du budget au titre de l'action économique

Cet axe porte sur le développement de l'économie locale et le soutien aux acteurs de l'innovation. L'essentiel des dépenses est considéré comme « neutre », s'agissant d'aides financières aux commerçants et structures de soutien à l'emploi local. Les investissements classés comme « très favorable » concernent tout particulièrement le développement de l'économie verte locale : transition écologique, agriculture urbaine, alimentation durable, etc. Les dépenses « défavorable » concernent en particulier les illuminations de Noël pour lesquelles le soutien n'est pas conditionné à une quelconque efficacité ou à une part renouvelable.

SECTION D'INVESTISSEMENT

Dépenses

L'investissement pour l'action économique représente 46,1 M€ au BP 2022, soit une baisse de 9,4 M€ par rapport au BP 2021.



34,1 M€ sont dédiés aux **actions sectorielles** en faveur de l'industrie, des commerces, de l'artisanat et du développement touristique, soit une hausse de 9,9 M€ par rapport au BP 2021.

Les dépenses de modernisation et de développement des **commerces et marchés** parisiens augmentent significativement, pour atteindre 27,1 M€ en 2022, contre 8,5 M€ au BP 2021.

Cette hausse est due à l'inscription de 23,3 M€ en prévision d'un éventuel rachat par la Ville de locaux culturels, dans le cadre du contrat relatif au dispositif « Vital'Quartier 2 ». 1,2 M€ est également inscrit au titre du contrat de revitalisation artisanale et commerciale passé avec la Semaest.

0,9 M€ est dédié aux travaux d'aménagement liés aux puces de la Porte de Montreuil. En outre, l'entretien courant des marchés de quartier est doté de 0,9 M€, 0,6 M€ est prévu plus spécifiquement pour le marché aux fleurs de l'Île de la Cité.

Par ailleurs, le dispositif « Redémarrer autrement » ayant pris fin en 2021, les crédits inscrits (6 M€) ne sont pas reconduits en 2022.

2,4 M€ sont destinés au secteur du **tourisme**, en diminution de 4,1 M€ en raison du transfert du fonds de soutien et d'avenir au tourisme, considéré comme une opération financière et donc non ventilable (voir Partie II sur les opérations non ventilables). Au sein de ce montant, 1,5 M€ est alloué à la transition durable du tourisme. 0,7 M€ est versé au Centre National de la Musique sous forme de subventions visant à financer des travaux dans les salles de spectacles, cafés-concerts, cabarets et discothèques. Enfin, 0,2 M€ est destiné à des appels à projets visant à améliorer l'accueil des visiteurs sur des sites touristiques très fréquentés.

4,3 M€ sont inscrits pour des projets en lien avec **l'alimentation et l'agriculture urbaine durables**.

1,3 M€ est consacré aux restaurants et épiceries durables (0,9 M€) et aux lieux de transformation alimentaire (0,4 M€) pour favoriser leur implantation sur le territoire parisien. 0,3 M€ est en outre consacré au développement de la logistique des circuits courts.

2,7 M€ sont consacrés à l'agriculture urbaine durable avec notamment des subventions versées à des projets d'agriculture urbaine ou favorisant l'alimentation durable (1,7 M€). 0,4 M€ est consacré au renouveau de la Ferme de Paris et 0,2 M€ pour des projets de potagers dans les bois de Vincennes et de Boulogne. Enfin, le BP 2022 prévoit 0,4 M€ pour financer des actions en faveur de la sortie du plastique.

Les crédits inscrits au titre du soutien à **l'industrie et à l'artisanat** représentent 0,3 M€ (contre 2,9 M€ en 2021), en raison notamment de l'extinction des mesures de soutien accordées dans le cadre du plan de relance adopté en juillet 2020. Ces dépenses sont constituées notamment de subventions versées dans le cadre du plan de soutien « librairies, disquaires et galeries » (0,3 M€), en baisse de 1 M€ du fait du tarissement progressif du plan initié en 2019, défini pour une durée de 3 ans.

5,5 M€ sont consacrés à **la recherche et à l'innovation**, soit une baisse de 8 M€ par rapport au BP 2021. Cette baisse s'explique notamment par l'achèvement du projet visant à créer des logements pour les chercheurs. Concernant le domaine de la **recherche**, les crédits inscrits s'élèvent à 5 M€ (contre 9,2 M€ en 2021). 1 M€ est destiné au fonds de soutien à la recherche, stable par rapport au BP 2021. S'ajoutent 4 M€ pour le financement du programme « Émergences », qui soutient les projets de recherche innovants présentés par de jeunes chercheurs.

Concernant **l'innovation**, des subventions à hauteur de 0,5 M€ sont prévues pour l'école de création numérique TUMO (0,3 M€) et pour son extension au sein de l'Académie du Climat, qui a ouvert ses portes en septembre 2021 (0,2 M€). Les dispositifs d'expérimentation, dans le cadre du projet Ville intelligente, prévus au BP 2021 à hauteur de 4 M€, ne sont pas renouvelés en 2022.

2,1 M€ sont prévus pour les **structures d'animation et de développement économique**, en baisse de 6,4 M€ par rapport au BP 2021, du fait de la diminution de l'enveloppe consacrée aux pépinières et aux projets immobiliers innovants (4 M€ au BP 2021), dont l'essentiel a d'ores et déjà été réalisé en 2021.

Ces investissements regroupent 1,2 M€ pour le fonds de soutien aux entreprises innovantes et 0,5 M€ pour les projets collaboratifs d'innovation. Ces dépenses diminuent de 2,3 M€ par rapport au BP 2021 du fait du financement de l'innovation *via* d'autres dispositifs. 0,4 M€ est également prévu pour le subventionnement de l'agence d'innovation Paris Région Lab.

L'insertion économique et l'économie sociale et solidaire se voient consacrer **4,1 M€**, en baisse de 1,8 M€ par rapport au BP 2021.

2 M€ sont consacrés aux dépenses d'entretien et de rénovation de la Bourse du Travail, soit une hausse de 1,6 M€, afin de poursuivre les travaux.

0,4 M€ est inscrit dans le cadre du programme « Fabriquer à Paris » pour le développement de lieux de production locale. 0,8 M€ est consacré à la création de ressourceries et à l'accompagnement de la filière de la consigne et du réemploi. 0,2 M€ est dédié à l'achèvement des travaux de la Maison des Canaux (Maison de l'économie sociale et solidaire).

Les dispositifs dédiés à l'insertion économique et à la formation représentent 0,7 M€ au BP 2022, dont l'agriculture durable (0,3 M€), la formation numérique et le codage (0,3 M€), l'économie circulaire (0,1 M€) et les métiers mobilisés par les Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 (0,1 M€). Ce dernier dispositif diminue de 1,4 M€ par rapport au budget 2021, l'essentiel ayant été réalisé en 2021.

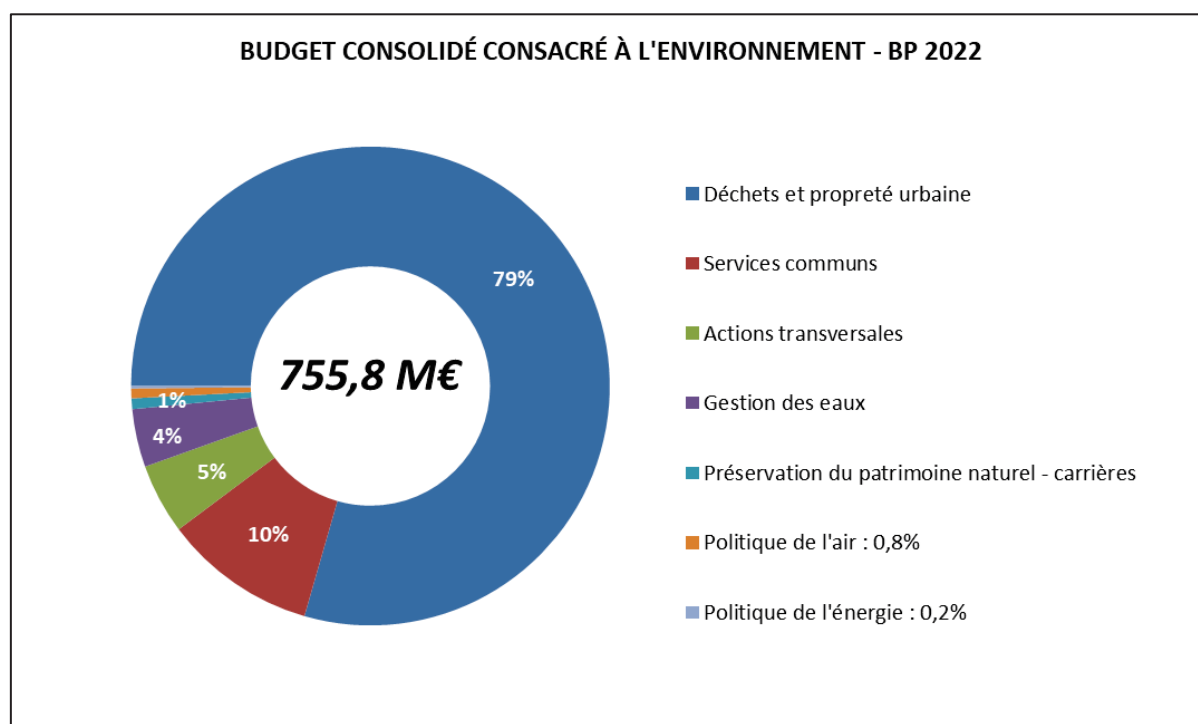
0,3 M€ est alloué au **rayonnement et à l'attractivité du territoire parisien et aux services communs**.

Ces crédits concernent principalement les dépenses relatives aux illuminations des Champs-Élysées ainsi qu'aux aménagements et kiosques dans les foires et espaces verts.

Recettes

Les recettes **en faveur de l'action économique** s'élèvent à 0,2 M€ au BP 2022. Ce montant est attendu dans le cadre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL) pour le financement des travaux de la Maison des canaux (Maison de l'économie sociale et solidaire).

7. Environnement



<i>en M€</i>	BP 2021	BP 2022
Dépenses de fonctionnement <i>dont masse salariale</i>	671,4 320,9	689,4 331,8
Dépenses d'investissement	48,1	66,3
Recettes de fonctionnement	723,3	730,4
Recettes d'investissement	7,0	0,1

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses

Le budget de fonctionnement consacré à l'environnement s'élève à 689,4 M€, dont 331,8 M€ au titre de la masse salariale.

L'engagement de la Ville de Paris pour la transition écologique et la lutte contre le dérèglement climatique se matérialise par la création d'une direction dédiée : la Direction de la transition écologique et du climat, qui sera opérationnelle au 1^{er} janvier 2022.

Elle sera constituée à sa création de 62,5 postes :

- 39,5 transferts de postes existants dans d'autres directions (notamment issus du Secrétariat général et de la Direction des espaces verts et de l'environnement) ;
- 23 créations de postes.

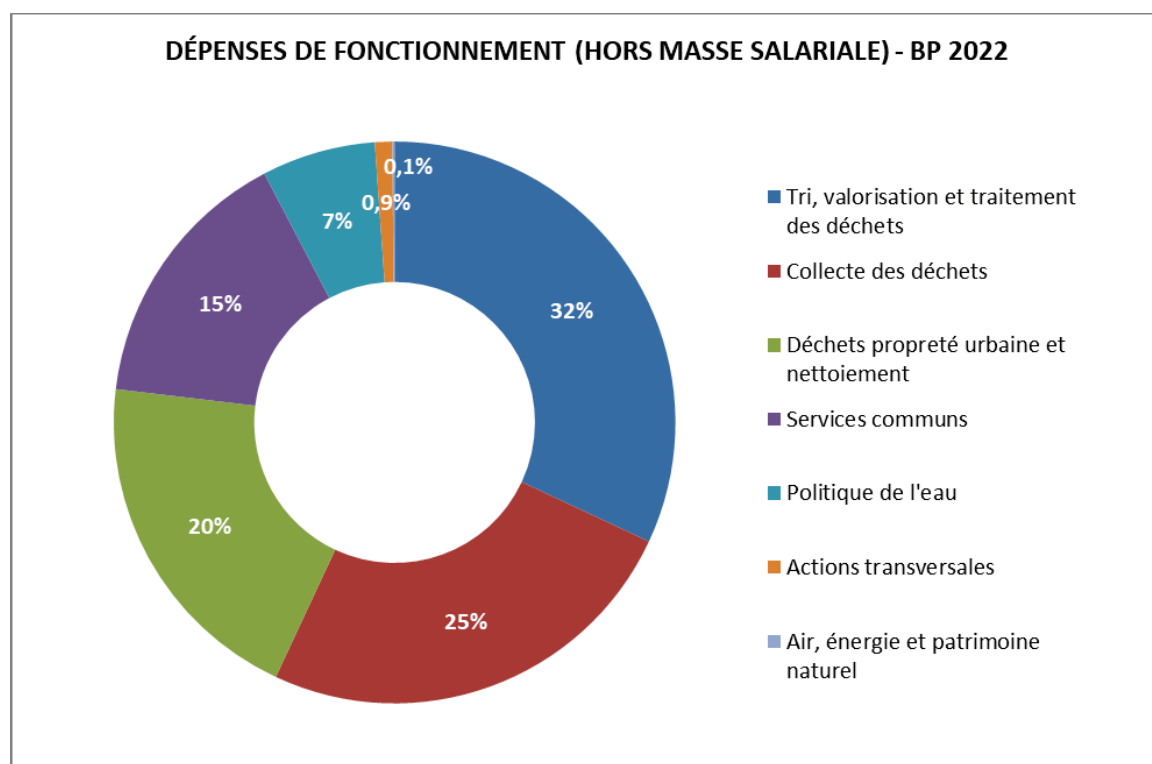
Par ailleurs, les équipes de terrain de la Direction de la propreté et de l'eau sont renforcées par la création de 18 postes d'éboueur pour les équipes « urgence propreté », 17 postes de conducteur et 9 postes de technicien des services opérationnels.

Toujours à la Direction de la propreté et de l'eau, 4 postes sont créés dans le cadre du plan de transformation numérique et système d'information propreté, 1 poste de référent reconversion est créé et 3 redéploiements sont opérés sur le budget annexe de l'assainissement.

1 poste d'ingénieur est créé à la Direction des espaces verts et de l'environnement, pour l'Agence d'écologie urbaine.

Au total, le solde de la fonction 7 s'établit à 109,5 postes.

Le budget de fonctionnement hors masse salariale s'établit à 357,6 M€, en hausse de 7 M€ par rapport au BP 2021.



➤ **Les dépenses dédiées à la collecte et la valorisation des déchets et à la propreté urbaine progressent de 3,5 %, soit +9,3 M€ par rapport au BP 2021, pour atteindre 275 M€.**

Le premier poste de dépenses concerne les **dépenses de tri, de valorisation et de traitement des déchets**, pour un montant de 114,3 M€, en hausse de 5,2 M€ par rapport au BP 2021. Il s'agit pour l'essentiel de la contribution versée au SYCTOM qui s'élève à 105 M€, en hausse de 4,6 M€ à la suite du relèvement des tarifs et de la prévision d'une augmentation de 10 % des tonnages des encombrants et des collectes sélectives. Les crédits consacrés aux espaces de tri progressent de 0,6 M€ pour atteindre 6,5 M€ en 2022, la fréquentation de ces espaces devant retrouver leur niveau de 2019. Enfin, le montant des crédits alloués au dispositif Trilib' pour couvrir les frais de collecte des stations reste stable à 2,8 M€ (montant correspondant à un parc de 300 stations en 2022).

L'inscription prévue pour la **collecte des déchets** représente 89,4 M€, en hausse de 2 M€ par rapport au BP 2021. Cette augmentation est portée par la progression des prestations de collecte privée des

ordures ménagères et des multi-matériaux (58,2 M€) pour tenir compte de la croissance des tonnages observée en 2021 (qui se répercutera sur les forfaits 2022). Par ailleurs, les nouveaux marchés en vigueur au second semestre prévoient une troisième collecte hebdomadaire des multi-matériaux, dont le coût sera absorbé par les prestataires.

Ces crédits financent également la collecte des corbeilles de rue (14,8 M€), la collecte du verre (10,1 M€), la mise à disposition de bacs de collecte (4,1 M€) et la collecte pneumatique (0,6 M€). Les dispositifs de collecte en porte-à-porte des bio-déchets dans trois arrondissements et sur les marchés alimentaires (1,7 M€) sont reconduits.

Les dépenses relatives aux **actions en matière de propreté** s'élèvent à 52,6 M€, en progression de 0,8 M€ par rapport au BP 2021. Elles incluent les contrats de prestation des sanisettes (20,2 M€, en baisse de 1,7 M€ à la suite de l'arrêt du dispositif de mise à disposition de gel hydro-alcoolique sur les sanisettes et les abris voyageurs), le nettoyage mécanique des chaussées (15 M€, en recul de 0,5 M€ pour tenir compte d'un recours accru aux services en régie), l'enlèvement des graffitis et la remise en peinture du mobilier urbain (6,8 M€, reconduisant ainsi l'inscription de 2,8 M€ au BP 2021 pour renforcer les actions de désaffichage), les autres prestations de propreté urbaine (6 M€, en augmentation de 1 M€ pour financer les besoins des marchés d'appui), le nettoyage des berges de Seine (2 M€, en hausse de 0,7 M€ notamment pour tenir compte du nouveau marché d'entretien des toilettes), les marchés de nettoyage assurés par des entreprises d'insertion dans les arrondissements (1 M€), ainsi que des actions de sensibilisation à la propreté (0,3 M€). Enfin, ces dépenses incluent également 1,3 M€ au titre des consommations d'eau non potable utilisée pour le nettoyage de la voirie, crédits précédemment inscrits à la direction de l'environnement et des espaces verts sur la fonction 5 « Aménagement. »

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des dépenses de marchés en matière de déchets et de propreté urbaine entre 2021 et 2022.

**Évolution des dépenses de marchés de collecte, de propreté et de tri, du BP 2021 au BP 2022
(en euros)**

Libellé	BP 2021	BP 2022 (Projet)	Évolution
Collecte des déchets	87 320 000	89 350 000	2,3%
Propreté urbaine (nettoyement mécanique, dégraffitage,...)	29 517 095	30 760 000	4,2%
Sanisettes	21 901 000	20 165 000	-7,9%
Autres (déchetterie, encombrants, trilib')	8 700 000	9 300 000	6,9%
Total marchés collecte et propreté	147 438 095	149 575 000	1,4%

Le périmètre de dépenses retenu par l'état spécial sur la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), annexé au BP 2022, est plus large que l'ensemble des dépenses mentionnées ci-dessus. Conformément aux dispositions adoptées en loi de finances 2019, l'état spécial pour 2022 retient, pour un montant de 587 M€, l'ensemble des dépenses suivantes :

- Les **dépenses de collecte proprement dites** : **269,7 M€** qui valorisent les dépenses de fonctionnement et d'investissement de la DPE contribuant à la collecte, masse salariale incluse ;
- Les **dépenses de traitement des déchets** : **105 M€** correspondant à la contribution versée par la Ville au SYCTOM ;

- Les **dépenses de nettoyage de l'espace public : 212,3 M€** qui concernent les dépenses de fonctionnement et d'investissement de la DPE contribuant à la propreté urbaine, masse salariale incluse.

En revanche, d'autres dépenses qui contribuent au service de collecte et de propreté de la Ville ne sont pas intégrées à cet état annexe car elles ne sont pas budgétairement portées par la direction de la propreté et de l'eau (DPE). Il s'agit notamment des dépenses d'habillement des agents de la DPE ; de fluides des équipements et bâtiments de la DPE (électricité, chauffage urbain, gaz, eau, combustibles) ; de location des parkings et des baux de la DPE ou encore les dépenses de masse salariale des services support lorsqu'une partie de leur activité est directement en lien avec le fonctionnement de la DPE. Le 22 octobre 2021, le Conseil d'État a rendu un arrêt qui permet aux collectivités locales d'intégrer, dans les dépenses couvertes par la TEOM, la quote-part de leurs frais généraux qui est en rapport avec la gestion des déchets. Cette décision permet notamment d'intégrer les dépenses précédemment citées à l'état annexe de la TEOM – taxe de balayage. La Ville de Paris conduit actuellement une étude pour tirer les conséquences de cette récente décision du Conseil d'État sur le périmètre des dépenses retenues dans l'annexe budgétaire concernée.

18,8 M€ sont consacrés aux services fonctionnels de la propreté, dont 10,8 M€ pour l'entretien et la maintenance des véhicules de transport (+0,8 M€), et 8 M€ pour l'outillage, les équipements ainsi que les locaux et terrains (+0,5 M€).

Territorialisation de la propreté

Le BP 2022 sera celui de la territorialisation des moyens de la propreté. D'ores et déjà l'état des moyens consacrés à la propreté a été transmis aux Maires d'arrondissement pour leur permettre de les mobiliser en fonction de leurs priorités, dans le cadre de l'élaboration de feuilles de route territoriales de la propreté. Ce travail d'objectivation des moyens répartis dans chaque arrondissement, notamment les moyens centraux de la propreté dédiés à plusieurs arrondissement voire à tout Paris, se poursuivra en 2022

En plus de ce travail de connaissance précise et de programmation des moyens, humains, matériels et financiers de l'ensemble des moyens dédiés à la propreté dans le cadre de feuilles de route, une enveloppe budgétaire de 12 millions d'euros sera mise à la disposition des arrondissements. Il s'agit d'accroître la réactivité des interventions et leur ciblage. Les mairies d'arrondissement auront en effet la possibilité de commander différentes prestations de propreté (campagnes de dégraffitage, nettoyage mécanique de la chaussée, etc.) à partir d'un catalogue. 75 % de cette enveloppe sera répartie entre les arrondissements selon trois critères cumulatifs, la densité de population, les km de voiries et la présence de sites à affluence particulière (gares, sites touristiques, campus universitaires, commerces, etc.). 25 % de l'enveloppe seront entièrement dédiés aux quartiers populaires parisiens.

Les opérations « territorialisées » de nettoyage et de remise en état programmées à la demande des maires d'arrondissement seront poursuivies et amplifiées. Elles visent, à l'échelle d'un quartier, d'une rue, à réaliser plusieurs opérations simultanément, par les services de la Ville ou les prestataires. Les opérations « 24 heures » lancées à la rentrée 2020 permettent ainsi de cumuler sur une journée le nettoyage des tags, de l'affichage sauvage, la peinture du mobilier urbain, et des autres souillures au sol dans une même rue, un même quartier.

Par ailleurs, la proximité est renforcée par la mise en place de responsables de quartier chargés de veiller au bon entretien de l'espace public. Interlocuteurs au quotidien des Mairies d'arrondissement,

des acteurs locaux et des habitants, permettant visibilité, réactivité, en lien étroit avec toutes les directions de l'espace public, ils disposeront de leviers d'actions de proximité. 17 responsables de quartiers ont d'ores et déjà été déployés en octobre 2021.

Enfin, la réactivité sera encore améliorée, avec le doublement progressif des équipes « urgence propreté » permettant de traiter des situations d'urgence, en priorité celles signalées par les Mairies d'arrondissement et les signalements notamment via DansMaRue. Ce renforcement a été engagé dès l'année 2021 avec la mise en place de six équipes supplémentaires, et se poursuivra en 2022 et sur les années suivantes. L'ouverture d'ateliers l'après-midi permettra de renforcer le nettoyage des rues en après-midi et début de soirée. Cette plus forte réactivité sera aussi permise par une modernisation des moyens avec, pour priorité, l'accroissement du taux d'utilisation des engins au quotidien et la poursuite de la digitalisation (SI Nettoyement et DansMaRue) pour assurer une information en continu et donc une adaptabilité et une réactivité plus forte aux situations.

➤ **Les dépenses prévues pour les services communs de la fonction « environnement » s'élèvent à 54,2 M€**, en baisse de 0,9 M€ par rapport au BP 2021 : 53 M€ sont inscrits au titre des dépenses de fluides des bâtiments (-0,9 M€), 1,2 M€ pour les services support des directions.

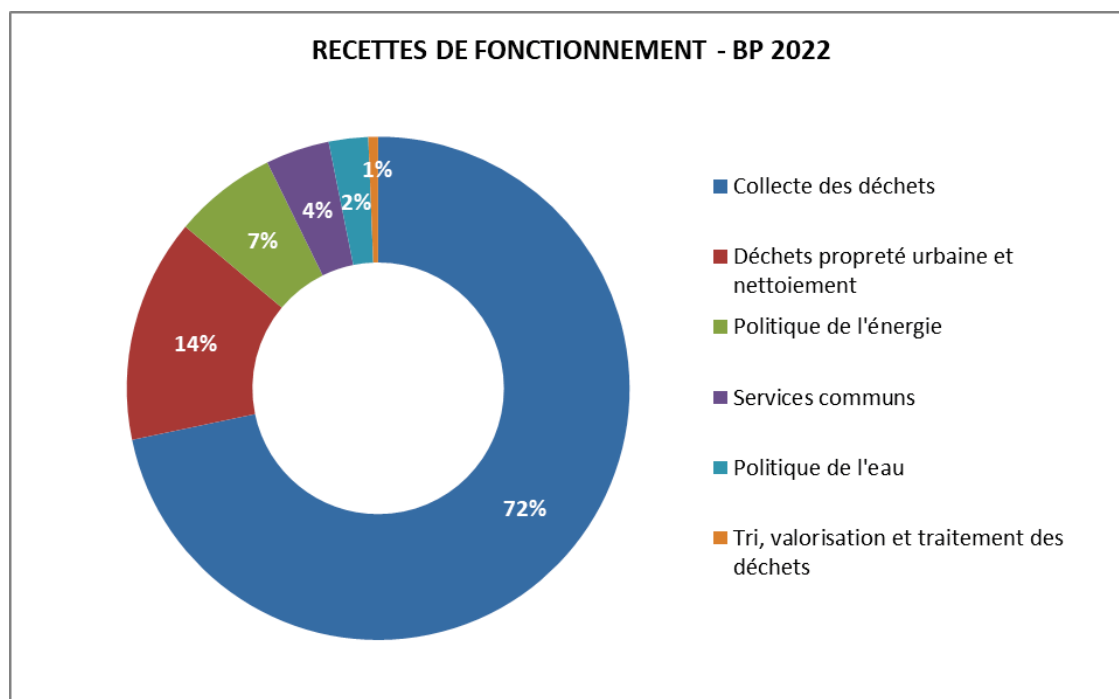
➤ **Les actions menées en matière de gestion des eaux représentent 23,4 M€ (-0,2 M€)**. La part la plus importante de ces crédits correspond à la contribution obligatoire du budget général au budget annexe de l'assainissement, au titre de la gestion des eaux pluviales. Celle-ci est reconduite au niveau du BP 2021, soit 20 M€. La contribution de la Ville au budget de fonctionnement de l'établissement public territorial de bassin Seine-Grands Lacs s'établit à 3,4 M€ (dont 2,25 M€ versés à la Métropole du Grand Paris dans le cadre du transfert de compétence GEMAPI.) Cette contribution est par ailleurs complétée par une inscription de 0,9 M€ en section d'investissement.

➤ **4,6 M€ sont également prévus pour les actions transverses** : 1,7 M€ au titre du plan local de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA) afin de renforcer la sensibilisation des Parisiennes et des Parisiens aux actions de recyclage, de tri et de valorisation des déchets, 1,7 M€ pour les actions financées dans le cadre du plan climat-air-énergie territorial (PCAET), et 0,2 M€ concernant le plan « Économie circulaire » dans les espaces verts. Par ailleurs, une enveloppe de 1 M€ sera consacrée à la prospective et la résilience pour financer des études et partenariats.

➤ **Enfin, la politique de l'énergie mobilise 0,4 M€** de crédits d'études au BP 2022, en baisse de 0,8 M€ par rapport au BP 2021 en raison du financement des prestations d'audit et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le renouvellement de la concession du réseau de chaleur sur l'exercice 2021.

Recettes

Les recettes de fonctionnement inscrites au titre de l'environnement s'établissent à 730,4 M€ au BP 2022, en progression de 1 % (+ 7 M€) par rapport au BP 2021.



➤ **Les recettes relatives aux déchets et à la propreté s'élèvent à 633,1 M€, en progression de 2,9 M€ par rapport au BP 2021.**

En leur sein, les recettes liées à la **collecte de déchets** représentent **523,6 M€**, dont 504,5 M€ au titre de la **taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)**, en hausse de 3,7 M€ par rapport au BP 2021 sous l'effet de l'évolution naturelle des bases fiscales. Le produit de la **redevance relative aux déchets non ménagers (DNM)** s'établit à 18,7 M€, en baisse de 0,3 M€ par rapport au BP 2021. S'y ajoutent également les recettes relatives aux **autres prestations de collecte** pour 0,4 M€ concernant notamment la mise à disposition de conteneurs.

Les recettes concernant la propreté urbaine et le nettoyage atteignent **104,8 M€ (+0,5 M€)**, dont 104 M€ au titre de la **taxe de balayage** et 0,8 M€ au titre des **autres prestations de propreté urbaine**, principalement liées au désaffichage (+0,5 M€).

4,5 M€ sont prévus en recettes **au titre du tri et de la valorisation des déchets**, soit une baisse de 1 M€ par rapport à 2021, en lien notamment avec la fin de plusieurs dispositifs de soutien financier du SYCTOM.

Enfin, **0,1 M€** est prévu en revenus des immeubles pour les **locaux et terrains**.

➤ **La politique de l'énergie représente 46,7 M€ de recettes**, en hausse de 4,5 M€ par rapport au BP 2021 sous l'effet du renouvellement de la concession froid. Ce nouveau contrat générera également en 2022 des flux équilibrés en dépenses/recettes à hauteur de 192 M€ (correspondant au montant de l'indemnité de fin de contrat compensée par le versement d'un droit d'entrée). Ces recettes regroupent les redevances des concessions de gaz et d'électricité (31,3 M€) et de réseau de chaleur et de froid (15,4 M€).

➤ **30 M€** sont prévus en recettes concernant les services communs, principalement au titre des **fluides des bâtiments** (29,8 M€), correspondant au remboursement effectué par les états spéciaux d'arrondissement.

➤ **Les recettes inscrites au titre des actions en matière de gestion des eaux représentent 18,5 M€**, en baisse de 0,5 M€. Elles se composent du remboursement des dépenses pour le personnel mis à disposition du **Syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne** (SIAAP) et de l'Institution interdépartementale des barrages-réservoirs du bassin de la Seine (EPTB Seine-Grands Lacs) à hauteur de 5,2 M€ (en baisse de 0,8 M€ par rapport à 2021), des remboursements de frais versés par les **budgets annexes de l'assainissement et de l'eau**, pour 7,7 M€, et des redevances versées par **Eau de Paris**, pour 5,6 M€ (+0,3 M€).

➤ **Les carrières représentent une recette de 1,7 M€**, stable par rapport au montant 2021, constituée par les participations des communes et départements aux charges de fonctionnement, ainsi que la facturation de cartes et renseignements.

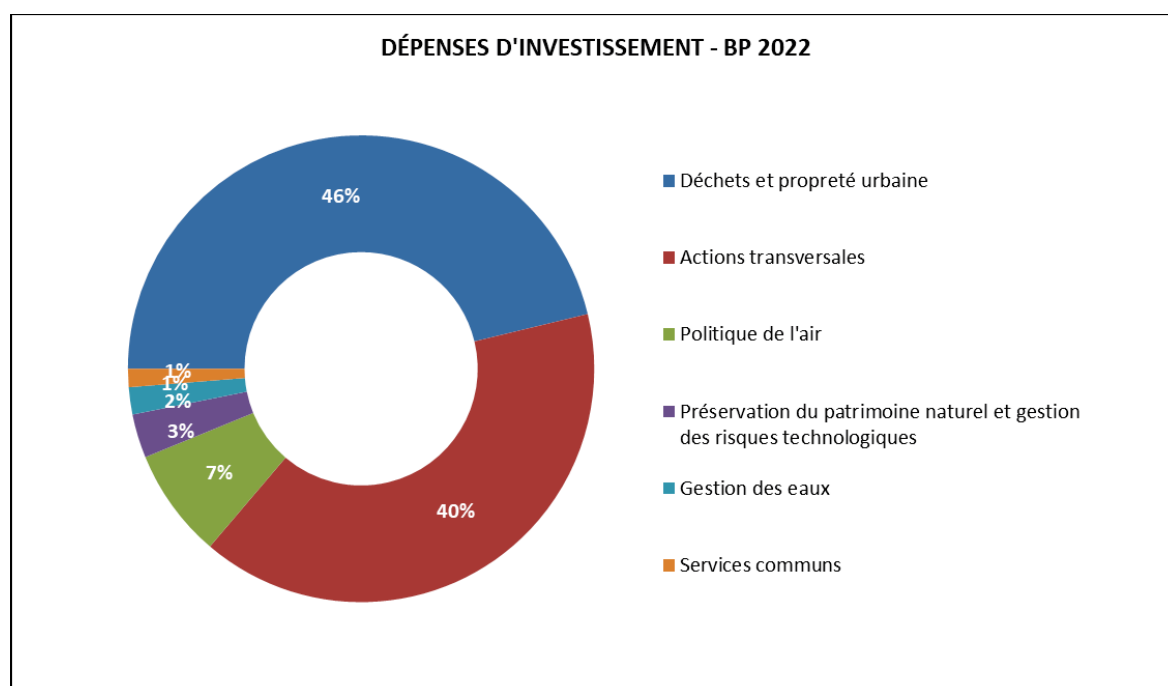
➤ Enfin, une recette de **0,3 M€** est inscrite au titre du **Plan Climat Air et Énergie Territorial** (cofinancements de l'ADEME et de l'Union Européenne)

Focus sur l'évaluation climat du budget au titre de l'environnement

La politique de propreté de la Ville vise à réduire le volume de déchets produits et à améliorer le traitement de ces derniers. Ainsi les investissements associés sont classés comme « très favorable », en particulier la conversion de la flotte de véhicules de propreté vers des motorisations moins carbonées ou le déploiement d'équipements favorisant la pratique du tri. En revanche la part des dépenses liées à la gestion des déchets par enfouissement est identifiée comme « défavorable ».

Les investissements d'amélioration de la performance énergétique du réseau d'éclairage public sont considérés comme « très favorable ». Les autres dépenses sur ce réseau sont pour leur part classées « neutre » au regard de l'aspect sécuritaire du bon fonctionnement de l'éclairage public. En matière de consommation énergétique des bâtiments de la Ville, la part verte du mix énergétique CPCU, ainsi que la consommation d'électricité et de biogaz sont considérées comme « très favorable », et la part carbonée du mix énergétique de la CPCU (6,7 M€), ainsi que les consommations de gaz (8,3 M€) comme « défavorable ».

SECTION D'INVESTISSEMENT



Dépenses

Au titre de la fonction « Environnement », 66,3 M€ de crédits d'investissement sont prévus au BP 2022, en hausse de 18,2 M€, par rapport au BP 2021.

La gestion des déchets et de la propreté urbaine représente 30,4 M€. Ce poste est en hausse de 4,1 M€ par rapport au BP 2021 (26,3 M€).

Le budget dédié à l'**acquisition de véhicules** s'élève à 8,5 M€, en repli de 6,9 M€ par rapport à 2021, après un cycle d'investissement de plusieurs années qui s'est traduit par la modernisation et la dédiélisation du parc.

6 M€ sont consacrés à l'**acquisition de nouvelles sanisettes** dans le cadre du déploiement du nouveau marché de sanitaires publics.

En outre, 5 M€ sont alloués au **tri, à la valorisation et au traitement des déchets**. 2,6 M€ sont consacrés au déploiement de stations Trilib'. 1,2 M€ est inscrit au titre de la collecte des déchets alimentaires et 0,9 M€ est prévu pour le soutien aux « recycleries », à la création et à l'entretien de centres de valorisation et d'apport des encombrants (CVAE) et notamment la fin des travaux de l'espace de tri - déchetterie Hyacinthe Vincent (14^e).

Le montant dédié au **plan garages** s'établit pour sa part à 3,2 M€. La diminution de ce budget par rapport au BP 2021 (- 2,6 M€) s'explique notamment par l'achèvement des travaux des garages Paris Sud-Ouest, de Clichy et d'Issy.

De plus, 3,9 M€ sont consacrés à la **rénovation des locaux et aux travaux de sécurité des bâtiments de le DPE**, 1,2 M€ à la **création d'un atelier de propreté dans la ZAC Saint-Vincent-de-Paul** et 1 M€ au **déploiement d'outils numériques pour l'amélioration de la collecte des déchets**.

Par ailleurs, 1,2 M€ sont dédiés à **l'installation de poubelles de tri sélectif**, au renouvellement du parc de poubelles de rue et à la collecte pneumatique.

Les actions transversales en faveur du Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) rassemblent **26,3 M€**, en progression de 11,8 M€ par rapport au BP 2021.

Ces crédits permettent la poursuite des **travaux de modernisation des centres thermiques** des bâtiments publics ainsi que des **travaux sur les ventilations** (13,8 M€ contre 13,5 M€ en 2021), des travaux de **remplacement de portes et fenêtres** (6 M€) et d'amélioration de la **performance énergétique** (4,5 M€). En outre, 0,6 M€ est prévu pour de **nouveaux contrats de performance énergétique pour les écoles et collèges**.

Enfin, 0,3 M€ est prévu pour des études sur la **résurgence de la Bièvre**, 0,5 M€ pour **Paris Frais**, projet visant à rafraîchir Paris et à lutter contre les îlots de chaleur, 0,4 M€ pour la création d'un **Fonds social d'aide aux petits travaux de maîtrise de l'énergie** et 0,3 M€ pour la création d'un **Service Local d'Intervention pour la Maîtrise de l'Énergie**.

5 M€ sont inscrits au titre des actions en faveur de la **politique de l'air**.

Cette inscription correspond aux aides versées par la Ville pour le développement de véhicules propres, dans le cadre du PCAET et du plan « qualité de l'air » (PQA) de la Ville de Paris, lequel prévoit, notamment, des aides financières à destination des particuliers et des professionnels. Cette inscription est en hausse de 2 M€ par rapport au BP 2021, du fait de la demande croissante des usagers.

Comme en 2021, la **préservation du patrimoine naturel et la gestion des risques technologiques** se voit consacrer **2 M€**, au titre de l'entretien des carrières.

Les **actions en faveur de la gestion de l'eau** représentent **1,2 M€**.

Ces crédits concernent le versement d'une subvention à l'Établissement public territorial de bassin Seine-Grands Lacs (0,9 M€) et la conversion de l'arrosage des jardins à l'eau non potable (0,3 M€)

0,8 M€ est alloué pour l'équipement des **services communs**.

Enfin, **0,5 M€** est consacré à **l'expérimentation de production d'énergie renouvelable**.

Recettes

Au titre des recettes d'investissement, 0,1 M€ est prévu au BP 2022 au titre de la fonction « Environnement », en baisse de 6,9 M€ par rapport au BP 2021. Considérant qu'en 2021 les cofinancements de l'État n'ont pas été à la hauteur des enjeux, malgré l'ampleur du plan de relance européen, les cofinancements attendus, sur ce périmètre, ne sont pas reconduits en 2022.

Transition écologique : création de la direction de la Transition écologique et du Climat (DTEC)

Alors que les événements extrêmes liés aux changements climatiques se multiplient dans le monde, la Ville de Paris a souhaité créer une nouvelle direction dédiée à la transition écologique et au climat. La DTEC a ainsi vocation à réussir l'accélération de la transition écologique, pour répondre au défi du changement climatique et de ses impacts socio-écologiques.

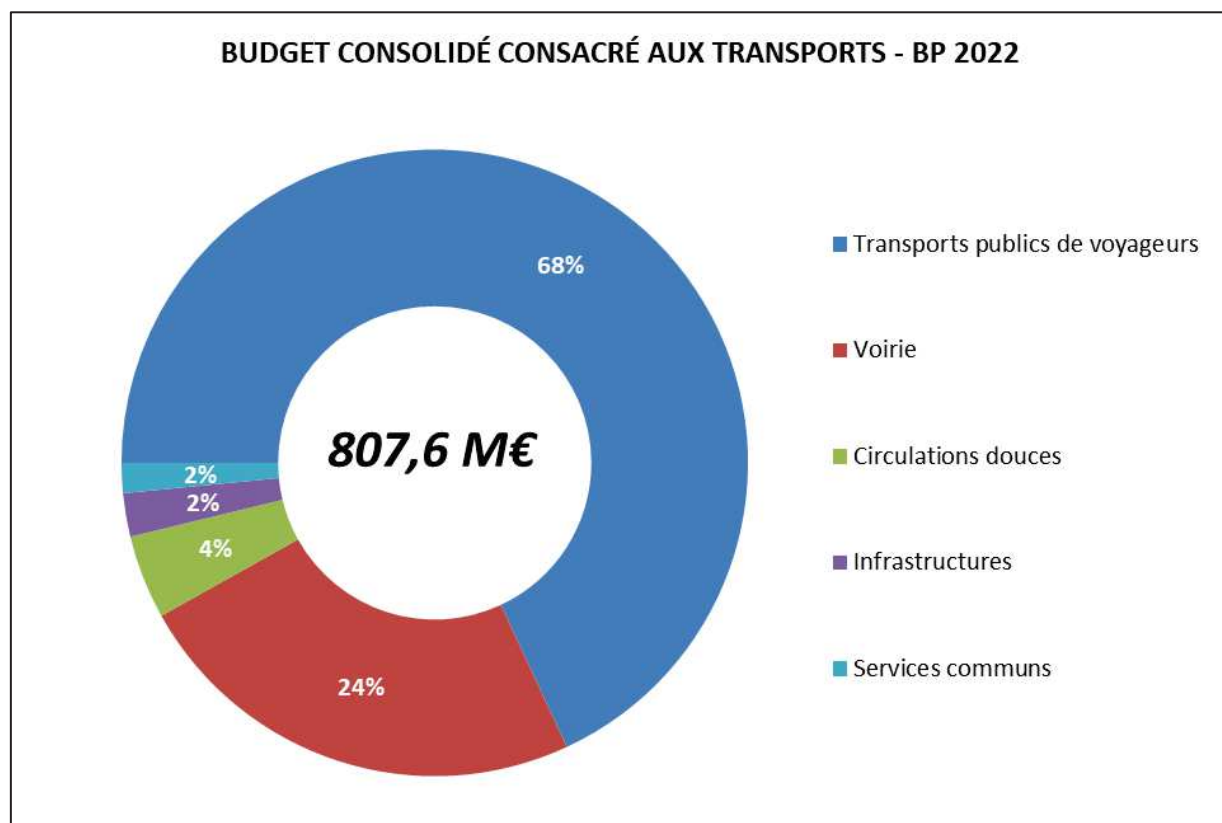
La DTEC sera organisée en 6 pôles :

- le **pôle climat** chargé de coordonner les actions de la Ville afin de lui permettre d'atteindre l'objectif de neutralité carbone à l'horizon 2050 et d'adapter le territoire aux changements climatiques, fixé par le Plan Climat ;
- le **pôle résilience, recherche et prospective** jouera un rôle de tête chercheuse au service de la Ville sur les enjeux de la transition socio-écologique ;
- le **pôle énergie** coordonnera les actions engagées par Paris afin de réduire sa consommation énergétique, de déployer une stratégie en faveur de la montée en puissance des énergies renouvelables, et de lutter contre la précarité énergétique ;
- le **pôle qualité de l'environnement** sera en charge des sujets de qualité de l'air, d'amélioration de l'environnement sonore et de lutte contre toutes les pollutions (sols, ondes, lumière...) ;
- le **pôle développement durable, coordination des expertises environnementales et évaluation des projets** animera le réseau développement durable de la Ville et développera une fonction d'expertise et d'évaluation des projets au regard des critères du climat et de la biodiversité ;
- le **pôle eau, Seine et sortie du plastique à usage unique** contribuera à piloter la politique de l'eau dans la Ville ainsi que la stratégie de sortie du plastique à usage unique.

Direction-ressource, au sein du pôle qualité de l'action publique, celle-ci sera amenée à travailler étroitement avec l'ensemble des directions de la Ville et animera la transition écologique du territoire avec tous les partenaires de la Ville, les mairies d'arrondissement, les associations, les volontaires...

La DTEC disposera en 2022 d'un budget de 5,9 M€ en fonctionnement et 3,9 M€ en investissement, financé par des transferts de crédits depuis la direction de la propreté et de l'eau et la direction des espaces verts et de l'environnement notamment.

8. Transports



<i>en M€</i>	BP 2021	BP 2022
Dépenses de fonctionnement	620,2	641,0
<i>dont masse salariale</i>	69,9	71,6
Dépenses d'investissement	166,1	166,6
Recettes de fonctionnement	487,2	492,9
Recettes d'investissement	13,0	13,8

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses :

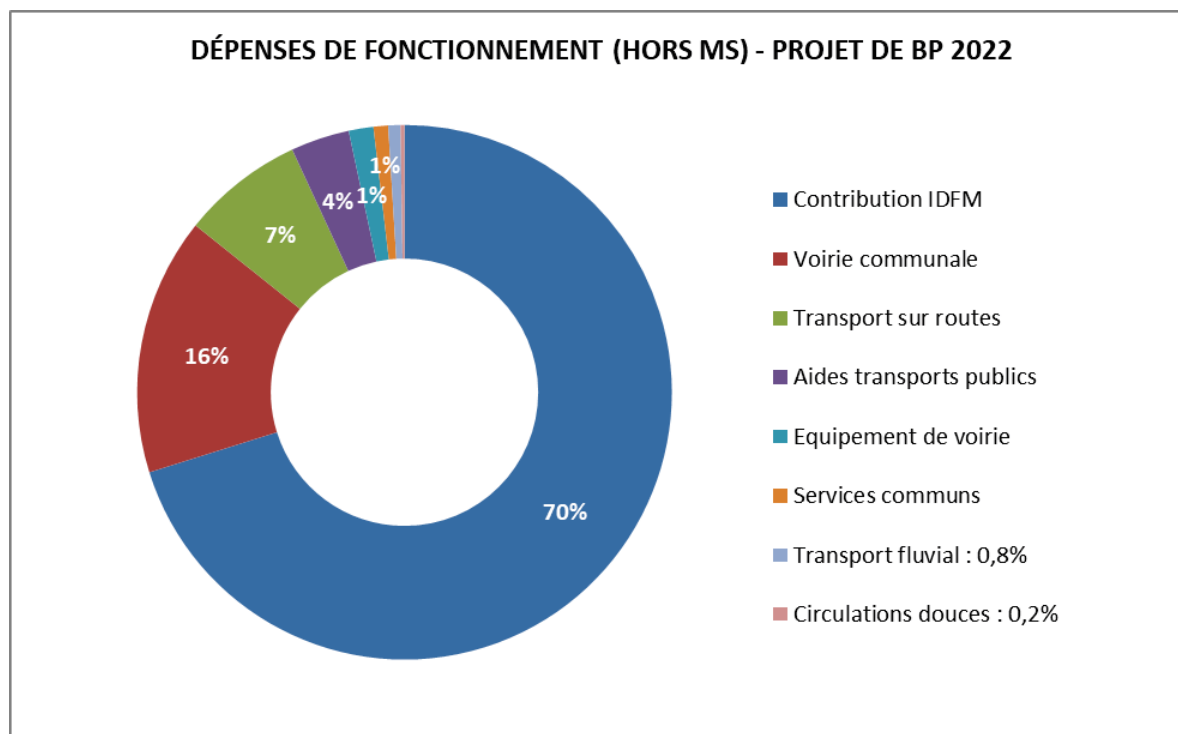
Le budget de fonctionnement consacré aux transports s'élève à 641 M€, en hausse de 20,8 M€ par rapport au BP 2021. Ce montant inclut 71,6 M€ au titre de la masse salariale.

A la Direction de la voirie et des déplacements, 12 postes sont créés :

- 6 postes de technicien supérieur pour la mise en œuvre de la démarche quartier ;
- 1 poste pour la mise en accessibilité des arrêts de bus ;
- 2 postes pour l'entretien des ouvrages d'arts dans les espaces verts ;
- 3 postes pour la mise en œuvre du marché de performance globale, ce qui porte (en plus des 6 créés en fonction 5) à 9 le total des effectifs dédiés à ce marché qui doit permettre le renouvellement de l'ensemble des feux tricolores et de l'éclairage public.

Le solde de la fonction 8 s'établit à + 12 postes.

Hors masse salariale, les dépenses de fonctionnement au titre des transports représentent 569,4 M€, en hausse de 19,1 M€ par rapport au BP 2021.



➤ **La contribution à Ile-de-France Mobilités (IDFM) demeure le principal poste de dépenses avec une inscription de 399,3 M€, en progression de 3,3 M€ par rapport au BP 2021 (+0,8 %).** Ce montant correspond à la contribution notifiée pour l'année 2021, dans l'attente du vote du budget 2022 par le conseil d'administration d'IDFM.

➤ **Les dépenses qui ont trait à la voirie communale s'élèvent à 88,6 M€ au BP 2022, en hausse de 17,9 M€ par rapport au BP 2021**

Les dépenses relatives au **stationnement de surface** atteignent 40,2 M€, en repli de 2 M€. Parmi celles-ci, les dépenses de fourrière représentent 8 M€, en recul de 3,8 M€ par rapport au BP 2021 sous l'effet de l'entrée en vigueur des nouveaux marchés dont les prix unitaires sont inférieurs de 35 % par rapport aux marchés actuels. Les dépenses liées au contrôle du stationnement payant s'élèvent à 17 M€, en hausse de 2 M€ notamment pour prendre en compte l'instauration du contrôle des deux-roues motorisées. Les dépenses liées aux forfaits post stationnement, qui concernent principalement le traitement des recours déposés par les usagers, se stabilisent à 5,5 M€. En outre, les dépenses relatives aux moyens de paiement du stationnement (maintenance des horodateurs, terminaux de cartes bleues, paiement mobile) s'établissent à 6,7 M€ (-0,7 M€). Enfin, les dépenses de mise à disposition d'emplacements de stationnement dans les parkings pour les autocars de tourisme progressent de 0,5 M€, à 3 M€, en lien avec la reprise attendue de la fréquentation touristique.

Par ailleurs, les **dépenses relatives au patrimoine de voirie** représentent 23 M€, en hausse de 3,7 M€ par rapport au BP 2021 (+19 %). Conformément aux priorités de la mandature, les crédits consacrés à l'entretien de la voirie progressent notamment de 30 % (+4,5 M€) pour atteindre 15 M€ : 7 M€ pour les chaussées-trottoirs, 3,5 M€ pour la signalisation, et 4,5 M€ pour les réfections effectuées à la suite des dégradations causées par des tiers non identifiés. Les dépenses consacrées à l'entretien des équipements sur voie publique (0,3 M€) sont en diminution de 0,7 M€ à la suite de l'entrée en vigueur du nouveau contrat de concession des bornes de recharge pour véhicules électriques (BRVE). Les autres dépenses sont stables : 1,8 M€ pour la maintenance des tunnels, 1,5 M€ pour l'achat de fournitures de voirie, 1,4 M€ pour l'entretien de voirie délégué, 1,2 M€ pour l'exploitation du boulevard périphérique, 0,9 M€ pour le fonctionnement du centre de maintenance et d'approvisionnement et du laboratoire de l'espace public, et 0,9 M€ d'autres dépenses (voirie des berges, mise à jour des plans de voirie, comptes de tiers).

Enfin, les dépenses liées au **stationnement concédé** représentent 25,4 M€, en hausse de 16,2 M€ par rapport au BP 2021. Ce poste, qui regroupe les crédits afférents à la gestion des parcs de stationnement exploités par des concessionnaires, est affecté par l'indemnisation à verser à la suite de la résiliation de la concession du parking Notre-Dame estimée à 14 M€, ainsi que par l'augmentation des taxes additionnelles de bureaux et des surfaces de stationnement.

➤ **Les dépenses relatives aux moyens de transport sur route représentent 42 M€, en hausse de 3,6 M€.**

24,7 M€ sont prévus au titre de la participation au Syndicat Autolib' Vélib' Métropole (SAVM). Ainsi, 21,1 M€ sont inscrits au titre de la contribution au service Vélib' (+0,9 M€ liés au dernier avenant signé avec le délégataire pour améliorer la qualité du service et prendre en compte l'usage intensif des Vélib' électriques), 2,2 M€ au titre du financement de la part parisienne du socle de la provision pour contentieux dans le cadre de la résiliation du contrat Autolib', et 1,4 M€ au titre du remboursement de l'emprunt porté par le syndicat pour le déploiement des stations.

11 M€ sont dédiés aux transports pour les personnes à mobilité réduite (PAM), comme au BP 2021.

Enfin, 6,3 M€ sont consacrés aux lignes de bus « Traverses de Paris » cofinancées par la Ville et IDFM (+0,1 M€).

➤ **Les mesures favorisant la mobilité des jeunes Parisiennes et Parisiens s'élèvent à 20,2 M€ au BP 2022**, en baisse de 2,9 M€ par rapport au BP 2021 conformément au taux de recours constaté sur la campagne 2020-2021, et répartis sur les dispositifs suivants :

- 12,9 M€ pour le remboursement intégral du pass Imagin'R aux collégiens et lycéens ;
- 6,4 M€ pour le remboursement intégral du pass Imagin'R Junior aux écoliers de 4 à 11 ans ;
- 0,3 M€ pour le remboursement du pass Navigo aux jeunes Parisiennes et Parisiens de moins de 20 ans en situation de handicap ;
- 0,1 M€ pour le remboursement de l'abonnement Vélib' aux jeunes âgés de moins de 18 ans ;
- 0,5 M€ pour la contribution de la Ville au dispositif « Imagin'R scolaire » pour les élèves boursiers.

➤ **Les équipements de voirie représentent 8,5 M€ au BP 2022**, en baisse de 3,6 M€ par rapport au BP 2021. La majeure partie de ces dépenses (8 M€) concerne l'entretien de la signalisation lumineuse tricolore dans le cadre du marché de performance énergétique (en baisse de 3,7 M€, le

renouvellement de ce marché ayant entraîné le versement d'une avance de 4 M€ en 2021). Ce poste inclut également 0,5 M€ pour l'entretien du mobilier urbain (+0,1 M€).

➤ **Les dépenses concernant les haltes et infrastructures fluviales représentent 4,2 M€**, en hausse de 0,1 M€. L'entretien et l'exploitation des canaux représentent 2 M€, le paiement des taxes et contributions 2 M€, et les services communs 0,2 M€.

➤ **Les dépenses liées au maintien de la viabilité de la mobilité sur routes et trottoirs en période hivernale représentent 0,2 M€, comme au BP 2021.**

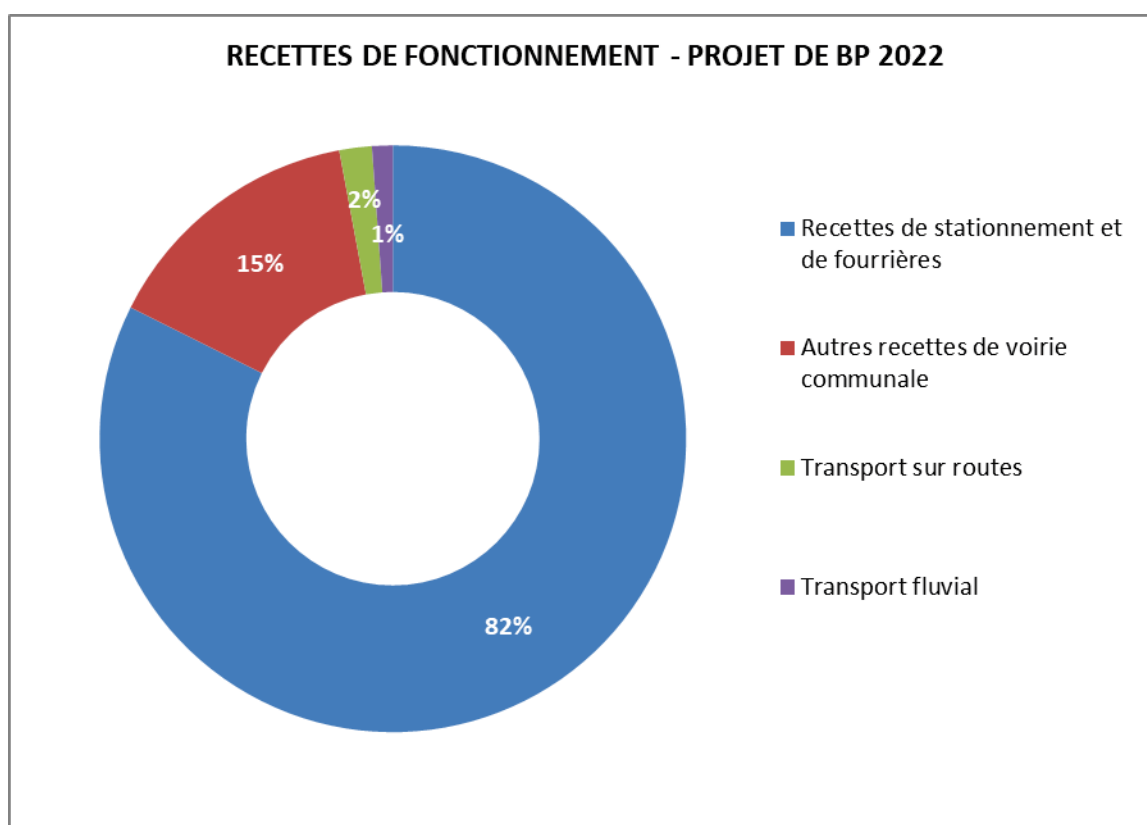
➤ **Les dépenses liées aux circulations douces atteignent 1,4 M€ au BP 2022**, dont 1,1 M€ consacrés au dispositif « Paris Respire ».

➤ **Les dépenses au titre des services communs s'élèvent à 5 M€ au BP 2022 (+0,8 M€)**

Elles comprennent notamment 1,8 M€ au titre des déplacements (prestations assurées par les transports automobiles municipaux et dépenses de carburant), 0,5 M€ pour les indemnités amiables, 0,4 M€ de subventions et cotisations, et 0,2 M€ pour l'information sur les chantiers. Les autres dépenses (charges immobilières, frais d'études, de maintenance, services support) s'élèvent à 2,1 M€.

Les recettes

Les recettes de fonctionnement liées aux transports représentent 492,9 M€, en hausse de 5,8 M€ par rapport au BP 2021.



➤ **Les recettes de voirie communale s'élèvent à 478,4 M€**, en progression de 5,8 M€ par rapport au BP 2021.

En leur sein, les recettes au titre du stationnement de surface s'établissent à 406 M€ (+0,6 M€).

Les recettes inscrites au titre du stationnement payant sont reconduites à hauteur de 379 M€, l'impact de la diminution du nombre de places étant compensé par les mesures adoptées à la suite des états généraux du stationnement (augmentations tarifaires, stationnement payant dans les bois et pour les deux-roues motorisés). Les premiers effets de cette réforme, notamment l'augmentation du tarif visiteurs afin d'inciter les usagers à choisir des modes de transports alternatifs à la voiture individuelle polluante et de permettre une meilleure rotation des véhicules, sont déjà constatés sur l'exécution 2021 : malgré la continuité de la crise sanitaire (confinement en début d'année et lente reprise du tourisme) et la neutralisation d'un nombre important de places de stationnement, les recettes de stationnement pourront cette année rattraper leur niveau de recettes précédant la crise.

Les recettes d'enlèvement de fourrières s'établissent à 27 M€, en hausse de 0,6 M€.

Les redevances de stationnement concédé atteignent 49,3 M€, en hausse de 2 M€ par rapport au BP 2021. Ce montant comprend le versement d'un droit d'entrée de 12,9 M€ dans le cadre du renouvellement de la DSP du parking Cardinet. À périmètre constant, les recettes de redevances sont en baisse de 10,9 M€, conséquence d'une reprise plus faible de l'activité des parcs dans le contexte sanitaire actuel.

Enfin, les recettes liées au patrimoine de voirie s'élèvent à 23,1 M€, en hausse de 3,2 M€ par rapport au BP 2021. Les droits d'occupation du domaine public (14,1 M€) progressent de 4,8 M€ à la suite de l'augmentation des tarifs d'occupation pour les transports de fonds et au déploiement de la concession des bornes de recharge pour véhicules électriques (BRVE), dont les recettes usagers disparaissent (1 M€ au BP 2021). Les redevances de stations-services (4,7 M€) diminuent de 0,6 M€. 3,2 M€ sont également inscrits au titre de l'activité du laboratoire de l'espace public de la Ville de Paris, ainsi que 1,1 M€ d'autres recettes (comptes de tiers, occupation des berges, vente de ferraille et de matériaux de voirie).

➤ **Les recettes relatives aux transports sur route et à la circulation s'établissent à 8,9 M€ au BP 2022 (-0,1 M€).**

Le produit relatif à l'activité de transport public PAM à destination des personnes à mobilité réduite est attendu comme en 2021 à 8,3 M€.

La subvention d'IDFM pour l'exploitation des « Traverses de Paris » est reconduite à 0,5 M€, et les recettes de mise à disposition de données relatives à la circulation (0,1 M€) devraient reculer de 0,1 M€.

➤ **Enfin, les recettes générées par le transport fluvial restent stables à 5,6 M€.**

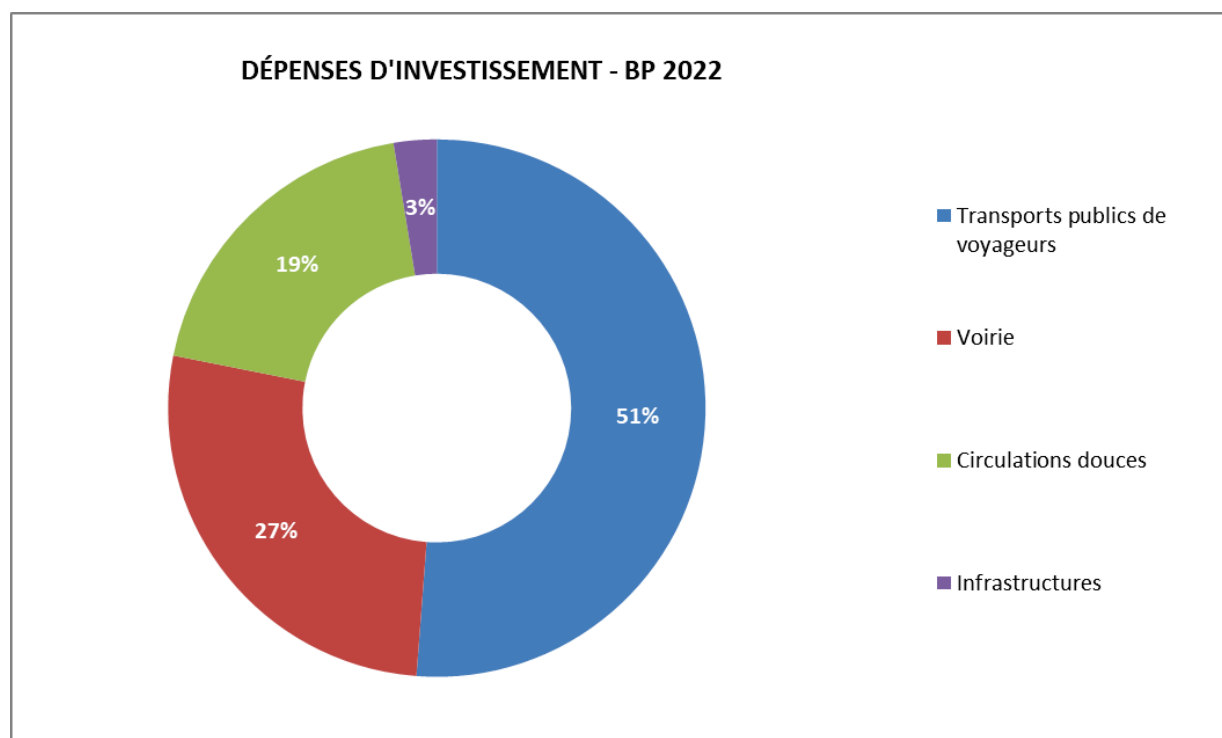
Elles sont constituées des remboursements et autres produits collectés par Eau de Paris (4,1 M€) et des droits de navigation et d'occupation du domaine public fluvial (1,5 M€).

Focus sur l'évaluation climat du budget au titre des transports

La politique municipale sur le transport a permis les gains les plus importants en matière de gaz à effet de serre ces 10 dernières années. Les programmes d'extension des lignes de métro et RER portés par cet axe sont classés « très favorable » tout comme la contribution de la Ville à IDFM pour le développement de transport collectifs ou encore les aides de la Ville favorisant leur usage (remboursement des pass Navigo pour les mineurs, seniors). La poursuite des efforts pour réduire la place de la voiture et favoriser les mobilités décarbonées contribue à classer au total près de 80 % des dépenses de cet axe en « favorable/très favorable ».

SECTION D'INVESTISSEMENT

Dépenses



166,6 M€ de crédits d'investissement sont dédiés aux transports contre 166,1 M€ en 2021.

La rubrique **transports publics de voyageurs**, qui regroupe les crédits alloués aux grands travaux d'extension du réseau de transports collectifs, s'élève à 85,2 M€ (contre 90,2 M€ au BP 2021).

Au sein de ce montant, 35,1 M€ sont mobilisés pour l'extension de la ligne de tramway T3, notamment entre la Porte d'Asnières et la Porte Maillot, en hausse de 15 M€ par rapport au BP 2021. 10,4 M€ sont prévus pour poursuivre les travaux de la ligne 14 après un investissement à hauteur de 29,7 M€ en 2021. L'exercice 2022 verra également la poursuite de l'adaptation des stations de métro de la ligne 11 (9 M€), du prolongement du RER EOLE (30 M€) et de la ligne du T9 reliant la Porte de Choisy à Orly (0,7 M€).

Les crédits d'investissement mobilisés en faveur des **circulations douces** s'élèvent à **32 M€**, soit une augmentation de 13,1 M€, afin de poursuivre la réalisation de nouvelles pistes cyclables dans le cadre du « Plan vélo pour une ville 100 % cyclable » (30 M€ contre 11 M€ au BP 2021) et l'installation

des bornes de stationnement de vélo (0,5 M€). 1 M€ est prévu pour la création de nouvelles « zones 30 ». 0,6 M€ est enfin mobilisé pour l'amélioration du cheminement des piétons et des personnes à mobilité réduite.

Les **dépenses de voirie** s'élèvent à **44,8 M€** et concernent l'entretien du patrimoine de voirie et des équipements de stationnement de surface, en diminution de 5,8 M€ par rapport au BP 2021.

15,4 M€ sont prévus pour les dépenses récurrentes d'entretien des chaussées, trottoirs et tapis, en diminution apparente par rapport au BP 2021. En effet, la hausse des crédits accordés au Plan Vélo (+ 9 M€) ou à la transformation des quartiers (+3,5 M€) embarque des dépenses auparavant comptabilisées dans cette rubrique. La mise en conformité des tunnels routiers se voit allouer 6,2 M€, et par ailleurs 11,3 M€ (soit 6,9 M€ de plus qu'au BP 2021) sont prévus pour l'entretien et l'exploitation du boulevard périphérique. 5,8 M€ sont dédiés aux ponts et ouvrages d'art, en hausse de 1,1 M€ par rapport au BP 2021. En matière de stationnement, 1 M€ est consacré à la modernisation des horodateurs et à l'amélioration des moyens de paiement dématérialisés, afin de diminuer la densité du parc d'horodateurs et les dépenses d'entretien qui y sont liées.

Les **infrastructures**, rassemblant les gares et les canaux, se voient consacrer **4,3 M€** contre 5,7 M€ en 2021. L'entretien des canaux et la mise aux normes des bâtiments liés aux canaux mobilisent 4 M€ au sein de ces crédits.

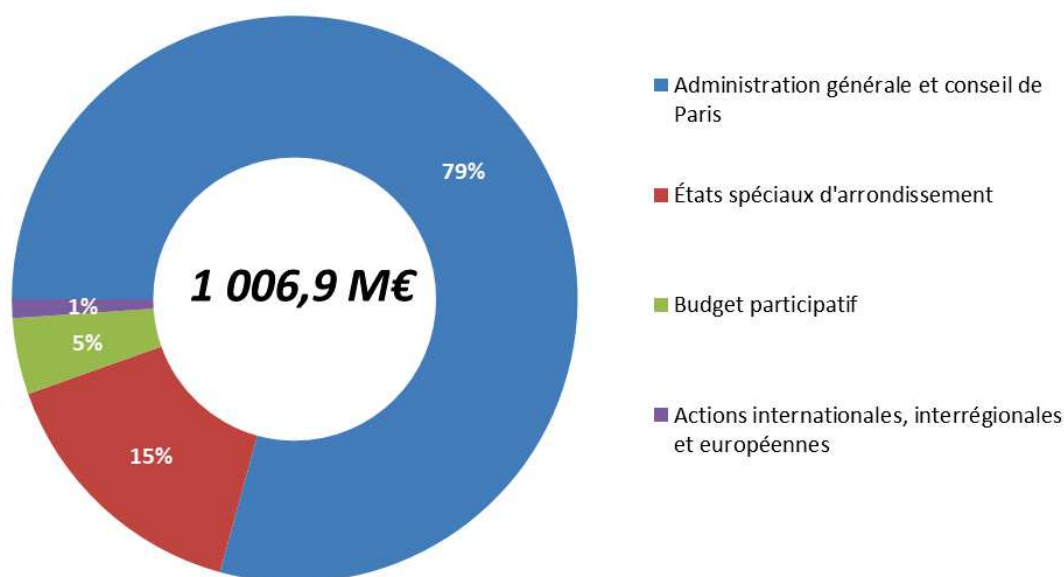
Enfin, les **services communs** sont dotés de **0,1 M€** pour les dépenses de mobilier de la DVD.

Recettes

13,8 M€ sont prévus pour les recettes d'investissement liées aux transports en 2022, en hausse de **0,8 M€ par rapport à 2021**, dont 4,7 M€ liés aux remboursements de travaux réalisés pour le compte de tiers et 4,7 M€ de subventions pour les projets de pistes.

9. Services généraux

BUDGET CONSOLIDÉ CONSACRÉ AUX SERVICES GÉNÉRAUX - BP 2022



<i>en M€</i>	BP 2021	BP 2022
Dépenses de fonctionnement	819,6	836
<i>dont masse salariale</i>	<i>410,8</i>	<i>410,9</i>
Dépenses d'investissement	178,6	170,9
Recettes de fonctionnement	188,4	185,8
Recettes d'investissement	7,3	1,0

La présente fiche retrace les crédits de la fonction services généraux ventilables par politique publique, notamment destinés à l'administration générale, à l'assemblée délibérante et aux états spéciaux d'arrondissements, à l'action internationale et à la gestion des fonds européens. Les crédits non ventilables, relatifs à la fiscalité et aux opérations financières, sont décrits dans la partie II du rapport.

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses

Au BP 2022, le budget de fonctionnement consacré aux services généraux représente 836 M€, dont 410,9 M€ de masse salariale. La hausse de 16,4 M€ par rapport au BP 2021 s'explique par l'inscription de 20 M€ au titre du fonds d'indemnisation des victimes de l'explosion rue de Trévise. Cette inscription fait suite à la délibération adoptée au Conseil de Paris de novembre 2021 qui prévoyait le provisionnement de 20 M€ sur le budget 2022 pour l'accompagnement et l'indemnisation des victimes de l'explosion de la rue de Trévise. Elle ne préjuge pas des sommes qui

pourraient être versées sur l'exercice 2021 conformément à l'engagement de la Ville de Paris de contribuer à l'indemnisation rapide si les conditions sont remplies.

Pour renforcer la fonction bâtiminaire, 11 postes sont créés à la Direction des constructions publiques et de l'architecture : 1 ingénieur pour le Plan de transformation numérique, 2 ingénieurs pour la Cellule maîtrise des risques, 1 technicien supérieur pour la section d'architecture des bâtiments administratifs, 6 techniciens supérieurs pour la section technique de l'énergie et du génie climatique et 1 technicien supérieur pour le bureau de prévention des risques professionnels.

8 postes sont créés à la Direction de la démocratie, des citoyen.ne.s et des territoires pour renforcer le service des relations aux usagers et le service des titres d'identité.

4 postes sont créés à la Direction des ressources humaines, 1 pour permettre la mise en place de l'indemnité de télétravail, 1 poste de renfort pour le Centre Mobilité Compétences, 1 poste de renfort pour le pôle aptitude, maladies, accidents et 1 poste pour l'organisation des élections professionnelles.

5 postes sont créés à la Direction des systèmes d'information et du numérique pour renforcer la sécurité du SI Ville et pour la constitution d'un pôle Data. Par ailleurs, 5 requalifications d'emplois de catégorie C en catégorie B sont opérées à la DSIN au service de l'assistance informatique de proximité (AIP).

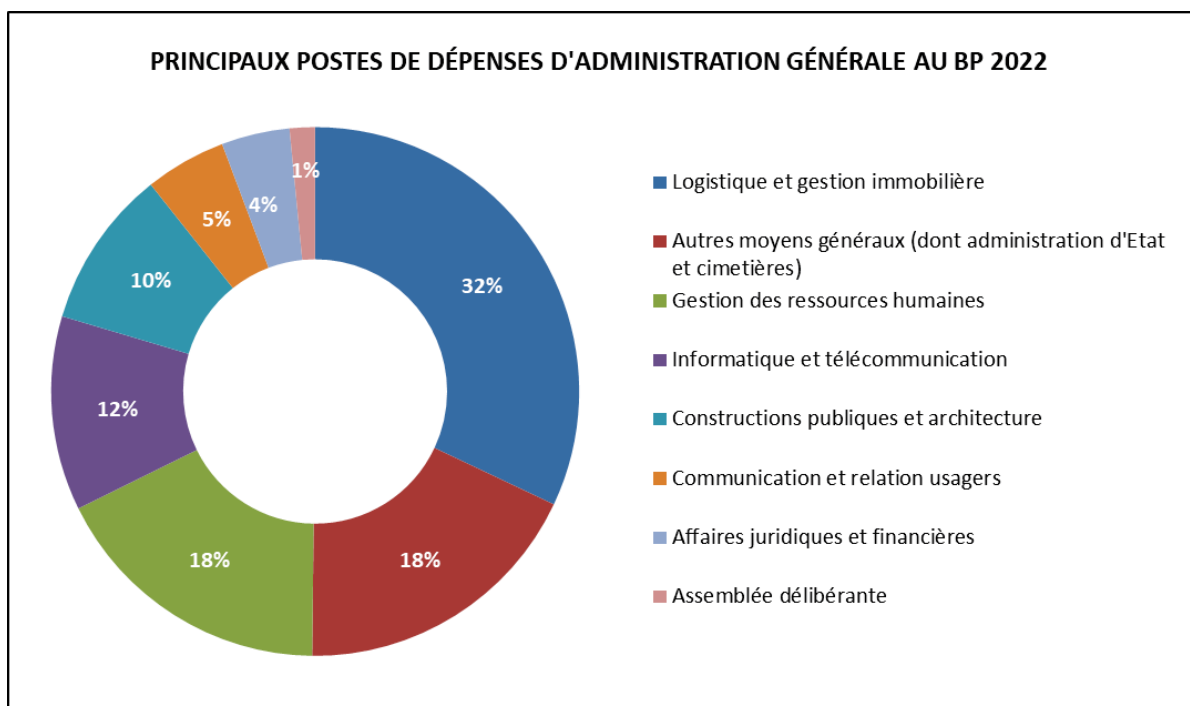
Le solde des créations de postes sur la fonction 0 est de +29.

Au total, avec 29 créations, - 1 redéploiement, un solde de transfert de - 14 et un solde des transformations de - 2, le solde de la fonction services généraux s'établit à + 12.

Hors masse salariale, **les crédits de fonctionnement consacrés aux services généraux atteignent 425,1 M€ au BP 2022** (+ 16,3 M€ par rapport au BP 2021) : 271,7 M€ pour les dépenses générales de l'administration, 148,6 M€ pour les états spéciaux d'arrondissement, et 4,8 M€ pour l'action internationale et interrégionale de la collectivité parisienne.

➤ **Dépenses générales de l'administration**

Hors masse salariale et États spéciaux d'arrondissement (ESA), le budget de fonctionnement consacré **aux dépenses générales de l'administration** s'élève à 271,7 M€, en hausse de 13,6 M€ par rapport au BP 2021.



Le premier poste de dépenses concerne la **logistique et la gestion immobilière**, à hauteur de 87 M€, en hausse de 1,1 M€ par rapport au BP 2021.

Les crédits consacrés aux **vêtements de travail et équipements de protections individuels des agents** (9,6 M€) progressent de 3,1 M€, dont 0,6 M€ dédiés aux primo-dotations des recrues de la police municipale parisienne. Les crédits relatifs à la **gestion immobilière** (loyers et charges des baux souscrits au titre des implantations administratives et taxes afférentes) s'élèvent à 56,5 M€, en baisse de 0,5 M€. Les dépenses de **nettoyage des locaux administratifs** (8,8 M€) diminuent de 0,5 M€ pour tenir compte de la fin des prestations spécifiques liées à la crise sanitaire.

Les autres dépenses de logistique concernent les prestations de déplacements commandées aux transports automobiles municipaux (4 M€), les travaux d'entretien et de maintenance des bâtiments municipaux (4,4 M€), les dépenses d'affranchissement (2,2 M€), et les crédits consacrés à l'aménagement des locaux et aux prestations d'économie circulaire du mobilier (1,5 M€).

La **gestion des ressources humaines** représente 47,6 M€, en progression de 1,6 M€ par rapport au BP 2021 (dont 0,9 M€ pour financer l'organisation des élections professionnelles).

Les **œuvres sociales** à destination des agents représentent 21,3 M€ : 12,4 M€ de subvention à l'association d'action sociale en faveur des personnels de la ville de Paris (ASPP) en charge de la restauration des agents, 6,7 M€ de subvention à l'association pour la gestion des œuvres sociales des personnels des administrations parisiennes (AGOSPAP), et 2,2 M€ dédiés aux prestations sociales des agents.

Les **dépenses consacrées à la formation** et la reconversion professionnelle des agents, hors frais engagés dans le cadre de l'accès à l'emploi (voir la fonction « Action économique » au sein du présent rapport), s'élèvent à 12,5 M€ (+0,1 M€).

Les crédits mobilisés pour les **congés bonifiés** (3,6 M€) progressent de 0,6 M€ pour tenir compte du report de départs en 2022 et de l'augmentation du coût des billets.

Enfin, 10,2 M€ sont consacrés aux autres dépenses : versement des **pensions et rentes** (3,9 M€), à la prise en charge des **accidents du travail et maladies professionnelles** (3,6 M€), ainsi qu'aux services supports, à l'organisation de concours et recrutements, à la communication interne et aux frais de gestion de la convention passée avec Pôle emploi pour l'indemnisation chômage de la collectivité parisienne.

Les crédits relatifs à **l'informatique et aux télécommunications** s'élèvent à 26,4 M€, en baisse de 0,6 M€ par rapport au BP 2021 à la suite d'économies réalisées sur les dépenses consacrées aux infrastructures informatiques (entretien et maintenance des réseaux, matériels, et postes de travail), qui sont inscrites à hauteur de 11,9 M€ au BP 2022. Les crédits nécessaires à la maintenance applicative restent stables à 7,8 M€, de même que le budget alloué aux télécommunications (6,5 M€) et les crédits consacrés aux services supports (0,2 M€).

L'enveloppe allouée à **l'entretien et la maintenance des constructions publiques** s'élève à 13,5 M€, dont 13,2 M€ sont consacrés à la maintenance préventive et curative des installations techniques et des centres thermiques, aux contrôles réglementaires des installations des locaux de travail et des équipements recevant du public, ainsi qu'à la fourniture des ateliers pour les interventions en régie et aux moyens de déplacements.

L'ensemble des crédits afférents aux **affaires juridiques et financières** de la collectivité parisienne représente 32,3 M€, en hausse de 20,4 M€, dont 20 M€ inscrits au titre de la participation au fonds d'indemnisation des victimes de l'accident rue de Trévise (cf. *supra*). Les crédits consacrés aux frais d'actes de contentieux représentent 3,6 M€ (+0,5 M€). Les dépenses consacrées à l'accès au droit (2,3 M€) restent stables. Les crédits liés à la passation des marchés publics et la gestion des concessions (2 M€) progressent de 0,3 M€ (notamment les frais de publicité et les diagnostics préalables au renouvellement des concessions). Les frais d'assurances (2 M€) diminuent de 0,2 M€. Les crédits liés à l'expérimentation de la certification des comptes de la collectivité s'élèvent à 1,1 M€. Enfin, les autres dépenses (études, documentations, impressions) s'établissent à 1,3 M€.

Les **dépenses de communication** atteignent 5,9 M€, en baisse de 0,2 M€ par rapport au BP 2021. Les dépenses consacrées à l'information municipale et aux campagnes de communication s'élèvent à 2,5 M€ (+0,1 M€). Les dépenses liées à l'événementiel (Paris Plages, feu d'artifice du 14 juillet, commémoration de la Libération, animations de fin d'année) s'établissent à 1,8 M€ (-0,1 M€) et celles dédiées à l'organisation d'expositions dans les salons de l'Hôtel de Ville à 0,4 M€ (-0,1 M€). Les crédits consacrés au Protocole s'établissent à 0,7 M€ (-0,1 M€). Les autres dépenses (gestion des marques et services supports) atteignent 0,5 M€.

Les charges relatives à la **gestion des cimetières** représentent 5 M€ en 2022, en baisse de 0,6 M€. Elles comprennent notamment 2,9 M€ pour les frais de fonctionnement (-0,1 M€) et 2 M€ au titre de la mission funéraire qui réalise le suivi des délégations funéraires (pompes funèbres et crématorium du Père Lachaise, en baisse de 0,5 M€).

Les dépenses relatives au fonctionnement du **Conseil de Paris** représentent 4,2 M€ au BP 2022, stables par rapport au BP 2021. Les dépenses de fonctionnement des groupes d'élus atteignent 3,8 M€, dont principalement 3 M€ au titre de la subvention versée à la caisse de retraite des élus,

0,3 M€ pour les dépenses de transports en commun (pass Navigo) et 0,3 M€ consacrés aux formations. Les frais de fonctionnement du Conseil de Paris s'élèvent pour leur part à 0,4 M€

Les dépenses relatives aux **relations à l'utilisateur et aux associations** s'élèvent à 3,5 M€. Ces crédits comprennent les dépenses consacrées à la vie associative (1,6 M€), les dépenses relatives au médiateur de Paris et à l'accueil des usagers (0,5 M€), les dépenses liées à la concertation (0,5 M€), à la mise en œuvre de la « ville du quart d'heure » (0,2 M€). S'inscrivant dans le Pacte parisien de la proximité, le nouveau fonds d'animation locale, créé afin de permettre aux mairies d'arrondissement de soutenir la vie associative locale, est doté de 0,3 M€.

Les dépenses relatives à **l'état civil et aux élections** progressent de 0,2 M€, pour s'établir à 1,9 M€. Cette augmentation se justifie par l'organisation des élections présidentielles et législatives de 2022.

Enfin, les **autres moyens généraux** représentent 44,3 M€ au BP 2022. Il s'agit notamment des crédits nécessaires aux opérations comptables de régularisations de recettes (20,1 M€ pour comptabiliser les annulations de titres sur exercices antérieurs, créances admises en non-valeur, remises gracieuses et apurements de déficits de régie) et des crédits à ventiler en cours d'exercice (17,9 M€). La contribution versée à la caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales (CNRACL) au titre des pensions des ex-agents de la préfecture de la Seine atteint 1,4 M€. Les frais bancaires liés aux emprunts et aux moyens de paiement atteignent 3,1 M€. Les dépenses relatives au pilotage et à la modernisation de la collectivité portées par le Secrétariat général de la Ville de Paris représentent 1,7 M€.

➤ **Dotations aux états spéciaux d'arrondissement**

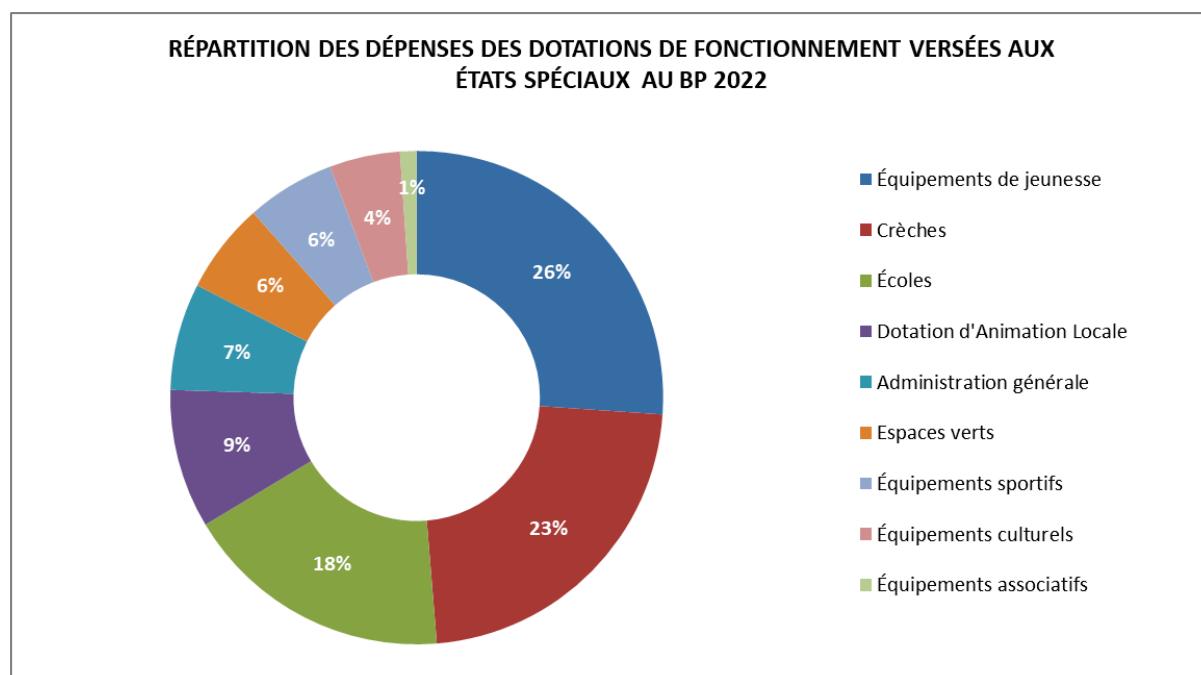
Les dotations versées aux états spéciaux d'arrondissement sont imputées sur la rubrique « services généraux ». Elles regroupent, d'une part, les dotations de gestion locale (DGL) et d'animation locale (DAL) en fonctionnement, et, d'autre part, la dotation d'investissement (DI), pour un montant total de **154,2 M€**, contre 151,5 M€ au BP 2021.

En fonctionnement, les dotations s'élèvent à **148,6 M€**, en progression de **+ 1,9 %** par rapport au BP 2021. Cette hausse s'inscrit dans une dynamique d'élargissement du périmètre d'intervention des mairies d'arrondissement et dans le cadre de la réforme de territorialisation des politiques municipales, avec de nouvelles inscriptions à l'inventaire des équipements de proximité, notamment dans le cadre de la mise en place de la mairie du secteur Centre.

Ainsi, la **DGL** marque une progression de + 1,4 %, soit +1,9 M€, pour s'établir à **135,1 M€**. Ce montant intègre les dépenses liées aux **transferts de compétences concernant les maisons des associations au profit des états spéciaux** de la Mairie du 8^{ème} arrondissement et de la Mairie du 7^{ème} arrondissement, impliquant une **augmentation globale de + 21%** concernant cette rubrique (+ 0,2 M€). Il comprend également l'inscription de nouveaux équipements dans le périmètre des mairies d'arrondissement, à l'instar des ouvertures de jardins et squares (+ 8 % d'augmentation pour la fonction « espaces verts urbains »). L'évolution à la hausse de la dotation de gestion locale est toutefois principalement portée par les **revalorisations contractuelles** liées aux évolutions des prix du marché et des charges locatives, intégrant notamment le renouvellement des délégations de service public sur les centres d'animation (+ 1,8% sur la fonction « centres d'animation »).

Ces effets de périmètre et la hausse des dépenses incompressibles sont partiellement compensés par le travail mené en lien avec les mairies d'arrondissement concernant les sous-jacents de leurs dépenses de gestion locale, se traduisant notamment par un effort sur la fonction « administration générale » (-7,1 % par rapport au BP 2020, intégrant le recalibrage de l'ESA du secteur Centre). Ce dialogue a permis de rationaliser certaines dépenses en fonction notamment des besoins constatés en exécution, tout en maintenant un haut niveau de qualité de service rendu aux Parisiennes et aux Parisiens.

Au BP 2022, les inscriptions au titre de la **DAL** s'établissent à 13,5 M€, en hausse de + 6,9 % soit +0,9 M€ par rapport au BP 2021. Cette évolution s'explique par la revalorisation de la rubrique « animation locale » de tous les arrondissements, le montant unitaire par habitant servant à son calcul augmente au BP 2022 de près de 30 % (passant de 2,50 € par habitant à 3,20 € par habitant), conduisant à une augmentation mécanique de 1,5 M€. Cette enveloppe évoluera les années suivantes en fonction de la population réelle. Cette hausse de la part « animation locale » s'inscrit dans la logique de renforcement du rôle des Maires d'arrondissement qui s'est traduite par l'adoption du Pacte Parisien de Proximité. En outre, ce dernier prévoit également la mise en place à partir de 2022 d'un Fonds d'animation locale sur le budget général destiné à subventionner des associations à vocation sociale et/ou concourant à l'animation locale dans les arrondissements.



➤ **Actions internationales, interrégionales et européennes**

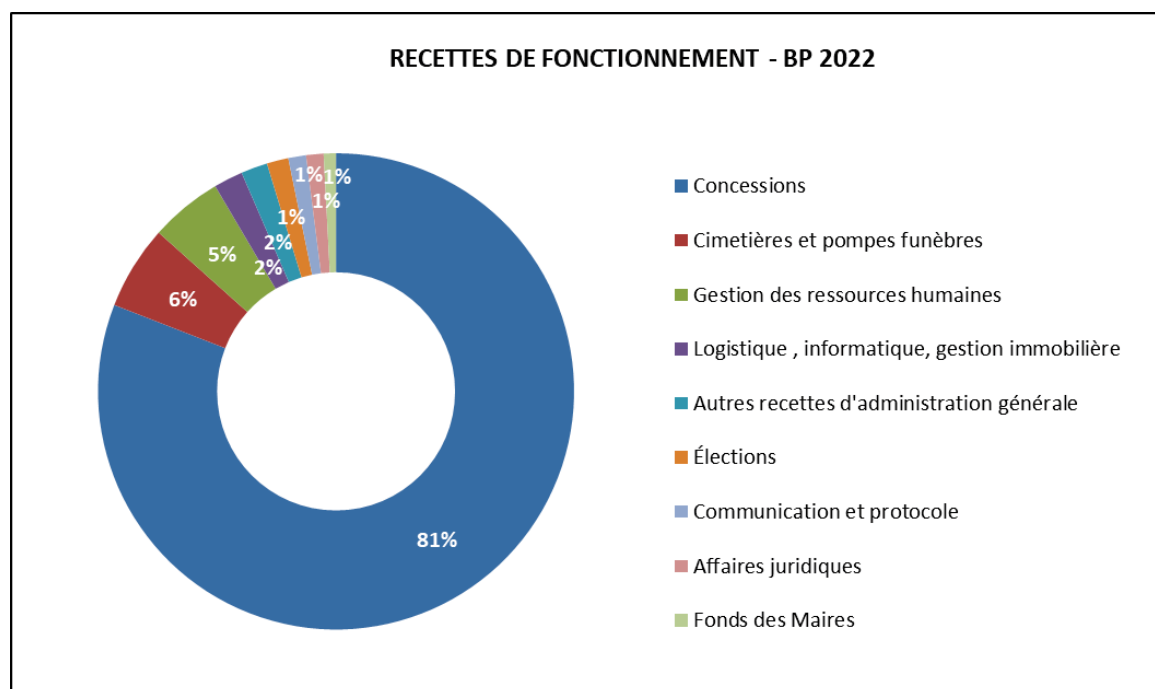
Le budget alloué aux **relations interrégionales et internationales** au BP 2022 est de 4,8 M€, en baisse de 0,1 M€. Les dépenses consacrées à l'aide publique au développement représentent 2 M€. Les autres dépenses liées à l'action internationale de la Ville sont stables à 2,1 M€. Les crédits consacrés à l'action métropolitaine s'établissent à 0,5 M€, et le budget de la délégation à l'outre-mer à 0,2 M€.

Recettes

Les recettes de fonctionnement relatives aux Services généraux (185,8 M€) sont attendues en baisse de 2,6 M€ par rapport au BP 2021 : +1,9 M€ pour les recettes d'administration générale (183,3 M€) et -4,5 M€ pour la subvention globale du fonds social européen (2,5 M€) en lien avec la nouvelle programmation pluriannuelle. Les cofinancements reçus au titre de la coopération décentralisée sont reconduits à hauteur de 0,2 M€.

➤ Administration générale de la collectivité

Les recettes liées à l'administration générale de la collectivité sont prévues à hauteur de 183,1 M€, en hausse de 1,9 M€ par rapport au BP 2021.



Les **recettes liées aux finances et aux achats** représentent 149,6 M€. Il s'agit pour l'essentiel de redevance d'espaces urbains et d'établissements concédés (Tour Eiffel, palais des expositions, hippodromes, mobilier urbain d'information, etc.). Ces recettes progressent de 3,5 M€, portées par le dynamisme retrouvé des redevances d'affichage publicitaire et de réseaux filaires.

Les **recettes liées aux ressources humaines** représentent 9 M€, en baisse de 1,6 M€ à la suite notamment de la fin du remboursement par l'Assurance maladie des tests covid proposés aux agents. 5,7 M€ sont attendus du remboursement de frais de personnels mis à disposition ou détachés, 2 M€ du fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP), et 1 M€ du remboursement par IDFM de la taxe de transports pour les agents logés à titre gratuit.

Les recettes perçues au titre des **cimetières et concessions de pompes funèbres** sont prévues à hauteur de 10,5 M€ (-0,2 M€) : 8,6 M€ de redevances funéraires pour les cimetières et 1,9 M€ de redevances pour les concessions de pompes funèbres et du crématorium du Père Lachaise.

Les recettes liées à la **logistique** devraient s'élever à 1,6 M€, dont 1,2 M€ de locations de locaux (-0,2 M€), 0,3 M€ de remboursement de frais d'affranchissement et de dotation vestimentaire par

des établissements de la Ville, et 0,1 M€ de redevance pour la mise à disposition de photocopieurs et de cabines photographiques dans les mairies d'arrondissement.

2 M€ de recettes sont inscrits au titre de **l'informatique et des télécommunications** (notamment des refacturations de frais de télécommunications aux établissements de la Ville), stables sur un an.

Il est prévu 2,2 M€ de recettes relatives aux **affaires juridiques**, notamment au titre de décisions de justice qui pourraient être favorables à la ville. Cette inscription diminue de 0,9 M€ pour tenir compte de la baisse du stock de procédures d'infractions constatées quant au changement d'usage des locaux d'habitation.

Les **recettes de communication, fêtes et cérémonies** restent stables à 2,2 M€. Elles regroupent les recettes de partenariats, mécénats et locations des salons de l'Hôtel de Ville.

Les participations et dotations de l'État et de l'INSEE reçues au titre de **l'organisation des élections et du recensement** s'élèvent à 2,7 M€ et progressent de 0,5 M€ en lien avec les élections présidentielles et législatives de 2022.

L'inscription de recettes au titre du **fonds des maires** (produit des quêtes de mariage, locations de salles, redevances de tournages) est reconduite pour 1,5 M€.

La gestion bâtiminaire devait générer 0,2 M€ de recettes : pénalités sur marché, contrats de transaction, vente de production d'électricité.

Enfin, les **opérations comptables et transverses** liées aux annulations de mandats et à la contribution du budget annexe de l'aide sociale à l'enfance aux frais généraux de la Ville restent stables à 1,5 M€.

➤ **Recettes issues des fonds européens**

2,5 M€ sont attendus du **fonds social européen (FSE)** au titre de la subvention globale versée à la Ville en tant qu'organisme intermédiaire chargé de l'attribution de cette subvention aux porteurs de projets. Cette inscription est en baisse de 4,5 M€ à la suite de la bascule vers une nouvelle programmation pluriannuelle.

Focus sur l'évaluation climat au titre des services généraux

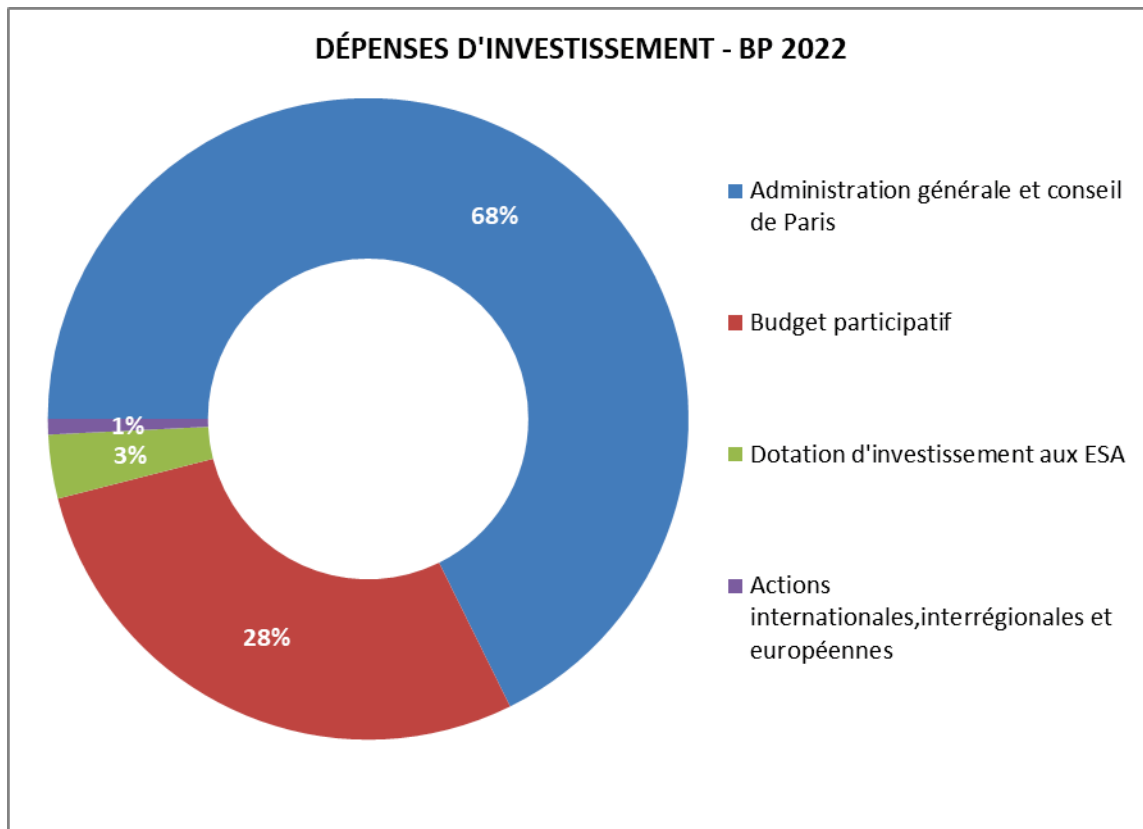
Cet axe comprend des dépenses à la nature variable, majoritairement afférentes aux frais de fonctionnement de la collectivité. À titre d'exemple, les dépenses de restauration collective au profit des agents de la Ville font à la fois l'objet d'une évaluation « très favorable », au titre de la part relevant de l'alimentation biologique et durable (3 M€) et « défavorable » pour une partie des dépenses de l'ASPP consacrée à l'alimentation carnée plus émettrice de gaz à effet de serre (2,6 M€). Les clauses environnementales qu'intègre la Ville dans ses différents marchés, notamment de dotations vestimentaires et de protection individuelle (26,7 M€), permettent une évaluation « plutôt favorable » de ces dépenses.

Par ailleurs, les dépenses de location de bâtiments et sites administratifs sont considérées comme « neutre » d'un point de vue climatique, les effets de consommation de fluides étant valorisés sur la fonction Environnement.

Enfin, les dépenses relatives aux systèmes d'information ont majoritairement été classées en « indéfini » en attente des conclusions des travaux méthodologiques réalisés par la Ville en la matière, en lien avec les autres collectivités pilotes et France Urbaine.

SECTION D'INVESTISSEMENT

Dépenses



Les dépenses d'investissement ventilables de la fonction « Services généraux » s'élèvent en 2022 à 170,9 M€, soit une diminution de 7,7 M€ par rapport à 2021.

25 % d'investissement décidé avec les Parisiennes et les Parisiens : l'exemple du budget participatif parisien

Lancé en 2014, le budget participatif de Paris permet aux Parisiennes et aux Parisiens de proposer puis de voter des projets d'investissement pour leur ville. Les projets lauréats sont ensuite mis en œuvre par les services de la Ville de Paris. Depuis son origine, plus de 2 914 projets proposés par les Parisiennes et les Parisiens.

A l'occasion de la dernière édition de ce dispositif, **62 projets** ont été lauréats. Dans le cadre du Pacte parisien pour la proximité, 2 nouveautés sont à noter : d'une part, les budgets participatifs d'arrondissement (BPA) sont désormais exclusivement financés sur les crédits centraux, et non plus par contribution des mairies d'arrondissement à partir des investissements d'intérêt local (IIL), et d'autre part, 97 % des projets lauréats sont des initiatives portées à l'échelle de l'arrondissement.

Au total, ces 62 projets proposés et décidés par les habitantes et habitants représentent **un investissement de 74,6 millions d'euros**. 8 millions d'euros sont inscrits au sein de ce budget au titre du budget participatif parisien 2021 et se décomposent comme suit :

- 3 M€ en faveur de l'environnement, pour le projet « Agir pour une ville plus propre » ;
- 5 M€ au titre du cadre de vie pour le projet « S'adapter aux effets du réchauffement climatique à Paris ».

Sur ce total, les **projets d'arrondissement** représentent un montant de **66,6 M€**.

Les principaux postes d'investissement de cette enveloppe sont l'éducation et la jeunesse (21,6 %), la solidarité et la cohésion sociale (17,2 %), le sport (16,1 %), la culture et le patrimoine (15,5 %), l'environnement (10 %) et le cadre de vie (6,2 %).

Au sein des projets d'arrondissement, **16,8 M€** concernent des projets localisés dans les **quartiers populaires** dont notamment : « Améliorer les conditions d'accueil dans les bains-douches » (2 M€), « De la diversité commerciale et artisanale dans nos quartiers » (2 M€) et « Rénovation des avenues de Saint-Ouen et de Clichy » (2 M€).

Le budget participatif est ainsi un des outils pris en compte pour répondre à l'objectif fixé par la Ville de Paris en matière de démocratie participative : c'est désormais 25 % d'investissement qui sera décidé avec les Parisiennes et les Parisiens d'ici 2026. Cette nouvelle ambition se traduit par une double dynamique : l'association systématique des citoyennes et citoyens aux grands projets d'investissement de la Ville de Paris, et le recensement des dépenses d'investissement ayant fait l'objet d'une démarche citoyenne (conférences citoyennes et ateliers autour du Plan Local d'Urbanisme Bioclimatique, réunions publiques dans le cadre d'Embellir votre quartier, co-constructions citoyennes avec l'Assemblée citoyenne, votations citoyennes avec le Budget participatif, etc.).

Les dépenses relatives à l'**administration générale** se voient consacrer **120,2 M€**, soit 23,7 M€ de plus qu'en 2021 (96,6 M€), principalement du fait de la hausse des dépenses consacrées au projet OnE, aux abords de la Tour Eiffel (+ 31 M€ par rapport à 2021). Les principaux postes d'investissement sont les suivants :

Les investissements en **matériels et applications informatiques** représentent 43,7 M€, contre 38 M€ au BP 2021.

5,7 M€ sont inscrits pour des équipements d'extrémité des services de la Ville (5,4 M€ pour les directions et 0,3 M€ pour les mairies d'arrondissement), contre 6 M€ en 2021. Cette inscription pour les services de la Ville permet notamment de financer le remplacement des postes de travail devenus obsolètes et des matériels spécifiques, ainsi que de faire face à des besoins d'équipements nouveaux des directions. 1,8 M€ est en outre prévu pour les diverses infrastructures des postes de travail, des services et de sécurité et 0,4 M€ pour l'équipement nomade des agents de terrain, dont la police municipale parisienne.

Les dépenses de tierce maintenance applicative représentent 6,9 M€, en baisse de 0,2 M€ par rapport à l'an passé. Cette tierce maintenance concerne le SI RH (1 M€), le SI financier (1 M€), les applications diverses (2,9 M€) et les applications usagers (2 M€).

9,8 M€ sont dédiés aux divers projets informatiques, en hausse de 2,5 M€ par rapport au BP 2021. À titre d'exemple, 2,6 M€ sont dédiés aux projets en lien avec les usagers, 2,6 M€ aux différents projets

de SI en matière de ressources humaines et d'efficacité financière, 2,2 M€ aux projets en lien avec l'espace public et 2,3 M€ aux systèmes d'information géographique, immobilier et logement.

5,4 M€ sont alloués aux dépenses d'entretien du réseau informatique (4,2 M€) et téléphonique (1,2 M€).

Une enveloppe de 1 M€ est dédiée à la poursuite du traitement de l'obsolescence du parc des copieurs et au déploiement de l'impression par badge.

Par ailleurs, 2,8 M€ sont consacrés aux serveurs, sauvegarde et stockage, 1,9 M€ pour l'intégration applicative et 0,3 M€ à la gestion électronique des documents.

Enfin, de nouvelles dépenses sont prévues au BP 2022, telles que 2,5 M€ pour la cyber sécurité et 2 M€ pour le système informatique de la police municipale. 1,5 M€ est prévu pour faciliter l'accès à l'offre sociale de la Ville et de ses partenaires sociaux, 0,9 M€ pour la refonte du portail « facil'familles » et 0,9 M€ pour faciliter l'accès aux dispositifs de participation citoyenne.

28,1 M€ sont alloués à l'**entretien des bâtiments administratifs** et à la modernisation de la sécurité incendie, des ascenseurs ou des installations techniques, représentant une diminution de 9,5 M€ par rapport à 2021.

10 M€ sont dédiés à la modernisation des installations dans les bâtiments administratifs. Dans ce cadre, 3,7 M€ sont inscrits au titre de la sécurité incendie, 2,5 M€ pour les installations électriques, 3,5 M€ pour les ascenseurs et 0,3 M€ pour les installations techniques.

6,7 M€ sont consacrés au Schéma directeur des implantations administratives (SDIA) qui rassemble les opérations relatives à l'immobilier administratif. Cette inscription permet notamment d'accompagner les réorganisations des services, parmi lesquelles :

- Le relogement de certains services de l'Aide Sociale à l'Enfance et de l'Espace Parisien pour l'Insertion 5/6/13 et 14 dans le cadre de la réorganisation de la DASES ;
- L'implantation du pôle courrier, de l'atelier Horodateur et de l'atelier comptage du 8/10 boulevard Kellerman (13^e) ;
- Le relogement du Service des Titres d'Identité DDCT au 74 avenue d'Italie (13^e) ;
- Le nouveau schéma d'occupation des 2 et 4 rue Lobau (Paris Centre) ;
- La poursuite de l'aménagement et l'entretien du site du 11 rue du Pré (18^e) ;
- Des travaux de sécurisation de l'Hôtel de Ville (Paris Centre) ;
- Le relogement du centre de formation Mornay (Paris Centre).

Les bornes de recharge électrique de la flotte municipale se voient consacrer 2 M€.

2 M€ sont respectivement inscrits pour le ravalement des façades et la réfection des toitures des bâtiments et équipements.

1 M€ est prévu au titre des études et 1,1 M€ au titre de la prévention et des conditions de travail. 1,2 M€ est inscrit pour les fournitures, matériel et mobilier.

1,4 M€ est consacré à l'entretien et aux travaux dans les bâtiments administratifs.

37 M€ sont prévus pour le **projet OnE dans le quartier de la Tour Eiffel**, qui vise à réaménager l'espace entre le Trocadéro et le Champ de Mars, dans le sens de davantage de végétalisation et d'une meilleure circulation des piétons. La maîtrise d'ouvrage est déléguée à la société publique locale PariSeine qui se voit verser des avances trimestrielles en fonction de l'avancée des travaux

ainsi qu'une rémunération. En 2022, ces crédits augmentent de 31 M€ pour poursuivre les travaux dont les études ont été menées en 2021.

Les **équipements funéraires** (cimetières et pompes funèbres) se voient allouer 3,6 M€, afin de financer notamment des travaux dans les cimetières parisiens à hauteur de 2,8 M€. De plus, 0,7 M€ est consacré à l'hémicycle du Père Lachaise et à la mise en conformité de son columbarium.

1,7 M€ est inscrit pour des marchés **d'assistance à maîtrise d'ouvrage** en matière de systèmes d'information.

Les dépenses d'investissement en faveur des **Conseils d'arrondissement, de quartier et du Conseil de Paris** s'établissent à **5,5 M€, correspondant** quasi exclusivement à la dotation d'investissement (DIV) versée aux États Spéciaux d'Arrondissement (ESA) à hauteur de 5,5 M€.

Les dépenses de **coopération décentralisée et actions interrégionales, européennes et internationales** se voient allouer **1,3 M€**. Ce poste se compose notamment de :

- la subvention versée à l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF) pour 1 M€ ;
- la subvention versée à la Ville de Bethléem (0,1 M€) dans le cadre du projet « réinventer l'espace public à Bethléem » 2019 – 2021, prolongé en 2022, du fait de la crise sanitaire ;
- la subvention d'équipement en soutien à des actions de coopération avec les collectivités territoriales étrangères, d'aide d'urgence ou de solidarité internationale, permises dans le cadre du dispositif « 1% Énergie » pour 0,1 M€ ;
- les aides d'urgence pour 0,1 M€.

Recettes

Les recettes d'investissement ventilables des services généraux s'élèvent à 1 M€, en nette baisse par rapport à 2021 en raison de l'extinction des recettes supplémentaires au titre du plan de relance.

Ces recettes proviennent principalement de subventions de l'État pour la restauration de la chapelle Saint-Lazare (0,6 M€), dans le cadre du budget participatif du 10^e arrondissement, et du remboursement par les établissements dépendant de la collectivité des frais engagés par la DSIN (0,3 M€).

IV/ Les autorisations de programme

I- Nouvelles autorisations de programmation présentées au BP 2022

Il est proposé l'inscription de :

- **2 358,2 M€** en autorisations de programme nouvelles ;
- **104,6 M€** pour la couverture d'opérations comptables, équilibrées.

Elles sont accompagnées de **644,2 M€** d'inscriptions en **recettes** pour des opérations réelles et de **104,6 M€** en opérations comptables, en miroir des dépenses.

En M€	Dépenses	Recettes
Opérations réelles	2 358 241 393,9	644 178 949,8
Opérations comptables	104 568 000,0	104 568 000,0
TOTAL	2 462 809 393,9	748 746 949,8

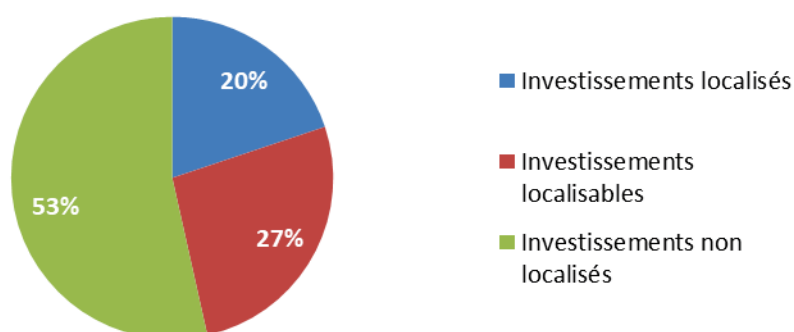
Pour ce budget primitif, les autorisations de programme se répartissent entre **52,3 %** d'autorisations de programme de plan, **40,9 %** de projet, **3,0 %** pour les investissements localisés et **3,8 %** pour le budget participatif.

en M€	BP 2022	
<i>AP de Plan</i>	1 287 385 150	52,3%
<i>AP de Projet</i>	1 006 168 699	40,9%
<i>Investissement localisé</i>	74 630 000	3,0%
<i>Budget Participatif</i>	94 625 545	3,8%
Total	2 462 809 394	100%

Enfin, les autorisations de programme se décomposent en :

- 1 317,7 M€ pour les investissements non localisés, qui regroupent les crédits pour des équipements dont le rayonnement dépasse le cadre d'un seul arrondissement ou situés en dehors de Paris, ainsi que les opérations qui ne se rattachent pas directement à un équipement physique ;
- 655,9 M€ pour les investissements localisables, affectés à l'arrondissement de leur exécution géographique en cours d'exercice ;
- 489,2 M€ pour les investissements localisés dans les 20 arrondissements, au profit des équipements de proximité, qui font l'objet d'une annexe détaillée.

Répartition des autorisations de programme



Le tableau suivant détaille la ventilation des autorisations de programme selon les fonctions qui les présentent au vote.

Fonctions	Libellés	Autorisations de programme nouvelles BP 2022	
		Dépenses	Recettes
0	Services généraux	479 090 060	617 171 190
1	Sécurité	30 658 000	1 000 000
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	151 297 254	6 580 416
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	262 834 144	28 206 889
4	Santé, action sociale et RSA	109 401 906	10 466 079
5	Aménagement des territoires et habitat	962 954 601	71 410 075
6	Action économique	88 899 000	-
7	Environnement	127 489 630	111 300
8	Transports	250 184 799	13 801 000
Total général		2 462 809 394	748 746 950

A - Dépenses

1 - SÉCURITÉ 30,7 M€

Direction	Sécurité
	Dépenses
Finances et achats (Préfecture de police)	20 000 000
Prévention, sécurité et protection	7 516 000
Propreté et eau	2 142 000
Logement et habitat	1 000 000
Total	30 658 000

Au sein de la fonction sécurité, 20,0 M€ sont prévus pour la subvention versée à la Préfecture de police, dont 7,8 M€ pour la Brigade des sapeurs-pompiers de Paris.

2,1 M€ sont alloués au titre de la défense extérieure contre l'incendie (DECI) et 1,0 M€ est dédié aux mesures d'hygiène et de salubrité publique pour les travaux d'office dans les immeubles en péril.

Enfin, 7,5 M€ sont consacrés aux dépenses de prévention, sécurité et protection dont 4 M€ pour le plan de vidéo protection et 3,1 M€ pour les dépenses d'investissement accompagnant la création de la police municipale.

2 – ENSEIGNEMENT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE 151,3 M€

Direction	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage
	Dépenses
Affaires scolaires	122 742 254
Attractivité et emploi	28 155 000
Espaces verts et environnement	200 000
Constructions publiques et architecture	200 000
Total	151 297 254

Un montant de 122,7 M€ est proposé pour les affaires scolaires. Il regroupe 101,7 M€ pour les opérations de travaux et d'entretien pour l'enseignement du premier degré et 15,8 M€ au titre de l'enseignement du second degré. Les activités périscolaires se voient allouer 3,7 M€. Enfin, les services communs recevront une enveloppe de 1,5 M€ et 0,03 M€ serviront au matériel et mobilier des cours municipaux pour adultes.

28,2 M€ sont consacrés à l'enseignement supérieur, dont 2,6 M€ pour l'entretien et l'équipement des écoles d'art, 25,6 M€ sont consacrés aux écoles et universités avec notamment 6 M€ pour la Sorbonne, 5 M€ pour les locaux provisoire de l'École supérieure de physique et de chimie industrielle (ESPCI), 3,7 M€ au titre des subventions à l'ESPCI et à l'EIVP et 2,6 M€ pour la mise en sécurité du site des Cordeliers.

En outre, 0,2 M€ est alloué aux travaux de l'École de Breuil, réalisés sous la forme de compte de tiers (la subvention technique de 0,2 M€ versée à l'école étant équilibrée par une recette).

3 – CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS..... 262,8 M€

Direction	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs
	Dépenses
Jeunesse et sports	113 521 793
Jeux olympiques et paralympiques	62 114 000
Affaires culturelles	60 567 782
Démocratie, citoyens et territoires	16 780 569
Constructions publiques et architecture	9 850 000
Total	262 834 144

Une inscription de 113,5 M€ est prévue au titre de la jeunesse et les sports. 15,8 M€ sont prévus pour la création d'une Tour des sports dans la ZAC Python-Duvernois (20^{ème} arrondissement), 12 M€ pour la création d'un gymnase dans la ZAC Gare des Mines Fillettes (18^{ème} arrondissement), 7 M€ pour le gymnase de la ZAC Saint-Vincent de Paul (14^{ème} arrondissement), ainsi que 7 M€ pour la réalisation d'un gymnase situé Porte de Vincennes (12^{ème} arrondissement). 10 M€ sont prévus pour la réhabilitation de la piscine Château Landon (10^{ème} arrondissement) et 5,9 M€ pour les travaux de gros entretien et rénovation du Plan piscines. 10 M€ sont prévus pour les travaux sur les équipements sportifs du Bois de Vincennes. Enfin, 6,5 M€ sont inscrits pour la reconstruction du centre Paris Anim' Mercoeur (11^{ème} arrondissement).

Une inscription de 62,1 M€ est prévue pour les sites liés aux prochains Jeux Olympiques et Paralympiques Paris 2024, dont 23,5 M€ pour les voies olympiques et paralympiques et 7,8 M€ pour le site d'entraînement de la piscine Georges Vallerey (20^{ème} arrondissement).

60,6 M€ sont prévus pour les affaires culturelles, dont 6,5 M€ consacrés au financement des musées au titre des opérations de travaux et afin de permettre l'acquisition de collections nouvelles. Au sein de ce montant, 3,7 M€ correspondent à des inscriptions techniques équilibrées en dépenses et en recettes liées aux comptes de tiers de l'établissement public Paris Musées (EPPM).

Les bibliothèques se voient consacrer 7 M€, dont 4,3 M€ pour l'acquisition de collections nouvelles des bibliothèques et 2,6 M€ pour l'entretien et l'équipement des bibliothèques de prêt et des bibliothèques patrimoniales.

La poursuite du Plan édifices culturels conduit à une inscription de 10 M€, dont 1,7 M€ au titre des dépenses d'entretien courant.

L'action culturelle se voit consacrer 5,7 M€, dont 4,4 M€ concernent des subventions d'équipement. Enfin, 17,7 M€ sont prévus pour l'enseignement artistique et les pratiques amateurs, dont 10 M€ pour le financement du centre Henri Malberg (Grandes Rigoles), 5 M€ pour la création du pôle danse du Conservatoire à rayonnement régional (CRR), du pôle théâtre du Pôle supérieur Paris Boulogne-Billancourt (PSPBB) et d'une nouvelle médiathèque au sein d'un équipement mixte situés rue de Noisy le Sec (20^{ème} arrondissement).

5,4 M€ sont prévus au titre de l'histoire et de la mémoire, dont 5 M€ pour la création d'un jardin mémoriel en hommage aux victimes des attentats du 13 novembre 2015 situé place Saint-Gervais (Paris Centre).

3,9 M€ sont prévus pour les salles de spectacles, dont une subvention d'équipement de 3,3 M€ pour la Philharmonie de Paris. En sus, 1,1 M€ est inscrit pour l'entretien et les travaux dans les salles de spectacle vivant.

Enfin, 1,6 M€ est prévu pour la création d'un atelier dédié au cirque et aux arts de la rue Watt située dans la ZAC Paris Rive Gauche (13^{ème} arrondissement).

16,8 M€ sont destinés à la vie citoyenne, dont 16,4 M€ pour les opérations de rénovation et de modernisation des bâtiments des mairies d'arrondissement.

Enfin, 9,9 M€ sont prévus au titre des constructions publiques et de l'architecture. Parmi ces crédits, 8 M€ sont ouverts pour le réaménagement des abords de Notre-Dame, 1,4 M€ pour l'entretien des fontaines et 0,3 M€ pour la finalisation des marchés de travaux de rénovation du musée Carnavalet (3^{ème} arrondissement).

4 – SANTE, ACTION SOCIALE ET RSA 109,4 M€

Direction	Santé, action sociale et RSA
	Dépenses
Familles et petite enfance	54 185 743
Action sociale, enfance et santé	39 490 000
Voirie et déplacements	7 500 000
Affaires scolaires	3 300 000
Jeunesse et sports	2 150 000
Immobilier, logistique et transport	1 280 000
Espaces verts et environnement	800 000
Affaires culturelles	500 000
Démocratie, citoyens et territoires	196 163
Total	109 401 906

Les principales inscriptions sont :

- 51,2 M€ pour les actions en faveur des familles et de la petite enfance (hors travaux de mise en accessibilité), dont 49,8 M€ pour l'entretien courant, le matériel, le mobilier ainsi que les études pour les crèches municipales, le subventionnement des crèches associatives et 0,8 M€ pour les PMI.
- 39 M€ pour l'action sociale, l'enfance et la santé (hors travaux de mise en accessibilité), se répartissant entre 5,2 M€ pour la santé, 33,6 M€ au titre de l'action sociale et 0,3 M€ pour les dépenses de structure.
- 7,5 M€ au titre de la mise en accessibilité des lignes de bus.

L'accessibilité des équipements de la collectivité parisienne est une priorité majeure : 11,6 M€ y sont consacrés en 2022. Ainsi, 3,3 M€ seront consacrés à l'accessibilité des équipements scolaires, 3,2 M€ pour les équipements petite enfance, 2,2 M€ pour les équipements sportifs, 1,3 M€ pour les bâtiments administratifs, 0,8 M€ pour les espaces verts, 0,5 M€ pour les équipements culturels, 0,3 M€ pour les équipements sociaux et 0,2 M€ pour les mairies d'arrondissement.

5 – AMÉNAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT 963,0 M€

Direction	Aménagement des territoires et habitat
	Dépenses
Logement et habitat	499 458 000
Urbanisme	204 815 216
Voirie et déplacements	174 556 000
Espaces verts et environnement	83 725 385
Démocratie, citoyens et territoires	400 000
Total	962 954 601

499,5 M€ sont inscrits pour le logement et l'habitat, dont notamment 240 M€ pour les subventions au logement social de la Ville et 89 M€ de crédits délégués par l'État pour le logement social, 127 M€ pour le rachat d'actifs fonciers aux bailleurs dans le cadre du conventionnement, 25 M€ pour la

création de la Foncière Logement Abordable, 7 M€ pour le dispositif « Eco-rénovons Paris » pour les aides à la rénovation énergétique de l'habitat privé, 6,5 M€ pour les subventions visant à la lutte contre l'habitat insalubre et dégradé et 4,9 M€ pour les travaux du patrimoine intercalaire.

204,8 M€ sont prévus au titre de l'urbanisme, dont 16,2 M€ pour des crédits techniques d'acquisitions ou d'échanges fonciers qui sont équilibrés par des recettes du même montant. 133,2 M€ sont dédiés au compte foncier logement, 23,4 M€ pour le compte foncier équipements, 14,9 M€ pour l'acquisition de grandes emprises, 9,6 M€ pour les dépenses opérationnelles liées au compte foncier et 6 M€ pour les opérations d'urbanisme.

174,6 M€ sont consacrés à la voirie et aux déplacements, dont 50 M€ pour le réaménagement de la Porte de la Chapelle (18^{ème} arrondissement), 20 M€ pour le réaménagement des Champs-Élysées, 15 M€ pour l'éclairage, principalement *via* le marché de global de performance, 15 M€ pour les participations au bilan de l'opération Gare des Mines Fillettes (18^{ème} arrondissement), 10 M€ pour les rues aux écoles, 10 M€ pour la zone à trafic limitée dans Paris Centre ou encore 10 M€ pour l'aménagement de la place Denfert Rochereau (14^{ème} arrondissement).

83,7 M€ sont proposés pour l'entretien des espaces verts et des locaux sociaux y afférents, dont 15 M€ pour la végétalisation des quartiers, dans le cadre de la politique Embellir Paris, 11,2 M€ pour la ZAC Porte de Vincennes (12^{ème} arrondissement – 20^{ème} arrondissement) et 3,6 M€ pour la rénovation des Champs-Élysées.

Enfin, 0,4 M€ est dédié à la politique de la ville.

6 – ACTION ÉCONOMIQUE 88,9 M€

Direction	Action économique
	Dépenses
Attractivité et emploi	82 019 000
Espaces verts et environnement	6 880 000
Total	88 899 000

88,9 M€ sont inscrits pour les interventions dans le domaine de l'action économique.

Les principales interventions s'élèvent à :

- 57,2 M€ pour les commerces et marchés (dont 27 M€ pour le marché aux puces de la Porte de Montreuil (20^{ème} arrondissement) et 23,3 M€ pour l'éventuel rachat par la Ville de locaux culturels dans le cadre du dispositif « Vital'Quartier 2 »), 4 M€ pour la protection de la diversité commerciale et artisanale dans le quartier Sainte-Marthe (10^{ème} arrondissement), 3,9 M€ pour le tourisme, dont 3 M€ pour la transition durable du tourisme, 1,9 M€ au titre de l'alimentation durable (dont 0,9 M€ pour les restaurants et les épiceries durables) et 0,3 M€ pour l'industrie et l'artisanat.
- 10,3 M€ pour l'insertion économique et l'économie sociale et solidaire, dont 6 M€ pour la Bourse du Travail.
- 6 M€ pour la recherche et l'innovation, dont le projet Émergences et le fonds de soutien à la recherche ;
- 2,1 M€ pour le développement économique, dont 1,2 M€ pour un fonds de soutien aux entreprises innovantes.

6,9 M€ sont consacrés à l'agriculture durable (dont 4,5 M€ de subventions à des projets d'agriculture urbaine).

7 – ENVIRONNEMENT..... 127,5 M€

Direction	Environnement
	Dépenses
Voirie et déplacements	52 000 000
Constructions publiques et architecture	37 330 000
Propreté et eau	20 278 630
Immobilier, logistique et transport	2 466 000
Total	127 489 630

La voirie et les déplacements se voient consacrer 52 M€, dont 40 M€ pour l'acquisition de nouvelles sanisettes et 10 M€ pour le versement d'aides à l'acquisition de véhicules propres par les particuliers. De plus, 2 M€ participent à l'entretien des carrières.

Le maintien des centres thermiques et des ventilations ainsi que les travaux innovants de modernisation et de pilotage les concernant rassemblent 24 M€. Les travaux de performance énergétique se voient consacrer 11,1 M€ dont 2,1 M€ pour le lancement de nouveaux contrats de performance énergétique sur 20 écoles et 8 collèges. 2,2 M€ sont enfin consacrés à la production d'énergie durable.

20,3 M€ sont proposés au titre de la propreté et l'eau, dont notamment 3 M€ pour la finalisation de la déchèterie – Espace tri Hyacinthe Vincent et pour la création et l'entretien d'autres déchèteries, 2 M€ pour la création et l'adaptation des aires de lavage, 1,6 M€ pour la rénovation de locaux de la DPE, dont les garages d'Ivry Bruneseau (13^e), d'Aubervilliers, de Romainville, les locaux rue Paul Meurice (20^e) et des ateliers, 1,8 M€ pour la collecte des déchets alimentaires, 1 M€ pour la réhabilitation de garages ou encore 1 M€ pour la conversion du garage de Clichy au Gaz Naturel de Ville (GNV).

L'amélioration des bâtiments administratifs dans le cadre du Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) conduit à une inscription de 2,5 M€.

8 – TRANSPORTS..... 250,2 M€

Direction	Transports
	Dépenses
Voirie et déplacements	250 184 799
Total	250 184 799

150 M€ sont consacrés à la création de nouvelles pistes cyclables, 32,4 M€ sont dédiés à l'entretien et l'exploitation du boulevard périphérique. Les investissements d'intérêt local et localisés en lien avec l'entretien du patrimoine de voirie se voient dotés de 24,8 M€. 5,3 M€ sont liés à l'adaptation des stations de la ligne 11.

5 M€ sont dédiés à l'Appel à Projets Urbains Innovants (APUI) de Pantin.

0 – SERVICES GÉNÉRAUX 479,1 M€

Cette inscription est constituée d'une enveloppe de 404,5 M€ dédiée aux services généraux et

d'une enveloppe de 74,6 M€ consacrée au budget participatif.

Direction	Services généraux (hors budget participatif)
	Dépenses
Finances et Achats	117 505 073
Urbanisme	103 454 159
Systèmes d'information et numérique	79 250 108
Constructions publiques et architecture	67 119 100
Espaces verts et environnement	13 221 500
Immobilier, Logistique et transport	12 235 865
Attractivité et emploi	2 900 000
Affaires scolaires	2 150 000
Coopérative carbone	2 000 000
Secrétariat général	1 750 000
Relations internationales	1 331 755
Ressources humaines	740 000
Démocratie, citoyens et territoires	647 500
Communication	100 000
Logement	40 000
Cabinet	9 000
Affaires juridiques	4 000
Inspection générale	2 000
Total	404 460 060

117,5 M€ sont inscrits pour la gestion financière et regroupent 87,8 M€ de participations aux opérateurs, dont notamment 40 M€ pour une éventuelle recapitalisation de la Société d'Exploitation de la Tour Eiffel, en fonction de l'évolution de la situation sanitaire, 20 M€ pour la SOGARIS, et 1,8 M€ pour la création éventuelle d'une société publique locale funéraire. En outre 24 M€ de dépenses imprévues et 5,5 M€ au titre de la dotation d'investissement des arrondissements sont inscrits.

103,5 M€ sont prévus au titre de l'urbanisme, dont 84,4 M€ pour des crédits techniques de ventes avec échéancier qui sont équilibrés par des recettes du même montant. 19,1 M€ sont inscrits au titre des opérations financières liées au compte foncier logement, aux équipements et aux acquisitions foncières dans le cadre des Zones d'Aménagement concerté (ZAC).

79,3 M€ sont prévus pour les systèmes d'information et du numérique, répartis comme suit :

- 36,4 M€ pour l'entretien récurrent du parc informatique et téléphonique, dont 5 M€ pour la cybersécurité ;
- 8,2 M€ pour la maintenance des applications développées ;
- 34,7 M€ pour la continuité du développement des nouveaux projets de systèmes d'information, dont 3,3 M€ notamment pour l'amélioration de l'interface avec les usagers.

67,1 M€ sont consacrés au budget des constructions publiques et de l'architecture. 38 M€ sont dédiés au Projet d'aménagement du site de la Tour Eiffel. 7,4 M€ sont consacrés au Pavillon de l'Arsenal et 4,5 M€ visent le déploiement de bornes de recharge électriques de la flotte municipale. Le solde vise à assurer l'entretien des bâtiments administratifs, l'achat de matériels et outillages ou encore la modernisation de la sécurité incendie, des ascenseurs et des installations techniques.

13,2 M€ sont inscrits pour l'entretien des cimetières et équipements funéraires, dont 10 M€ pour la rénovation du columbarium du cimetière du Père Lachaise.

12,2 M€ sont affectés à l'entretien et aux réaménagements des bâtiments administratifs ainsi qu'au Schéma Directeur des Implantations Administratives (SDIA).

2,9 M€ sont inscrits au titre de l'attractivité et de l'emploi, notamment dans le cadre du contrat de revitalisation artisanal et commercial et du fonds d'avenir et de soutien du tourisme.

2,2 M€ sont prévus pour les Contrats de performance énergétique dans les écoles.

2 M€ sont inscrits pour la création d'une coopérative carbone.

1,8 M€ est inscrit pour des marchés d'assistance à maîtrise d'ouvrage en matière de systèmes d'information.

1,3 M€ de subventions d'équipement est prévu dans le cadre des relations internationales, notamment au profit de l'Association internationale des Maires francophones.

0,7 M€ est prévu pour la Direction des Ressources Humaines (DRH), dont 0,3 M€ pour les centres de restauration et 0,3 M€ pour le matériel des agents handicapés.

0,6 M€ est alloué à la participation citoyenne et au fonctionnement du Conseil de Paris dont notamment 0,2 M€ est dédié aux maisons des associations

Enfin, les autres dépenses mentionnées dans le tableau regroupent l'entretien courant et l'équipement en matériel et mobilier des directions concernées.

Une enveloppe de 74,6 M€ est consacrée au budget participatif.

À l'issue de la campagne 2021 du budget participatif, 62 projets ont été retenus, dont 2 projets portant sur l'ensemble du territoire parisien (BPP) et 60 projets d'arrondissement (BPA), pour un montant respectif de 8 M€ et 66,6 M€.

Direction	Budget participatif
	Dépenses
Affaires scolaires	14 860 000
Jeunesse et sports	11 580 000
Affaires culturelles	8 450 000
Attractivité et emploi	7 110 000
Voirie et déplacements	7 010 000
Espaces verts et environnement	6 790 000
Constructions publiques et architecture	6 220 000
Action sociale, enfance et santé	5 560 000
Propreté et eau	4 830 000
Démocratie, citoyens et territoires	2 220 000
Total	74 630 000

2 – Recettes

1– SÉCURITÉ 1 M€

Direction	Sécurité
	Recettes
Logement et habitat	1 000 000
Total	1 000 000

1 M€ de recettes d'investissement est attendu pour la sécurité. Ce montant correspond aux remboursements versés par des tiers pour des travaux réalisés d'office par la Ville sur des immeubles déclarés insalubres.

2 – ENSEIGNEMENT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE 6,6 M€

Direction	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage
	Recettes
Affaires scolaires	6 380 416
Ecole du Breuil	200 000
Total	6 580 416

6,4 M€ de recettes sont attendues au titre des affaires scolaires, dont 5,8 M€ prévus au titre de la dotation départementale d'équipement des collèges versée par l'État et 0,6 M€ du FEDER dans le cadre de la mise en place des Cours Oasis.

En outre, 0,2 M€ provient du remboursement par l'École de Breuil des travaux réalisés pour son compte (la subvention technique de 0,2 M€ versée à l'école étant équilibrée par cette recette).

Les recettes diminuent du fait de l'achèvement des travaux sur le collège Clichy-Batignolles-Saussure (17^{ème} arrondissement). 8,7 M€ étaient prévus au BP 2021 dans le cadre d'opérations équilibrées en dépenses et en recettes pour des travaux effectués pour le compte d'un tiers.

3 – CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS..... 28,2 M€

Direction	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs
	Recettes
Jeux olympiques et paralympiques	17 843 000
Constructions publiques et architecture	4 790 000
Jeunesse et sports	3 442 510
Affaires culturelles	2 131 379
Total	28 206 889

17,8 M€ sont inscrits au titre de la participation de la SOLIDEO dans le cadre des aménagements liés à la préparation des Jeux Olympiques et Paralympiques Paris. 3,4 M€ sont en outre attendus au titre du plan de relance pour la rénovation énergétique des piscines, dont la piscine Pontoise (5^{ème} arrondissement) pour 0,1 M€, et pour la rénovation du gymnase du 122 rue des Poissonniers (18^{ème} arrondissement) pour 0,3 M€.

4,8 M€ sont consacrés à financer les travaux portés par la Direction Constructions Publiques et de l'Architecture (DCPA) pour le compte de l'établissement public Paris Musées qui correspondent aux inscriptions techniques, équilibrées en dépenses et recettes, faisant l'objet d'un remboursement.

2,1 M€ sont inscrits au titre de la politique culturelle, dont 1,4 M€ dans le cadre du plan de relance au titre de la rénovation de la Médiathèque James Baldwin (19^{ème} arrondissement) et 0,7 M€ au titre des bibliothèques.

4 – SANTE, ACTION SOCIALE ET RSA 10,5 M€

Direction	Santé, action sociale et RSA
	Recettes
Familles et petite enfance	3 466 079
Voirie et déplacements	7 000 000
Total	10 466 079

3,5 M€ sont inscrits au titre des subventions d'équipement versées par la Caisse d'allocations familiales (CAF) pour la création de nouvelles places de crèches.

Les principaux versements concernent les constructions et rénovations de la crèche collective Charenton - Meunier dans le 12^{ème} arrondissement (0,7 M€), de la crèche collective du 10 rue Préault dans le 19^{ème} arrondissement (0,7 M€) ou encore de la crèche collective du 10/12 rue du Capitaine Marchal dans le 20^{ème} arrondissement (0,6 M€).

7 M€ sont inscrits au titre d'une subvention versée par Ile-de-France Mobilités au titre des travaux de mise en accessibilité des lignes de bus.

5 – AMÉNAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT 71,4 M€

Direction	Aménagement des territoires et habitat
	Recettes
Logement et habitat	68 500 000
Voirie et déplacements	1 846 000
Urbanisme	884 375
Espaces verts et environnement	179 700
Total	71 410 075

68,5 M€ concernent la délégation de l'État pour le logement social au titre des aides à la pierre.

2,9 M€ de cofinancements sont attendus pour la réalisation de divers travaux d'aménagement, notamment 1,8 M€ pour ceux afférents à la voirie.

Il est à noter que les cessions foncières, prévues sur la fonction « Services généraux », s'élèvent à 286,6 M€, dont 186 M€ pour les futures cessions de la collectivité et 100,6 M€ pour les opérations comptables liées aux acquisitions, ventes avec échéancier ou échanges fonciers.

7 – ENVIRONNEMENT 0,1 M€

Direction	Environnement
	Recettes
Espaces verts et environnement	111 300
Total	111 300

0,1 M€ est attendu pour une subvention de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie pour des travaux de la rivière des Minimes, réalisés en 2019.

8 – TRANSPORTS 13,8 M€

Direction	Transport
	Recettes
Voirie et déplacement	13 801 000
Total	13 801 000

13,8 M€ sont attendus au titre de la voirie et des déplacements, dont 4,7 M€ de subventions pour les pistes cyclables et 4,7 M€ liés aux remboursements de travaux réalisés pour le compte de tiers.

0 – SERVICES GÉNÉRAUX 617,2 M€

Direction	Services généraux
	Recettes
Urbanisme	292 640 000
Logement et Habitat	202 262 500
Finances et Achats	121 910 939
Systèmes d'information et numérique	270 000
Espace verts et environnement	85 751
Constructions publiques et architecture	2 000
Total	617 171 190

Parmi les 292,6 M€ de recettes attendues au titre de l'urbanisme, 186 M€ sont prévus au titre des cessions avec 112,5 M€ de prévisions de ventes parfaites et 73,5 M€ relevant des parts annuelles de ventes avec échéanciers. 100,6 M€ sont inscrits pour les opérations comptables liées aux acquisitions, ventes avec échéancier ou échanges fonciers. Ces recettes sont également présentées plus haut, au titre de la fonction Aménagement des territoires et habitat. 6 M€ sont en outre inscrits au titre de la taxe communale d'aménagement.

Les recettes liées au logement et à l'habitat sont essentiellement constituées des loyers capitalisés, inscrits au budget d'investissement à hauteur de 201,9 M€.

Les recettes liées aux finances et aux achats sont constituées de 115,9 M€ prévus au titre du fonds de

compensation pour la TVA et de 6 M€ de remboursement d'avances par la SEMAEST dans le cadre du contrat de revitalisation artisanale et commerciale.

Les autres recettes sont liées à divers remboursements de frais et d'avance.

II - Situation des autorisations de programme

Après le vote du budget primitif, le montant net cumulé des autorisations de programme en cours (opérations réelles et opérations d'ordre confondues) s'élèvera à 8,3 Md€.

	Dépenses
Autorisations de programme nettes cumulées avant le vote du BP 2022	5 796 706 388,19
Autorisations de programme BP 2022	2 462 809 394,33
Total des autorisations de programme cumulées nettes après le vote du BP 2022	8 259 515 782,52

Le tableau ci-après détaille la situation des autorisations de programme en cours après le vote du budget primitif 2022, par fonction, en dépenses.

Fonctions	Libellés	Stock net avant BP 2022	Total BP 2022	Stock net après BP 2022
1	Sécurité	17 185 738	30 658 000	47 843 738
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	397 645 588	151 297 254	548 942 842
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	733 462 802	262 834 144	996 296 946
4	Santé et action sociale	192 094 044	109 401 906	301 495 950
5	Aménagement des territoires et habitat	2 913 540 672	962 954 601	3 876 495 273
6	Action économique	169 707 218	88 899 000	258 606 218
7	Environnement	77 256 907	127 489 630	204 746 537
8	Transports	624 904 210	250 184 799	875 089 009
0	Services Généraux	670 909 209	479 090 060	1 149 999 269
Total Général		5 796 706 388	2 462 809 394	8 259 515 782

V/ Les opérations d'ordre

Trois types d'opérations d'ordre sont regroupés dans des chapitres globalisés particuliers :

- Les mouvements entre sections, équilibrés entre fonctionnement et investissement :
 - Les opérations d'ordre de transfert entre sections de fonctionnement et d'investissement (chapitres 946 et 926) ;
 - Le virement de la section de fonctionnement (chapitre 953) à la section d'investissement (chapitre 951).
- Les opérations d'ordre patrimoniales, équilibrées à l'intérieur de la section d'investissement (chapitre 925).

1) Les mouvements entre sections de fonctionnement et d'investissement

Chapitre		Investissement		Fonctionnement		Chapitre	
		Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes		
926	Opérations d'ordre de transfert entre sections (investissement)	233 095 000	469 458 078	469 458 078	233 095 000	946	Opérations d'ordre de transfert entre sections (fonctionnement)
951	Virement de la section de fonctionnement		14 829 299	14 829 299		953	Virement à la section d'investissement

➤ Les mouvements d'ordre budgétaires entre sections au BP 2022 (chapitres 926 et 946)

Les mouvements d'ordre budgétaires entre sections sont imputés :

- en chapitre 946 « Transferts entre sections » pour ce qui concerne la section de fonctionnement,
- en chapitre 926 « Transferts entre sections » côté section d'investissement.

Les **amortissements des immobilisations** sont imputés en dépenses de fonctionnement et en recettes d'investissement. Au BP 2022, les **dotations aux amortissements** s'élèvent à 447 M€.

L'inscription au titre de **l'amortissement des primes de remboursement des obligations**, imputée en dépenses de fonctionnement et en recettes d'investissement, s'élève à 2,5 M€ au BP 2022.

L'**amortissement de l'étalement des charges** en lien avec la crise sanitaire de la Covid est imputé en dépenses de fonctionnement et en recettes d'investissement pour un montant de 20 M€ au BP 2022 (représentant un cinquième du montant total des charges basculées en investissement en 2020, soit 100 M€, et amorties sur cinq ans à compter de l'exercice 2020).

La **quote-part des subventions transférables** est imputée en dépenses d'investissement et en recettes de fonctionnement pour un montant de 78,5 M€ au BP 2022.

Les **reprises sur amortissements des immobilisations** sont imputées en recettes de fonctionnement et en dépenses d'investissement pour un montant de 2,2 M€ au BP 2022. Les **reprises sur**

amortissement des primes de remboursement des obligations sont imputées en recettes de fonctionnement et en dépenses d'investissement pour un montant de 0,4 M€.

Les **travaux en régie** sont imputés en recettes de fonctionnement et en dépenses d'investissement pour un montant de 2 M€ au BP 2022.

La **reprise de l'excédent d'investissement en section de fonctionnement** s'impute en recettes de fonctionnement et en dépenses d'investissement pour un montant de 150 M€ en 2021.

➤ **Le virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement (chapitres 951 et 953)**

Au BP 2022 le virement de la section de fonctionnement vers la section d'investissement représente une inscription de 14,8 M€. Ce transfert contribue à l'autofinancement dégagé par les recettes d'investissement, permettant notamment d'assurer le remboursement des annuités de la dette en capital. Ces inscriptions budgétaires ne font l'objet d'aucune exécution budgétaire.

2) Les mouvements à l'intérieur de la section d'investissement (opérations patrimoniales au chapitre 925)

Investissement	
Dépenses	Recettes
99 003 130	99 003 130

Les mouvements équilibrés à l'intérieur de la section correspondent principalement à :

- **23 M€** pour **l'intégration patrimoniale des biens immobiliers acquis à titre gratuit ou à l'euro symbolique**, dans le cadre des opérations d'urbanisme ;
- **45,5 M€** pour la réintégration dans le bilan patrimonial de la collectivité des **avances et acomptes versés** (notamment dans le cadre des délégations de maîtrise d'ouvrage) ainsi que des **transferts liés aux études effectuées par des tiers** en vue de la réalisation d'investissement ;
- **5 M€** au titre de **l'intégration des primes d'émission versées** dans le montant de la dette ;
- **6 M€** au titre de la **réintégration des investissements réalisés par les États spéciaux d'arrondissement**,
- **19,5 M€** au titre de la **réintégration des annuités de loyers capitalisés** liées à l'exercice.

VI/ Récapitulatif par chapitre du BP 2022

Les tableaux ci-dessous décomposent le passage du périmètre de l'analyse financière, utilisé dans le présent rapport, à celui des documents budgétaires. Ils présentent ainsi les flux neutralisés en analyse financière, car équilibrés en dépenses et en recettes au sein du budget consolidé.

(montants exprimés en millions d'euros)

Dépenses de fonctionnement – BP 2022

Vision analyse financière par fonction

Sécurité	413,3
Enseignement, formation, professionnelle et apprentissage	744,3
Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	574,6
Santé et action sociale	2 358,0
Aménagement des territoires et habitat	254,2
Action économique	49,0
Environnement	689,4
Transport	641,0
Services généraux	836,0
Opérations non ventilées	1 801,7
Total dépenses réelles de fonctionnement (a)	8 361,6

Le périmètre des documents budgétaires ajoute à ces dépenses les flux retracés ci-dessous :

Neutralisations (b)	700,9
Dépenses d'ordre de transfert entre sections (chapitre 946)	469,5
Virement vers la section d'investissement (chapitre 953)	14,8
Taxe de séjour - part régionale	13,0
Opération Porte de Versailles	11,7
Indemnité concession froid	192,0
Total budgétaire (a) + (b)	9 062,5

Recettes de fonctionnement – BP 2022

Vision analyse financière par fonction

Sécurité	1,3
Enseignement, formation, professionnelle et apprentissage	81,6
Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	84,6
Santé et action sociale	637,4
Aménagement des territoires et habitat	212,4
Action économique	60,4
Environnement	730,4
Transport	492,9
Services généraux	185,8
Opérations non ventilées	6 276,1
Total recettes réelles de fonctionnement (a)	8 762,8

Le périmètre des documents budgétaires ajoute à ces recettes les flux retracés ci-dessous :

Neutralisations (b)	299,7
Recettes d'ordre de transfert entre sections (chapitre 946)	233,1
Loyers capitalisés comptabilisés en section de fonctionnement	-150,0
Taxe de séjour - part régionale	13,0
Opération Porte de Versailles	11,7
Ticket d'entrée concession froid	192,0
Total budgétaire (a) + (b)	9 062,5

Dépenses d'investissement – BP 2022

Vision analyse financière par fonction

Sécurité	27,2
Enseignement, formation, professionnelle et apprentissage	103,4
Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	240,9
Santé et action sociale	57,5
Aménagement des territoires et habitat	650,7
Action économique	46,1
Environnement	66,3
Transport	166,6
Services généraux	170,9
Opérations non ventilées	125,1
Total dépenses réelles d'investissement	1 654,7

Le périmètre des documents budgétaires ajoute à ces dépenses les flux retracés ci-dessous :

Neutralisations (b)	754,7
Dépenses d'ordre de transfert entre sections	233,1
Opérations patrimoniales (chapitre 925)	99,0
Opérations équilibrées neutralisées	104,6
Remboursements d'emprunt	318,0
Total budgétaire (a) + (b)	2 409,4

Recettes d'investissement – BP 2022

Vision analyse financière par fonction

Sécurité	1,0
Enseignement, formation, professionnelle et apprentissage	19,4
Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	33,7
Santé et action sociale	8,9
Aménagement des territoires et habitat	257,8
Action économique	0,2
Environnement	0,1
Transport	13,8

Services généraux	1,0
Opérations non ventilées	330,2
Total recettes réelles d'investissement	666,1

Le périmètre des documents budgétaires ajoute à ces recettes les flux retracés ci-dessous :

Neutralisations (b)	1 743,3
Recettes d'ordre de transfert entre sections (chapitre 926)	469,5
Opérations patrimoniales (chapitre 925)	99,0
Opérations équilibrées neutralisées	104,6
Loyers capitalisés comptabilisés en section de fonctionnement	150,0
Nouveaux emprunts (natures 16311 et 1641)	905,4
Virement depuis la section de fonctionnement (chapitre 951)	14,8
Total budgétaire (a) + (b)	2 409,4

Les montants de la présentation ci-dessous sont exprimés au format budgétaire, et incluent les flux présentés ci-dessus, neutralisés en analyse financière, dont les crédits d'ordre dédiés aux écritures comptables équilibrées en dépenses et en recettes.

SECTION DE FONCTIONNEMENT :

Le **BP 2022** s'élève à **9 062,5 M€ en recettes et en dépenses de fonctionnement**, en hausse de 4,4 % par rapport au budget primitif 2021.

Les recettes de fonctionnement sont composées de 8 829,4 M€ de crédits réels et de 233,1 M€ de crédits d'ordre.

Les dépenses de fonctionnement sont composées de 8 578,2 M€ de crédits réels, de 469,5 M€ de crédits d'ordre et de 14,8 M€ de virement à la section d'investissement.

- **Les recettes de fonctionnement**

LIBELLÉ	BP 2021	Projet BP 2022	% / BP 2021
73 et 731 - FISCALITE ET COMPENSATIONS	6 717 247 739	6 791 334 696	1,1%
Compensations des transferts à la Métropole du Grand Paris	1 310 469 009	978 463 518	-25,3%
<i>Dont part fiscalité</i>	<i>857 362 561</i>	<i>525 357 070</i>	<i>-38,7%</i>
<i>Dont part CPS de la DGF</i>	<i>453 106 448</i>	<i>453 106 448</i>	<i>0,0%</i>
74 - DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	370 043 402	389 722 075	5,3%
Concours de l'État	53 674 511	72 970 104	35,9%
Autres participations	316 368 891	316 751 971	0,1%
016 - AUTONOMIE	14 340 000	18 220 000	27,1%
017 - INSERTION	262 428 856	264 880 009	0,9%
70 et 75 - PRODUITS D'EXPLOITATION	1 145 592 520	1 340 363 184	17,0%
76 - PRODUITS FINANCIERS	18 616 510	19 640 510	5,5%

77 - PRODUITS SPECIFIQUES	1 000 000	1 040 000	4,0%
013 - ATTENUATION DE CHARGES	5 029 000	4 240 000	-15,7%
042 - REPRISE SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS, REPRISE D'EXCÉDENT D'INVESTISSEMENT	143 595 000	233 095 000	62,3%
TOTAL	8 677 893 027	9 062 535 474	4,4%

- Les dépenses de fonctionnement

LIBELLÉ	BP 2021	BP 2022	% / BP 2021
012 et 6586 - MASSE SALARIALE (dont collaborateurs des groupes d'élus)	2 469 576 220	2 512 437 308	1,7%
SOUS-TOTAL CHAP 011 ET 65 (hors participations à d'autres budgets)	1 816 649 570	2 068 872 885	13,9%
011 - Charges à caractère général (frais de mission et déplacement compris)	816 742 808	814 923 075	-0,2%
65 - Autres charges de gestion courante	999 906 762	1 253 949 809	25,4%
* Aides sociales	654 708 322	692 124 381	5,7%
* Subventions de fonctionnement (hors aide sociale)	196 036 924	198 835 983	1,4%
* Autres charges	149 161 516	362 989 445	143,4%
016 - ALLOCATION PERSONNALISEE D'AUTONOMIE	122 809 565	132 390 299	7,8%
017 - PLAN PARISIEN D'INSERTION PAR L'EMPLOI ET REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE	434 414 303	445 858 242	2,6%
Part allocation RSA	385 000 000	394 000 000	2,3%
Plan Parisien d'Insertion par l'Emploi (P.P.I.E.)	23 012 736	24 224 364	5,3%
Contrats d'avenir	3 000 000	3 000 000	0,0%
Remises gracieuses RSA	120 000	120 000	0,0%
66 - CHARGES FINANCIÈRES	147 401 720	142 511 720	-3,3%
042 et 023 - PRÉLÈVEMENT SUR RESSOURCES	472 327 934	484 287 377	2,5%
Amortissements	462 100 000	469 458 078	1,6%
Autofinancement	10 227 934	14 829 299	45,0%
65 - PARTICIPATIONS A D'AUTRES BUDGETS	1 435 919 476	1 445 111 528	0,6%
Centre d'action sociale de la Ville de Paris (C.A.S.V.P.)	369 000 000	369 250 000	0,1%
Préfecture de Police	222 448 774	222 548 774	0,0%
Participation à Ile-de-France Mobilités (IdFM)	396 000 000	399 330 000	0,8%
SYCTOM	100 400 000	105 000 000	4,6%
Paris Musées	55 200 000	55 200 000	0,0%
Crèches associatives	62 443 867	61 219 062	-2,0%
Caisses des écoles	81 771 811	80 560 540	-1,5%
Enseignement privé	36 200 000	35 837 000	-1,0%
Dotation de fonctionnement des collègues	38 117 223	38 312 915	0,5%
Aide aux transports	22 700 000	19 716 000	-13,1%
Fonds de Solidarité Logement	24 000 000	30 492 000	27,1%

Budget annexe de l'assainissement	20 000 200	20 000 200	0,0%
Établissement public territorial de bassin – Seine Grands lacs	3 600 000	3 430 000	-4,7%
Parcs interdépartementaux	2 852 314	2 852 314	0,0%
CNRACL	1 185 287	1 362 723	15,0%
67 - CHARGES SPECIFIQUES	13 300 000	13 300 000	0,0%
014 -ATTÉNUATION DE PRODUITS	1 765 494 239	1 817 766 115	3,0%
TOTAL	8 677 893 027	9 062 535 474	4,4%

SECTION D'INVESTISSEMENT :

Pour le BP 2022, le montant total des crédits de paiement s'élève à **2 409,4 M€**, contre 2 129,5 M€ au budget primitif 2021.

Les dépenses d'investissement se ventilent entre **2 077,3 M€** de dépenses liées aux opérations réelles et **332,1 M€** de dépenses liées aux opérations d'ordre.

Les recettes d'investissement représentent un montant identique de **2 409,4 M€**, réparti entre **1 826,1 M€** de recettes sur opérations réelles et **583,3 M€** de recettes sur opérations d'ordre.

Le tableau ci-dessous présente la ventilation des crédits de paiement au budget primitif 2022 entre opérations réelles et opérations d'ordre.

CHAPITRES	LIBELLES	DEPENSES		RECETTES	
		BP 2021	BP 2022	BP 2021	BP 2022
OPERATIONS REELLES		1 909 250 511	2 077 314 433	1 578 632 577	1 826 122 056
<i>dont emprunt (court et long terme)</i>		<i>267 992 777</i>	<i>318 011 750</i>	<i>780 575 227</i>	<i>905 432 827</i>
<i>hors emprunt (court et long terme)</i>		<i>1 641 257 734</i>	<i>1 759 302 683</i>	<i>798 057 349</i>	<i>920 689 229</i>
Crédits d'équipement		1 520 626 905	1 539 631 103	1 168 191 471	1 411 019 117
204	Subventions d'équipement versées	532 675 980	439 102 212	-	
Crédits d'équipement hors subventions versées		987 950 925	1 100 528 891	1 168 191 471	1 411 019 117
18	RSA programme d'équipement	600 000	300 000		
13	Subventions d'investissement	100 000	680 000	201 969 627	142 383 790
16	Emprunts et dettes assimilées			964 015 227	1 268 635 327
20	Immobilisations incorporelles	120 436 509	129 561 633	38 000	
21	Immobilisations corporelles	388 354 986	399 292 337		
22	Immobilisations reçues en affectation	1 750 000			
23	Immobilisations en cours	476 709 430	570 694 921	2 168 616	
Opérations financières		374 803 606	527 530 371	386 305 000	404 412 939
10	Dotations, fonds divers et réserves			145 000 000	122 710 939
13	Subventions d'investissement				
16	Emprunts et dettes assimilées	289 483 606	331 204 812		
26	Participations et créances rattachées à des participations	2 785 000	88 750 000		
27	Autres immobilisations financières	82 535 000	107 575 559	305 000	79 802 000
20	Dépenses imprévues				
24	Produit des cessions d'immobilisations			241 000 000	201 900 000
Opérations pour compte de tiers		13 820 000	10 152 959	24 136 106	10 690 000
45	Opérations pour comptes de tiers	13 820 000	10 152 959	24 136 106	10 690 000
OPERATIONS D'ORDRE		220 285 392	332 098 130	550 903 327	583 290 508
40	Transferts entre sections	143 595 000	233 095 000	462 100 000	469 458 078
41	Opérations patrimoniales	76 690 392	99 003 130	76 690 392	99 003 130
21	Virement section de fonctionnement			12 112 934	14 829 299
TOTAL GENERAL		2 129 535 903	2 409 412 564	2 129 535 903	2 409 412 564

Il ressort de la section de règlement 2022 un besoin de financement de **920,3 M€**, qui se décompose de la façon suivante :

BESOIN DE FINANCEMENT	BP 22
OPERATIONS REELLES <i>hors autorisation d'emprunt</i>	1 156 625 204
<i>dont mouvements non financiers</i>	1 033 507 772
<i>mouvements financiers</i>	123 117 432
OPERATIONS D'ORDRE <i>hors virement de la section de fonctionnement</i>	-236 363 078
TOTAL	920 262 126

Ce besoin de financement est couvert par le virement de la section de fonctionnement ainsi que par l'autorisation d'emprunt, selon les proportions suivantes :

MOYENS DE FINANCEMENT	
VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	14 829 299
AUTORISATION D'EMPRUNT	905 432 827
TOTAL	920 262 126

Annexe - Le budget sensible au genre

La Ville de Paris a mis en place depuis fin 2020 une démarche de **budgetisation sensible au genre** (BSG) qui vise à systématiser la prise en compte de l'égalité femmes-hommes dans la conception et la mise en œuvre des politiques publiques parisiennes. L'intégration de cette perspective de genre dans le processus budgétaire permet d'engager une **évaluation de chaque dépense selon son impact sur l'égalité femmes-hommes** : le dispositif financé a-t-il un effet positif en matière de promotion de l'égalité ou au contraire renforce-t-il des tendances lourdes d'inégalités existantes ?

Lors d'une première phase, sur la première moitié de la mandature (2021-2023), il est nécessaire de développer une **méthodologie d'analyse du budget** de la collectivité selon ses effets sur l'égalité femmes-hommes. Cette méthodologie devra dans un second temps (2024-2026) être **systématisée et intégrée dans l'ensemble du cycle budgétaire**, pour à terme proposer une restructuration des dépenses et recettes pour une meilleure promotion de l'égalité. Afin de conduire cette démarche, une équipe projet s'est constituée autour du service égalité, intégration, inclusion de la direction de la démocratie, des citoyen-nes et des territoires (DDCT) et de la sous-direction du budget de la direction des finances et des achats (DFA).

1. Une méthodologie parisienne en cours d'élaboration

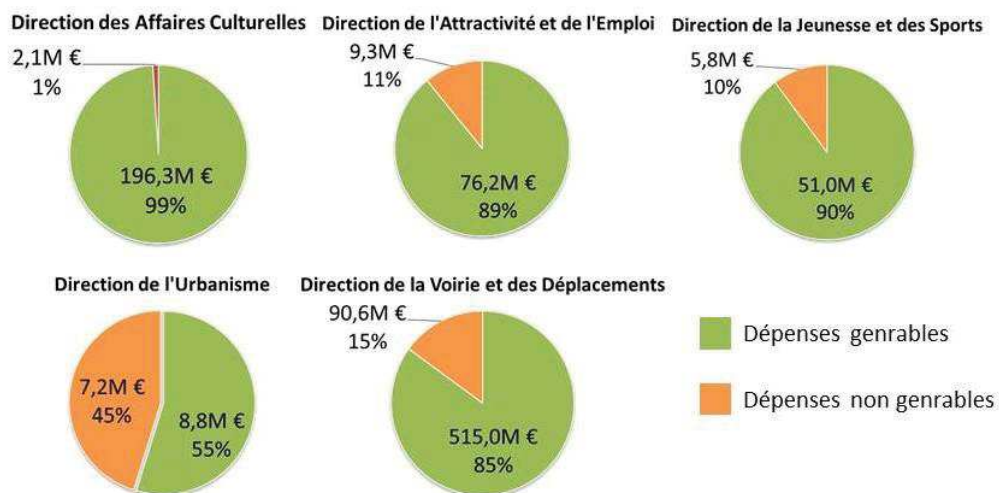
Le processus de budgetisation sensible au genre a déjà été abordé par certaines collectivités françaises et européennes ces dernières années. Afin de tirer profit de ces expériences, l'équipe projet de la ville de Paris est allée à la **rencontre des villes de Lyon, Genève, Ixelles et Vienne**. Des échanges sur les bonnes pratiques, les choix méthodologiques ainsi que les obstacles à contourner ont permis de nourrir la démarche.

Ces apprentissages ont permis de développer une méthodologie propre et adaptée à l'envergure et à l'ambition de la démarche parisienne. Un **périmètre de travail** a d'abord été défini, limité à l'étude des **budgets de fonctionnement de cinq directions volontaires** de l'administration parisienne : la direction des affaires culturelles, la direction de l'attractivité et de l'emploi, la direction de la jeunesse et des sports, la direction de l'urbanisme et la direction de la voirie et des déplacements. Des **ateliers exploratoires** ont été conduits réunissant les services budgétaires et les référent-es égalité femmes-hommes des services concernés.

Ces premiers travaux ont abouti à une **tricotégorisation** des dépenses de fonctionnement selon qu'elles participent directement à l'égalité (dépense dite *genrée*), que l'égalité peut devenir un objectif de la dépense parmi d'autres (*genrable*) ou que l'égalité ne peut être visée (*non genrable*). Les dépenses d'investissement et les recettes seront analysées dans un second temps. La **nature comptable des dépenses** a été identifiée comme une première clé d'analyse pour systématiser cette tricotégorisation. Elle permet de plus d'identifier des **groupes thématiques de dépenses** (subventions, marchés publics, dispositifs en régie, équipements accueillant du public, etc.), qui sont tout autant de pans de réflexion pour mieux intégrer le genre dans les dispositifs. L'ambition est de construire un ensemble de **pistes d'analyse, d'évaluation et d'action pour chaque grande nature de dépense** identifiée, pour permettre la systématisation de la démarche.

2. Des premiers résultats prometteurs

Le travail exploratoire conduit avec les cinq directions pilotes a fourni plusieurs premiers résultats. D'une part, la tricatégorisation opérée sur le compte administratif de l'année 2020 a mis en lumière la **grande proportion de dépenses dédiée à des dispositifs genrables**, et ce pour toutes les directions, malgré la diversité de leurs actions. Ainsi, au sein de chaque budget, **au moins 55% des dépenses** sont genrables (c'est le cas pour la direction de l'urbanisme), et **jusqu'à 99% des dépenses** (pour la direction des affaires culturelles). Pour exemple, les subventions à des associations sportives et culturelles et la gestion d'équipements accueillant du public constituent des dépenses genrables, alors que les dépenses de maintenance et de fluides sont considérées pour le moment comme non genrables.



D'autre part, **certains dispositifs des directions ont été analysés de façon détaillée**, ces focus offrant un aperçu de la façon dont les objectifs d'égalité de genre peuvent être pris en compte et évalués. De cette étude transversale émergent quelques **premières clés pour mieux intégrer le genre dans les politiques publiques**.

Les indicateurs

Tout d'abord, il est nécessaire de mettre en œuvre des indicateurs pour mesurer comment le genre a été pris en compte dans un dispositif et avec quels impacts. Premièrement, des **indicateurs de moyens** permettent d'évaluer la bonne prise en compte du genre dans la mise en œuvre des dispositifs. En particulier, il est intéressant d'évaluer si le personnel impliqué est paritaire en distinguant les différents niveaux hiérarchiques et les différents métiers, grâce à des chiffres détaillant la **répartition genrée des ressources humaines** et le nombre de femmes aux postes stratégiques par exemple.

Deuxièmement, des **indicateurs de résultats** évaluent l'impact d'une politique publique sur l'égalité. Le plus évident est la **part de femmes dans les bénéficiaires et usagers**, qui est souvent assez simple à mesurer et pertinente pour tous les dispositifs accueillant du public ou offrant un service. En plus du premier niveau d'indicateur qu'est la répartition des bénéficiaires, des indicateurs plus qualitatifs peuvent être utiles. Ils permettent d'analyser plus en détail le **contenu des dispositifs**, ce qui est mis en œuvre et de quelle manière. On peut s'intéresser aux ressentis et besoins des usagers, aux images véhiculées par le dispositif, au caractère stéréotypé ou non de sa communication, etc.

Les leviers d'action

En outre, des similarités et dissemblances ont été relevées dans les **leviers d'action** pour garantir un public mixte, une organisation paritaire ou un contenu égalitaire, toujours selon les natures de dispositifs. Les exemples étudiés ont mis en avant différentes façons de prendre en compte le genre :

- En amont, dans les **études préalables à la mise en place d'une politique publique**. Une analyse genrée du secteur qu'elle touche permet d'identifier des inégalités dans les usages ou bénéficiaires potentiels d'un dispositif ou espace, et donc de fixer des objectifs pour une plus grande égalité. Cette évaluation genrée est particulièrement pertinente dans le cadre des **aménagement d'espace public**, et peut prendre la forme d'une analyse genrée des fréquentations et des usages ou de concertations prenant en compte le genre ;
→ *Exemple à la DU : prise en compte du genre dans les pré-études d'impact de 6 opérations d'aménagement pilotes, à travers un diagnostic genré des usages et l'organisation de concertations sur le thème du genre ;*
- **Dans la gouvernance de la structure et la répartition des rôles en son sein**, en se prévenant de toute inégalité au sein du personnel employé, ainsi que par la formation des agents. Pour les subventions, un contrôle de la répartition des postes stratégiques peut être opéré et conditionner le choix des structures financées ;
→ *Exemple à la DAC : attention portée dans les conservatoires et bibliothèques à la proportion de femmes parmi les directeur-trices, les secrétaires généraux et les responsables ;*
- En termes de **public et de bénéficiaires du dispositif**, en contrôlant que ceux-ci soient paritaires. Des actions ciblant exclusivement ou majoritairement le public féminin peuvent être mises en œuvre, indirectement par un travail de communication s'adressant spécifiquement aux femmes, ou directement en leur réservant des places à l'intérieur de dispositifs mixtes ;
→ *Exemple à la DAE : actions dédiées spécifiquement aux femmes avec 128 places réservées dans le cadre du programme de formation aux métiers du numérique Paris Code ;*
- Dans le **contenu de la politique publique**, en s'assurant d'intégrer les besoins, les attentes et les aspirations de chacun-e et en transmettant un contenu non-stéréotypé ;
→ *Exemple à la DVD : prise en compte du genre dans les aménagements de 7 places, avec pour objectif de construire « un espace genré et aimable » autour d' « un équipement permettant une appropriation simple et directe par les femmes » (Cahier des charges du projet) ;*
- Enfin, plusieurs leviers permettent d'assurer **l'intégration du genre dans le contenu des subventions** : des subventions peuvent être accordées spécifiquement pour des actions en faveur de l'égalité femmes-hommes, ou l'on peut introduire ces actions dans les activités des groupes par ailleurs subventionnés pour leur fonctionnement, par exemple par une critérisation incitative des montants accordés. Des actions de promotion de l'égalité femmes-hommes peuvent aussi être introduites directement dans les conventions des associations avec des budgets identifiés, en réponse par exemple à un appel à projets ;
→ *Exemple à la DJS : système de critérisation permettant de majorer le montant accordé si des actions de promotion du sport féminin ont été mises en œuvre, dans le cadre des subventions aux associations pour le soutien au sport de proximité.*

3. Les perspectives pour la poursuite de la démarche

En termes de moyens, les perspectives suivantes sont envisagées pour l'année 2022 :

- La **sensibilisation, en lien avec le Centre Hubertine Auclert, de tous les acteurs des directions** à l'impact des politiques publiques sur l'égalité femmes-hommes, et la formation à la méthodologie de budgétisation sensible au genre ;
- L'organisation de **groupes de travail autour de chaque catégorie de dépense et notamment les subventions et les marchés publics**, pour mettre en commun les pratiques, les méthodes d'évaluation et les leviers d'action pour une meilleure intégration d'un critère de genre (proposition 2) ;
- L'**identification des gisements de données genrées disponibles dans les services de la collectivité et leur exploitation systématique**, pour renforcer les démarches d'évaluation des politiques publiques au regard du genre ;
- L'**intensification de la production de données genrées quantitatives et qualitatives**, en lien avec l'Atelier parisien d'urbanisme (APUR) pour systématiser l'analyse à toutes les politiques ;
- La **construction avec les directions concernées d'un panel d'indicateurs opérationnels et réalistes** relatifs à un nombre limité de dispositifs pour mesurer la progression de l'égalité entre les femmes et les hommes ;
- Le **partage d'un document informatif avec les élu·es du Conseil de Paris au moment du vote du BP 2023, en décembre 2022**, sur l'impact genré des dépenses de fonctionnement des cinq directions pilotes et leur évolution par rapport aux résultats présentés en 2021 ;
- La **poursuite du suivi stratégique régulier de la démarche** par l'organisation de comités stratégiques annuels, dans la continuité de la structuration mise en œuvre fin 2020.

À partir de 2023, les étapes suivantes sont envisagées :

- La **construction d'un guide méthodologique de la budgétisation sensible au genre** à l'attention des services budgétaires de l'ensemble des directions, leur permettant d'attribuer à chaque dépense un marqueur selon sa prise en compte du genre ;
- La **création d'un nouvel indicateur correspondant au marqueur « genre » attribué à chaque dépense dans le système d'information budgétaire** ;
- La **production d'une note synthétique à partir de l'analyse des dépenses constatées au CA de l'année précédente**, contenant des perspectives d'amélioration en faveur de l'égalité ;
- L'**introduction d'une évaluation des dépenses selon leur prise en compte du genre dans les discussions budgétaires**.

NB : Ce document est une synthèse d'un rapport méthodologique plus détaillé, qui sera disponible sur le site internet de la ville.